Radio-Télévision/Heures locales

- DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Bosnie: contradictions allemandes

The state of the s

one Hali

WS COS

662 F

Contract the Dead

্ৰ প্ৰথম

- 10 water

- Data sealer

Annual de deter

of the united recording

בשל דע אינייייי

STOWN CONTRACTOR

. - Qu ett. 483.

Commercial

The section

11. 14 MAZ

100

no Diffee

· Propager

The State of the Control

A CONTRACTOR

5 5 4 GHz

> i;n<u>∈</u>

Const

Barner M. b

Kang and Bulletin

5 5 Zes Cr

A mise en œuvre, annoncée pour le 13 avril, de la réso-lution 816 du Conseil de sécurité des Natione unies, visant à faire respecter, au besoin par la force, a zone d'exclusion eérienne en Bosnie divise profondément la coalition au pouvoir à Bonn. Le gouvernement du chancelier Kohi vient en effet de décider, evec les seules voix des ministres chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux baverois, de maintiens-sociaux bavarois, de main-tenir les équipages allemands à bord des eppareils d'observation AWACS de l'OTAN engagés dans ces opérations.

Les ministres libéraux du FDP, evec à leur tête le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, se sont opposés à cette décision. se sont opposés à cetts décision, et le groupe parlementaire de ce parti s'est joint à l'opposition social-démocrate pour porter le différend devent le Tribunel constitutionnel de Karlsruhe. Les juges euprêmes, à qui il est demandé de se prononcer lors d'une procédure accélérée sur la constitutionnellé de cette mesure, ne semblent pas disposés à trancher dans la hête une sés à trancher dans la hâte une querelle qui leur paraît relever au premier chef de la responsabilité du pouvoir politique. Dans l'état actuel des choses, les hommes de la Luftwaffe devraient donc rester à bord des AWACS, quitte à ce que le gouvernement soit désavoué dans quelques mois

PRENANT le risque d'une grave crise au sein de le coalition, le chanceller Kohl veut par ce « coup libérateur» mettre fin à la peralysie de son pays face à la crise yougoslave, S'ap-puyant sur une opinion publique majoritairement favorable à un engagement plus intense de la RFA dans les actions militaires de protection des populations menacées par l'expansionnisme serbe, M. Kohi met ses partenaires libéraux en position incon-fortable. Ces demiers sa déclarent en affet « politiquement » favorables à une participation da la Bundeswehr aux actions engagées hors de la zone couverte par l'OTAN sous l'égide des Nations unies, mais estiment, commo de la SPD, qu'une modification de la Constitution est nécessaire pour les byzantines quel'autoriser. Les byzantines que-relles de juristes, dont l'Alle-magne sa délecte en temps ordi-naire, sont hors de saison dans le contexte dramatique de la situa-tion en Branie.

KINKEL est sans doute cislistes ellemend de droit constitutionnel, maie il manque visiblement du fizir politique de son prédécesseur Hens-Dietrich Genecher, il s'était signalé, peu après sa prise de fonctions, per des propos très fermes revendiquant pour l'Allemegne un rôle accru au sein du Conseil da sécurité de l'ONU. En a'opposant resouré faui à le décision maiorité. aujourd'hui à la décision majori-taire du gouvernement, il prend le risque de se voir accuser d'in-conséquence.

Le chanceller Kohl, pour sa part, semble avoir tiré les leçons des critiques adressées à le poli-tique de l'Allemagne au début de l'écistement de la Yougoslavie, poussant les Occidentaux à une moyens juridiques de participer aux actions militaires de la com-

Lire nos informations page 4

Les Serbes de Bosnie ont rejeté le plan Vance-Owen



Tandis que Bill Clinton annonce un plan important | Alors que M. Jospin quitte ses instances dirigeantes

L'opinion américaine reste hostile à l'aide à la Russie

Maigré la publication de sondages montrant que 80 % des 'Américains sont hostiles à l'augmentation de l'aide à la Russie, M. Clinton a déclaré, à la veille de sa rencontre, le 3 avril, à Vancouver (Canada), avec le président Eltsine, que son pays accorderait une aide « agressive at spécifique ». Son impact sera crapide et important», a ajouté le secrétaire d'Etat, War-ren Christopher. De son côté, la CEE devrait proposer lundi à Moscou un accord de partenariat.



sans aggraver ses divisions

Le PS a réuni aamedi 3 avril son comité directeur pour analyser les raisons de son échec et les moyens de sa transformation. Pierre Mauroy et Michel Rocard devaient présenter un projet d'états généraux pour le début de juillet prochain, scénario refusé par Laurent Fabius, premier secrétaire. Pour sa part, Lionel Jospin, constatant l'absence d'une « volonté réellement commune» de tirer les leçons de la défaite, a annoncé sa démission des instances dirigeantes du parti.

Perte d'identité

par Patrick Jarreau

La pinpart des responsables du PS attribuent l'écrasement que celui-ci e subi, lors des élections législatives, eu décalage entre les objectifs qui sont normalement ceux d'un parti social-démocrate et la politique qu'il a pu mettre en œuvre eu pouvoir. Ils observent que tous les partis semblables, en Europe, se heurtent eux mêmes difficultés (le Monde du 3 avril). «Les instruments politiques qui étaient ceux des partis

sociaux-démocrates ont éclaté au début des années 80, résume le rocardien Alain Bergounioux. Il y a eu, partout en Europe, une crise des politiques keynésiennes natio-

Henri Weber, fabiusien, ne dit pas autre chose lorsqu'il souligne la « contradiction entre le caractère international de l'économie. de la finance, des entreprises, de la communication, et le caractère national du pouvoir politique».

Lire la suite et nos informations

Le triomphe de Philippe Séguin

Le député (RPR) des Vosges a été élu à une très forte majorité à Le député (RIPR) des vosges e et la présidence de l'Assemblée nationale.

Lire pages 6 et 7 les articles d'OLIVIER BIFFAUD, FRÉDÉRIC BOBIN et GILLES PARIS

M. Séguin sera dimanche, à 18 h 30, l'invité du « Grand Jury RTL. Monde ».

Cinquième année de sécheresse

La menace de sécheresse plane, une nouvelle foie, sur le France. C'est seulement pendant les mois d'hiver que les pluies parviennent à recharger les nappes souterraines. Or la « saison froide » s'est terminée sane précipitations suffisantes, et le bilan que vient d'établir Météo-Frence est elermant. La France ne sortira vraisemblablement pas de le situetion catestrophique où elle se trouve depuis 1988-1989.

La saison avait pourtent bien commencé evec un novembre pluvieux pour une grande pertie du terri-toire national. Et puis le ciel s'est tari, surtout à pertir de janvier. A la fin mars, le déficit était général.

Lire page 10 l'article d'YVONNE REBEYROL

HEURES LOCALES

Les universités reviennent en ville

Après avoir exilé les étudiants dans les campus, les urbenistes cherchent à les réinstaller eu centre des cités

Le Havre, au bout du pays

Une ville en fin de terre qui ne veut plus être une

Lire pages 19 à 26

Zambie : une jeune démocratie en péril

Le nouveau régime renoue avec l'autoritarisme d'antan

LUSAKA

de notre envoyé spécial

«La Zambie est menacée. Notre jeune démocratie est en péril. Le climat politique est empoisonné par quelques-uns de nos compatriotes qui veulent plonger la nation dans le chaos. » C'est en ces termes que le prési-dent Frederick Chiluba a publiquement justifié l'instauration de l'état d'urgence, le 4 mars. Les massivement voté pour le chan-

Zambiens ont accueilli evec gement, le 1º novembre 1991, consternation et inquiétude cette lors des premières élections muldécision, qui ravive de meuvais souvenirs.

L'état d'urgence, ils connaissent. Ils ont vécu pendant vingtsept ans, sous cette juridictioo d'exception, imposée par le président Kenoeth Kaunda, au lendemain de l'indépendance du pays, en 1964. C'est en partie pour cette raison qu'ils evaient

LA FAMINE EN AFRIQUE

Somalie, Soudan, Libéria... Partout où il y a la

guerre, les populations souffrent cruellement de la

faim. Des pays en paix sont également touchés par ce fléau, alors imputable à la sécheresse. Pourtant, il

VERS UNE ÉTHIQUE BIOMÉDICALE

L'accélération des progrès de la biologie et les réus-

sites spectaculaires enregistrées dans le domaine de

la bioéthique peuvent aussi engendrer des dérapages

et des pratiques contestables. Pour prévenir ces dan-gers, les pouvoirs publics cherchent à mettre en

place un ensemble de normes et de principes qui

Au sommaire des Clés de l'info : la formation du

gouvernement, les politiques de relance, le « big

bang » et les alliances du P.S., les élections législa-

tives au Yémen, les hommes et les partis en présence

en Afghanistan, les Kurdes, la crise de l'aéronauti-

que, le partage du travail, les délits d'initiés, les dix

ans de la retraite à soixante ans, les pavés du Nord...

vont poser les bases d'une éthique biomédicale.

existe des solutions à long terme.

tipartites, et porté Frederick Chià la présidence de la République. Aussitôt élu, le chef du Mouvement pour le démocratie multipartite (MMD) teneit sa promesse, levent l'état d'urgence

Las de l'eustérité et de conditions d'existence de plus en plus

décrété par son prédécesseur.

difficiles, dont ils rendeient le régime Kaunda responsable, les Zambiens se mirent alors à espéluba, « le champion des libertés », rer. Le nouveau gouvernement s'appliqueit, du reste, à faire oublier les affres du parti unique et ceux induits par une économie centralisée. Eo dix-sept mois de pouvoir, l'équipe Chiluba a fait beaucoup.

> FREDÉRIC FRITSCHER Lire la suite page 3

Un Observatoire international des prisons

Installé à Lyon, il veille eux conditions de détention des prisonniers de droit commun

Bruxelles contre la pomographie à la télévision

La Commission européenne vient d'autoriser le gouvernement britannique à suspendre des émissions

Chronique des marchés

Le Monde Avril 1993 deux dossiers Entré en vigueur en avril 1983, cet « acquis social »

est aussi un pari perdu sur l'emploi

par Jean-Michel Normand

Dix ans après son apparition, le 1º evril 1983, le droit à la retraite à soixante ans reste un acquis social » qu'aucune formation politique ne s'est basar-dée à remettre en question. Symbole du premier septennat de François Mitterrand, son maintien figure explicitement dans la plate-forme de la nouvelle majorité RPR-UDF. Pourtant, l'evenir paraît incertain. Structurellement déficitaires et lourdement handicapés par la montée du chômage, les régimes de retraite éprouvent des difficultés croissantes à assumer la charge de cette réforme à double face: indiscutable progrès social, mais, aussi, pari perdu sur 'emploi.

Saloé par les syodicalistes comme l'aboutissement d'une revendication séculaire - mais critiqué par la droite, estimant

que ce dispositif était moins avantageux pour les cadres que les anciennes garanties de res-sources (1) – le droit à la retraite à taux plein dès soixante ans au lieu de soixante-cinq est, ironie de l'histoire, entré en application une semaine après l'annonce du plan de rigueur de mars 1983. Introduite sans que son impact sur la Sécurité sociale ne fasse l'objet d'un financement précis, cette réforme « pèse » un peu plus d'un point de cotisation d'assurance-vieillesse par an, soit plus de 15 milliards de francs.

En revanche, la prise en charge de ce surcoût pour les régimes complémentaires a été, dès le début, programmée. Depuis 1983, l'ASF (Association pour la structure financière) compense auprès de l'ARRCO (régimes complémentaires de l'ensemble des salaries du secteur privé) et de l'AGIRC (caisses de cadres)

l'impact de l'abaissement de l'âge de la retraite. Alimentée par une subvention de l'Etat et une cotisation prélevée par l'UNEDIC, l'ASF a versé ces dix dernières années 85,9 milliards de francs à l'ARRCO et 45,3 milliards à l'AGIRC, soit l'équivalent de 15 % du total de leurs prestations. Mais le compte n'y est plus. Débordée par la montée du nombre de demandeurs d'empini, l'assurance-chômage ne peut plus honorer ses engagemeots, et les impayés devreient atteindre 11 milliards de francs fin 1993, lorsque la convention de l'ASF arrivera à échéance.

Les discussions s'annoncent difficiles.

Lire in suite page 16

(I) La garantie de ressources offrait aux salariés 70 % de leur demière rémuà 65 % en 1983.

A L'ETRANGER : Alpáte, 4.50 DA : Merco, 8 DH; Tuniele, 850 m ; Alemane, 2.50 DM : Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FR; Canada, 2.25 \$ CAN; Antiles/Réunica, 8 Fr. Côte-d'Ivoire, 466 F CFA; Denement, 14 (RD; Espegne, 190 FTA; G.-B., 85 n.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1.20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Rorvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 190 ESC; Sénégei, 450 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL: 15, RUE FALGUIÈRE, 755501 PARIS CEDEX 15 Tél.: (1):40-65-25-25 Télécopieur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F

ADMINISTRATION:
, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: [1] 40-86-26-25
Télécopieux: (1) 49-80-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société : cent aus à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tsaidi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F

Téléfax : 46-62-98-73. - Société filinie de la SARL le Monde et de Médias et Régies Europ

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Ceder

1.

nmission paritaire des journaus et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements eur les microfilms : index du Monde su (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout erticle, sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

ABONNEMENTS

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tel.: (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

BELGIQUE LUXEMB.

PAYS-BAS

572 F

: I tz3 F

ETRANGER:

par voie africane tarif au demande, pour vous abonner remoyez et balletta , accompagné de votre règlement à l'adresse ci-desses

on per MINITAL 36-15 LEMONDE code d'acrès ABO

« LE MONDE » (USPS » pending) is published deily for \$ 392 per year by « LE MONDE » I, place linbon, Seven-Méry » 9452 bry-sen-Seine » Fauror. Second class pos-tage paid at Champhain N.Y. US, and additional motion offices. PUSTPASTER: Send address changes to IMS of NY » Box 1518, Champhain N.Y. USP » 15 18.

Pour les abousements souscrite sur USA INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Loc. 3330 Pacific Avenue, Suite 404 Vingiola Beach, VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse délinitifs ou

provisoires : nos abonnés sont invités à formular leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Le Monde

citté per la SARL Le Monde omisé de direction : nes Lesourne : gécari teur de la publication

Bruno Frappet teur de la rédect

ceurs en chef

Anciena directaura rve Méry (1944-1958 Feuret (1969-1982)

1 an

301 MON III

3 mois 6 mois

Prénom:

Code postal:

Localité : .

Pays:.

PP. Paris RP

TARIF

FRANCE

536 F

7438 F

PAYS role

CEE

790 F

1 500 F

ou 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

La réhabilitation des « médecins assassins » du Kremlin

par Michel Tatu

STUPEUR à Moscou au matin du 4 avril 1953 : la Pravda publie ce jour-là, en haut de sa page 2, un communiqué du ministère de l'intérieur annoncant que le «complut des bluxes blanches», autrement dit l'affaire des « médecins assassins » dont l'avrencée l'arrestatinn avait été annoncée deux mois et demi plus tôt, n'a jamais existé, que les accusations étaient fausses et que les aveux attribués aux accusés leur nyaient été arrachés par des méthodes « illégales ». Trus sont réhabilités. Une autre note ajoute que le prési-dium du Soviet suprême a annulé, comme «incorrect», le décret dn 20 janvier 1953 attribuant l'ordre de Léniue à Lydia Timachouk, la doctoresse qui avait iancé toute l'affaire en accusant ses collègues, dans une lettre indignée à Staline, d'avoir assassiné Andrel Jdanov, le; «Tsar» de l'idéologie que l'on avait cru « mort naturellement » en 1948.

Ce communiqué fait l'effet d'une bombe, et pas seulement en URSS.
D'abord parce que Staline est mort
depnis un pen plus de quatre
semaines seulement, et que, à l'évidence, une telle décision n'aurait pas été prise de son vivant. Certes, le «culte de la personnalité» s'est arrêté pratiquement le soir des funérailles. Mais c'est la première manifestation concrète de « déstali-

Ensuite et surtout parce que, depuis les grands procès des années 30 et en fait bieo avant, c'est la première fois que le régime soviéti-que, grand expert en dénonciation de complots en tous genres, reconnaît que sa machine judi-claire et policière a faiili, qu'un complot a été inventé de toutes pièces. Et cela jette un doute d'autant plus grand sur tous les autres que celui-ci avait été présenté exac-tement de la même manière que ses devanciers : aucune preuve, pas le moindre indice matériel, priorité exclusive à l'aven des accusés...

Bien sûr, les amis étrangers désorientés s'empresseront d'en conclute que wia justice soviétique préserve mieux qu'aucune autre la liberté individuelle et les droits de du 6 avril 1953), voire que el Etat soviétique vient de donner la preuve éclatante qu'il met la justice au dessus de la raison d'Etat » (Florimond Bonte dans France nouvelle dn 11 avril 1953) ... Mais le virus dn 11 avril 1953) ... Mais le virus s'est infiltré dans les esprits, il o'en sortira plus. Sans aller jusqu'à voir dans cet épisode le premier jalon d'une route qui cooduira quarante ans plus tard à la chute dn mur de Berlin, il est clair que e'est un premier coup porté à la « fidélité inconditionnelle » à Moscou counse gage de l' « internationalisme prolé-tarien ».

La liquidation du comité juif autifasciste

Autre surprise, réservée celle-là aux initiés: le communiqué de réhabilitation émane non pas du comité central du parti, do prési-dium du Soviet suprême et du dium du Soviet suprème et du conseil des ministères, mais du seul ministère de la sécurité, qui regroupe depuis la mort de Staline, sous la direction de Lavrenti Beria, toutes les polices de l'URSS. Autrement dit, le maître du Goulag tire la couverture à lui, s'attribuant le mérite d'une mesure éminemment repulsire.

Non sans raison d'ailleurs, car Beria était une victime potentielle du vaste complot en préparation et dont l'affaire des médecins o'était qu'un élément. Une affaire qui se déroule lentement, comme tout ce que Staline entreprend dans la der-nière période de sa vie.

C'est le 7 novembre 1952, aussitôt après les fêtes anniver-saires de la Révolution d'octobre, que la police arrête à leur domicile plusieurs médecins éminents, qui out en commun deux caractéristiout en commun deux caractéristiques: pour la plupart, ils ont travaillé dans les hopitaux do Kremlin et soigné d'importants dignitaires du régime – depuis Gorki, mort en 1936, jusqu'à Jdanov, Chtcherbakov (un dirigeant mort en 1945) et Stalme hu-même; en second lieu, ils sont presqui tous juis. Un facteur que souligne ce passage du communiqué amonçant leur arrestation, dans la Pravda du 13 janvier 1953: «La majorité des membres du groupe majorité des membres du groupe terroriste (Vorsi, Kogan, Fleidman, terroriste (Vorsi, Kogan, Fieldman, Grinstein, Etinguer et d'autres) étaient liés à l'organisation nationaliste juive bourgeoise internationale Joint, créée par les services d'explonnage américains prétendument pour apporter une aide matérielle aux juijs des autres pays (...). Vorsi a déclaré aux enquêteus que l'organisation Joint aux États-Unis



lui avait donné l'ordre, par l'inter-médiaire du médecin moscovite Chimelovitch et du nationaliste juif bourgeois notoire Mikhoels, d'exterminer les cadres dirigeants de

Ce dernier oom est important: Salomon Mikhoels, acteur et met-teur eo scène, avait présidé le Comité juif antifasciste, constitué en URSS au lendemain de l'inva-sion allemande de 1941, essentiellement pour organiser la solidarité des juifs américains en faveur du combat commun cootre les-aazis (plusieurs dizaines de millions de dollars avaient été récoltés). Ce comité, aoquel participaient les personnalités juives les plus presti-gicuses, s'était attiré les soupons des autorités dès le succept fuie en 1946, Mikhail Souslov, le futur «idéologue» de Brejnev, avait dénoncé ses tendances a nationalister ». Mais ce o'est qu'en novembre 1948 - après le partage de la Palestine et la reconnaissance d'Israel par Moscou - qu'il avait été dissous et ses principaux dirigeants arrêtés (sanf l'écrivain Ilia Ehrenbourg, dont Staline avait besoin pour orchestrer le « Mouvement de la paix»). Quant à Mikhoels, on l'avait retrouvé assassiné dans des circonstances mystéricuses à Minsk le 13 janvier 1948, cinq ans jonr pour inur avant son implication comme «nationaliste bourgeois» dans le complot des médecins.

Cette dernière affaire s'entrecroise danc avec la précédente. Jacob Etinguer, l'un des « médecins assassins », a d'ailleurs été arrêté des 1950, et l'on apprendra plus tard que la lettre de dénonciation de la doctoresse Timachouk publiée sans date en 1953 - a été en fait envoyée à Staline cinq ans plus tôt. Par ailleurs, ce o'est qu'en 1952 que s'achève, dans le plus grand secret, le procès des diri-geants du Comité juif antifasciste treize personnes sont exécutées le 12 août de cette anuée-là. Ajoutons le procès de Slansky et de ses treize coaccusés (dont onze juifs), qui se tient à Prague en novembre 1952. Moscou n'entend pas rester «à la

> D'Israël au Birobidjan

C'est, en tout cas, une quasi-cer-titude aujourd'hui: l'antisémitisme affaires que révèlent ces diverses affaires aurait pu aller beaucoup plus loin si Staime n'était pes mort entre-temps. Toute la période de l'après-guerre stalinienne est marquée par un sursant du nationa-lisme grand-russe, déja exalté pen-dant le combat contre l'occupant : c'est l'époque où l'on traque les œuvres d'art « antinationales », où des Russes sont crédités de toutes les inventions du XIX siècle, où tout ce qui est aétranger » est dénigré. On est même passé à une politique concrète de « parification de thaique » avec la déportation de diraines de passès equipoparés etinique» avec la deportation de dizaines de peuples soupçonnés d'avnir collaboré avec les Allemands, su Cancase, mais aussi dans les pays baites. Pour aller jusqu'au bout, il aurait fallu faire de même avec les Ukrainiens – mais ils sont trop nombreux. Mais pourquoi pas avec les jnifs, premiers véhicules de ce « cosmopolitisme » test décide? véhicules de ce «co tant décrié?

tions et camps de la mont nazis est encore toot frais, et puis les juifs, à la différence des Allemands de la préconisant l'installatinn de tous les juifs en Sibérie. Plusieurs membres de l'intelligentsia soviétique sont invités à la signer. Beaucoup refuseot, notamment l'habile Ehrenbourg, qol prend sur lui-d'écrire une lettre à Staline pour Volga, des Tatars de Crimée et des autres peuples du Sud, sont dispersés d'un bout à l'autre du pays, au cœur des villes et de leurs élites. lul signaler que ce projet « ne peut Mais l'idée d'un «foyer juif» a vu que raviver la répugnante compagne antisoviétique que mènent aujour-d'hui les sionistes ». le jour avec la création, des les

On en restera là, car Staline va

mourir le 5 mars - et divers per-

jour-là. Le dictateur était-il sur le

point d'organiser uo super-procès

public des médecins et de bien

d'autres comploteurs supposés.

comme beaucoup le pensent aujnurd'hui? Ou bien aurait-il été,

de toute manière, freiné par ses

futurs héritiers 7 sl est clair, en tout

cas, que tont le « noyau dur » du

bureau politique stalinien voyait

d'un très mauvais œil une cam-

pagne qui le ramenait à la grande terrenr de 1937. Molotov et Mikoyan avaient été vinlemment

eritiqués par Staline à l'issue du XIX congrès, et la femme du pre-mier, Jemtchosjina, juive et mem-bre du Comité juif antifasciste, croupissait au Goulag depuis 1948.

Même l'entourage encore plus rap-proché du dictateur était menacé :

le général Vlasik, chef de sa garde personnelle, est arrêté en novembre et le très docile Poskrebychev,

le grand Mingrélien!»

années 30, de la régioo autonome Juive ao Birobidjan, dans l'Extrême-Orient soviétique. C'est un échec, mais après tout, quelques-Juifs soviétiques, dnot Mikhoels, ont suggéré d'enx-mêmes, en février 1944 — hien avant la création d'Israël —, la constitution d'un fnyer inif en Crimée (ils oe arront nas sujéts par d'autres mentbres de la communacté, cotrés à l'idée d'occuper des terres dont les Tatars allaient être chassés). Aussi bien Sousloy, décidément «spécialisé » dans la questina, a-t-il sug-géré, dès novembre 1948, de relan-cer l'idée d'un «véritable Etat juif progressiste » au Birobidian, où s'installeraient cette fois e tous les juis vivant en Union soviétique, de l'ouvrier et du kolkhozien à l'académiclen ». Le volontariat serait réservé sculement aux e juifs désirant quitter les autres pays» ...

Or la même idée de déportation obligatoire refait surface au lendemain du XIX coogrès du PC en 1952, au moment où sont arrêtés les premiers médecins. Dmitri Tchesnokov, un «philosophe» qui vient d'être élu membre du dernier bureau politique stalinien, fait circuler par l'intermédiaire de deux

avait été fusillée...

complots. D'abord, c'est lui qui avait patrnnné la créatinn du Comité juif antifasciste pendant la guerre; ensuite, toute l'affaire des nédecins avait été mnntée par d'autres responsables nommés «dans son dos» par Staline. Dès 1951 d'ailleurs, une purge déclen-chée en Géorgie parmi les Mingré-liens, son ethnie d'nrigine, avait freppé la plupart de ses proches, et ln cercle se rapprochait : «Cher-chez le grand Mingréllen!» disait Staline aux enquêteurs. Vnila pourquni la réhabilitatinn

secrétaire partieulier de Staline

depnis plus de trente ans, est limngé en décembre. Quelques

mois plus tôt, sa femme - juive -

Enfin Beria, l'homme de tnutes les polices, était visé par ces divers

des médecins fut décidée en priorité par Beria. Voilà aussi pourquoi Khrouchtchev, qui élimine Beria quelques mnis plus tard, en juin 1953, passe pratiquement snus sileace l'affaire des médecins dans son rapport secret au XX congrès en 1956. Non seulement il ne souhaite faire ancune fleur à ce redoutable adversaire, mais surtnut il s'appuie dans son ascensinn sur quelques-uns des nnuveaux apparatchiks mis en place par Staline cantre la vieille garde en 1952 : Ignatiev, le ministre «anti-Beria» de la sécurité qui a mené l'enquête sur les médecins, Frol Kozlov, qui a commis dans la revue Kommu-nist l'un des articles les plus antisémites de la campagne, Souslov et d'autres. Sans parler de son gendre Adjoubel, qui a été chargé d'éctire en janvier 1953, dans la Komso-molskaïa Pravda, qu'il dirige, l'article officiel sur les « médecins assassins» ...

L'affaire est particulièrement caractéristique du règne finissaot de Staline, d'une paranoïa poussée au paroxysme mais en même temps hésitante, comme si le dictateur, pris dans ses propres contra-dictions, avait hésité à heurter de front les ememis qu'il s'inventait. Le Goulag est encore plus plein que dans les années 30, les complots et imbroglios se succèdent, mais, à la différence de ce qui s'est passé dans les années 30, rien ne se à l'époque sur le procès du Comité juif antifasciste, rien noo plus sur l'« affaire de Leniograd », dans laquelle périssent, à partir de 1949, tout l'état-major du parti dans l'an-cienne capitale ainsi que le membre du bureau politique Voznessenski, exécuté en secret.

L'affaire des médecins est la première et la seule à être portée sur la scèce médiatique, sans doute parce qu'elle est destinée à être le sommet d'un iceberg encore plus dévastateur que tous les autres. La nature a eu raison de cet ultime bégaiement du stalinisme.

▶ On lira avec profit à ce sujet le livre de Jean-Jacques Marie les Derniers Complets de Sta-line, l'effaire des « blouses blanches professiones » blanches », récemment paru aux éditiona Complexa (Bruxellas).



"GRAND JURY" RTL-Le Monde



Une large majorité des Américains est hostile à une aide accrue à la Russie

L'aide des Etats-Unis à la Russie sera « pratique et concrète»; son impact sara «rapide et important», a déclaré, samedi 3 avril, à Vancouver, le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avant l'ouverture du sommet réunissant le président Bill Clinton et son homologue russe, Boris Ettsine, dans cette ville de l'Ouest canadien. Toutefois, selon des sondages, la volonté politique de Washington se heurte à l'opposition d'une large majorité des Américains, hostile à une assistance accrue à la Russie. De son côté. Ottawa a annoncé l'octroi d'une aide de 160 millions de dollars à la Russie, sous forme de coopération technique et de livraisons de bié.

VANCOUVER

The state of the s

7 (A)

The second secon

-11 FFE

200 25 miles (200 25 miles (20

1 1 1

10.00 7 4 11 1. . . ****

 $\cdots = w_{1,2\chi}$

marin di di 198

 $A \in \mathcal{F}$

1.7

100

 $(b-1) + b + (b + p) + b \frac{1}{2}$

Acres 150 th

on water

The second second

de notre envoyé spécial

Bill Clinton, qui a tonjours un œil sur les sondages, n'aura pas manqué de prêter attention à cetui-ci : 80 % des Américains sont opposés à une aide accrue des Blats-Unis à la Russie. C'est ce qui ressort d'une esti-mation USA Todoy/CNN/Gallup publiée, vendredi 2 avril, veille du premier sommet entre le président américain et son homologue russe, Boris Eltsine.

Ces chiffres peuvent paraître de mauvais angure quand on sait que l'intention de M. Clinton était, prément, de réaffirmer le soutien

des Etats-Unis à son interlocuteur. sous forme d'un « programme d'aide agressif et spécifique» dont l'admi-nistration espère qu'il donners un como de nouce à un camo réformateur russe en situation difficile. M. Clinton trouvera peu de réconfort dans un autre sondage, publié par le New York Times, qui établit que 60 % des Américains estiment que l'Occident o'a pas à dispenser d'assistance économique à la Russie pour assurer le maintien de M. Elt-

sine au pouvoir. Ces sondages, en forme d'avertis-sements, laissent entendre que les deux présidents ont en commun une opioion intérieure des plus scepti-

ques sur le thème du sommet de Vancouver : durant quarante-huit heures, la réunion devait permettre à MM. Clinton et Etsine de débattre de la question de l'aide. Ils entendaient y consacrer l'essentiel de sept à huit heures de discussions avant d'évoquer le désarmement nucléaire, la Bosnie ainsi que quel-ques autres sujets de l'après-guerre froide.

M. Clinton est conscient des réticances de son opinion, tout comme M. Eltsine n'ignore pas que le thème de l'aide occidentale ne rencontre pas un écho unanimement favorable en Russie. Sur la scène intérieure américaine, le sommet a été soignen-sement orchestré avec une préoccupation prioritaire: faire comprendre aux Américains que l'aide à la Rus-sie réformatrice o'est « pas de la cha-rité mais un investissement » dans un avenir plus sûr et pacifique.

Jeudi, dans une allocation proooncée devant l'Académie de marine d'Annapolis, M. Clinton avait observé : «Beaucoup d'entre nous se demandent pourquoi diable devons nous alder un pays aussi lointain alors que les temps sont durs,

ici, chez nous. » Et le président d'ex-pliquer que l'aide à la Russie se soidera « en dividendes » très tangisoldera « en dividendes » tres ung-bles, entre autres sous forme de réduction des budgets militaires. Si M. Clinton avait en un instant la M. Clinton avait en un instant la tentation de sous-estimer la grogne de beaucoup, de ses concitoyens devant tes coupes budgétaires en cours, et la perspective d'un accroissement parallèle de l'aide américaine à la Russie, son emploi du temps de vendredi l'en aura très vite dissuadé.

Soutien . . . de MM. Nixon et Bash

Avant de rencontrer M. Estsine à Avant de rencontrer M. Eissne à Vaucouver, le président faisait étape dans l'Oregon, à Portland, pour présider une conférence de la forêt qui, bien plus que le sommet de Vancouver, faisait les gros titres de la presse dans tout le nord-ouest du pays. Le président à été accueilli par des centieurs de motifications de motifications. taines de manifestants et de contre-manifestants qui, tous, réclamaient une aide accrue du gouvernement. fédéral (lire page 18). A quelques heures de Vancouver, le président a pu constater à quel point l'humeur du pays était plus au repli

prise de conscience de ce qui est en jen à Moscou. Or, pour M. Clinton, l'enjeu est de taille : de la réussite du camp réformateur à Moscou dépend non seulement l'avenir des relations américano-russes mais aussi, sans donte, le succès de sa

«Il se voit vraiment comme le pre-mier président de l'après-guerre froide», explique, dans le Wall Street Journal, le politologue Michael Mandelbaum. Lui, le prési-dent qui a échappé à la conscription et a été éln pour s'occuper « de l'Amérique d'abord», sait pertinem-ment que sou programme foccomment que son programme économi-que, et son profil politique person-nel, s'accomoderaient mal d'une période de tension renouvelée avec Moscou. « Bill Clinton avait compris que la condition nécessaire à son élection était la fin de lo guerre froide et, poursuit Michael Mandei-baum, il comprend [aujourd'hui] que le retour à une forme de guerre froide pourrait faire dérailler son programme et sa présidence.»

Dans ses efforts pour convaincre

sur les difficultés intérieures qu'à la nécessité d'aider la Russie, M. Clinton a regu le soutien de ses prédécesseurs à la Maison Blanche, de Richard Nixon à George Bush. Sa tâche est facilitée sur au moins un point : la plupart des fonds que le goovernement fédéral entend débourser cette année an titre de l'assistance à la Russie ont déjà été l'assistance à la Russie ont déjà été votés. Ils n'out pas été utilisés faute pour la Russie d'avoir mené une politique adéquate, notamment en matière monétaire, et faute pour ses militaires d'avoir voulu collaborer avec les États-Unis pour le démantèlement de certains des armements nucléaires.

> Moins que de chiffres, MM. Clin-ton et Elisioe devaient, à Vancou-ver, discuter des formes nouvelles que pourrait preodre l'aide; les grandes masses de l'assistance occi-dentale seroni décidées les 13 et 14 avril lors de la réunion à Tokyo des mioistres des finances et des affaires étrangères des sept pays les plus industrialisés (le G7).

> **ALAIN FRACHON** (Lire aussi, page 15. l'article de FRANÇOISE LAZARE sur le réé-

Zambie: une jeune démocratie en péril

Suite de la première page

Le nouveau pouvoir a restauré la confiance des institutions financières internationales et celle des bailleurs de fonds, échandés par l'attitude des gouvernements précédents, qui ne respectaient pas des engagements pris? avec le FME et la Banque mondiale.

Presse de faire boane impression, Frederick Chiliba se lançait, des son election, dans nn ambitieux programme de redressement économi-que : libération des prix, privatisa-tion du secteur nationalisé, licenciements dans la fonction publi-que, incitation à l'investissement zambien et étranger, renforcement des marchés financiers. Ce train de mesures ne pouvait manquer de séduire la communauté internationale, qui s'était engagée à soutenir le processus de démocratisation. L'enousiasme, suscité par la transition pacifique d'un régime de parti uni-que au multipartisme et à l'écononue de marché, s'est concrétisé lors-que la Zambie a obtenu, l'au passé, le 1,6 milliard de dollars qu'elle demandait au Club de Paris.

Promesses « trahies »

Tout aurait été pour le mieux, si la Zambie n'avait été, au mêmc moment, frappée par la terrible sécheresse, sévissant alors en Afrique australe. Le spectre de la famine se profilait, menaçant les couches les plus défavorisées. Le gouvernement constituait une cellule de crise et, svec l'aide des bailleurs de fonds aportait un million de tonnes de céréales. La nourriture fut distribuce, gratuitement, aux plus pauvaux d'iotérêt collectif, tandis que les fermiers sinistrés recevaient des indemnités, leur permettant de pré-parer la campagne agricole 1993. Sage décision : grâce aux bonnes conditions climatiques, la récolte s'annonce excédectaire. Les diplomates occidentaux s'accordent d'all-leurs à reconnaître que les Zambiens «ont parfaitemens géré la crise».

Mais le gouvernement, qui avait pour adoucir les cruels effets du programme de redressement éconon que, a dit changer son fusil d'épaule et consecrer son énergie – et une bonne part du budget – à modérer les conséquences de la sécheresse.

L'application, au pas de charge, du plan de redressement, approuvé par le FMI et la Banque mondiale, sans contreparties sociales, a lourde-ment pénalisé les Zambiens. « Autrefois, tout le monde mangeait trois fols par Jour, maintenant ceux qui peuvent fabe un repas doivent s'esti-mer heureux », constate, plein de dépit, l'ancien président Kenneth

«K. K.», comme l'appellent encore les Zambiens, critique séve-rement le nouveau régime. « De mon lemps, un sac de 25 kilos de farine de mais coûtait-250 kwachas. Pendant la campagne èlectorale, ils ont promis d'en baisser le prix à 50 kwa-chas. Mais aujourd'hui, avec la levée des subventions et la liberté des prix.

le sac est vendu jusqu'à 4 000 kwa-chas. Comment voulez-vous que les gens s'en sorient?», explique-t-il. A 'en croire, les bommes d'affaires dn MMD ont constitué « un gouverne-ment de riches, pour les riches, qui ne s'intéresse pos qu peuple ». De leur côté, les Zambiens sont

de plus en plus mécontents et le font savoir. « Nous avons le sentiment d'avoir plus de liberté, mais les conditions de vie sont devenues trop difficiles», se plaint Manson, un jeune chauffeur de taxi qui n'atrive plus, avec son salaire de 10 000 kwachas par mois à subve-nir aux besons de sa famille. Outre ses trois enfants, il a la charge de ses frères et sœurs. « Nous sommes obli-gés de tricher pour nous en sortir», explique-t-il, en admettant ne par donner à son patron el'intégralité » de ses recettes.

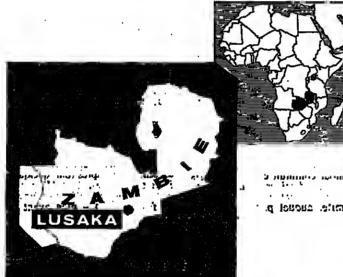
«La Zambie a atteint la limite de ne la Zambie à duient il umité de nepture sociale», considère un jeune diplomate européen, arrivé à Lusaka au moment où le gouvernement Chiluba entrait en fonctions. «La corruption est galopante, l'insécurité et le criminalité augmentent de fonctions l'insécurité et le criminalité augmentent de fonctions l'insécurité. façon inquiétante», souligne-t-il. Cette situation explosive, le Parti unifié pour l'indépendance (UNIP, ex-parti unique) ne manque pas de l'exploiter. « Nous sommes favorables au multipartisme, mais de facto nous sommes à nouveau en régime de parti unique, puisque nous n'avons que 24 sièges au Parlement, où le MMD jouit d'une écrasante

majorité», affirme Kebby Musokot-wane, l'actuel président de l'UNIP. «Le MMD avait promis de veiller au bien-être de tous, mais le peuple est de plus en plus malheureux alors que le salaire officiel annuel de cha-cun des ministres o été porté à 2.4 millions de kwachas, l'année der-nière», constate Kebby Musokot-wane, qui accuse le régime d'avoir a trahi ses promesses » en déclarant l'état d'urgence. Pas plus que M. Kaunda, le oouveau patron de l'UNIP ne trouve la mesure justifiée.

C'est pourtant un plan détaillé de déstabilisation de la société et des structures de l'Etat, émanant de mesure gouvernementale. Ce plan, baptisé « Option Zéro», décrit par le menn la marche à suivre pour ren-verser le gouvernemeoi Chiluba, avant les prochaines élections générales de 1996.

Arrestations arbitraires

On y préconise la désobéissance civile, l'entrisme dans les syndicats, l'agitation sur les campus, la mobilisation des chômeurs et des voyous, en utilisant les «compétences» d'an-ciens policiers, de fonctionnaires licencies et de membres des services secrets, oostalgiques de l'époque Kaunda. Les comploteurs, selon le texte de l'« Option Zéro», publié par la presse locale, devaient chercher les moyens de financer leur projet auprès de pays «amis», comme l'Irak, l'Iran, la Libye, ou encore auprès de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat.



l'aile dure du MMD, a pris la menace au sérieux. Outre l'imposition de l'état d'urgence, il a rompu les relations diplomatiques avec l'Iran et l'Irak. Cette décision n'a pourtant pas fait l'unanimité au sein du gouvernement. Le ministre de la justice, M. Tshongwe, et le général Myanda, ministre sans portefeuille, ont publiquement exprimé des dontes sur la oécessité d'une telle

Le ministre de l'information, Dipak Patel, admet, de son côté, qu' «il s'agit d'un point noir dans le processus de transition, entrepris depuis un an et demi». Mais il est. suadé qo'aussitôt les auteurs de l'«Option Zéro» traduits devant la justice, l'état d'urgence, proclamé pour quatre-vingt-dix jours, sera tevé. « Nous pourrons de nouveau consacrer notre énergie à résoudre les problèmes économiques et aider nos compatriotes les plus touchés à faire face aux épreuves que nous leur imposons, à cause de l'incompétence du regime précédent », estime-t-il, souhaitant à haute voix que les Occidentaux continuent d'aider le président à « conforter lo démocraen fait, l'inquiétude du gouverne-

Le Club de Paris doit, en effet, se réunir les 6 et 7 avril, pour décider du montant de l'aide financière à accorder, cette année, à la Zambie Déjà ébranlés par l'ampleur de la corruption, les pays donateurs s'interrogent sur l'opportunité de l'état d'urgence et s'inquiètent des arrestations arbitraires, des accusations de torture dans les prisons, et, plus généralement, du manque de respect des droits de l'homme.

L'enjeu est de taille pour Frederick Chiluba. Il o'est plus anjourd'hui l'enfant chéri des Zambiens. L'état de grace, qui a suivi son accession au pouvoir, s'effiloche. Pour affronter la crise qui s'anoonce, il lui faut absolument pouvoir compter sur le soutien occidental. Pour ce faire, il devra d'abord regagner leur confiance. Le temps est un facteur déterminant, qui iouera contre Frederick Chiloba. tant que celui-ci o'aura pas levé l'état d'urgence.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

RWANDA: lançant un appel à la conciliation

La France redoute une reprise des combats

Eo raisoo du regain de tension au Rwanda, la France a lance, vendredi 2 avril, un appel sux différentes parties concernées, notamment aux rebelles du Front natriotique rwandais (FPR), Paris particuler in the reprise, la semaine prochaine, des combats avec l'armée régulière. Cet appel, qui s'adresse aussi à l'ONU.et accessoirement, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA), est inter-venu après une réunion présidée, à l'Elysée, par François Mitterrand et rassemblant - outre le premier ministre Edouard Balladur - le ministre d'Etat, ministre de la déscose, François Léotard, le ministre des affaires étrangères, Alaio Juppé, et le ministre de la coopération, Michel Roussin. La France maintient an Rwanda deux compagnies et no détachement d'assistance militaire, soit quelque quatre cents hommes, priocipalement basés à Kigali.

e Devont l'urgence de la situa-tion, a indiqué le Quai d'Orsay, la Fronce entreprend des démarches auprès du secrétaire général de l'ONU et des pays les plus impli-qués dans la recherche d'une solution pacifique pour ottirer leur attention sur les risques de violence au Rwanda. Elle en oppelle oux parties, notamment au FPR, dont la position à Arusho [une ville de Tanzanie où les deux parties discuteot, entre autres sujets, de la composition de la future armée rwandaise] est intransigeante, pour qu'elles témoignent de leur volonté d'arriver à une solution négociée de la crise »

Selon des analystes français du reoseignement, le FPR est toujours présent dans la zone qu'il aurait dû évacuer alors qu'il avait signé, le 7 mars, les accords de se retirer sur les positions qu'il

occupait avaot l'attaque du 8 février. Il sarait même tendance à se renforcer, avec l'arrivée sur le terrain de matériels lourds et de muoitions supplémentsires. On noterait, en effet, la présence, au total de vingt-deux bataillons du FPR équipés notamment de bitubes de 37 mm, de lance-ro-quettes de 107 mm ou de mortiers, et pouvant recevoir l'appui de cinq bataillons ougandais d'ar-tillerie sur la frontière entre les deux pays.

La prudence de M. Boutros-Ghali

Au 25 mars, la Fraoce avait retiré deux compagoies du Rwanda (trois cents hommes) pour les prépositionner en Centrafrique, en vertu des accords de Dar-es-Salaam. Outre le détache meot d'assistance présent, en application de l'accord du 18 juillet 1975, deux autres compagnies fraoçaises soot au Rwanda, autour de l'aéroport de Kigali, prètes à évacuer les ressortissants étrangers.

Une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU invite son secrétaire général à étudier le déploiement, dans le pays et à la frantière avec l'Ouganda, d'une force internationale d'observation et d'ioterposition (le Monde des 17 et 20 mars). Boutros Boutros-Ghali, sans doute par prudence, n'a toujours pas pris de décision, tandis que, de son côté, le FPR avance des exigences que le gou-vernement rwandais rejette, en demandant eo particulier que ses troupes puisseot entrer à hanteur de 50 %, voire 60 %, dans la nouvelle armée unifiée dn pays.

a ALGÉRIE : les otages reteaus lors de l'attagne d'une banque out été libérés. – Les forces de sécurité Etats-Unis s'étaient engagés, avant les élections libres des 29 et oot libéré, dans la nuit de vendredi 2 à samedi 3 avril, les dix otages détenus peodant pius de

cinquante heures dans la succursale de la Banque nationale d'Algérie, à El Affroun, au snd-onest d'Atger. Les cinq hommes qui avaient tenté on hold-up, des isla-mistes selon les autorités, nat été tués « après un accrochage de près d'une heure», a rapporté l'agence officielle de presse APS. Deux femmes avaient été relâchées vendredi par les agresseurs. - (AFP. Reuter.)

 ANGOLA: Washington invité à reconnaître le gouvernement de M. Des Saates. - Réunis à Harare, an Zimbabwe, tes pays d'Afrique australe de la «ligne de front » ont eogagé, vendredi 2 avril, les Etats-Uois à reconnaître le goovernement actuel de l'Angola, faisant valoir qu'une telle demarche contribuerait à faire progresser le processus

30 septembre, à reconnaître e tout gouvernement démocratiquement élu». Le parti du présideot Dos Saotos avait nettement remporté le scrutin législatif tandis que le chef de l'Etas était arrivé largement en tête au premier tour du scrutin présidentiel. Les sept pays de la «ligne de front» ont estimé que Washington avait maintenant l'obligation morale de reconnaître le gouvernement en place. - (Reu-CENTRAFRIQUE: BORVESE

calendrier électoral. - La Commission électorale mixte (CEM) a fixé au 30 mai le premier tour de nouvelle élection présidentielle et législatives. Le second tour est prévu le denxième dimanche qui suivra le jour de la proclamation des résultats du premier tour. Les premières élections, qui avaient en lieu le 25 octobre, avaient été annulées pour fraudes. - (AP, Reu-

démocratique dans le pays. Les | LIBYE : M. Jappé ne prévoit

pas un renforcement des sanctions internationales. – Le ministre fran-çais des affaires étrangères, Alain Juppé, a laissé entendre, vendredi 2 avril, que le Conseil de sécurité de l'ONU ne devrait pas décider no renforcement des sanctions contre la Libye. « Il nous a semblé que le renforcement des sanctions n'est pas à l'ordre du jour », a-t-il affirmé après un entretien avec son homologue britannique, Dou-gias Hurd. Le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, avait indiqué, mardi, que l'on pourrait ajouter aux actuelles mesures d'embargo un boycottage du pétrole tibyen si Tripoli continuait de refuser l'interrogatoire de deux suspects au sujet de l'attentat à la bombe contre un avion de la Pan Am en 1988 (270 morts).

 MAROC : deux ancieus détenus du bagne de Tazmamart réclamen justice. - Dans uo communiqué. publié vendredi 2 avril à Rabat deux anciens détenus du bagne de Tazmamart, Mohamed Raiss ct Abdellah Aaguaou, demandent aux autorités marocaines une indemnisation, à la suite du « traitement barbare y ou'ils ont subi, pendant près de vingt ans, dans cet ancien « bagne-mouroir ». Ils affirmeot également que les promesses, en matière d'emploi notamment, qui leur avaient été faites, à leur libération, n'ont pas été lenues. -

□ ZAÏRE : M. Birindwa a formé son gonvernement. – Faustin Birindwa, nommé premier ministre par le président Mobutu, a présenté, vendredi 2 avril, à Kinshasa son gnuvernement, « fort » de 26 ministres, trois vice-premiers-ministres et quinze secrétaires d'Etat. Nguz Karl l Boud occupe le poste de vice-premier ministre, chargé de la défe côtés de Kasusula Djuma et Cléophaste Kamitatu, aucien membre de l'opposition. A ce jonr, ni le gouvernement de M. Birindwa ni celui de l'opposition, formé par Etienoe Tshisekedi, n'ont été reconnus par le Haut Conseil de la République (HCR), qui fait office d'instance d'arbitrage. - (AFP.)



Devant la Cour de La Haye

Belgrade dément toute participation à la guerre en Bosnie

vue juridique, la Bosnie n'était

pas partie à la Convention de

Paris sur le crime de génocide. Il

a fait valoir enfin que les réso-

lutions du Conseil de sécurité

instituant un embargo militaire à

l'encontre de l'ex-Yougoslavie

« s'imposent à tout Etnt » mem-

En lui demandant « d'amender

dans un sens unilatéral les déci-

sions du Conseil (...), la Bosnie

abuse des pouvoirs de la Cour,

qui doit veiller à ne pas entrer en

conflit avec le Conseil » a estimé

LOIN DES CAPITALES

CHRISTIAN CHARTIER

bre des. Nations unies.

La Cour internationale de justice a achevé, vendredi 2 avril, l'examen de la requête présentée par la Bosnie accusant la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de « génocide ». Elle rendra son ordonnance caussi vite que

LA HAYE

de notre correspondant

Le chef de la délégation yougoslave devant la Cour, Ljubinko Zivkovic, chargé d'affaires aux Pays-Bas de le République fédérative de Yougoslavie (RFY), n'a pas employé une seule fois le mot de «génocide».

La RFY o'a pas voulu cootrer directement l'accusatioo bosniaque : elle l'a esquivée en affirmant qu'elle o'était pas impliquée dans les «actes de violence en Bosnie; commis par des gens qui ont longtemps vécu côte-à-côte ou ensemble». Eo clair: la Bosnie est en proie « à une guerre civile », oon à « l'agression par un

Accusation « blasphématoire »

Campaot sur une ligoe de défense traditionnelle à Belgrade, Ljubinko Zívkovic a affirmé que la RFY n'avait aucun lien avec les Serbes « luttunt en Bosnie ». La RFY n'a pas de « revendication territoriale en Bosnle», n'y a déployé « nucun soldat », et « ne soutient militairement aucune partle nu conflit », a-t-il affirmé. Il e accusé la Bosnie « d'exploiter sn tragédie à des fins politiques, afin d'obtenir notamment la levée de l'embargo sur les livraisons

Le conseil de la Yougoslavie, le juriste israélien Sbabtai Rosenne, récusé comme « blasphématolre » l'accusation de « géoocide», plaidée la veille par le juriste américain Francis Boyle. conseil de la Bosnie (le Monde du

Il a estimé que, d'un point de

Thorvald Stoltenberg remplacera Cyrus Vance au début du mois de mai

Le ministre norvégien des affaires étrangères, Thorvald Stoltenberg, remplacera, à partir du I mai, Cyrus Vance à la coprésidence de la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, a-t-on confirmé officiellement, vendredi 2 avril, au siège de l'ONU.

Son collègue, lord Owen, doit se rendre dans les jours qui viennent en Europe. Il prévoit d'assister, lundi, à une réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, à Luxembourg. Le diplomate britannique pourrait ensuite se rendre à Genève pour une reprise des pourparlers sur la Krajina entre des représentants des Serbes de cette région du sud de la Croatie et les autorités de Zagreb. Un accord de cessez-le-feu ponr le sud de la Croatie a été conclu, mercredi entre des responsables militaires croates et serbes, selon un porteparole de l'ONU.

avec les Croates et les Musulmans Les députés de la « Républiue serbe de Bosnie » (autoprodamée). Lors de la première journée de débat, vendredi, leur « président », Radovan Karadzic,

avait tenté en vain de faire accepter aux parlementaires une formule de compromis. Quatre personnes ont été tuées, vendredi à Sarajevo, par des tireurs embusqués. Mardi 6 avril, la guerre en Bosnie-Herzégovine

BELGRADE

de notre correspondante

Comment dire «non» sans subir nales? Ainsi pourrait-on résumer l'attitude de l'Assemblée des Serbes de Bosnie, réunie vendredi 2 avril à Bileca, dans le sud de la Bosnie, pour donner son avis sur le plan de pour donner son avis sur le plan de paix sur la Bosnie-Herzégovine pro-posé par Cyrus Vance et lord David Owen. Fermement hostiles aux cartes de découpage des provinces bosniaques prévues par les média-teurs internationaux et qui les pri-veraient de près de 30 % des terri-toires qu'ils ont soumis à leur contrôle après un an de guerre, les parlementaires serbes recherchaient, vendredi, une solution permettant à vendredi, une solution permetiant à la fois de sauvegarder « les intérêts du peuple serbe » et d'écarter les menaces croissantes de la communauté internationale qui vent arra-cher leur approbation de l'ensemble du plan Vance-Owen, Interrompue après douze heures de débats hou-leux, la session a repris samedi matin.

Dans son discours d'ouverture, le leader des Serbes de Bosnie, Radosemaine dernière à New-York de signer les documents, a ainsi décrit la situation : «Les Serbes affrontent ces jours-ci le moment le plus dra-matique de leur histoire. (...) La communauté internationale nous force à choisir entre la liberté et le contrôle de nos territoires, et le dik-tat d'un plan de paix qui ne peut déboucher que sur un nouveau conflit (...) Si nous refusons le diktat de la communauté internationale, elle mettra ses menaces à exécu-

Les Serbes de Bosnie devaient, d'une façon ou d'une autre, lâcher d'une façon ou d'une autre, lâcher un peu de lest. Un projet de résolu-tion en buit points a donc été sou-mis eux parlementaires qui, pour la plupart, étaient déterminés à rejeter d'emblée le plan de paix. Ce docu-ment, qui n'e toutefois pas été adopté, vendred, proposait notamment d'accepter les parties du redécompage de la Bosnie qui ne sont pas contestées, soit « 70 % à 80 %» de la carte, ce qui pourrait être considéré comme « une bonne base » pour des négociations

L'ONU énquête sur les viola-tions des droits de l'homme à Srebrenica. - Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situatioo des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie a envoyé, jeudi la avril, une couvelle mission eo Bosnie orientale afio de « réunir des témoignages sérieux » auprès des réfugiés qui ont pu quitter l'enclave de Srebrenica, assiègée par les Serbes. La mission se rendra d'abord à Tuzla, mais espère pouvoir aussi visiter toutes les localités eyant accueilli des réfugiés. - (AFP.)

directes entre les trois parties en

Radovan Karadzic demande des négociations directes

La résolution évoque également le libre passage des convois huma-nitaires et le maiotien du cessez-lefeu pour parvenir à une paix dura-ble, indispensable pour que les trois parties négocient directement le règlement de la crise. Mais l'idée d'accepter, même partiellement, le découpage de la Bosnie tel qu'il est prévu par Vance et Owen, n'a pas obtenu le soutien des députés. Certains ont rejeté la résolution, d'eu-tres ont réclamé nne modification

Néanmoins, un référendum pour rait être organisé sur la question du plan de paix. Cette consultation pourrait également proposer l'unifi-cation de la «République serbe» autoproclamée en Bosnie et de la «République serbe de Krajina» autoproclamée en Croatie, vivement revendiquée par plusieurs député serbes bosniaques et par la prési-dent de l'assemblée des Serbes de Krajina, Mile Paspalj, qui est inter-venu, vendredi, devant le Parle-ment de Bileca.

D Rencontre entre Jean-Paul II et deux représentants du patriarcat orthodoxe serbe. - Une rencontre a eu lieu, le vendredi 2 avril, au Vatican, entre Jean-Paul II et deux représentants du patriarcat orthodoxe de Belgrade. L'Eglise serbe orthodoxe n'avait pas envoyé de délégation à la rencontre de prières d'Assise, organisée par le pape en janvier (le Monde du 12 janvier). Les denx Eglises veulent renouer le dialogue pour favoriser le retour à la paix dans l'ex-Yougoslavie, a indiqué M. Navarro-Valls, porteparole dn Vatican. - (AFP.)

Comme l'avait suggéré Radova-Karadzic, dès l'ouverture de la ses sion, le problème des territaire contestés en Bosnie devrait être dis cuté directement entre les trois par ties, serbe, croate et musulmane a.L'Occident duit nous soutenir e servir d'intermèdiaire dans ces négo ciatinns directes », avait soulign Radovan Karadzic. Cette idée, évo quée en milieu de semaine à Bel grade par l'envoyé spécial du presi dent Boris Eltsine, le vice-ministr russe des affaires étrangères Vital Tchourkine, avait reçu l'avis favora lave, Sinbodan Milnsevic e Dobrica Cosic. Lors d'une réunion à huis clos avec les parlementaire serbes de Bosnie, Vitali Tchourkine qui assistait, vendredi, à la session de Bileca, leur avait recommand d'être e beaucoup plus constructif dans les négociations ».

Alors que Radovan Karadzic : une nouvelle fois menacé de coupe les ponts evec les Nations unies s de nouvelles sanctions étaien décrétées contre la nouvelle You goslavie (Serbie et Monténégro), le commandant de l'armée de l'air de Serbes de Bosnie, le général Ninko vic, a déclaré, vendredi à Bileca que «la République serbe» de Bos nie ne pouvait tolérer que des appa reils étrangers pénètrent de force dans son espace aérien. Faisan-allusion à la résolution du Consei de sécurité de l'ONU permettan d'abattre les avions qui violeraien la zone d'exclusion aérienne en Bos nie-Herzégovine, il a souligné qui « le peuple serbe, condamné à êtra éliminé, doit se défendre contre ceu.

FLORENCE HARTMANN

- Fête grecque à flanc de montagne en Albanie



GJIROKASTĒR

de notre envoyée spéciale

y e foule, ca jeudi soir 25 mars, sur la place de Gjirokastër. Les Greca du monde entier célèbrent l'anniversaire du premier jour de la lutte de leurs ancêtres contre les Ottomans, et, pour la première fois de mémoire d'Albanais, le consul général de Grèce donne une réception pour marquer cette dete historique. Une ruelle plus loin, le drapeau grec, tache bleue et blanche sur la pierre grise, flotte fièrement sur une grande bătisse qui fut sane doute majestueuse, aujourd'hui sussi délabrée que la reste du

Si Gjirokastër tient encore debout, c'est parce que, sortie d'un autre âge, elle est solidement agrippée depuie des siècles à flanc de montagne — « ville panchée, peut-être le plus panchée du monde », écrit Kadaré (1), que les murs de ses maisons ne font pas loin d'un mêtre d'épaisseur et que même la foise d'Enver Hodie n'e pas réussi à le péné-trer. Est-ce un hasard si Ismail Kadaré et Enver Hadia sont tous deux des fils de Gjirokastër, la ville à la carapace de pierre?

Bientôt, quand la bêtisse délabrée aura été remise en état, c'est le que trônera le consulat de Grèce pour l'Albanie du Sud, comme disent les Albanels, ou pour l'Epire du Nord, comma disent les Grecs. Pour l'heure, c'est donc dens les «salone» - une grande pièce aux mars crasseux et sux chaises de formica - de l'hôtel de Gjirokastër que reçoivent M. Jacobu et son adjoint le consul, M. Bornovas. On rencontre à, petite assiette de bou-lettes de viande à la main, de respectables matronee endimenchées, un professeur grec de sociologie électorale venu d'Athènes

mener d'obscurs travaux dans ce chef-lieu albanais, les notables de la région, le cou coincé par leur nœud de cravate, et, bien sûr, Satiris Kiriazatis, vénérable et souriant sexagénaire qui n'a passé eque » quatre ans dans les geôles communistes pour evoir suggéré qua la minorité grecque en Albanie soit mieux

M. Kiriszatis est le président d'une association, Omonia (Hermonie), qui défend les intérêts de cette minorité grecque. L'œil noir perçant sous le sourcil blanc, il e'indigna qu's Omonia soit privée de sa représentation au Parlement de Tirana. Ce n'est pas una attitude démocratique». Le gouvernement elbanais e en effet interdit eux pertie athniques de présenter des candidats aux élections nationales, et c'est donc sous les couleurs d'un vulgaire Parti des droits de l'homme que deux membres d'Omonia ont dû se faire élire députés l'an demier. M. Kiriszatis se faire élire députés l'an demier. M. Kitazzus demande aussi que l'enseignement en grec soit assuré epartout où il y a des Grecs, et à tous les niveauxs. e Là où il y an a beaucoup. Il faut une universités, assène-t-îl. Dans son bureau, à Tirana, Genc Pollo, le porte-parole du président Seli Berishe, à la dégaine d'étudiant américain, se gausse : « Une université gracque, ce serait une cathédrale dans le référent ».

Combien sont-its, su fait, cas Grecs d'Albanie? Personne ne sait vraiment, car le demier recensement, effectué sous Enver Hodja, et qui estimait leur nombre à 59 000, ast hautement sujet à caution. A l'autre extrême, le consul général de Grèca les estime à 400 000, soit 12 % de la population albanaise; 34 % des habitants de Gilrokaster sersient gracs, de même que 42 % de ceux de Saranda, derrière la montagne, sur la mer.

Toujours pas d'eau courante

Insolente de dépoulliement face à Corfou, Soranda a le même soleil, la même sau bieue, les touristes en moins et les bunkers en plus. Devant l'unique hôtel de la ville, un autocar grac climatisé aux lignes si confortables qu'il en paraît incongru dans ce décor sommaire déverse un flot d'honorables membres du Rotary-Club de loannins. Leurs coupes de cheveux soignées, leurs Ray-Ban et leurs chemises de bonne qualité unt aussi quelque chose d'incongru, et que dire de leur enthousiasme? ils sont venue eaider la minorité grecque», avec des livres et des fournitures scolaires qu'ils distribuent dans les villages.

A vrai dire, les Grecs albanais sont très reient encore plus pouvoir aller et venir libre-ment en Grèce où, «en une journée de travail, on gagne l'équivalent de deux mois de salaire en Albania ». Athènes e sur ce point une

attitude ambigüe : laisser entrer un minimum d'immigrants, oui, ne sersit-ce que pour éviter qua la misérabla Albanie n'implosa, mais déneupler l'Epire du Nord de ses Grecs, non.

Déjà, les villages qui séparent Gilrokaster de la frontière grecque se sont vidés des hommes de vingt à guarante ans : partis travailler en Grèce, avec un vise ou clandestine ment, ils nourrissant le reste du villege L'hôpital rural e été fermé, faute de médecins; ils sont désormais manœuvres, serveurs ou, au mieux, infirmiers de l'autre côté de la frontière. Deserté aussi, l'hôpital da Gjirokastër ne peut plus traiter les urgences, qui sont envoyées à loennina. e Evidemment, au village, ca n'est plus la même chose », relève tristement un grand-père de Grapsh, dont les six enfants sont partis en Grèce. «La jeunesse, ça n'existe plus ici. Il n'y a plus da vie. > Grapsh, ses rues en terre battue, 530 habitants avant l'ouverture de la frontière grecque, 290 aujourd'hui. Les vieux au café, les enfants à l'école — grecque, — les femmea à la maison. Au milieu, personne. Le départ des jeunes e été compensé par l'arrivée d'objets extraordinaires : télés couleur, réfrigéra-teurs et machines à laver, achetés grâce à l'argent qu'ils envoient. Mais toujours pas

Alors, la minorité grecqua d'Albanie, pro-chain point chaud des Balkans? On en est oin, même si à Tirane et à Athènes les sensibilités sont à fleur de pesu. En Epire du Nord ou en Albania du Sud, Grecs et Albenaia vivent pour l'inetant en parfaite entente. embarqués dans le même déquement.

Sur lee hauteurs de Gjirokaster, dens sa ténébreuse maison de plarre, orphaline d'un étage depuis l'incendia de 1956, la familla Maliko, albensise da confession orthodoxe, accueille l'étranger de passage avec une tou-chante générosité at s'étonna que l'on puisse, en haut lieu, e'offusquer de l'arrivée d'ecclésiestiques grecs à le rescousse da l'Eglise orthodoxe d'Albenie, sérieusement malmenée, enmme tnutee les religions, par l'encien régime. «Les Italiens envoient blen des prêtres catholiques (», e'exclame la tante. Le père, lui, e'occupe activament de la réfec-tion de l'église orthodoxe, daux maisons et una pente plus bas, que les communistes avaient transformée en entrepôt, Grâce à l'argent de l'Eglise da Gràce, les travaux vont bon train. Gjirokastër n'e pas seulemant dapuis cinq mois un ennaulet général de Grèce, ella a aussi des mosquées et des églises. Pour l'eau couranta, on verra plus

SYLVIE KAUFFMANN

(t) Ismail Kadaré, Chronique de la villo de pierre, Payard 1985.

Après la décision de Bonn de participer aux opérations de l'OTAN

Les libéraux t les sociaux-démocrat allemands saisissent le Tribunal constitutionne

Les partis libéral et social-démocrate ont déposé un recours devant le Tribunal constitutionnel contre la décision prise le 2 avril par le gouvernement de Bonn de laisser des équipages allemands participer à des missions au-dessus de la Bosnie dans des evions de surveillance AWACS de l'OTAN. Ce serait la première fois que des militaires ellemands prendraient part, dans le cadre des institutions internationales auxquelles appartient l'Allemagne, a des opérations militaires dans un conflit extérieur à la zone désensive de l'Alliance atlantique.

Interrompant ses vacances de Pâques en Autriche, le chanceller : Helmut Kohl avait réuni, vendredi à Bonn, un conseil des ministres extraordinaire ponr soutenir la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de faire respecter l'interdiction de vol au-dessus de la la Bosnie. Conformément à l'accord passé la semaine dernière entre les partis de la coalition, le conseil a : epprouvé formeliement, malgré: l'opposition des cinq ministres libéraux, la participation de l'Ailemagne à cette opération.

ARITY.

Bien que membre de la coalition et approuvant la démerche de l'ONU, le Parti libéral-démocrate (FDP), a immédietement, comme prévu, demandé à la Heute Cour de Karisruhe d'émettre un avis suspensif en attendant de juger sur le fond de la conformité de cette décision avec la Loi fondamentale. Le Parti social-démocrate (SPD) a annoncé qu'il ferait de même, en élargissant la plainte qu'il avait déjà déposée l'année dernière con-tre l'envoi d'un bâtiment de guerre allemand dans l'Adriatique pour prendre part, dans le cadre de l'Union de l'Enrope occidentale (UEO), à la surveillance de l'embargo naval contre la Serbie.

La Constitution allemande prévoit que les forces armées ne peuvent être employées que pour la défense, mais que l'Allemagne peut déléguer une partie de sa souverai-oeté à des institutions internationales. La décision du tribunal sur l'avis suspensif est attendue pour la

2

H, de B.

L'Azerbaïdjan dénonce l'offensive des forces arméniennes

L'état-major des « forces d'autodéfense » du Haut-Karabakh a annoncé, samedi 3 avril, la prise, la nuit précédente, de la villa de Kelbadiar, en territoire azéri. Le chef de l'Etat azerbaidjanais, Aboulfaz Eltchibey, a décidé, pour contrer « l'agression » arménienne, d'instaurer l'état d'urgence à compter de ce samedi matin. Le chef de l'Etat a aussi lancé un appel aux présidents Eltsine et Clinton, soulignant que les 60 000 habitants des régions de Kelbedjar et de Latchine sont een danger d'extermination ».

MOSCOU

tions directe

Same Land

 $(0.34\pm i\,\frac{1}{2})$

1.2

1 . %.

· Principle MATE

3 17 12 P

- NIII

- 41/2/2

THE PARTY

11 10 A COSSESSION

77.0

177

de notre envoyé spécial

Lancée la semaine dernière pour, au dite d'Erevan, « garantir la sécu-rité du corridor humanitaire de Latchine », l'offensive arménienne sembie être une des plus importantes depuis le début des affrontements à propos du Hnut-Karabakh, cette région peuplée en majorité d'Armé-

Touraée de président ture dans les Républiques musulmanes de l'ex-URSS. – Turgut Ozal, le président de la République turque, doit enta-mer, dimanche 4 avril, une tournée de dix jours – la première – dans les Républiques turcophones musul-manes de l'ex-URSS, afin de renfor-cer les liens de la Turquie avec « le monde turc, de l'Adriotique à la grande muraille de Chine », selon l'expression consacrée à Ankara. Tur-gut Ozai avait effectué il y a quel-ques semaines une tournée dans les pays des Balkans. – (AFP)

niens mais enclavée en territoire azéri. Après avoir pris le couloir de Latehine, qui relie l'Arménie au Haut-Karabakh, et qui est donc situé en territoire azerbaldjanais, les forces arméniennes semblent être en traio d'élargir cette « 200e tam-pon », où, selon Bakou, des dizaines de villages sont encerciés. Les autorités arméniennes démentent l'inter vention de leur nrmée nationale dans ces combats qui, explique Erevan, sont exclusivement menés par les seules « forces d'autodéfense » du Haut-Karabakh. Dans une lettre adressée veodredi au président du Comité de défense du Haot-Kara-bakh, Robert Kotcharian, le prési-

écrit-il, peut empêcher le processus de négociations pacifiques ». Le ministre azerbaīdjanais de la défense, le général Dadach Rzaev, a d'autre part accusé les unités russes

stationnées dans le région d'avoir

dent arménien, Levon Ter-Petros-sian, a d'ailleurs fait part de sa « préoccupation ». « Cette escalade

troupes arméoiences. Accusations aussitôt démenties par le porte-parolc de l'embassade de Russie à Bakou, qui a déclaré que son pays, « qui participe aux efforts collectifs visant à arrêter le conflit, ne peut être intéressé à l'occupation de la région de Kelbadjar».

Cette escalade du cooflit n'a pourtant pas empêché la poursaite, vendredi à Genève, des pourpariers de paix informels entre Bakou et Erevan, en prèsence de diplomates turcs, russes et américaios. Le

représentant lure a estimé, pour sa part, que la oégociation butait sur « la volonté des Armèniens de garder leurs armes au Karabakh, ce qui bloque le projet de démilitarisation du territoire». Toujours vendredi, le vice-ministre iranien des affaires étrangères a affirmé que son pays, a opposé à la reprise des offrontements», était disposé à intervenir pour a protèger les populations qui se trouvent prises au piège» dans la

L'aviation russe a bombardé des positions géorgiennes en Abkhazie

bombardé, dans la nuit du jeudi le au vendredi 2 avril, des positions géorgiennes en Abkhazie, en représailles au bomhardement par les forces géorgiennes d'un laboratoire sismologique russe, a anooncé le ministère russe de la défense. Les deux appareils russes oot bom-bardé des positions de tirs de mortier près de la rivière Goumista, la ligne de front séparant les forces géorgiennes et les séparatistes abkhazes. Selon le communiqué, un laboratoire de sismologie appar-

Deux Sukhoi Su-25 russes ont tenant au ministère russe de la défense et situé à Echera, près de Soukhoumi, la capitale de la Répu-blique sécessionniste de la Géorgie, était devenu la cible de bombardements nocturnes incessants. Le pré-sident géorgien, Edouard Chevard-nadze, a accusé les forces russes stationnées à Soukhoumi de soutenir les séparatistes contre les forces géorgisones, socusation que le ministère russe a rejelée. Mais, toutefois, e'est la première fois que Moscou recoppatt officiellement ces attaques. - (AFP.)

dans la région, prête à intervanir

en cas d'aggravation de la situa-tion. - (AFP, Reuter.)

Dirigé par un Consail militaira

depuis 1986, le petit royaume du

Lesopho, qui est enclavé en terri-toire sud-africain, est de nouveau

La premier ministre, Ntsu

Mokhele, e prêté aerment, ven-dredi 2 avril. Le Parti du congrès

du Basutholand (BCP), qu'il diriga

depuis sa fondation an 1952, a

gagné les élections libree du

28 mers et est arrivé an tête dans

les sobante-cinq circonsriptions du pays. Le roi Letsie III et le général

Elias Ramaena, le chef de la junte

militaira, ont publiquement accepts

le réaultat des élections. Seul la

Parti national Basotho (BNP), qui

gouvama da 1970 à 1986 evant

d'erra chassé du pouvoir per un

coup d'état militaire, e contesté la

verdict des umes et saisi la Hauta

Cour pour frauda électorale, lui

demandent d'invalider le scrutin.

(AFP, Reuter, UPI.)

LESOTHO

ont cédé

Les militaires

le pouvoir aux civils

gouverné par des civils.

FTALIR

La Démocratie chrétienne porte plainte pour « conspiration »

La Démocratie chrétienne italienne (DC) e porté plainte pour a conspiration », vendredi 2 avril, à la suite du déferlement d'enquêtes contre ses dirigeants - en particulier Giulio Andreotti - pour com-plicité avec la Mafie. Dans un document présenté au parquet de Rome, set poutant la signature des chefs des groupes démocrates-chré-liens à la Chambre, des députés et ou Sénat, la DC demande au pro-cureur de la République d'enquêter "de foçon rigoureuse" afin de savoir « qot, dans quelles circons-tances et dans quel but, a tenu des contacts systematiques ovec les a repentis » dans les prisons ou les outres lieux où ceux-ci se trouvent ». Le document demande au et les déclarations des « repentis », ou de ceux qui les inspirent ou les utilisent, peuveot constituer les délits de conspiration politique, d'offcose à la République et eux institutions et de calomnie.

Par ailleurs, deux ioformations ont été ouvertes, a-l-on appris veudredi, contre deux jnges de la régioo de Naples aceusés par un crepentia d'avoir cédé à des pressions de la Camorra, la mafia napolitaine. – (AFP.)

Le financement du Parti républicain

Bull affirme que son don à Giorgio La Malfa est légal

Le groupe informatique français Bull a confirmé, vendredi 2 nvril, avoir versé uo don de 9 millions de lires (33 000 francs) à Giorgo La Maifa, président démissionnaire du Parti républicain italien, pour le financement de sa campagne aux élections législatives de 1992. Seloo l'entreprise, ce versement, enrrespondant à la prise en charge par Bull Italie des frais d'organisation d'un cocktail, a'est fait a conformémement à la législation italienne sur le financement des partis polities» et « en toute transparence ». La filiale italience a inscrit cette somme dans ses comptes 1992. est-il en outre précisé. La justice italienne a réclamé, jeudi la avril, la levée de l'immunité parlemen taire de M. La Malfa, soopçoooé d'avoir enfreint la loi sur le financement des partis, en bénéficiant de contributions illicites pour un montant évalué à 100 millions de

lires (336 000 francs). Parmi les entreprises pouvant être impliquées, le nom de Bull et celui du groupe chimique allemand Bayer avaient alors circulé. « Les enquêteurs doivent être en train de passer en revue toutes les contributions. C'est à ce titre que le nom de Bull a pu être cité. Mais notre fillale n'o été contactée, d'aucune manière par les autorités judiciaires italiennes , indique-t-on chez le constructenc.

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

M. Hekmatyar annonce la formation de son gouvernement

Le futur premier ministre afghan, M. Gulbuddin Hakmatyar, e annoncé, vendredi 2 avril, la dissolution du gouvamement an placa et l'envoi au chef de L'Etat, Burhannudin Rabbani, d'una nouvalle liste de ministres. Le chef fondamenta-liste du Hezb-I-Islami. – qui parieit dans sa base da Teherasyab, à una quinzalne da kilomètras de Kaboul - a toutefois refuaé de dévoilar la titulaire du portefeuise de la défense et de préciser le sort du ministre sortant, la commandant Massoud. Il a affirmé que la dant Rabbani n'evait eucun droit de regard sur la liste et qu'il na la lui avait anvoyéa qua pour qu'il an fassa l'annonca, «dans deux ou trois jours ». « Toutes les phases de la consultation sont terminées. Personne n'a le droit de soulaver une quelconque objaction», a affirmé M. Hekmatyar. M. Rabbani ne pertage toutefoia pas ee point de vue, a répété son porte-parole. - (Rauter, AFP, AP, UPI.)

CAMBODGE

Premier message de M. Juppé au prince Sihanouk

Le prince Norodom Sihanouk est rentré, vendredi 2 avril, à Phnom-Penh, venant de Pékin, malgré les mises an garde dae Khmars rouges (le Monde du 3 avril). Le prince doit accueillir dans la capitala cambodgienna la secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghall. Le princa, qui a menacé de démissionner en raison de la vegue da violancea qui ravage le paye, a reçu un premier message du nouveau ministre françaia des affairas étrangères, adressé également à l'autre copré-sident da la conférence de Paris, l'Indonésien Ali Alatas.

Alain Juppé entand amontrer toute l'attention qu'il portera au Cambodga à un momant où la situation dans ce pays connaît une certaine tension at où se produi sent des attentets anti-vietnamiens qui rendent la situation délicate. La France souhaita qua la processus engagé puisse se poursuivre de manière à pouvoir arriver à des flactions, fin mai, pour una Assemblée constituentes, a Indiqué vendredi un porte-parole du Quai d'Orsay.

Par ailleurs, trois « bérets bleus » bulgares ont été tués et six autres blessés, vendredi soir dans la province de Kompong-Speu, au sud da Phnom-Penh, a annoncé un porte-parola da l'ONU. Las positions buigares ont été attaquées à deux reprisaa, vraisembiablament per des Khmers rouges. - (Reuter.)

SOMALIE

Le CICR a décidé de se retirer de Kisimayo

La Comité Intarnational de la Croix-Rouge (CICR), principal distributeur de l'aide humanitaire à Kisimayo, ville portuaira située au aud de Mogadiscio, a annoneé, vendradi 2 avril, à Nairobi (Kenya), qu'alle avait décidé d'en retirer aon personnel et de cesser toute activitá dans cette villa somalienne, que sa disputent, depuis plusieurs mois, deux factions locales.

En raleon des violences incassantes, les délégués du CICR na pouvaient plus rejoindre leurs hureaux que sous la protection de soldats de la force multinationale. tendua, les combata se poursuivent et il est devenu impossible de travailler», a souligné le CICR, qui assurait, jusqua là, le distribution da nourriture à quelque 38 000 civila. Aussitöt apråe estta annonce, les responsables da l'ONU à Mogadiscio ont Indiqué avoir dépêché aur placa daux négociataura. Un porte-parola américain a précisé qu'una force amphibie américaina de plus de 4 000 hommes est an état d'alerte

EN BREF

O ALLEMAGNE : sugmentation de plas de 28 % do nombre de demandeurs d'asile. - L'Allemagne a accueilli 43 731 demaodeurs d'asile en mars, soit 14 % de plus qu'en février, a annoncé, vendredi 2 avril à Bonn, le ministère allemand de l'intérieur. Le nombre de demandeurs d'asile a augmenté de 23 % le mois dernier par rapport à mars 1992. L'Allemagne n enregistré, pour toute l'année dernière, un chiffre record de plus de 438 000 demandes d'asile. Les Roumains ont été les plus nombreux à déposer une demande d'asile politique (14 343), devant les personnes originaires de l'ex-Yougoslavie (6 924) et les Bulgares (4 133). - (AFP.)

o La Fraction armée rouge amouce une nouvelle vague d'attentats. - Dens un communiqué authentifié, publié vendredi 2 avril par deux journaux allemands, l'organisation terroriste d'extrême gauche Fraction armée rouge (RAF) a annoucé une oouvelle vague d'attentats norès celui qui a spectaculairement détruit, samedi dernier, une nouvelle prison encore inoccupée (le Monde du 30 mars), afin de «faire pression sur l'Etat pour qu'il abandonne son attitude de fermeté à l'égard de (ses) membres en prison », dont certains sont incarcérés depuis vingt-deux ans. La RAF pré-

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

cise toutefois outelle exclut un retour aux assassinats de persoonalités de l'économie ou de l'Etat. - (AFP.)

CORÉE DU NORD : Pékio s'oppose à une réunion du Conseil de sécurité sur des sanctions contre Pyongyang. - La Chine a réi-téré, veodredi 2 avril, son opposition à une réunion du Conseil de sécurité des Nations nnies sur l'adoption de sanctions contre la Corée do Nord, norès le refus de cette dernière da laisser l'Agence înternationale de l'énergie atomique (AIEA) inspecter deux sites oucléaires sur son territoire (la Monde du 2 avril). - (AFP.)

G NICARAGUA: aide américaine débloquée sous condition. - Les Etats Unis ont débloqué, vendredi 2 avril, 50 des 104 millions de dollars d'aide an Nicaragua que le Congrès avait gelés en mai, pour protester contre la « mainmise » des sandinistes (battus aux élections de 1990) sur l'armée et la police. Selon une source officielle américaine, le gouvernement de Violeta Chamorro aurait promis le départ, en 1995, du général Humberto Ortega, commandant (sandiniste) de l'armée nicaragnayenne, soit deux ans evant la date prévue. -(AFP. UPI)

Le Monde L'ÉCONOMIE

AMERIQUES

SALVADOR

La libération des assassins de six jésuites suscite de vives réactions

SAN-JOSÉ (Costa-Rical

de notre correspondant en Amérique centrale

La Compagnie de Jesus a dénoncé, vendredi 2 evril, les cir-constances de la lihération, la veille, du colonel Guillermo Bena-vides et du lieutenant Yusshy Men-doza, coodamoés à treote ans de prison pour l'assassinal de six jésuites en novembre 1989. Les deux officiers salvadoricos sont ainsi les premiers bénéficiaires de l'amnistie votée quelques jours plus tôt par l'Assemblée législative, malgré l'opposition de secteurs importants du pays et les pressions exercées par les États-Unis.

Les jésuites estiment que la libéralion des aoteurs matériels du massacre aurait dû suivre la déten tion et la enndamnation des auteurs intellectuels, conformément aux recommandations de la Commission de la vérité, publiées le 15 mars sous l'égide des Natioos unies. Seloo le rapport de la commission, la quasi-totalité de l'étatmajor, y compris l'actuel ministre de la défense, le général Reoé-Emilio Ponce, aurait participé à l'opération, organisée au moment où la ration, organisée au moment où la guérilla menait une offensive sans précédeot enntre la enpitale San Salvedor. Le général Ponce et ses collègues ont démenti leur participation au massacre, affirmant que le rapport étail « bourre de men-

«Le message est clair: au Salva-dor, on peut assossiner, foire disparaître les gens et torturer en toute impunité, il y oura toujours une amnistie pour effacer lo foute», s'est iodigné le vice-reeteur de l'Université jésuite d'Amérique centrale, le père Rodolfo Cardenal. Il a souligné la différence entre le « pardon », accordé par la Compagnie de Jésus eo novembre aux officiers, et l' «amnistie», qui ne permet pas que justice soit faile puisqu'elle soustrait les coupables à la punition et ne contribue done pas à la réconciliation

D'autres militaires, en particulier le commandant Mauricio Beltrao, accusé d'avoir ordonné le massacre d'une dizaioe de paysaos à San Sebastian en 1988, devraient être libéres dans les prochains jours. Les autorités ont laissé cotendre, eo revaoche, que les aociens rebelles du Front Farabuodo Marti pour la libération nationale (FMLN) impliqués dans l'assassinat de conseillers militaires améri-cains pourraient être exclus de l'amoistie. Il s'agirait d'une manœuvre visant à désamorcer les pressions de Washiogtoo, qui a manifesté son irritation à l'égard de soo allié en rappelant que le président Alfredo Cristiani s'était eogagé à appliquer les recommandations de la Comission de la vérité et celles de la Commission ad hoc sur l'épuration de l'armée, qui a déjà touché 88 officiers.

Le président Cristiani a informé le secrétaire général de l'ONU que les quinze officiers supérieurs encore en fonction malgré les recommandations de l'ONU. seraient mis à la retraite avant le 30 juin. Le général Ponce fait parlie de ce groupe, ainsi que le chef d'état-major.

BERTRAND DE LA GRANGE

La préparation de la conférence de Vienne

L'Asie sur la défensive

Les représentants de quarante-neuf gouvernements et de cent-dix organisations non-gouvernementales (ONG) asiatiques ee sont réunis pendant deux semeines à Bangkok pour préparer le deuxiàme Conférence mondiele sur les droits de l'homme prévue à Vienne du 14 au 25 juin. Cette conférence. dens la foulée de rencontres régionales à Tunis (pays d'Afrique) et à San José (Amérique latine), a surtout soulignà l'attitude toujours défensive de nombreux gouvernements d'Asie sur le suiet.

> BANGKOK de notre correspondant

Ponr de nombreux dirigeants asiatiques, le déhat sur les droits d'imposer ses « valeurs » à un Orient qui, disent-ils, à son propre

système de référence. C'est ce ton défeosif qui a dominé la réuoion de Baogkok pour préparer la deuxième Coofé-rence mondiale des droits de l'homme qui doit se tenir, sous l'égide des Nations unies, en juin à Vieone. En d'autres termes, l'universalité des droits de l'homme ne doit pas empiéter sur d'autres prin-cipes, telles la souveraineté natio-nale, l'intégrité territoriale et, surtout, la « ooo-ingérence » dans les affaires d'autrui.

Il y a, cependant, un changement de taille : les gouvernements les

plus réfractaires ont trouvé en face d'eux, cette fois, noo des ministres occidentaux mais des ONG asiatiques qui, avec un bel entêtement, ont tenté, et parfois réussi, à faire entendre lear voix. La promotioo des droits de l'homme est devenue un débat interne à la région, ce qui est dans la logique des choses nuis que les aires de liberté se soot, au prix de sérieux sacrifices, élargies dans plusieurs pays, de Taïwan à la Corée du Sud en passant par le pays hôte, la Thallande. C'est même le premier ministre de Bang-kok qui a rappelé, d'entrée de jeu - et oon sans courage - qu'ail n'existe qu'une seule conception des droits fondamentaux de l'homme à travers le monde».

Adoptée, vendredi 2 avril, après cinq jours de négociations entre délégations gouvernementales, la «déclaration de Bangkok» ne pouvait être que défensive. Tout en réaffirmant leur soutien à la charte de l'ONU et à la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Etnts d'Asie ont rappelé qu'ils entendaient décourager a toute ten-totive d'utiliser les droits de homme comme une condition de l'aide au développement ».

Tokyo a aussitôt émis des réserves sur ce point puisqu'uoe charte de juin 1992 lie l'aide japonaise à la démocratisation et au respect des droits de l'homme des pays récipiendaires. Les Japonais se sont également interrogés sur un paragraphe « reconnaissant que lo promotion des droits de l'homme devrait être encouragée à travers la coopération et le consensus, et non la confrontation et l'imposition de tion jeponaise s'est inquiétée notamment de l'ambiguité de l'expression « valeurs incompatibles ». Le débat, ainsi rouvert à Bangkok, n'est pas près de se refermer.

JEAN-CLAUDE POMONTI

8 méga de mémoire - EtherNet - FinePrint - PhotoGrode

Imprimante Apple StyleWriter II: 2285F of Imprimante LaserViriter Select 300: 5290F Imprimente LoserWriter PRO 600: 11890F



13. R. AMBROISE CROEZAT DEXPOSITION 4000 PRODUITS MAC & VISITEURS

Philippe Séguin a été élu président de l'Assemblée

Philippe Séguin, député RPR des Vosges, a été élu, vendredi 2 avril, président de l'Assemblée nationale, au second tour de scrutin, par 389 voix contre 59 à André Labarrère (PS) et 26 à Georges Hage (PC). Son principal concurrent, Dominique Baudis, avait retiré se candidature à l'issue du premier tour; 5 voix se sont portées sur divers députés non candidats. Il y a eu 54 bulletins bience et nuls; 44 députés, parmi lesquels les 25 suppléants des nouveaux ministres, n'ont pas pris part au

Ensemble, ils ont traversé la saile des Quatre Colonnes, se frayant un passage au cœur des embouteillages assourdissants de députés et de journalistes. Dans l'hémicycle, ran-géS selon l'ordre alphabétique, comme le veut la coutume, le pre-mier s'est installé tout à la gauche du président, au milien d'une tra-vée occupée d'ordinaire par les élus communistes, et le second a pris place nu ceotre de l'Assemblée,

1

meot heureux qui venait de conclure le feuilleton du groupe unique de l'UDF.

Le matin même, après d'interminables réunions, les centristes s'étaient résignés à rentrer dans le rang et à dissoudre leur groupe autonome constitué en 1988. La compétition pour la candidature an «perchoir» qui opposait l'un des leurs, Dominique Baudis, à un élu du Parti républicain, Jean-François Deniau, avait tourné à l'avantage Deniau, avait tourné à l'avantage du maire de Toulouse. Condition sine qua non posée par les centristes, Dominique Bandis devenait alors le champion de l'UDF face à celoi du RPR, Philippe Ségnin. Cette exigence remplie, les centristes ne pouvaient plus faire obstacle ao groupe unique dont la constitution était aussitôt adoptée à l'unanimité.

Le président de l'UDF et Raymood Barre, qui o'ovnieot pas-ménagé leurs efforts au cours des dernières heures, ponvaient enfin savourer leur succès. Valéry Gis-card d'Estaing faisait part de sa «jole» devant e ce grand événe-ment». e Nous sommes devenus place nu ceotre de l'Assemblée, pois l'uo et l'ootre se soot carrés dans leurs espérances, insensibles au tumulte alcotour. Le premier, Philippe Séguin (RPR), avait déjà en tête le discours qu'il allait pronoccer à la fin de la séance. Le secood, Valéry Giscard d'Estaing l'élection du président de l'Assem-blée nationale fixée pour l'après-

La revanche da « fentessia »

15 heures : la première séance de cette dixième législature s'ouvre, en présence des membres du gouvernement, par le discours du doyen d'âge, Charles Ehrmann, député des Alpes-Maritimes. Quelle des Alpes-Maritimes. Quelle revanche pour ce «fantassin» obscur de la politique qui se plaint aujourd'bui d'avoir été cansuré dans le passé par la télévision régionale et qui, en cette occasion solennelle, se plaît à douner le «la» I Mais il prend aussitôt quelque liberté nvec l'académisme qui sied d'ordinaire à un discours inaugural: le voilà qui, tel un élu local interpellant un préfet, se fait l'avocat de la evoir rapide Nice-Grenoble» et du «percement du Mercan-

L'hémicycle ne lni prête qu'une attention distraite. Les nouveaux élus semblent davantage intéressés par les apparentements d'un jour dictés par un alphabet fort arbi-traire. Comme il y n cinq ans, Jean-Pierre Chevènement et Jacques Chirae ont toot le loisir d'échanger des politesses républi-caines tandis que Raymond Barre, qui o'a rien à apprendre de son ami Jacques Barrot, mène un com-bat inégal contre la sieste. Mais chacun se ressaisit à l'annonce du scruim. Le gouvernement
prend congé et le premier ministre
profite des opérations pour honorer de sa présence la séance d'ouverture du Séast. Quatre candidats
se disputent les faveurs de l'Assemblée nationale: outre Philippe
Séguin et Dominique Baudis,
André Labarrère, désigné par les
socialistes, et Georgos Hage, le prétendant communiste. Il leur faut
obtenir au moins 267 voix pour obtenir au moins 267 voix pour ottenir an moins 267 voix pour être élo an premier tour. Une hypothèque pèse sur le vote : l'arithmétique qui doune le candidat RPR gagnant va-t-elle être faussée par les souvenirs du débat sur Maastricht où, ici même, Philippe Séguin s'était fait le contempteur implacable et talentueux du traité d'Union européanne?

d'Union européenne?

Heureusement pour lui, la majorité s'efforce de chasser tous ces fantômes de la division. e Les clivages sur Maastricht ne pèsent pas plus ici que dans le gouvernement, même si certains au RPR trouvent qu'il y a trop de pro-Maastricht parmi les ministres », affirme Robert-André Vivien (RPR). e il ne faut pas confondre le débat sur Maastricht et l'élection du président de l'Assemblée nationale », renchérit Jean-François Denian (UDF). D'autres pourtant sont bel et bien soumis à un vrai dilemme. Ainsi Patrick Devedjian (RPR) se retranche-t-il derrière un laconisme embarrassé. e Le vote est secret », souligne cet avocat infatigable de la

Chevenement, qui o'ovait pas hésité à féliciter nvec ostentation le maire d'Epinal après soo réquisi-toire anti-Maastricht, ce scrutin tient du supplice de Tantale. e Si je devais énumérer toutes les tentations auxquelles je ne cède pas...», lâche-t-il nvant d'ajouter, délesté du poids du remords : «Heureusement, je crois que M. Séguin n'aura pas besoin de ma voix.»

> L'échec de Dominique Bandis

Le député du Territoire de Belfort ne croit pas si bien dire. Le résultat tombe dans un concert de muraures ébahis : avec 266 suf-frages, Philippe Séguio manque d'une petite voix la consecration dès le premier tour. Alors que les candidats socialiste et communiste foot, avec 62 et 24 suffrages, le plein de leurs voix, celui du RPR capte une dizaine de voix de plus que le total de son groupe. Avec 180 suffrages, Dominique Baudis accuse, lui, un déficit d'une ving-taine de voix UDF alors qu'on dénombre 13 bulletins blancs ou nuls. Le porte-drapeau de la confédératioo, beau joueur, s'incline sans barguigner et annooce sur le champ le retrait de sa candidature pour le deuxième tour.

Le maire de Toulouse paye-t-il là le prix d'une présence ootoirement insuffisante à l'Assemblée natio-

naie? Le résultat, en tout cas, sèn le trouble nu sein de l'UDF car c toute évidence les défections vier nent pour partie des rangs du Par républicain. Ao PR, où la mise si nrbite de Dominique Baudis ava iodisposé, on cherche précisémes à dédramatiser. « L'important, c'e qu'on vote. Je me suis battu parto. qu'on vote. Je me suis battu partos dans le monde pour qu'on vote... relève assez bizarrement Jear François Deniau, l'adversaire ma heureux du candidat centriste lo de la primaire du matin au sein c l'UDF. « Ce n'est pas un vote au Baudis ou anti-Giscard, mais plutu un vote utile en faveur de Philipp. Séguin donné gagnant d'avance; estime José Rossi.

De leur côté, les centristes s'er furcent de faire bunne figure e Cent quatre-vingt-dix, en fait, c n'est pas si mal que ça, estim Jean-Jacques Hyest. Compte ten de la primaire de ce matin, je m'ai tendais à beaucoup plus d'abstentions. En tout cas, la cohésion d groupe unique n'est absolument pa en cause. » Si le tont ocoveai groupe o'est effectivement pas ni bord de la dépression nerveuse, le proches de Dominique Baudis n'e soot pas moins choqués par cett loyauté ébréchée. Tout empreint d soo oouveau statut, Pascal Clé ment, ministre délégué des rela tions avec le Parlemeot, joue le thérapentes, Soucieux de soulage e les blessures des amis de Domin.

Un croisé de la République

De ses combats contre la gauche après 1981 à sa campagne contre le traité de Maastricht le député des Vosges n'a cessé de batailler au nom d'une certaine idée de la nation

A quol pensait Philippe Séguin, ce vendredi 2 avril à 19 h 10, quand le président de la sénoce d'ouverture de la dixième législature, doyen d'age de l'Assemblée, a annoncé que lui, député (RPR) des Vosges et maire d'Epinal, venait d'accéder au «perchoir» par le bon vouloir de ses collègues? Une caméra s'est attardée un instant sur soo visage. Ses paupières se sont doucement abaissées sur ses yeux déjà tombants, son menton s'est légèrement frippé et ses mâchoires ont laissé apparaître une impercep-tible crispation. «L'ours» s'est concentré pour ne pas laisser filtrer l'émotion qui l'envahissait.

A quoi songeait-il à cet instant? A ce petit garçoo modeste de nix ans et demi qui, le 11 novembre 1949 à Tunis, recut la médaille militaire destinée à un père tombé, cinq ans auparavant, pour la libé-ration de la France. Certainement. Cette pensée, il l'a transmise dans soo discours de remerciement en associant ce père qu'il n'a pas counu au souveoir du géoéral de Gaulle et à la mémoire de Georges Pompidou, qui ont contribué à faire de lui l'homme politique qu'il

Il est comme ça, le nouveau pré-sident de l'Assemblée nationale. Sujet à des colères mémorables, à des emportements aussi brefs que oes emportements aussi preis que soudains, à des phrases aussi catégoriques que fugaces pouvant atteindre jusqu'à blesser, M. Séguin a le cœur de ceux qui out grandi de l'autre côté de la Méditerranée, un rire tomitruant à lézarder les murs et des passions qui peuvent ébran-ler les certitudes adverses. Il faut enius des lèvres - à moins qu'il ne soit dans une de ses innombrables périodes d'abstioence, - taper le carton dans d'interminables parties de belote qu'il sait gagner en for-cant légèrement le destin. Ils sont peu nombreux, ces partenaires de rencootre, à résister à la ronde infernale des cartes qui s'agrémente d'éclats de rire et d'éclats de voix. Ceux-là même, probablement, qu'on entendant au début des année 50 an lycée Carnot de Tunis, quand le jeune Philippe, brillant dève, jouait nu football.

An fil des années, M. Séguin est devenu fou de foot. C'est à travers ce sport, du reste, qu'aspirant audi-teur à la Cour des comptes, il réali-sera, en qualité de personnalité «indépendante», une mission d'in-formation sur ce football français si mal en point qu'il était à la merci de grèves des joueurs. C'était en 1972, à la demande de Joseph Comiti, secrétaire d'État à la jeunesse, ans sports et aux loisirs.

Avant d'en arriver là, il est passé par Draguignan où sa mère, insti-tutrice, a été mutée au moment où la Tunisie s'est lancée dans le pro-cessus de l'indépendance. Est-ce sa Philippe entre à la faculté des let-tres d'Aix-en-Provence (1961-1965) et sort, major, de l'Institut d'études tâte un peu du journalisme local pour le compte du Provençal de Gaston Defferre. A la seconde tentative, il est admis à l'ENA en 1968. Elève studieux, il laisse de son stage administratif en Polyné-sie une pétition de fonctionnaires demandaot qu'il ne reparte pas pour la métropole.

Bourreau de travail, M. Séguin sait déjà fascioer. Entré au 52° rang, il sort, deux ans plus tard, 7° de la promotion Robespierre. Alors qu'il a la possibilité d'intégrer le corps de l'inspection des finances - «Quand j'ai vu leur allure, jai compris que je n'irai pas chez eux», déclarait-il dans le Monde du 4 juin 1987, – il choisit la Cour des comptes. Après son rapport sur le foot français qui est apprécié, à l'époque, poor sa «clarté», M. Séguin travaille dans divers cabinets ministériels, puis, promo conseiller référendaire à la des comptes, il devient chargé de missioo du premier ministre Raymond Barre en 1977.

> Pour l'abolition de la peine de mort

L'anoée suivaote, à trente-cinq ans, il est « parachuté » dans les Vosges pour règler des dissensions locales au sein du RPR. M. Séguin entre véritablement en politique : il devient député de la première cir-conscription des Vosges en mars 1978 Le posses du partiel le She 1978. Le nouvel étu a déjà la fibre et l'esprit gaullistes. Alors que les descendants politiques du général tentent, l'année survante, de masquer leurs divergences, M. Séguir prépare un texte dans lequel ce prépare un texte dans lequel ces derniers assurent Jacques Chirac de leur « totale ennfiance dans l'unité et dans l'amitié». Cela conduit André Passeron à écrire dans le Monde do 13 janvier 1979; « L'instinct de rassemblement est chez les gaullistes une sorte de réflexe qui foue aussi bien face aux attaques de l'extérieur que face aux dangers d'éclatement venant de l'intérieur.» Malgré les vicissitudes et les soubresants cette vicissitudes et les soubresants, cette observation sert de bible, même après les coups de houtoir succes sifs dans l'appareil donnés, notam ment, par... M. Ségnin.

Car l'homme se révèle un batailleur infatigable. Après l'inlassable mais vaine défense de l'entreprise textile Boussac qui s'écroule en jetant les salaries sur le pavé,

proposition de loi allant dans ce sens. S'opposant au ministre de la



d'un manvais œil l'appoint des députés de gauche sur le sujet, M. Séguin déclare : « Dans cette affoire, vous devrez compter les voix, vous n'aurez pas à les peser. Il y a deux siècles que ce débat est engagé. Quelle autre pièce, autre que la réforme des peines, pourriez-vous encore verser au dossier?»

La droite o'nbolira pas. Le député des Vosges devra nttendre 1981, où il résiste à la vague rose, pour voir triompher sa conviction. Il pent alors lancer à Robert Badin-ter, garde des sceaux : « N'aubles pas, je vous en conjure, que si le débai engagé depuis 1789 a tou-jours finalement tourné au désavan-tage des abolitionnistes, c'est parce qu'il n'avaient pas su apporter d'arruments convaincants sur les conséquences à escompter de l'abolition. » Ce sera le seul sujet de consensus avec les socialistes.

Avec Jacques Tonboo, Michel Noir, Charles Millon et François d'Aubert, il constitue la bande des « mousquetaires » d'une droite anesthésiée par la défaite de 1981. Réunis dans le « Cercle », une usine à produire les amende par centaines, ils combatteot les projets de la gauche sur l'audiovi-suel, sur la décentralisation, sur les nationalisations et sur les lnis Auroux qui fixent les droits des salariés dans les eotreprises. Cherche-t-il alors délibérément, avec ses compagnons de combat, a contraindre l'exécutif à recourir à contraindre l'exécutif à recourir à des procédures autoritaires pour abréger les travaux législatifs, dans le but de crisper le débat politique pour en tirer avantage? Il le dément véhémentement. Le fait est que, vice-président de l'Assemblée depuis 1981, il commence à manier avec dextérité la technique

mère qui lni a donné cet amour irrépressible pour la République et ... l'abolition de la peine de mort. Il ... exprime déjà, g'agissant du RPR, tous ses attributs? Nut ne sait mais rédige un rapport parlementaire une opinion qui foodera son coments de ses deux bac en 1960, Pierre Bas, alors député (RPR) de Philippe entre à la faculté des let-paris et lui-même auteur d'une Monde du 9 février 1982, il écrit : au l'appris de par le Monde du 9 février 1982, il écrit : au l'appris de par le monde du 9 février 1982, il écrit : au l'appris de par le monde du 9 février 1982, il écrit : au l'appris de par le même qu'il «La diversité n'est jamais dange-reuse. Courants? Tendances? Qu'importe! Pourru qu'or que plus on pourra parler, plus on aura de chances de progresser et de gagner. w

> L'entrée au gouvernement

Cette velleité d'indépendance, ajoutée au désir de travailler dans la transversalité de l'oppositioo, finissent par agacer M. Chirac. Le «Cercle» se met en veilleuse. Pas Philippe Séguio. Toujours aussi boulimique, notre Gargantua disci-pliné et indocile décooce la « dérive droitière » du RPR et appelle à recoonaître que le pou-voir n changé de politique. Le pré-sident du RPR se fâche. M. Séguin eo preod ombrage. Bieo que l'io-téresse s'en défende, une curieuse relation, qui mêle le politique et l'affectif, s'est oouée entre les deux hommes. Au point que le nouveau maire d'Epinal, élo en 1983, a beau réaffirmer périodiquement sa fidélité au futur candidat à la pré-sidence de la République, ce dernier présère la mésiance à la consiance. « M. Séguin s'exprime en son nom personnel, repood M. Chirac à propos de la dérive droitière, et ne saurait en rien engager le mouvement auquel, par ailleurs, il appartient.»

«On se demande ce qui retient «ncore M. Séguin dans l'apposi-tion», dit, pour sa part, Alain Juppe en août 1984. Ces deux-là, il faut dire, ne se empreodront jamais. Le ministre des affaires étrangères-secrétaire général du RPR est même persuadé que M. Séguin met un malin plaisir à prendre systématiquement le con-tre-pied. «Quand fe dis noir, il dit tre-pied. «Quand fe dis noir, il dit blonc, et vice verso», assure M. Juppé. C'est aussi l'époque où Charles Pasqua traite M. Séguin et ses amis de «zozos» tandis que, dans un mot assassin, le président du groupe RPR de l'Assemblée, Claude Labbé, déclare: «Il y a un séguinist» mais il n'y n pos de séguinisme car pour cela il faudrait que M. Séguin ait des adeptes.» Il en sura quelques années plus tard. Maigré - ou à cause - de cette pratique d'électron libre un tantipratique d'électron libre un tanti-oet provocateur, M. Séguio reçoit uoe première consécration en 1986. La droite ayant gagné les élections législatives, M. Chirac l'appelle dans son gouvernement de cobabitation pour occuper la fonc-tion de mioistre des affaires

sociales et de l'emploi. Les syndicalistes le considérent comme un bomme «obvert». Il garde à son poste le directeur des relations du travail; Martine Aubry, mère des lois Auroux et fille de Jacques Delors. Mais ce sera à Jean-Pierre Soisson qu'il remettra, deux ans le maroquin du travail après la défaite de M. Chirac à l'élection présidentielle et la victoire de la gauche aux législatives. Chassé-croisé de paradoxes. Et ce o'est pas fini.

Uo temps impliqué dans l'opération des «rénovateurs» qui vettlent secouer les appareils tant RPR qu'UDF, M. Séguin est celui qui met un terme à la fronde, ce que lui reprocheroot amèrement des comploteurs des deux bords. Son heure, il la veut pour lui seul. Ou presque. Avec M. Pasqua, il va, un momeot, ébranier la forteresse RPR en février 1990. S'étant résoln à laisser naître des courants, M. Chirac avait cru qu'il en aurait un modèle Pasqua, à sa droire, et un autre, modèle Séguin, à sa gauche. Manque de chance, les eux compères se sont onis. La belle construction s'est retrouvée par terre. Le président du RPR a dû faire appel aux réflexes gaulistes les plus enfouis pour sanver la mise, mais à cette occasion des jugements plutôt définitifs ont été prononcés de part et d'autre.

> La campagne de Maastricht

Cette félure dans le mouvement oéogaulliste est réapparue nu moment du processus de ratifica-tion de Maastriebt. Le refos du traité sur l'Union européenne a ressoudé les liens qui s'étaient quelque peu distendus entre M. Pasqua et M. Séguin, ce qui plaisait bien à la direction du RPR. Favorable à la ratification, sans enthousiasme, le couple Chi-rac-Juppé a bataillé dans un parti qui était majoritairement antiqui était majoritairement antiquaistricht. Son heure de gloire, M. Ségnin l'a eue dans la nuit du 5 nu 6 mai 1992 quand il a défendu uoe exceptioo d'irrecevabilité tendant à faire admettre qu'il n'y avait pas lieu de débattre sur la réforme constitutionnelle préalable à lo ratification du traité. Tour à tour grave, pédasogne, flemboyant tour grave, pédagogue, flamboyani, l'admirateur de Napoléoo III a réussi à convaincre une partie non négligeable de ses «compagnons» du RPR. M. Chirac a été obligé de payer de sa personne, engageant discrètement sa responsabilité, pour limiter les dégâts.

Chef de file des opposants à la ratification, M. Séguio est demaodé dans tous les coins de

référendum pour développer sor argumentation, qui met en pieces.
l'Eorope de Maastricht et les.... technocrates bruxellois. Il occupe tellement Pespace qu'if prive le ... Front national de son rôle privilégié d'opposant. Comble de la noto-riété, il est choisi par le président de la République pour uo face-à-face télévisé. À droile, son iolervention lui sera reprochée tant par ses amis, qui le trouveot « trop mous, que par ses adversaires, qui le voient « trop complaisant ». Quoi qu'il eo soit, François Milterrand lui permet d'affirmer sa stature d'homme d'Etat. Et même si le «oui» l'emporte de justesse, plus . persoone n'ignore l'existence de M. Séguin.

Dans la campagne des législatives, une fois encore, il a battu la campagne à l'appel de candidats en mal de public. Avec lui, la recette était assurée. Plus d'un a dû s'en souvenir au moment du choix da caudidat au «perchoir» à l'intéricur dn groupe RPR, où Pierre
Mazeaud était soo challenger.
Depuis plusieurs mois, il lorgnait ce siège. Il l'a décroché sous l'œil bienveillant d'Edouard Balladur, iotronisé récemment « chef de la majorité » par M. Chirac. Indisponible pour entrer dans un gouver-oement dont il oe vonlait pas entraver la marche, il se devait de trouver, en accord avec le prési-dent du RPR, une position qui ne le mettait pas hors-circuit pendant les années théoriques de la cohabitation et n'en faisait pas un chien dans le jeu de quilles balladurien.

Quatrième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire, M. Séguin reçoit une reconnaissance qui est plus que symbolique puisqu'il sera au cœur du système égislatif, dont il prône une revalorisation et que l'exécutif va mettre à contribution dans les prochains mois. Comme le faisait parfois Jacques Chaban-Delmas utilisera-t-il cette «liberté d'expression» qu'il entend garder pour dire son mot sur les projets du gouvernement? Descendra-t-il dans l'arène lors de la prochaine discussion sur la e très large autonomie» que M. Balladur souhaite donner à la Banque de sonnate conner à la Banque de Fraoce? Un processns coolre lequel il a pesté pendant la cam-pagne électorale. On bien se tien-dra-t-il dans une prudente réserve, préférant attendre son heure?

Dès 1990, il affirmait son sou-tien indéfectible à M. Chirac pour la présidentielle de 1995. Il n'a pas changé d'avis. Lui qui répète volontiers qu'il faut au moins vingt ans pour faire un présidentiable sait hier que con l'avis de l'avis de l'avis de la contra de l'avis de sait bien que sa carrière politique à lui n'a véritablement commencé qu'au début des années 80. Il devra attendre l'aube du prochain siècle.

OLIVIER BIFFAUD



groupe UDF que « le nourrisson né ce matin ne meure l'après-midi », il divulgue le remède concocté par le PR: encourager les votes blancs pour atténuer l'ampleur de la vic-toire annoncée de Philippe Séguin.

The state of the s

Section and sections of the section of the section

101 M

1.312.5 -: TEST -

Mountaine of

A 14 18 18 18 18

1 1 1

10 m

....

7. m.

1.0

Car celle-ci est à ce point évideute que chacun y va déjà de son commentaire. La droite, bien sûr, peut difficilement bonder son plai-sir. Mais les socialistes ne surmontent pas le grande querelle euro-péenne. « Il faut bien qu'il y ait des territoires libres dans la République, se félicite Jean-Pierre Chevéne-ment. Il y avait déjà le Territoire de Belfort, il y aura maintenant l'hôtel de Lassay.» Ségolène Royal, elle, fait le grimace: «Avoir Philippe Séguin comme président de l'Assemblée nationale n'est pas anodin. C'est un événement grave de nature à perturber la vie politique française.»

Défendre les droits du Parlement

Le défilé des députés devant l'urne placée à la tribune s'achève. Les résultats de ce deuxième tour révèlent que la consigne évoquée par Pascai Clément a été correctement observée. On comptabilise 54 bulletins blancs ou ruls. Mais ce vote charitable envers Dominique Baudis n'empêche pas le can-didat RPR de triompber. Il recueille 389 voix contre 59 à André Labarrère et 26 à Georges Hage. Le plébiscite du biographe de Napoléon III est accueilli par

une salve d'applandissements. Emu, le nouvern quatrième personnage de l'Etat prend possession d'un fauteuil que im ebandonne « à regret » le doyen Charles Ehrmann, Edouard Balladur et Charles Pasqua sont revenus à temps pour entendre son allocution. Pour cette profession de foi, il use de cette

tant séduit lors de sa campagne anti-Maastricht. D'emblée, le républicain ne peut pas s'empêcher d'exalter la mémoire des « immore des « immore des » l'appendent des seus des l'appendent des seus des l'appendent des l'appenden tels prédécesseurs de 1789 ». Mais ce républicain-là veut aussi appor-ter la « garantie » de son « impartialité » afin de permettre l'« expression de toutes [les] nuances » de l'Assemblée.

A l'instar de tous ses prédéces-seurs, il entend se poser en défen-seur des droits du Parlement car, souligne-t-il, « le poids de préroga-tives (...) reconnues au gouverne-ment pour contenir les excès du parlementarisme est devenu exces-sif». « Il est impératif de convenir d'une pratique nouvelle (...), njoute-t-il. Les conditions ont été rurement nlus provices à une telle évolution. t-ii. Les conditions ont été rurement plus propices à une telle évolution. A l'inverse, s'y refuser (...) pourrait causer blen des déboires. » Philippe Séguin n'exonère pas pour entant les députés de toute responsabilité: « Si la réforme des textes peut être utile, elle ne sera jamais suffisante, elle devra s'accompagner d'une forte action volontariste. »

Elargissant son propos, le nou-veau président de l'Assemblée revient ensuite à un de ses thèmes de prédilection : «La crise structu-relle, la crise d'adaptation, la crise d'identité, la crise existentielle » qui menace «l'unité de lo nation et sa pérennité», « Qui ne sent aujourd'hui, s'interroge-t-il, qu'au point où nous en sommes tout ce qui tient ensemble depuis des siècles pourrait se défaire, se déchirer, se disloquer? » Écouté dans le plus grand silenee, Philippe Ségnin conclut par un hommage pudique à son père, mort su combat en 1944. Debout, les députés, tous partis confondus, settent cette première confondus, saluent cette première intervention. Déjà, les querelles de familles et le choc des ambitions

FRÉDÉRIC BOSIN

Le premier conseil des ministres de la seconde cohabitation

Le gouvernement appliquera la Constitution «dans sa lettre et dans son esprit»

affirme M. Balladur

Le premier conseil des ministres de la cohabitation s'est déroulé, vendredi 2 evril, dans une stmosphere moins 2 evril, dans une stmosphère moins giaciale que celui d'il y e sept ans, de l'avis unanime de ceux qui ont vécu les deux expériences. Selon l'Elysée, le président de la République a ouvert la séance en déclarant à l'adresse des nouveaux ministres: « Vous ètes, nous sommes ici parce que le peuple l'a voulu, au service de la République et de la France. Le mleux est donc de commence tout de suite notre tra-

Selon Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, M. Balladur a indi-qué ensuite « de manière solennelle » que le gouvernement «entendalt natu-rellement respecter scrupuleusement les institutions de la République et appli-quer notre Constitution à la fois dans sa lettre et dans son esprits (nos der-nières éditions du 3 avril).

Exposant à la fin du conseil les méthodas à la fil du consentes méthodes de travail de son gouverne-ment, le premier ministre a rappelé aux ministres ses consignes de « par-cimonie», leur demandant de travail-ler directement avec leurs administra-

tions afin que les cabinets ministériels tions aim que les cabinets ministèriels « ne constituent pas un obstacle » entre l'administration et l'emuorité politi-que ». Pour appliquer la « nécessaire solidarité et conérence » du gouverne-ment, il n demandé aux ministres d'être disponibles le mardi matin afin qu'ils puissent tenir « tous les conseils interministériels que la situation exi-pera», sans que ces réunions ouissent gera», sans que ces réunions puissent «être vécues ou reçues comme un conseil des ministres bis».

Le programme d'action du gouvernement sera « particulièrement chargé» an cours de la session pariechargés an cours de la session parle-mentaire qui s'ouvre, a prévenu M. Sarkozy. Lui-même, en tant que ministre de budget, devra préparer une loi de finances recificative avant la fin du mois d'evril, prévoyant des économies et la «baisse d'un certain nombre de prèlèvements» obligatoires, mais non une réduction du déficit budgétaire, l'état des finances publi-ques étant trop « dégradé ». Il devra aussi « examiner le règlement définitif de la question du déclage d'un mois dans les remboursements de la TVA ».

Le premier ministre demanders

aprochainement à un groupe d'experts au niveau national et international, toutes sensibilités politiques confondues, de se réunir et de travailler pour répertorier toutes les mesures possibles en faveur de l'emploi ».

Le chef du gnuvernement a demandé à ses ministres de préparer plusieurs projets importants. Ceux du budget et de l'économie étudieront a toutes les mesures budgètaires, fiscales et financières » permettant d'améliorer le situation du bâtiment et du logement social. Ceux de l'agri-culture et des affaires européennes culture et des affaires européennes proposeront « toutes les mesures susceptibles» d'amétioner la situation de l'agriculture française et de la pèche. Le ministre des affaires sociales préparera, avant la fin du mois d'avril, « un point exact de la stuation des régimes sociales». Le ministre de l'intérieur devra, lui aussi, faire « un point exact » sur la situation de la sécurité, de l'immigration et de l'aménagement du territoire « afin que les textes soient prêts pour la session de printemps ».

Le ministre de l'économie devra

préparer trois textes : « la réforme du préparer trois textes : «la réforme du statut de la Banque de France», celle du «statut de la Caisse des dépôts et consignations, et particulièrement de la définition de ses missions» et « une loi de privatisation». Enfia, les ministres des affaires étrangères, du commerce extérieur, des affaires européennes, de l'agriculture, devront faire conuaître au chef du gouvernement « leurs réflexions et leurs propasitions » sur les négociatims du GATT, dont M. Balladur a dit, d'eprès M. Sarkozy, qu'eil s'agissait, en matière écokozy, qu'eil s'agissait, en matière éco-nomique, certainement du dossier le

Le porte-parole du gouvernement a enfin souligné que celni-ci voulait ualler vite», mais avec «sérénité», pour ne pas donner un spectacle de «crispation inutile». A l'issue du conseil, Edouard Balladur, François Léotard, ministre de la défense, Alain Juppé, ministre des affaires étran-gères, et Michel Roussin, ministre de de la coopération, sont restés une demi-heure avec M. Mitterrand pour faire le point des grands dossiers

Pièce à trois personnages

par Thierry Bréhier

capacité de conviction et de ce talent oratoire qui avaient déjà et GILLES PARIS La composition des groupes

semblent si loin...

nard Pons, 245 membres et 12 apparentés, Jean Aueleir (Creuse), Gérard Cherpion (Vosges), Gabriel Deblock (Nord), Jean-Michel Dubernard (Rhône), Jacques Féron (Paris), Yvon Jacob (Ille-et-Vilaine), Arsene Lux (Meuse), Daniel Pennec (Côtes-d'Armor), Yves Rispat (Gers), Anicet Turinay (Martinique), François Vannson

(Vosges), Claude Vissac (Ardennes). Groupe Union pour la démocratic fraeçaise et du ceetre (UDFC): président Charles Millon, 213 membres et deux apparentés. Marie-Thérèse Boisseau (Ille-et-Vilaine) et Alphonse Bourgasser

 Groupe socialiste : président Martin Malvy, 52 membres et 5 apparentés, Gilbert Annette (le Réunion), Camille Darsières (Martinique), Jean-Pierre Defontaine (Pasde-Calais), Kamilo Gata (Wallis-ct-Futuna), Roger-Gérard Schwartzen-berg (Val-de-Marne).

· Groupe communiste : président Alain Bocquet, 22 membres et 1 apparenté, Ernest Moutoussamy (Gusdeloupe). La déclaration politique du groupe précise que « chaque député compte pour un » et qu'a aucune décision, aucun vote, aucune proposition de loi n'est imposé à ses membres».

 Non inscrite: 25, Thérèse Ail-laud (Souches-du-Rhône), Gilbert Baumet (Gard), Jean-Louis Borloo (Nord), Lucien Brenot (Côte-d'Or), Bernard Charles (Lot), Régis Fau-choit (Nord), Alain Ferry (Bas-Rhin), Pierre Gascher (Sarthe), Jacques Le Nay (Morbihan), Jean-Claude Lenoir (Orne), Alain (Marne), Alfred Muller (Bas-Rhin), Michel Noir (Rhône), Jean Royer (Indre-et-Loire), Gérard Saumede (Hérault), Jeen-Pierre Soisson (Yonne), Frantz Taittinger (Hautsde-Seine), Bernard Tapie (Bouchesdu-Rhône), Christiane Tanbira-Delannon (Guyane), André Thien-Ah-Koon (la Réunion), Jean Urbaniak (Pes-de-Calais), Paul Vergès (le Réunion), Aloyse Warbonver (Moselle), Emile Zuccarelli (Heute-

Les membres du gouvernement continuent pendant un mois d'être comptabilisés dans l'effectif des groupes, mais ils ne peuvent pas prendre part au vote. A noter que les radicaux de gauche sont pour une part (Jean-Pierre Defontaine, Kamilo Gata et Roger-Gérard Schwartzenberg) apparentés an groupe socialiste et pour une entre part (Bernard Cherles, Bernard Tapie et Emile Zuccarelli) figurent parmi les non inscrits.

ES règles du jeu ont été claire-ment posées dès le départ. Elles imposeront la respect récipro-que entre le président de la République et le gouvernement, Elles commanderent un soutien sens compleisence de l'équipe d'Edouard Belladur par sa majorité

Ni la premier ministre ni le prési-dent de la République n'entandent contester le régrimité, et donc les pouvoirs, de l'eutre. C'est, en tout ces, le messege que les deux restrons de l'exécutif ont tenu à faire passer des la premier consell des minietres de cette seconde cohabitation. M. Mitterrand, d'une simple phrase, a rappelé que si les membres du gouvernement étaient inetellés eutour da le table du conseil par la volonté des électeurs des 21 et 28 mars, lui-même la in les eltovers en avaient ainsi décidé le 8 mai 1988.

La campagne électorale achevée, les hôtes que les Français lui ont imposés ne lui contestent plus ce droit. Ils l'ont manifesté en restant, après la conseil lui-même, pour débattre des dossiers urgents des deux domaines sur lesquels il tient à conserver une eprééminence»: les effeires étrengares et le

Pour que les choses soient bien claires, M. Balladur e tenu à práciser à ses ministres, en présence de M. Mitterrand, qu'il entendait res-pecter «scrupuleusement» et la elettre» et «l'esprit» de la Constitution. La elettre», cela va de soi . Mais «l'esprir» ... Depuis 1958, il fait du président de la République le véritable chef de l'exécutif et, en tout cas, le rasponsable suprême de toute le politique extérieure. Est-ce à dire que le nouveeu pra-

réservé » du chef de l'Etat? Peutétre pas. Meis cette déclaration sciennelle signifie, pour le moins, qu'il respectere totalement la fonction présidentielle et qu'il ne cherchera pas à lui porter ombrage.

Pas question, done pour Edouard Salladur d'ouvrir, eu moins dans l'immédiat, un «front» avec François Mitterrand. En revanche, le premier ministre peut redouter qu'une aguéguerre à s'installe assez majorité parlementaire. Car même si nul ne peut contester que Philippe Séguin e les capacités et la « carrure » pour occuper le fauteuil de président de l'Assemblée nationaie, il est clair aussi que, dans ce rôle, aussi prestigieux qu'important dans le fonctionnement de l'appareil de l'Etat, il ne sera pas un allié docile du premier minietre et que les conditions de son élection confirment une certaine grogne du jouer leur rôle de contrôleurs rigou-RPR devant la composition du gou-

Un jacobin pur et dur

L'équilibre apparent des responsabilités ministérielles entre l'UDF et le RPR a mis de fort méchante humeur une partie des députés chiraquiens. Cela ne pouvait pas les inciter à répondre positivement à la demande de Veléry Giscard d'Es-taing que l'hôtel de Lassay soit laissé à ses amis en échange de la présence da M. Balladur à l'hôtel Matignon. C'est la première faille sérieuse eu sein de la nouvelle

Surtout, le droite e clairement choisi de confier la quatrième poste de l'État eu porte-drapeau des opposants à Maastricht - même s'il e reconnu, vendredi eoir sur France 2, que le traité sur l'union

européenne éteit devenu «la loi communes, et à un jacobin pur et dur. L'hymne à la nation et à l'unité de le République que fut le discours de remerciement de M. Séguin e ainsi donné des souhaits de je représentation nationale une image bien différente de calle qu'e fournie M. Belladur en composant un gouvarnement ouvertement européen, où les décentralisateurs sont fort

Tout son passé le prouve : Philippe Séguen n'ést pas homme à se taire. La voix qu'il fera entendra, certainement avec force, a toutes chences de détonner dens le concert que veut diriger Edouerd Balladur. D'eutant que le nouveau président de l'Assemblée nationale e eussi prévenu qu'il ferelt le nécessaire pour que les élus du -Bourdon alent les movens de

reux de l'action gouvemementale. Certes tous ses prédécesseurs ont pris le même angagement, et aucun ne l'a véritablement tenu. Mais lui pourre s'eppuyer sur une expérience peu commune du métier de député, sur une volonté générale de reveloriser le travail parlementaire, sur une possible révision constitutionnelle, sans que tout cela soit contrecarré par le souci de ménager la gouvernement.

Avec Philippe Séguin, il y e fort à parier que le président de l'Assem-blée ne sere plus l'homme qui, pour rendre service eu premier ministre, surveille les députés, mais eu contraire celul qui les ineite à ramplir pleinement leur devoir de contrôle. Edouard Balladur pourrait un jour regretter cette première vic-

Le communiqué

Le conseil des ministres s'est réuni vendredi 2 avril au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraite

Code de la communication

(Le Monde du 3 avril.) · Les méthodes de travail et le programme d'action du gouvernement

une communication sur les méthodes de Iraveil et le programme d'action du gouvern

1. - Les principes de l'organisa-

à la direction du budget. Après être res-tée jusqu'en 1985 attaché financier à l'ambassade de France à Bonn, elle est devenue ensuite chef de bureau à la

direction du budget. De 1986 à 1988, elle occupait déjà le poste de directeur de cabinet de M. de Charette, alors ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan. Depuis cette date, M= Ratte était conseiller référendaire à

la Cour des comptes (chambre sociale).]

tion du travail gouvernemental ont été arrêtés. Un programme de traveil du gouvernement fixera les priorités et le eslendrier d'nelion de chacun des ministres. Ce programme sera mis en œuvre dans les ordres du jour du conseil des ministres. De même, le premier ministre réunira régulièrement, sur des sujets déterminés, les membres du gouvernement intéressés.

Le premier ministre a demandé aux ministres de faire preuve d'un souci d'économie dans le gestion de leur département ministériel. nolamment en réduisant les dépenses consacrées eu fonctionne-ment de leur cabinet et à leurs déplacements. Il n défini le place respective que doivent tenir les administrations centrales et les cabinets dans le fonctionnement des ministères. En particulier, les cabinets ne doivent pas constituer un échelon supplémentaire d'admi-

2. - Les grandes lignes de l'aclion du gouvernement pour la pro-chaine session parlementaire ont été fixées.

Un projet de loi de finances rec-tificative sera préparé pour réaliser 20 milliards de francs d'économies affectées notamment à la diminution de certaines cherges. Des mesures budgétaires, fiscales et financières seront étudiées pour améliorer l'activité dans le secteur du bâtiment, notamment dans le domnine du logement social. La situation de l'agriculture et celle du secteur de la pêche constitueront

une autre priorité. Un point précis sera établi sur la situation dans les quatre domaines suivants: la sécurité, l'aménagement du territoire, l'immigration et les régimes de protection sociale.

La réforme du statut de la Banque de France sera mise au point, de même que celle du statut de la Caisse des dépôts et consignations. Les dispositions législetives relatives aux privatisations seront révi-

Les ministres intéressés présenteront des propositions sur les négo-ciations du «cycle de l'Uruguay».

La nomination des directeurs de cabinet

mier ministre n'entend en rien

empiéter sur le fameux «domaine

JUSTICE

Philippe Léger

Philippe Léger, président du tri-bunal de grande instance de Bobigny depuis 1986, a été nommé vendredi 2 avril, directeur du cabinet du nouveau garde des secaux, ministre de la justice, Pierre Méhai-

Né le 10 décembre 1938 à Charentou Seine), Philippe Léger est licencià en roit, diplômé de l'Institut d'études poli-ques de Paris et Utulaire d'un diplôme d'etudes supérieures de droit privé. Audi-teur de justice en 1963, M. Léger a exercé ses fonctions de magistral au ministère de la justice de 1966 à 1970. Substitut au tribunal de Versailles de 1970 à 1972, il est ensuite retourné à la financia de la statement de la chancellerie pù il est devenu en 1975 chef du bureau de l'actinn publique à la direction des affaires eriminelles et des grâces. Chef de cabinet puls couseiller technique de 1975 à 1976 de deux ministres de la qualité de la vie, André Jarrot puis André Fosset, M. Léger a été, de 1976 à 1978, conseiller technique au cabinet de deux gardes des secaux, Olivier Ouichard et Alain Peyrefitte. Sous-directeur de la justice criminelle à la direction des affaires criminelles et des refers di ministres de la price de 1978. nistère de la justice de 1978

à 1983. Philippe Léger, conseiller à la cour d'appet de Paris, est resté directeur-adjoint du cabinet du garde des sceaux, Albin Chalandon, d'avril à novembre 1986. Depuis le mois de décembre 1986, M. Léger était président du tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-

TRAVAIL

Henri Rouanet Henri Ronanet, préset de la région Picardie, préset de la Somme, n été nommé directeur du cabinet du ministre du travail, de l'emploi et de la formation profes-

sionnelle, Michel Giraud.

INà le 24 jauvier 1933 à Vincennes, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Henri Roumet a fait l'essentiel de sa carrière dans l'administration pré-fectorale. D'abord chef de cabinet du préfet d'Eure-et-Loir en 1936, il devient préfet de l'Ardèche en 1977. Directeur préfet de l'Ardéche en 1977. Directent du cabinet de Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, en 1980, il sera successivement préfet du Lot, directeur de la Sécurité civile, préfet du Val-de-Marne, préfet de la région Limousin et, depuis 1991, préfet de la région Picardie.]

FONCTION PUBLIQUE

Jean-Francois Rocchi Jean-François Rocchi, détaché depuis 1990 auprès de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée netionale, a été nommé, jeudi le avril, directeur du cabinet d'André Rossinot, ministre de la fonction publique.

INA le 1" septembre 1955 à Casa-blanca (Marco), aucies élève de l'ENA, Jean-François Rocchi est inspecteur géné-ral de l'administration de 1981 à 1985. Il rejoint alors la Calisse des dépôts et consignations où il est nommé sous-directeur en 1988. Ancien président de la Caisse de modernisation industrielle (1989-1990), il était, depais 1990, étza-ché auprès de Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée natio-nale, en qualité de directeur des études nale, es qualité de directeur des études du groupe.]

AGRICULTURE ET PECHE

Pierre-Olivier Drège Pierre-Olivier Drège n été nommé directeur du cabinet de Jean Puech, ministre de l'agricul-

• •

ture et de la pêche,

[Né le 22 décembre 1949 à Roslyn (Eist de New-York), Pierre-Olivier Drège est ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur du génie rural, des eaux et des forêts. Il a été en poste à la direction de l'agriculture du Pay-de-Dôme, entre 1975 et 1978, pais chargé de mission, pour la pêche et l'agriculture, su secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SOCI) jusqu'en 1980. Il est ensuite conseiller technique au cabinet de Fierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, jusqu'en 1981. Après cabinet de Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, jusqu'en 1981. Après l'aurivée de la gauche au ponvoir il entre à l'Office national interprofessionnel des viandes, de l'aviculture et de l'étevage. Entre 1986 et 1988, il dirige le cabinet d'Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer. Depuis 1989, il était directeur général de la Société d'amésagement du marché de Rungis (SEMMARIS).]

LOGEMENT

Evelyne Ratte

Evelyne Ratte a été nommée directeur du cabinet d'Hervé de

Charette, ministre du Ingement. [Née le 15 novembre 1951 à Lyon, agrésée d'histoire et énarque, Evelyne Ratte e été de 1979 à 1983 administra-



Banque de France: la «solution providentielle»

l'iodépeodence de la Baoque de France, Philippe Séguin, qui a été élu, vendredi 2 svril, président de l'Assemblée natiouale! Le même jour, lors de la première réunion gouvernement, Edouerd Balladur annonçait que la réforme do statut de la Banque de France serait rapi-dement mise su point.

Les débats sutour de l'iodépensurbordonnée, par tradition, au gouvernement, — l'autonomie » comme l'a dit vendredi M. Balla-dur, promettent d'être agités. D'eutant que, une fois n'est pas coutume, les élus de la nouvelle Assemblée travailleront sous les regards scrutateurs des opérateurs des marchés financiers, qui unt suivi de très près, ces derniers

Au plus fort de la tourmeote monétaire de l'sutomoe 1992, la réforme du statut de la Banque de France, serpent de mer des années 80, est en effet apparue comme une «solution providentielle» pour ramener le calme sur les marchès. Elle seule, ont alors estimé de nombreux bommes politiques et spécialistes, serait à même de renforcer la crédibilité de Paris suprès de Francfort, Immédiatement, l'op-position svait promis de déposer uo projet de réforme des statuts dès la session de priotemps et eo inscrivait le principe dans la plateforme électorale de l'Union pour la

Ignorant ce texte, le député des Vosges Philippe Séguin eveit déclaré qu'accorder une telle indé-

Caisse des dépôts et consignations: les deux missions

Edouard Balladur s chargé Edmond Alphendéry, ministre de l'écocomie, de réformer, nutre le statut de la Benque de France, eclui de la Caisse des dépôts et coosignations. M. Alphandéry pourra s'appuyer sur des études préexistantes, à commencer par celle de Roger Chinaud, président siscardico de le commission des finances du Sénat, qui a déposé, fio juin 1992, uo rapport concernant la physionomie actuelle de la développe sur des privilèges peu conformes au respect de la concurrence » - allusioo à l'utilisation des fonds collectés sur les livrets A des Caisses d'épargne et aux activités de marché – « n'a pas une instance dirigeante odéquate et échappe aux contrôles et aux régulations qui s'appliquent aux entreprises publi-ques et aux sociétés commerciales. Elle doit être, dans un premier temps, banalisée dans ses ressources, ses missions ei son statut pour devenir une entreprise concurrentielle, éventuellement privati-

Le rapport insistait, oéanmoins, sur le caractère indispensable de la Caisse des dépôts, evec deux missions: l'une de service public, une ceutrale de l'épargne vouée à l'intérêt général, et l'autre à caractère concurrentiel, dont les sctivités pourraient être regroupées su sein d'une banque filiale de la maison-mère. En septembre 1992, le directeur géoéral de la Caisse, Robert Lico, svait sllume uo eontre-feu en preconisaot non la «banalisation» de l'établissement, mais la séparation du métier de service publie (gestion du livret A, fiuancement du logement social) des activités concurrentielles, égaloment regroupées au sein d'une ban-

En février 1993, Philippe Lagayette, successeur de Robert Lion, evait déclaré que le projet de ce dernier avait été abandonné en ce dernier avait été abai raison des problèmes juridiques qu'il possit, découlant de l'imbricatioo étroite des activités de la Caisse dans tous ses métiers.

O Yvelines : M. Wetzel quitte le CDS. - Laurent Wetzel, maire (UDF-CDS) de Sartrouville (Yvelines), a annonce, vendredi 2 avril sa démission de l'UDF, du CDS et des clubs Perspectives et Réalités afio d'exprimer sa « vigilance » face à la nouvelle majorité. M. Wetzel a échoué, dimanche 28 mars, su second tuur des élections législs-tives face à Jacques Myard (RPR) dans la cinquième circonscription des Yvelioes. « Dans la situation actuelle, sffirme-t-il, il faut être parfaitement indépendant pour veil-ler au redressement dont la France

C'est un farouche apposant à pendance reviendrait à « confier un pouvoir exorbitant à une bande de technocrates qui peuvent engendrer des crises terribles sans avoir à rendre de comptes d personne». Chasles Pasqua, nouveau ministre de l'intérieur, evait, pour sa pert, estimé qu'un tel projet ne devait pas être envisagé dans l'immédiat.

Au-delà des rivalités politiques, les débats au Parlement porteront sur plusieurs points fondamentaux Savoir tout d'abord si le gouverneur, nommé pour une durée fixe (Jacques de Larosière, l'actuel gouverneur, est révocable à tout moment), sera entouré d'un conseil et si l'institut sera véritablement géré de manière collégiale. Déterminer, ensuite, si les établissements de erédit resterout sous la tutelle de la Banque on si leur contrôle prudentiel reviendra entierement au ministère de l'économie. Défioir, cofio, les rapports cotre la Banque et le gouvernement dans oo domaine où les textes cèdent la place, depuis des décennies, à la pratique. Réviser, accessoirement, le statut des dix-sept mille salariés de l'établissement.

Actuellement, les statuts de l'institut de la rue de la Vrillière, dont la dernière version date de 1973, stipulent que la Banque participe à la mise en œuvre de «la politique monétaire arrêtée par le gouverne ment». Uo «censeur», nommé par le ministre de l'économie, dispose même d'uo droit de veto su nseil. La réforme devrait mettre fin à cette dépendance, Mais de oombreux experts souligneot que, dans les faits, la Banque de France dispose déjà d'une assez grande liberté et que son mode de fooctionnement évoluers lentement. Ce qui explique peut-être que M. Balladur, qui avait déjà réfléchi à ls réforme en 1986, ait préféré vendredi le terme d' «autonomie» à celui d' «indépendance». Le ministre de l'économie. Edmoud Alphandery, paraît, quant à lui, plus dogmanque et favorable à une indépendant definité le plus strictment possible. tement possible.

Quoi qu'il arrive, le gouvernedu taux de change, et e'est donc lui qui devra preodre les décisions relatives au franc et eu système monétaire curopéen.

LIVRES POLITIQUES

RENDEZ-VOUS POLITIQUES

LES SOCIALO-CAPITALISTES

Albin Michel, 236 pages, 98 F.

IL falleit prouver que l'imags,

mentaire, forcement succinct, ne

euffit pss à rendre compte du

contenu, dans touts son épais-

seur, de l'actualité, Dominique

Bromberger, présentateur du jour-

nal télévisé et éditorialiste de poli-

tique étrangère de TF 1, pourrait

livrer son témoignage. Ce qu'il

consacré aux Grande de es

monds, qu'il s eu l'occasion de

rencontrer ces demiers mois. Por-

traits, conversations, confidences

hors enregistrement, observations

délibérément subjectives, rappro-

chements et comparaisons qu'ap-

pelle la complexité des situations, tout ce que l'information person-

nalle et directs, enrichie par la

connaissance des dossiers et l'ex-

périence du métier, filtrée par les

exigences de l'exposition per

écrit, peut apporter dans l'appré-

hension des événements et des

acteurs politiques, se trouve réuni

dans cette chronique du pouvoir

tel qu'il s'exerce (ou fait défaut)

Il ne s'agit pas ici de magnifier à

peu de frais la presse écrite aux dépens de la télévision, d'une pert

parce que les images sont sou-

vent plus démonstratives que les

récits, d'autre part parce que les

quotidiens et les hébdomadaires

ont leurs propres contraintes da

temps, de place, qui las

aux points chauds de la planète.

mēms quend slle eet

accompagnés d'un com-

L'Archipel, 267 pages, 120 F.

de Renaud de La Baume.

LE GRAND MANÈGE

Plon. 280 pages, 125 F.

de Christine Clerc,

de Dominique Bromberger

La réunion des instances dirigeantes du Parti socialiste

M. Jospin se démet de ses fonctions au bureau exécutif et au comité directeur

Lionel Jospio, aucieo premier seerétsire do PS, a soconcé, samedi matin, devant le comité directeur, qu'il renooçait à ses fonctions au bureau exécutif et au comité directeur du PS et qu'il professionnelle qui pourra le «tenir éloigné, pour un temps, de l'action

politique directe». Il a précisé : «Je ne vois pas se dessiner la volonté – une volonté réellement commune - de rechercher les causes de cette grande défaite, de tirer les enseignements de la période histori-que qui s'achère ni de chercher des remèdes par des remises en gause fortes et des propositions largement nouvelles. Je crains que ne l'empor-tent les motifs d'immobilisme, le souci de garder les positions acquises et les explications conve-

or, on ne peut pas comparer la situation d'anjourd'hui avec d'av-

« Or, ajoute Henri Weber, l'es-

sence de la social-démocratie, c'est la capacité d'intervention de la puis-

sance publique pour contrecarrer les effets du marché.»

Pendant la première législature de ganche, explique le conseiller de Laurent Fabius, les socialistes

Perte d'identité

contenter de dire, comme pour se rassurer d peu de frais et décourager l'analyse : « on a déjd connu celo ». En 1958, la gauche avait traversé le drame d'une décolonisation ratée et lo chute d'un régime. Après mai 68, elle subissait la réaction à un coup de colère étudiant et ouvrier que certoins avaient vécu comme une tentative révolution-

» La gauche dolt aujourd'hui son fonder notre rétablissement sur l'ex-

échec à elle-même. La résignation au chômage, lo coupure avec les milieux populaires, des pratiques trop éloignées de nos idéaux, voilà les raisons de notre affaissement après douze années de pouvoir. Allons-nous l'admettre et en tirer les conclusions? Ou pensons-nous ploitation mécanique des erreurs de la droite? Tel est l'enjeu.

tien du statu quo au parti, dans les pensées et dans les façons d'agir – de quelque façon qu'on l'habille – sera mortel pour le mouvement socialiste. Je ne l'accepte pas.

» Faut-il alors une confrontation entre nous? Si elle est confrontation d'idées, je dis oui. Car nos mili-tants veulent débattre et dire ce qu'ils pensent. Mais déjà certains menacent de « yougoslaviser » -retenez bien l'indécence du terme le Parti socialiste. Et puis, on évoque le congrès de Rennes. Nous savons bien en fait, ce congrès de déchirement, qui l'o voulu et qui l'a subi. Mais l'opinion, elle, n'a pas fait ces distinctions et, pour ce qui me concerne, Jen porte encore le poids. C'est pourquoi, et ma situa-tion est lei singulière, je ne saurais me laisser aller à nouveau à un affrontement de ce type. Vous le

socialistes sur eux-mêmes», parce que «le tournant des années 80 n'a pas été vraiment assumé». Henri Weber propose de l'assumer radica-lement, en analysant ce qui arrive aujourd'hui aux socialistes comme «la fin du cycle court d'Epinay» (ville où s'était réuni le congrès de refondation du PS en 1971) et d'une e stratégie inspirée par la vulgate marxience, et «la fin du cycle long du mouvement ouvrier socialiste et du progrès conçu comme l'extension indéfinie et cumulative de la protec-

· Là encore, le fabiusien et le rocardien se rejoignent, Alain Bergounioux diagnostiquant « la fin du socialisme traditionnel ». Pourquoi «traditionnel»? «Il faut assurer le renouvellement à partir d'une mémoire, répood-il, Cela dit, le mieux est de raisonner en termes de «ganche», » Il estime que le carac-tère «ioterclassiste» du parti français, à la différence de certains de ses homologues d'Europe du Nord, « peut être une chances. « Le PC est lié à une sociologie déclinante, le PS l'est moins, estime te conseiller de Michel Rocard: Cela veut dire, que son avenir dépend de l'offre politique qu'il présentera, »

François Hollande s'ioquiète davantage de cette perte d'identité idéologique et sociologique. « 1988-1993, c'est, dit-il, l'histoire situer sur son propre terrain. On a

désintéressée, oubliant les clans, et fondée sur la capacité à assumer ses responsabilités sera à la mesure de l'événement. Je veux souhaiter que le processus engagé aujourd hui débouchera positivement. Mois ce ne sera pas le cas si vous centrez la discussion sur le nom du parti, sur ses statuts, sur so déclaration de principe ou sur ses modes de désignation interne, si vous croyez trouver la solution à nos problèmes

dans la simple mise en cause des » C'est l'analyse en profondeur de ce qui nous a conduits là où nous sommes, e'est l'interrogution sur les chemins que nous devons emprunter à l'avenir, qui doivent être mises au cœur d'un débat digne de nos militants et de millions d'hommes et de femmes de gauche. Car de là seulement pourra venir la

assisté à une abdication de la volonté politique. A force de ne vouloir mécontenter personne, on finit par ne plus avoir d'électeurs. Du coup, la droite a récupéré les électorats popu laires : les ouvriers, les paysans, les habitants des banlieues.»

Pour Jean-Christophe Cambadélis, ancien député de Paris, qui se range parmi les jospinistes, « les électeurs nous ont abandonnés, d'abord, pace qu'ils avaient l'Impression que nous les avlons abandonnés ». « Notre identité, ejoute-t-il, semblatt devoir se résumer à la théorisation de notre renoncement à entretenir un rapport critique avec le capitalisme. Autrefols, la gauche avait des adversaires; désormais, elle n'avait plus que des

François Hollande y insiste, lui-aussi : «La gauche, dit-il, doit de nouveau faire peur à l'argent, alors qu'au cours de lo période qui s'achère, elle n'a cessé de s'identifier à lui : lo gauche et les affaires, la gauche et la libéralisation des mouve-ments de capitaix. La gauche et les résultats sans précédent de la Bourse, etc. Jean-Pierre Chevènement, l'un des députés socialistes le mieux réélus, à Belfort, disait su soir du second tour : e Les Français n'ont pas condamne les socialistes parce qu'ils étaient socialistes, mais parce qu'ils ne l'étaient plus. La gauche n'o pas échoué par excès d'ambition, mais par défaut, quand elle a choisi la Bourse contre l'emploi et paru faire du « pouvoir pour le pouvoir » son seul horizon.

Et Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, dénouce vertement ceux qui, voulant e renoncer au nom de socialiste pour leur parti, supprimer les cou-rants, etc., restent dans la cohèrence qui a produit la défaite : pour eux, c'est le socialisme qui a été battu, non leur personne, leurs idées, leur politique ».

Trois grandes insécurités

Entre les «refondateurs» et ceux Entre les «refondateurs» et ceux qui se proposent, plutôt, d'accompagner l'évolution, le clivage est assez net. François Hollande, qui se range parmi les premiers, voit deux évolutions possibles pour le PS: « Ou bien, dit-il, la gauche se refonde une identité, autour d'un projet de transformation de la société, ou bien, s'inspirant de l'exemple d'Edouard Balladur d droite, elle forme un appareit politique d'apposition sups appareil politique d'opposition, sans idéologie trop nette, qui attend le retour de balancier de l'alternance. » N'est-ce pas le second terme de l'alternative que privilégie Alaio Ber-gounioux lorsqu'il insiste sur la «volatilité que les sondages traduisent au centre le l'électorat » et sur le fait qu'il y a, dans les deux cents criptions où les socialistes ont été battus, des candidats à pied d'œuvre pour la prochaioe fois?

«Aujourd'hui, tous les partis sont conservateurs et réformisses à l'a fois », estime Henri Weber, pour qui cette opposition n'est done plus sussi pertinente. Cela ne signifie pas qu'il o'existe pas des valeurs de gauche, opposées à des valeurs de droite. Pour le conseiller de Laurent Fabius, dans «un contexte mondial marqué par l'effondrement des grandes idéologies de gauche - com-munisme, marxisme, social-démocratle nordique -, on traverse une période caractérisée par trois grandes insécurités : sociale, publique et inter-nationale ». « De telles périodes, nationale s. « De lettes perioaes, ajoute-t-il, ne sont pas propices aux politiques généreuses et altruistes. L'esprit dominant est celui du « chacun pour soi », d'où la poussée à de la coussée de l droite que l'on observe dans la société. Mais la droite n'hésitera pas à couper dans la chair des protec-tions sociales, et la sécurité pourrait, alors, changer de camp.»

PATRICK JARREAU

Portraits volés

empêchent d'aller, sinon jusqu'eu | présidentiel en Turquie, on passe

Laurent Fabius, les socialistes avaient dû redresser l'économic française et relancer l'Europe, c'est-à-dire organiser « le partage de la valeur ajoutée en faveur des entre-prises, pour qu'elles puissent reconstituer leurs fonds propres et tivestir » et faire l'Acte unique européen, en 1985, dans un contexte marqué par la domination des conservateurs en Europe. « Cela o brouillé notre Europe, « Cela o brouillé notre image, dit-il. Nous arons été suivis jusqu'à fin 1991. A ce moment là, il y aveu l'éclaiemnt de la crise, la montée en force du chômage, et le garvement. Cresson nous a una-

Pour Alain Bergounioux, les socialistes avaient commence par appliquer les vieilles méthodes - relance de la consommation, extension du

bout, du moins le plus loin possi-

ble dans leur souci d'informer. Les

journalistes ne disposent jamais,

en tout cas dans les délais impar-

tis, de toute la matière informative

souhaitable mais souvent ile so

possèdent plus qu'ils ne pourront

en livrer à travers leurs médias.

Aussi bisa sont-ila tentés de la

reprendre sous une autre forme,

evec plus de recul, pour ne pas

rester sur uns frustration due à

d'autres facteurs que la rétention

Ainsi, en revsnant sur ses pas,

Dominique Bromberger peut ran-

dre justice à l'action historique de

M. Gorbatchev, mais s'étonner

que eles grands du monde occi-

dental » aient continué de «le sui-

vra tête baissée, alors qu'il n'avait

pas les moyens de jouer le rôle

qui lui vaudre une place dans l'His-

toire». Voilà qui telativise la por-

tée des liens personnels que les

dirigeants prétendant nouer entre

eux, à la faveur de rencontres

trompeuses sur leur réells capa-

cité d'échange. A force de le sui-

vre dans ses pérégrinations,

Dominique Bromberger peut tracer un portrait aigu de Roland Dumas,

à propos de l'affaire Hebache, et

observer le degré de complicité

que ce ministre entretenait avec le

président de la République. « Peut-

être sent-il, écrit-il au sujet de ce

demier et de la même affaire, que

ce système d'amitiés, de confu-

sion des rôles, de solidarités exa-

cerbées ou'il a mis en place se

trouve à l'origine de ce dérapage

qui, paradoxalement, rappelle la

Du récit ironique d'un voyage

IV- République.

volontaire ou complice.

rèlection de François Muterrand et lo reprise économique, mais la replongée dans la crise nous a placés devant les difficultés déjà rencontrées au cours du premier septennat, sans le crédit dont nous disposions alors, cit-il. La volonté d'alternance a fait la rence y Le tournant des années 80

Ls question qui se pose aujour-d'hui, pour le conseiller de Michel Rocard comme pour François Hollande, proche de Jacques Delors, c'est moias celle de l'échec - ell est assez normal qu'un parti ne puisse rester ou pauvoir ou-delà de dix ans, dit le second - que celle de -son-ampleur. « En 1986, observe François Hollande, les conditions du rebond étaient dans le résultat. Ce n'est pas le cas aujourd'hul. Il y a un travail d'introspection à faire.»

Alain Bergounioux s'interroge sur ce qui fait la «fragilité du socialisme français» et sur les raisons pour lesde la consommation, extensioo du sisioos stème secteur public, politique secteur public, politique industrielle, mais ils se sont heurités à «l'impossibilité de redistribuer ques et morales ». Aujourd'bui, estime-t-il, il existe « un doute des

à uns méditation sur la responsa-

bilité politique à travers la publica-

tion des écrits intimes de Pierre

Drisu La Rochells et de Louis

Althusser, puis à une vision tragi-

que de la Yougousiavie coays où,

chaque paysan, chaque ouvrier,

chaque intellectuel ayant un parent

è vangar, la nationalisme repré-

sente le plus sûr des ressorts de

l'action politique », ce qu'e bien

compris la dirigeant serbe Milan

Milosevie, dont les severssires

dissnt qu'il appartiant à une

familis suicidaire et qu'il ira cius-

qu'su bout de son aventure, quoi

qu'il puisse en coûter à lui-même,

ou à son pays ». Le voyags as

poursuit dans le Danemerk,

« devsnu profondément xéno-

phobes, en Algéria, dont le

régime répresait a bénéficié,

regrette l'auteur, e de la conjura-

tion du silence de l'ensemble de la

classe politique française », ou en

compagnie da Bill Clinton, qui

apprend vite son métier, de

Vaciav Havel, qui y rencontre bien

des déconvanues, da Gaorge

Rush, de Philippe Séquin, pour ne

citer qua quelques peintures de

cette galeris de portreits et da

paysages : Domínique Bromberger

y circule en guide averti st entrou-

vre à ses lecteurs les portes d'un

monde méconnu, en dehors de ce

Un peu dens la même voine

mais en a'ettachent, plus précisé-

ment, à ceux oui furent ses inter-

locuteurs is temps d'une ou plu-

sieurs rencontres, Christine Clarc

propose un bestiaire politique. Elle

croque d'un trait vif les vedettes

dont l'éciat pâlit st celles dont

qu'il donne à voir de lui-même.

ANDRÉ LAURENS

l'étoile monts. Là aussi, il s'agit de percer, à travers un regerd personnalisé, une part de vérité, une pointe d'euthenticité, chez des hommes et des femmes, professionnellement formés à composer leur imsgs publiqus. Parmi les quatre-vingt-un personnages croqués, on signsisra, puisque l'on vient de parier d'aux, ceux brossés ensemble de MM. Mitterrand et Gorbatchev, parce qu'ils montrant combien les liens de sympathie ou de complicité tiennent à des détails et ne réaistent guare eux siéas de l'Histoire.

Autre série de portraits, ceux dea e socialo-capitalistas » : Renaud de La Baume appelle ainsi les managers de l'économis qui ont participé à l'aventurs de le gauche au pouvoir. Il décrit leurs percours et leurs métamorphoses, dans la mesure où, selon l'auteur, ils ont rapidament edepté leurs convictions socialistes du début aux contraintes et sux evantages da l'économie libérale, e La généretion mitterrandienne da 1981 e'est totalement fondue dans le capitalieme de droite, qui luimême, pour survivre, a dû accepter les nouvelles règles de la gauche gouvernementale », écrit l'auteur an conclusion. On attend avac curiosité de savoir es que deviendront cles élites rosses avec les nouveaux gouvernants

La politique ast feite par les hommes (et en principe pour eux), nul ne l'ignore, mais c'est en approchant d'un peu plus près les acteurs qu'on an mesure les promesses et les limites : ces recuells de portraits donnent deventage de vie et d'humenité eux images et sux discours que dispensent les intéressée à travers la système

1 THE STORES

100

The services

......

1.70%

1.00

750 Tille

JUSTICE

Prisons surveillées

L'Observatoire international se veut l'équivalent d'Amnesty pour les détenus de droit commun

de notre envoyé spécial

« Depuis que l'Observatoire internotional des prisons (OIP) a été créé, en octobre 1990, nous n'avons jamais eu plus de deux ou trois mois d'existence financière devant nous », assure Bernard Bolze, fondateur et secrétaire général de cette nonvelle organisation non gouver-nementale (ONG), basée à Lyon (1). Une perspective bien précaire pour une association qui veut être aux détenus de droit commun, en France et à l'étranger, ce qu'Amnesty International est aux prisonniers politiques, avec cette différence qu'elle ne milite pas pour la libération des prévenus ou des condamnés...

Une ambition qui exige des moyens, et c'est pourquoi ses animateurs - sept permanents, dont eing bénévoles - ont frappé à de nombreuses portes pour obtenir des subsides, afin de constituer, pour 1993, un budget de 2,5 millions de francs. Ils ont demandé 1.5 million de francs à la Commission des Communantés européennes (2), 300 000 F à la Fondation de France et 250 000 F au Comité catholique contre la faim et pour le développement. Ils ont sollicité des aides, publiques ou privées, auprès de collectivités territoriales, de délégations ministérielles, de barreaux d'avocats, d'institutions religieuses, de jeunes chambres économiques, de la Fondation européenne de la culture, de l'UNESCO, etc. Ainsi qu'auprès d'associations bumanitaires, comme Terre des hommes ou Agir ensemble pour les droits de l'bomme, qui a été la première à accorder une sobvention (30 000 F), contribuant fortement à la naissance de l'OIP dans le demier Limisme de 1990.

> Un vide à combler

D'antres partenaires ont suivi, en 1991 et 1992 : le barrean de Lyon et la Conférence des barreaux Rhône-Alpes, la direction régionale de l'action culturelle Rhône-Alpes, la fondation France-Libertés (présidée par Danielle Mitterrand), la Sanvegarde de l'enfance pour la Savoic et la CCE elle-même, qui a octroyé nne « aide d'urgence » de 15 000 écus (100 000 F), accompagnée d'une lettre de Jacques Delors. Au total: 250 000 F l'an dernier, qui ont permis à la jeune

En outre, la Ville de Lyon a mis à sa disposition un local, au départ exign et vétuste, miquel on accédait exign et vernste, nuquel on accédait en pataugeant dans la boue, aujourd'bui agrandi et un peu plus accueilbait, grâce à des fournitures gratuites de matériei, provenant, notamment, d'EDF-GDF. Mais, là aussi, la situation est aléatoire : une rénovation immobilière est en cours et, dans un an, l'OIP devra neutratre en quâte d'un peut-être se mettre en quête d'un nouvel abri. Enfin, un nombre appréciable de mouvements (comme la Fédération internationale des droits de l'bomme on l'Action des chrétiens pour l'aboli-tion de la torture) et d'individus ont apporte leur soutien on leur colluboration, surtout upres la parution d'un plaidoyer dans ces colonnes (3).

L'enumération des «parrains» et « marraines» de l'ONG lyonnaise montre que l'initiative de Bernard Bolze a comblé un vide : comme il est écrit dans ses publications, dont De facto, sa lettre mensuelle, l'OIP « a pour objectif, en France et dans le monde, la surveillance des conditions de détention des personnes incarcérées et l'alerte, le cas échéant, sur les manquements aux droits de l'homme, dont la population pénale peut faire l'objet». Il se fonde sur de nombreux textes de référence, de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) à la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines et traitements inhumains ou dégradants (1987), en passant par diverses résolutions de l'ONU.

La liste - qui devrait s'allonger si l'OIP n'est pas brutalement victime d'une mort pécuniaire - des «bienfaiteurs» et des «appuis» illustre ensuite le sérieux de ses buts et de son action...

Ancien journaliste (profession qu'il a exercée pendant dix ansispecialise dans les problèmes dits «sociaux» ou «marginaux», Bernard Bolze, âgé de quarante et un ans, a lui-même connu la prison, en tout bien tout bonnenr selon ses convictions : il a été condamné, en 1979, à six mois ferme pour insoumission et il a accompli quatre mois effectifs derrière les harresux. « Au hout de quinze jours, dit-il anjourd'hui. j'avals l'impression d'être enfermé ld depuis une éternité. En prison, un jour est un jour. » Aussi, pas la peine d'ajouter, à la privation de liberté, l'arbitraire, le mépris, la violence. I'hnmiliation.

C'est fort de cette certitude que Bernard Bolze n créé l'OIP, nullement animé d'un esprit de

ONG lyonnaise de survivre et de revanche ou polémiste et refusant tout laxisme : les dettes envers la société, affirme-t-il en substance, doivent être payées, sans pour autant que les années de prison soient « distributes à la tête du client ».

> L'ONG enquête, compte tenu de la personnalité de son fondateur, selon des critères et des méthodes journalistiques : recueil d'informa-tions vérifiées, recoupées. Pour cela, des «groupes locaux d'observation» (GLO) ont été constitués, chacun devant effectuer la radioscopie d'une maison d'arrêt, d'un centre de détention, d'une centrale. En France, il n'en existe encore on'une quinzaine - sur cent quatre-vingt-trois prisons, - mais il s'en forme régulièrement et, à l'étranger, l'OIP peut actuellement compter sur une centaine de correspondents, dans soixante-dix-sept

> > Cinq cent quinze questions

Chaque GLO, qui doit être financièrement indépendant et auquel il est interdit de faire état de convictions politiques, philoso-phiques ou religieuses, est com-posé, selon les cas, de médecins, d'infirmières, d'aumôniers, d'avocats, de magistrats, de visiteurs de prison, de journalistes, de militants associatifs, de travailleurs sociaux, de femmes et proches de prisonniers, de détenus libérés (pen nombreux, car la majorité sont surtout soucieux de tourner la page). Dans tel groupe, on note même la présence d'un capitaine de gendarmerie à la retraite.

De faits gravissimes, comme la mort suspecte de détenus - le GLO Saint-Paul-Saint-Joseph à Lyon saterroge depuis fevrier 1992 sal le décès de Francisco Filho - à la panoplie des brimades « ordinaires» (une femme qui venait de parcourir 800 km s'est vu refuser le parloir de son mari pour quel-ques minutes de retard), le champ d'action de l'OIP est vaste.

Pour le cerner, un questionnaire, comprenent cinq cent quinze interrogations, très « pointues », a été remis à chaque GLO, en France et à l'étranger. Ce document, appelé l'Observeur, passe au crible tous les aspects de la vie carcérale, de la description methodique d'une celfule ou des repas à la sexualité et au sida, en passant par le comportement quotidien, an travail, en promenade, en isolement, etc., des

surveillants et des prisonniers. Chaque année, les GLO devront remettre ce questionnaire à la direction de l'OIP, qui en établira une synthèse, destinée à alimenter son rapport annuel. Une mine de renseignements est attendue et le premier rapport officiel de l'ONG lyonnaise sera rendu public en juin. «C'est effectivement un premier rapport et il faudra en excuser les insuffisances, les

locunes », prévient Bernard Boke. D'autres publications sont prévues - notamment des monographies, d'une trentaine de pages, d'établissements pénitentiaires. La trésorerie de l'OIP devrait grossir si ses projets de collecte de fonds abontissent : les cotisations des adbérents (trois cent cinquante actuellement), les dons recueillis dans le cadre du mécénat d'entreprise et ses propres produits auront pour objet, d'iei à cinq ans, de réduire les demandes de subventions, dans un souci d'autonomie.

Déjà, l'OIP a organisé, le 23 janvier, une opération intitulée « Six beures pour l'Observatoire » (prises de parole et concerts), qui a attiré sept cents personnes au Théâtre de la Renaissance à Ouilins (Rhône). De plus, quelque qua-tre-vingts graphistes de renom, originaires de seize pays, ont accepté, à l'initiative de Roman Cieslewicz, célèbre artiste plasticien polonais, de créer une œuvre relative à l'uni-vers carcéral. Trois expositions itinérantes sont programmées, cet été à Echirolles (Isère) et à Lyon, et, du 12 octobre un 15 novembre, au Centre Georges-Pompidou à Paris.

Progressivement, l'ONG lyonnaise creuse done son sillon, même si ses animaleurs, ni nalfs ni dupes, devinent que ce n'est pas demain que la prison deviendra une maison de verre : beaucoup d'eau coulera encore sons les ponts du Rhône, du Zaîre ou du Rio Grande. Mais ce n'est pas pour les décourager, chi ils se sont prépasés à une tache de longue haleine.

MICHEL CASTAING

(1) 11, rue Paits-Gaillot, BP 1196, 69203 Lyon Cedex 01. Té1: (16) 72-00-27-79. Fax: (t6) 78-29-09-95. L'assemblée générale de l'OIP s, le 20 mars, porté à sa présidence Christine Daure-Serfaty.

(2) L'OIP s'est sprayée pour cette demande sur l'amendement adopté par la commission des badgets du Parlement européen prévoyant des « subventions en gouvernementales développant un pro-gramme international d'observation des

(3) « Pour us Observatoire international des prisons», publié dans le Monde du 16 novembre 1991.

plaidé avec sensibilité la cause

d'un réfugié politique bosniaque

MÉDECINE

Au « Journal officiel »

Deux décrets sur la lutte contre l'alcoolisme

Le Journal officiel du 30 mars a publié deux des trois décrets d'ap-plication de la loi Evin du 10 jan-vier 1991 relative à la lutte enntre l'alcoolisme. Le premier décret concerne les conditions dans les-quelles les producteurs de boissons alcoolisées pourront signer leur participation à des opérations de mécénat. Le second texte est relatif à la publicité dans les lieux de partie de constitute de la production de la constitute de la publicité dans les lieux de partie de constitute de la publicité d vente à caractère spécialisé: débits de boissons (à l'exception des sta-tions-service), débits temporaires des installations de vente directe des vignerons (le Monde du 17 mars).

En dépit de la publication in En dépit de la publication in extremts de ces deux décrets, le dispositif d'application de la loi Evin demeure incomplet. La loi prévoit en effet un troisième texte, le plus important, sur la réglementation de l'affichage en faveur des boissons alcoolisées. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture le du dévelopmement pura le dans de l'agriculture le du développement rural dans le gonvernement Bérégovoy, avait annoncé à plusieurs reprises son intention de ne pas signer ce texte qui, selon lui, pénalise la vitieutture française (le Monde du 18 février). En dépit de l'engage-ment de M. Bérégovoy qui, le 18 février, déclarait que « la loi

nationale Troisième semaina nationale d'information sur la santé mentale, dn 3 au 10 avril. - Lancée le vendredi 2 avril, lors du 21º Salon de la médecine (MEDEC 93), à Paris, la troisième semaine nationale d'information sur la santé mentale se tiendra du 3 au 10 avril dans toute la France, nutour du thême «En parler tôt pour en parler à temps ». Diverses manifestations (projections, débats, rencontres) sont organisées pour l'occasion à Paris, en banlieue parisienne et dans ouze villes de province par l'Association française de psychia-trie (AFP), la Fédération française des Croix-Marine, l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (UNAFAM), le Comité français d'éducation pour la santé (CFES), ses comités régio-naux et départementaux, et la FNAC. Le programme détaillé est

Evin serait correctement appliquée», aucun accord n'avait pu être trouvé. L'enjeu porte ainsi sur 500 millions de francs, dont une partie importante pourrait revenir la presse écrite pour adultes (si l'affichage était interdit, sauf pour les vins de qualité dans leur zone de production, comme la loi le pré-

Jacques Chirac ayant a plusieurs reprises, lors de la campagne électorale, manifesté son intention d'a assouplir » le dispositif de la loi Evin, il reste dorénavant à connaître les décisions que pourra prendre sur ce thême Simone Veil. ministre des affaires sociales et de la santé du nouveau gouvernement.

Dénonçant la non-application des accords de 1991

La Coordination infirmière dépose un préavis de grève

Dans un communiqué adressé le vendredi 2 avril à Simone Veil. ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, la Coordination nationale infirmière a annoncé qu'elle déposait un préavis national de grève de huit jours dans l'ensemble des secteurs, du 29 avril, minuit, au 6 mni inclus. Dénoncant la non-application des accords signés en novembre 1991 avec Bruno Durieux, alors ministre délégue à la santé (le Monde du 9 novembre 1991 et daté 17-18 novembre 1991), les infirmières se demandent «où sont passes les 4 000 postes promis » et « comment en arriver aux 35 heures de nuit». Elles critiquent également les modalités du diplôme unique infirmier. Le dimanebe 4 avril, elles devaient fêter le 300 jour de leur sit-in installé avenue de Ségur, face au ministère de la santé.

DÉFENSE

disponible au 47-09-11-77.

Pour un exercice de combat urbain

Des légionnaires à l'assaut de Brignoles

Associé à des éléments de l'aéronavale et de l'unité nº 7 de la sécurité civile, qui est une formation du ministère de l'intérieur pour la lutte contre les incendies de forêts, le 2º régiment étranger d'infanterie (REI) devrait investir, lundi 5 avril, la périphérie de l'agglomération de Brignoles (Var) à l'occasion d'un exercice de combat de rue. Préparée depuis six mois, cette manœuvre, baptisée «Bri-gnoles-93», a lieu – mais e'est le fait du basard – dans une ville située en un département où le nouvean ministre d'Etat, ministre de la défense, François Léotard,

exerce des fonctions locales. Ce sont des détachements de la 6º division légère blindée (DLB), une unité relevant de la force d'action rapide (FAR), qui constituent le gros des forces affectées à l'exercice. Au total, 1 750 militaires sont mobilisés, avec quelque deux cents véhicules (dont des véhicules de l'avant blindés), quatre avions et six hélicoptères, face à un « plastron» qui réunit un groupe d'hommes censé symboliser l'ad-

Le 2º REI du colonel Emmanuel de Richonsttz a été chargé plus spécialement de mener des actions offensives et défensives entre les villes de Nîmes (Gard), où le régiment stationne habituellement, et de Brignoles, où l'exercice doit s'achever par la prise de l'agglomération. En effet, cet investissement - qui se veut réaliste - de la périphérie de Brignoles est l'élémentphare de la manœuvre, ce qui suppose d'étudier, d'une part, l'approche et l'infiltration des lignes défensives, et, d'autre part, le combat de rue associant la composante militaire de l'exercice à une population locale.

Depuis la fin de l'année dernière, des légionnaires du 2º RE(blen» des Nations unies. En 1993. d'autres devraient être déployés pour un volume global de deux compagnies - en ex-Yougoslavie et au Cambodge, ainsi qu'en République de Djibouti, probablement à la fin de l'année.

Les nouvelles missions de l'armée de terre française la conduisent de pins en plus souvent à envisager le combat en milieu urbain ou, à tout le moins, le contrôle d'une ville, comme peuvent désormais l'exiger les opérations de maintien de la paix on d'assistance humanitaire. Dans quelques-unes de ses garnisons, comme dans la citadelle de Givet (Ardennes) ou au camp de Canjuers (Var), l'armée a reconstitué des villages pour permettre un entraînement à ce type de combat dont la seconde gnerre mondiale (avec la bataille de Stalingrad ou la prise de Berlin), puis les missions d'interposition dans des quartiers de Beyrouth, au Liban, ont fourni maints exemples.

□ Exercice aérien «Datex 93» du 5 on 7 ovril. - L'armée de l'air organise du 5 au 7 avril, un exercice aérien dénommé « Datex 93», qui mobilisera 9 000 hommes et près de 200 avions dans l'espace aérien, nu sud d'une ligne Nantes-Diion. Cet exercice a pour but de vérifier la capacité du dispositif français à détecter des intrusions aériennes et à gérer une crise. Outre des réservistes localement rappelés sous les drapeaux, 4 000 hommes des forces de défense aérienne et 5 000 appartenant à la force aérienne tactique seront mobilisés par ces manœu-vres auxquelles des forces alliées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Espagne et Allemagne) participent, ainsi que la marine nationale JEAN-JACQUES LEROSIER | portent au Cambodge le « casque | et l'armée de terre française.

Les suites de l'affaire Jean-Michel Boucheron

Annulation d'une partie de la procédure visant Michel Gabaude

cour d'appel de Bordeaux a annulé une partie de la procédure concernant Michel Gabande, l'un des proches de Jean-Michel Boucheron, ancien maire socialiste d'Angonlême ineulpé de corruption et réfugié en Argentine, indi-quait-on, vendredi 2 avril, au parquet d'Angouième.

Miebel Gabaude, ingénieurconseil de la Société d'études de pilotage et de coordination (SEPC), avait été inculpé, le 17 février 1993, de faux et usages de faux en écritures privées de commerce ou de banque par M- Piot, juge d'instruction à Bordeaux. Il avait été alors placé sous contrôle judiciaire et laissé en liberté.

Michel Gabaude, soupçonné de s'être livré à des opérations de financement politique occulte, avait déjà été inculpé à deux reprises dans deux dossiers liés à l'affaire Boucheron : la première fois en février 1991, à Paris, pour complicité de corruption, faux en écritures et complicité d'ingérence, la deuxième fois le 13 juin 1992, à Angoulème, pour faux et usage de

La cour d'appei de Bordeaux a estimé que le réquisitoire du 13 juin 1992 avait été introduit tardivement par le procureur d'Angoulème, Joël Guitton. Elle a donc annulé les deux inculpations

La chambre d'accusation de la prononcées en 1992 et en 1993 contre Michel Gabaude, qui n'est plus sous contrôle judiciaire. M. Goitton a déclaré à l'AFP. qu'il estimait « ne pas avoir eu d'éléments suffisants pour déposer [3a] requête avant le 13 juin 1992 ». « Cela n'o pas été l'avis des magistrats de lo chambre, mais le n'ai aucun commentaire d faire sur cette décision. » Selon le procureur, cette annulation ne préjuge en rien de l'action publique, mais « la reporte simplement de quelques mois. »

> LA SAGES et le PS de Loire-Atlantique : ouverture d'une informatioo judiciaire. - Le parquet de Nantes vient d'ouvrir une information judiciaire concernant les liens entre la SAGES, le bureau d'études que dirigeait Miebel Reyt, et le Parti socialiste de Loire-Atlantique. Ce nouveau dossier, qui touche au financement occulte du PS en Loire-Atlantique, fait suite à la perquisitiou du juge Renaud Van Rnymbeke, en janvier 1992, au siège parisien du bureau d'études et à l'enquête poursuivie depuis cette date par le magistrat rennais. Entre 1989 et 1991, la SAGES et sa filiale Aravis auraient touché des commissions sur plusieurs marchés publics de l'agglomération

An Mémorial pour la paix de Caen

Un Québécois lauréat du concours international de plaidoirie

Un avocat québécois, Jean Ouellet, du barreau de Québec (Canada), a remporté, vendredi 2 avril, au Mémorial pour la paix de Caen, le quatrième concours international de plaidoirie.

de notre correspondant

Traditionnellement, le jour du printemps, reporté cette année pour cause d'élections, douze avocats français et étrangers viennent à là barre éphémère du musée Mémorial pour la paix de Caen. Exercice imposé : ils plaident en vingt minutes la cause des droits de l'bomme à travers le monde. Née en 1990 à l'initiative d'un ancien bâtounier du barreau de Caen, maître Bernard Blanchard, l'idée s'est pérennisée. « La défense des droits de l'homme est la mission éternelle de tous les barreaux du monde, et ce présupposé consti-tue tout naturellement une des préoccupations du Mémorial de Caen, ville dont le maire est avocat, explique Bernard Blanehard. Avec le tissu de relations que nous nouons d trovers le monde, nous sommes en train de constituer un corpus de témoignages de violation des droits de l'homme sur l'ensemble de lo planète.»

Vendredi 2 avril à Caen, une jeune avocate belge, Chantal Moreau, du barreau de Bruxelles, a

expulsé du royaume de Belgique. Sénégalais, Mª Mama Konaté, de Dakar, a défendn les «casques bleus » des droits de l'homme », ces militants de l'humanitaire souvent pris pour cible à Sarajevo et ailleurs. Avocat américain du barrean de Chicago, Michael Closen a dénoncé la rétention d'information des gonvernants sur le sida, qui a emprisonne la population mon-diale dans un état d'ignorance». Un second avocat américain, de Louisiane, cette fois de culture francophone, Warren Perrin, s'est attaché au sort des Acadiens et à teur exil au XVIII siècle. Très émouvante, Minodora Cliveti, avocate roumaine, a plaidé « pour que la loi soit teine et l'unique source du droit, pour un corps d'avocats connaisseurs des lois, maîtres du droit honnêtes, dignes et courageux, conscients de leur nouveau rôle de missionnaires de la nouvelle

l'homme! ». Mais, finalement, le jury a conronné Jean Ouellet. L'avocat québécois a soutenu la cause des Indiens Montagnais du Québec, dont les territoires du Grand Nord sont envahis par la puissance hydroélectrique da gouvernement

religion, la religion des droits de

provincial québécois.

La France à sec

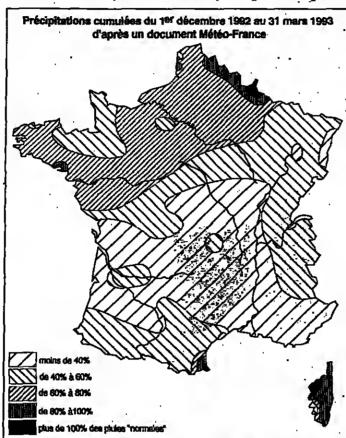
Persistante depuis l'hiver 1988-1989, la sécheresse, de plus en plus préoccupante, continue

Après la sécheresse quasi conti-nuelle depuis l'hiver 1988-1989, on espérait au début de l'automne 1992 que les pluies de la «saison froide» (de novembre à mars) qui vient de s'acbever seraient enfin «normales» et capables de recharger les nappes (1). Or le bilan de la «saison froide» 1992-1993 – y compris du mois de mars – que Météo-France vient d'établir se revèle, encore une fois, estastrophique pour les précipitations.

Les pluies ne sont efficaces, c'est-à-dire ne s'infiltrent dans le sous-sol et descendent dans les nappes, que de la mi-octobre à la mi-mars ou à fin mars. Pendant ces quelque cinq mois, la végéta-tion est au repos et n'a presque pas tion est au repos et n'a presque pas besoin d'eau. La quasi-totalité des pluies est donc disponible pour, d'abord, imbiber le sol, puis rem-plir les nappes. A partir du 15 mars, en général, la végétation repart et utilise une bonoe partie des pluies qu'elle rejette ensuite dans l'atmosphère par l'évapotrans-piration. Pendant la saison végéta-tive, l'eau do eiel n'est d'aucune ntilité pour le sous-sol.

Un mois de novembre excellent

Le mois de novembre 1992 a été excellent pour les précipitations : à l'exception du Sud-Est et de la Corse où les pluies ont été défici-taires des deux tiers pour le pre-mier et de près de la moitié pour la seconde, l'ensemble du territoire français a bénéficié de précipita-tions excédentaires (de 16 % à 28 % selon les régions). Mais 28 % seion les régions). Mais des décembre 1992, les pluies se



sont raréfiées. L'Ouest et la Corse ont reçu un tout petit peu plus d'eau que la «normale». Le Nord, le Centre-Est et le Sud-Ouest un tout petit peu moins que la « normale». Mais le Nord-Est et le Sud-Est ont été privés chacun de près

d'un quart des précipitations auxquelles ces régions auraient pu s'at-

La sécheresse s'est sensiblement aggrayée en janvier 1993. Les préeipitations ont été normales dans l'Ouest. Elles ont même été supé-

rieures du quart dans le Nord. Mais elles ont été déficitaires par-tout ailleurs : du quart dans le Nord-Est, de plus d'un tiers dans le Centre-Est, de près de la moitié dans le Sud-Est et la Corse et de

82 % dans le Snd-Ouest. La situation a été encore pire en février 1993: partout, la pluie s'est faite rare. Il e manqué un peu plus de la morité des pluies dans le Sud-Est et la Corse, un peu moins des deux tiers dans le Nord, 82 %, 83 % et 84 % respectivement dans le Nord-Est la Corse Est le Nord-Est, le Centre-Est et l'Ouest et même 93 % dans le Sud-

94 % de déficit dans le Nord en mars

Encore plus sec a été le mois Encore plus sec a été le mois de mars qui vient de s'achever (2). Les sept régions météorologiques françaises ont été alors privées de la plus grande partie de leur eau mormale ». Le déficit des pluies n'a été « que » de 19 % en Corse. Mais il a été de 67 % dans le Sud-Est, de 71 % dans le Nord-Est, de 78 % dans le Centre-Est et le Sud-Ouest, de 92 % dans l'Ouest et de 94 % dans le Nord. 94 % dans le Nord.

YVONNE REBEYROL

(i) Les «normales» sont calculées : partir des enormaies » sont calculées à partir des relevés (de précipitations ou de températures) faits pendant trente ans. En ce moment, la base des calculs de Météo-France est toujours la période 1951-1980. Bientot, la base de calculs des « normales » sera la période 1961-1990.

(2) Les chiffres de ce mois de mars que Météo-France a réunis pour nous s'arrêtaient au 29, Mais on savait déjà, bien extendu, qu'il n'a plu ni le 30 ni le 31 mars.

SPORTS

Onze mois après la catastrophe (15 morts et 2 265 blessés)

Le stade de Furiani rouvre dans des conditions controversées

Onze moie eprès la catae-1992, eveit fait 15 morts et 2 265 bleseés recensés par les services de la préfecture da le Heute-Corse, le stade Armend-Cesari rouvrira sas portee eu public dimanche 4 evril. Un match opposera le Sporting Club de Bastia (SCB) à l'AS-Nency pour la vingt-huitième journée du championnat de France de football de deuxième division. Une décision qui ne fait pas l'unanimité dans l'ile.

BASTIA

de notre correspondant La Corse vit mal ce retour aux jeux sportifs sur la pelouse du stade désertée depuis près d'un an après l'effondrement d'une tribune provisoire de 10 000 places. «Nous n'assisterons pas au match, mais nous ne nous opposons pas au retour des joueurs sur le stade de Furiani... Nous souhaitons que cela se fasse dans le respect du souvenir des victimes et la dignité qu'impose le drame. Pour ce match, nous deman-dons oux joueurs de Bastia de porter maillot du sporting sera noir, la poi-trine barrée d'un liseré bleu et blanc aux couleurs du club. Dessus, une inscription: « Ricordu Furiani 92» («En souvenir de Furiani 92»).

Privés de stade, les joueurs de Bastia ont été contraints de jouer à l'extérieur les treize matches qu'ils auraient di disputer à domicile. Ce handicap alourdi par l'insularité de la Cotse ne les empêche pas d'ob-tenir de bons résultats puisqu'ils sont quatrièmes de leur groupe en deuxième division. «Le souvenir du drame de Furiani est constamment présent à notre esprite, confie un oueur pour expliquer la motivation de son équipe.

Les joueurs ont marqué leur retour à Furiani en faisant apposer une plaque commémorative au-dessus de la porte de leur vestiaire : «Vinceremu per Vol» («Nous vaincrons pour vous»). Ce retour n'est cependant que « provisoire». Après la rencontre fatale du 5 msi 1992, les places out été en partie rasées ou interdites. Aujourd'hui, la capacité d'accueil du stade est de 3 200 places, dont seulement les deux tiers

Autre contrainte, l'utilisation du stade est limitée à des rencontres

SCIENCES

ti «Bon nivem de sûreté et de qualité » à la centrale de Gravelines. -Selon l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), la centrale nucléaire de Gravelines (Nord), la plus importante du territoire national en puissance installée (six tranches de 900 mégawatts), a atteint «un bon niveau de sûreté et de qualité». Ren-dues publiques vendredi 2 avril, les conclusions d'une mission d'évalus-



tion de la sureté d'exploitation (OSART), réalisée par l'Agence à la demande du gouvernement français, relèvent une série de facteurs positifs, parmi lesquels la pratique par EDF d'une politique de transparence et la bonne qualité de l'ensemble des opérations de maintenance. Les experts internationaux ont toutefois noté une insuffisance de la communication interne et de la présence de la hiérar-

□ Ua cosmonante russe passager de la navette américaias Disco-very. → Les responsables du provery. Les responsables du pro-gramme spatial russe ont choisi : c'est au cosmonante Sergnei Krikelev que reviendra l'honneur, avec cinq astronantes américains, de participer à la première mission russo-améri-caine depuis l'arrimage Apollo-Soyouz (1975). Prévue en novembre dans le cadre d'un accord d'échange entre la Nasa et l'agence spatiale russe (le Mande du 14 novembre 1992), cette mission aura lieu à bord de la navette américaine Discovery. Agé de trente-quatre ans, Serguel Agé de trente-quatre ans, Serguel Krikalev a déjà passé 463 jours dans l'espace, dont plus de 300 jours, de mai 1991 à macs 1992, à bord de la station orbitale Mir. – (AFP.)

1

ment trop couteux!

De plus, pour permettre la ren-contre de dimanche à Furiani, les aménagements extérieurs ont été réalisés sous le contrîle de la com-mission départementale de sécurité. Le périmètre de la pelouse a nor-malement été délimité par des grilles homolognées, mais la clôture du stade est composée de tôles piates du type de celles utilisées pour les toitures des hangars industricis. « Ces tôles sont dangereuses ; déta-chées de leur support, elles peuvent devenir meurtrières », prévient un membre de la commission de sécu-rité. ell ne faut pas esagérer la vio-lence des supporters, les gens vien-nent au stade pour le speciacle, pas pour casser!», réplique un représen-tant du club. Faute de mieux, la commission de sécurité a arbitré et autorisé ce type de clôture...

Inquiétantes similitudes

« Potaquoi se précipiter pour jouer à Furiani, interroge par ailleurs le représentant du Collectif des viotimes? Il ne reste que trois matches à jouer à domicile d'ici à la fin du pionnat 1993.

La réponse viendra du nouveau propriétaire de stade Armand-Ce-sari, le district urbain de Bastia. La réhabilitation du stade ne pourra se faire que progressivement, par étapes. Nous n'avons pas les moyens financiers d'engager les tra-vaux d'améragement d'un stade de 12 000 places, comme le souhaitent es supporters.»

les supporters »

Gérard Perfettini, secrétaire général du district, explique que « les installations homologuées par la commission départementale de sécurité réalisées dans les six mois qui ont suivi la date d'acquisition du stade ont coûté 5 millions de francs, dont 1 million pour l'achat du stie, le tout entièrement finance par les colute suivernes finance par les celtout entièrement financé par les col-lectivités locales, départementale et régionale». La prochaine étape sera la mise en œuvre des travaux d'éclairage du stade.

Cette promesse fait réagir René Exbrayat, l'entraîneur du Sporting Club de Bestia: « Le champlannat de France reprend le 24 juillet. Il y a urgence. Nous ne pourrons pas figu-rer dans la compétition si les travaux ne sont pas terminés pour cette date. De mon côté, je ne peux par m'enga-ger à jouer une saison de plus à Bastia dans les conditions de 1992. » I 'aleste semble avoir été entendue L'alerte semble avoir été entendue côté district puisque une dotation de 2,3 millions de francs vient d'être votée, « pour èquiper le stade des moyens suffisants d'éclabrage et lan-

Uoanime, l'équipe do SCB a diurnes. Les pylônes et les projec-entendu le message du Collectif des victimes du 5 mai. Dimanche, le étaient trop vétustes, leur remplace-côté latéral nord et l'harmonisation des Installations du stade».

> Entre le provisoire des installations et l'espoir oé des promesses d'équipement, le stade de Furiani reste inadapté aux exigences des rencontres prévues et autorisées.

De curieuses et inquiétantes similitudes persistent entre la situation qui précède la reprise à Furiani. Dimenche d'avant le drame du 5 mai et celle anche, une soixantaine de journalistes devaient être présents, sans tribune de pressei Hátivement, la buvette des supporters sinée à l'un des angles du stade a été réquisitionnée et «aménagée»... A défaut d'offrir une bonne visibilité sur l'aire de jeu, au moins permettra-t-eile un abri à queiques-uns des observateurs en cas de mauvais temps.

Le 5 mai 1992, les journalistes avaient été oubliés et placés au som-met de la tribune. La visibilité y était nulle, les risques, comme pour les autres spectateurs, s'y sont révé-lés très grands. La leçon ne semble pas en avoir été tirée. Et une nou-velle fois, la qualité des résultats sportifs de SCB autorise la spécula-

MICHEL CODACCIONI

FOOTBALL: le championnat de France

Marseille seul en tête L'Olympique de Marseille, vain-queur à Saint-Etienne 2-0, a pris seul la tête du championnat de France, vendredi 2 avril, lors de la trentième journée, et compte désor-

mais deux points d'avance sur Monaco, battu à Strasbourg, 3-0. Les autres résultats : Bordeaux b. *Sochaux . *Paris-SG b. Toulon .. *Montpellier b. Nantes *Metz b. Lyon ... *Toulouse b. Auxerre ... Leas b. "Caen ... Valenciennes et Nimes ... *Lille b. Le Havre ... Le classement: 1. Marseille, 42

points; 2. Monaco, 40; 3. Bordeaux, 39; 4. Paris-SG, 38; 5. Nantes, 35; 6. Strasbourg, 34; 7 Nantes, 35; 6. Strasbourg, 34; 7. Saint-Etienne, 33; 8. Auxerre, 31; 9. Lyon, Metz et Montpellier, 30; 12. Sochaux, 29; 13. Caen et Lens, 28; 15. Toulouse, 27; 16. Valenciennes, 25; 17. Lille, 24; 18. Le Havre, 21; 19. Toulon et Nimes, 18

COMMUNICATION

Confrontée à une offensive rose

La Commission européenne sévit contre la télévision pornographique

La Commiseion européenne rient d'eutoriser le gouvernement britannique à euependre les émissions d'une télévision pornographique par setellite, Red Hot Television. Le débat sur ce type de chaîne est également lencé en Allemegne et en

Le rose fait rougir le petit écran. Plusieurs pays européens veulent bannir les films pornographiques de la télévision et la Commission européenne n'a pas l'intention, visiblement, de leur donner tort.

La chaîne de télévision néerlanla chaine de television neerlan-daise Red Hot TV, visée par la déci-sion prise, vendredi 2 avril, à Bruxelles, diffuse depuis le Dane-mark des films pornographiques en Grande-Bretagne par le biais du satellite Eutelsat 2. Il s'agit de films cryptés, trois fois par semaioe, à partir de une heure du matin, dans 22 000 foyers britanniques équipés de son décodeur et dans quelques 60 000 entres pourvus de matériel pirate. Intitulés Besoin urgent, Folie orale, Tabou, etc., ils font depuis pusseurs mois l'objet d'une polémique. Plusieurs députés, tous bords confondus, se sont émus de ces pro-grammes, après avoir poussé la conscience professionnelle jusqu'à en visionner certains, et il est question de les interdire au nom, notamment, de la protection des enfants qui par-fois les regardent.

Arguant du fait que ses pro-grammes sont cryptés et nocturnes, Red Hot TV a crié à «l'acte de censure», tout en dénonçant «l'hystérie» de la presse à son égard, et en menaçant l'État britannique d'une plainte si l'interdiction était confir-

Uo porte-parole de la Commis-sion européenne lui a donné tort en indiquant, vendredi, que les autori-tés britanniques étaient fondées à empêcher la diffusion de Red Hot TV, car la Commission ne pouvait déterminer avec certitude le lieu d'établissement du rédiodiffuseur responsable des programmes, et par conséquent sous la responsabilité de quel Etat membre il se trouvait.

En Allemagne, comme en France, les pornographes télévisuels rencon-

Outre-Rhin, les chaînes privées RTL-Plus et Sat 1 (reprises sur le satellite Astra et les réseaux câblés) diffusent chaque nuit de week-end des films érotiques en clair. Et une «star» de ce genre de production, Teresa Orlowski, trente-neuf ans -«Mère Teresa» comme l'a surnom-mée par dérision la presse allemande. - a fait scandale en annon cant le lancement, ce mois-ci, d'une chaîne pornographique, par le biais d'un canal codé britannique, The Adult channel, diffusé par le même satellite Astra. Menacée d'interdiction, cette hétaire a adressé au chancelier Helmut Kohl et aux députés allemands une cassette permettant de visualiser ses projets afin que ces censeurs «sachent de quoi ils par-

Les réticences du CSA

En France, quatre chaînes cryp-tées, ou à accès contrôlé, diffusent déjà des programmes pornographiques, en genéral tard dans la nuit : c'est le cas de Canal Plus, de Ciné-Cinémas (chaîne câblée payante), du «canal adultes» nocturne du réseau câblé de Nice (offert gratuitement aux abonnés depuis 1988), et de certains essais de paiement à la séance sur les réseaux du Nord de Régioncâble. Fort de ce précédent, Michel Marcuson, fabricant et distributeur de matériel de réception par satellite, tente depuis plusieurs mois de concrétiser son projet «Hot TV» de chaîne de cinéma pornographique

Mais le CSA lui a iodiqué début mars que le dossier déposé en février ne pouvait être validé parce que la loi protège «la dignité humaine». M. Marcuson en e aussitôt concocté un autre, «érotique», incluant des jeux et des docu-mentaires. Il envisage, si le blocage dure, de saisir les instances européennes au nom de la liberté de la concurrence et de diffuser par satel-lite à partir de l'étranger. A raison de cent francs l'aboonement men-suel, M. Marcuson estime que vingt mille abonnés suffiraient à rentabiliser son projet.

YVES-MARIE LABÉ

La réglementation des tarifs du câble

Les réseaux hertziens américains marquent un point contre les câblo-opérateurs

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Dans le match de boxe qui oppose depuis plusieurs années aux Etats-Unis les tenants de la télévision hertzienne – les grands réseaux comme ABC, CBS ou FOX, mais aussi les stations régionales ou locales – à ceux de la télévision câblée – cinquante câblo-opérateurs se partagent de manière inégale près de soixante millions de foyers américains, – les premiers viennent incontratablement de manufacture de la contratable de la testablement de marquer un point. Jeudi le avril, la Federal Com-

munication Commission (FCC), l'organisme qui réglemente l'audiovisuel américain, a décidé d'encadrer vigoureusement les tarifs des services audiovisuels vendus au publie par les câblo-opérateurs. Les cinquanto-sept millions de foyers câblés aux Etats-Unis vont payer 10 % moins eher leur abonnement. En outre, toutes les hausses des tarifs organisées depuis septembre 1992 ont été annulées. Cette pénalisation fioancière des cholo-opérateurs est estimée par la FCC cile-même à un milliard de dollars par an (5,5 mil-liards de francs).

Les deux tiers des foyers abonnés

Le ciblo-opérateur le plus pénalisé est incontestablement TCI (Tele Communications inc.) qui, avec douze millions de foyers câblés (23 % du marché), est sans doute le groupe de communication le plus puissant du monde. John Malone, président de TCI, qui avait vigoureusement bataillé au début des aunées 80 pour obtenir la dérèglementation des télévisions câblées, enregistre une défaite majeure. Le cliblo-opérateur le plus pénalisé

Quant à la FCC, même si M. Malone l'accuse d'avoir « outre-passé ses pouvoirs », elle entend maintenir les grands équilibres de la télévision et promouvoir la concurrence. Entre les studios de Hollywood, producteurs de films et de progest mess. audiovisuels les programmes audiovisuels, les chaînes et stations hertziennes et les câblo-opérateurs, la FCC est contrainte d'arbitrer, quitte à bouleverser les rapports de force. Ainsi, l'interdiction faite en 1970 aux

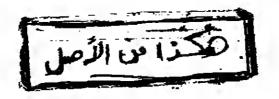
réseaux bertziens de produire euxmêmes leurs propres programmes -mesure prise pour protéger Holly-wood - a été abolie lorsque ce sont les networks (réseaux) qui ont mon-tré des signes de faiblesse.

Les grandes chaînes de télévision nationales et régionales produisent désormais le quart de leurs pro-grammes. En 1984, les pouvoirs publies amériesins ont également promulgué un cadre réglementaire très favorable pour permettre l'essor de l'industrie du câble. C'est lui qui, presque dix ans après, vient d'être sérieusement amendé. Conçu au départ pour relayer les programmes hertziens dans les zones d' «ombre» du territoire américain, le câble a progressivement pris son essor. En 1993, les deux tiers des foyers américains sont aboanés an cable; l'au-dience des chaînes hertzienoes a baissé de 30 % et leurs recettes publicitaires ont chuté de près d'un quart en dix ans.

C'est donc la puissance financière des cablo-opérateurs qu'il s'agissait d'encadrer. Depuis 1990, les pouvnirs publics, soutenus par un lob-bying intense des opérateurs hen-ziens -- on imagine l'influence que peut avoir le patron d'une télévision de New-York sur le représentant de cet Etal au Congrès – ont entrepris de réglementer plus sévèrement l'ac-tivité des ciblo-opérateurs, à com-mencer par leur politique tarifaire. Il est vrai que les associations de consommateurs, très puissantes aux Etats-Unis, se plaignaient régulière-ment à la fois de la hausse des tarifs et de la faible qualité des services

L'un des points forts de la nou-velle législation, étaborée en 1992, vise à permettre aux grands networks de monnayer leur retrans-mission sur les chaînes câblées. Les mission sur les chaînes cabiees. Les négociations ont déjà commencé et certains grands réseaux envisagent de se faire payer en cananx mis à leur disposition gratuitement par les câble-opérateurs. Cette pénétration du câble pourrait bien être accrue desse le mague câ le les entreire les dans la mesure où la loi autorise les networks à prendre aussi des participations en capital dans les câbiés.

YVES MAMOU



DANSE

Televine serit

over tellernoss 50 (N

252

100

200 S. V. Carley

of the same of

ann end 7.

10 mg 100

ALCOHOLD MARKED

one americans

a cabboopenia

Washington apprécie la chorégraphie française

Le Kennedy Center a accueilli plusieurs compagnies, dont celle de l'Opéra de Paris

> WASHINGTON correspondance

Pour des compagnies étrangères, danser aux États-Unis est aussi basardeux que pour des constructeurs automobiles de vendre des voitures à Detroit. Bien qu'amputé de plus de la moitié des compagnies prévues initialement, le festival France-Danse, à Washington, a permis au public américain d'approfeire diverses formes de l'art précier diverses formes de l'art chorégraphique de l'Hexagone. La critique a favnrablement accueilli cette manifestatinn du Kennedy Center et a noté la qualité des dan-seurs, nntamment ceux formés par... l'Américain Merce Cunnin-

La foule a été surtout attirée par le Ballet de l'Opéra de Paris, connu lei pour être la « plus oncienne compagnie internationale », et qui était déjà venu à deux fois aux Etats-Unis. Les reprises des œuvres classiques de Serge Lifar, Icare et Suite en blanc, ont été bien reçues par la critique, « Lo clarté, lo finesse et l'intensité dramatique sont les caractéristiques dominantes d'une compagnie n'ayant pas perdu de son charme et de ses qualités sous la direction de Patrick Dupond », écrivait le Washington Post. Suite en blanc était, selon ce quotidien, une « abstraction séduisante, illustrant la technique classique française... » Telle ne fut pas l'opinion du critique du Washington Times, qualifiant le ballet de acuriosité historique trop longue ».

maintenant partir en tournée dans ses buit «ports d'attache»...

> L'ennui s'installe

Au Théâtre de la Ville, Christine Bastin présente Gueule de loup, commande de la dernière Biennale de Lyon, Pasion de Espana. L'Espagne qu'elle veut évoquer est celle des plus pauvres, «ceux qui ne sont pas bavards», celle aussi des mystiques les ne le Croix et Thérèse

ques, Jean de la Croix et Thérèse d'Avila. Dans un décor de hautes et sinistres palissades de bois sale, elle

montre, non sans force, l'hébétude

engendrée par la misère et l'inac-tion: les affrontements tournent court comme les gestes de l'amour, désempérés avant d'être entrepris. Mais voilà : rien ne se passe que

ces longues prostrations ou ces mornes tentatives, la pièce n'est pas construite, l'ennui s'installe.

José Besprovany, né au Mexique mais d'ascendance russe, s'est fixé à Bruxelles, mais rangeous-le dans ce petit tour d'horizon français puis-

qu'il est venu présenter son Cuar-teto au Centre Wallonie-Bruxelles, à Paris. Ce quatuor est formé de deux danseurs, un violoncelliste et une comédienne, qui lit ou récite d'am-ples extraits de la Moladie de lo

mort de Marguerite Duras. A l'ex-ceptinn de quelques minutes de danse, pas désagréable à défant d'être originale, les danseurs se bor-nent à écouter la narratrice, assis

L'échec de ces pièces est en grande partie imputable à leur lon-

gueur, hors de proportion evec ce qu'elles nnt à dire. On note avec plaisir que plusieurs théâtres, ce week-end ou les jours qui viennent, ont opté pour la brièveté. « Nou-

ont opte pour la brievete. A voluvelles: dix courtes pièces » affiche
Pôle Sud à Strasbourg. Dix chorégraphes. dix pièces d'environ
dix minutes, rétorque Marseille
Objectif danse. «Soirées pièces
courtes » promet le festival Danse

an cœur, à Chartres. Danse à Lille, qui propose dans ses «bancs d'es-sai » dix jeunes chorégraphes en

trois jours, est nettement battu par Pantin, qui en fait défiler vingt-qua-

Un public beaucoup plus resreint s'est retrouvé dans des
petites sans fibilir apprécier d'autres compagnies, dont le mode de
sélection a provoqué des rémous
en Flance (le Minde du 23 mars):
Plaisir d'offrir, le Ballet du Rhin,
Mathilde Monnier, Angelin Preljocaj, Dominique Bagouet. Tout en
saluant leur côté innovateur, la critique américaine a été déconcertée. tique américaine a été déconcertée. «Des danseurs et une musique excellentes, une chorégraphie mediocre : ce titre du Washing ton Times reflétait assez bien leur position.

Le triomphe de «la Bayadère»

Les conférences et films organi-ses dans le cadre du festival unt micux fait comprendre au public la vitalité de la danse française, « empreinte de l'esprit français passé et actuel », scion l'expression de M= Kisselgoff, critique obe-vronnée du New York Times. Mais d'autres journaux s'étonnaient sur-tout de l'absence « inexplicable » de la compagnie Ruland Petit, qualifiant son Rendez-vous de

nent à écouter la narratrice, assis sur un bane nu allinigés sur le podium carré qui sert de scèné. Malgré l'érotisme discret que diffuse le corps gracile de Daniela Luca, l'ennui là aussi, on l'aura compris, règne rapidement.

Thierry Niang est un garçon infiniment sympathique, il a accompagné Médecins sans frontières en Thallande et en Ethiopie. Cela n'en fait pas, bélas, un chorégraphe. Bien que peu connn, il remplit ces jours-ci la grande salle du Centre Pompidou, peut-être parce que sa pièce, le Jour d'avant, après, porte un sous-titre actuellement magique: Evocation de l'auvre de Henri Matisse. Son scénographe, le peintre Jean-Charles Blais, e brossé une toile de fond bleue, bleu Matisse si l'on veut, devant laquelle se dres-Le festival a pris fin sur le triomphe de la Bayadère, présentée par le Ballet de l'Opèra en hammonphe de la Bayatere, presente par le Ballet de l'Opéra en hammage à Noureev. Au pays de la démesure, lo Bayadère ne pouvait qu'enthausiasmer les speciateurs, dépaysés par l'univers exotique des fakirs, esclaves et palanquins, plus impressionnès par l'imposante participation de figurants que par la virtuosité des danseurs. En faît, Isabelle Guérin, Lanrent Hilaire et Elisabeth Platel se surpassèrent au cours de cette première américaine de la Bayadère. Mª Kisselgoff leur a renda hommage, tout en ajoutant que, « même Noureev, dans cette production associant Hollywood à l'éclat parisien, ne pouvait sauver la Bayadère »... La eritique du Washington Post n'éprouve pas les mêmes réserves: « Une production prodigieuse, éblouissante. Au cours de la dernière décennie, il est difficiel de trouver des équivalents d'une toile de fond bleue, bleu Matisse si l'on veut, devant laquelle se dressent, à gauche, trois silbouettes découpées d'arbres nnirs, plutôt matissiennes. Costumes assez moches, même si le pantalon bouffant couleur brique d'une danseuse, dans la deuxième séquence, est celui du personnage de droite dans le tablean « les Deux Odalisques ». Et si les combinaisons à capuche, à la fin, sont du rouge des cinq personnages nus de la Musique. Mais la danse? Encore une fois, rien ou presque. Quelques ondulations des presque. Quelques ondulations des bras, quelques tournoiements pri-maires, surtout de graves déambula-tinns et d'interminables immobilicile de trouver des équivalents d'une 'elle beauté. ».

HENRI PIERRE



L'essoufflement des têtes de série

Les troupes nationales viennent de passer un médiocre mois de mars



« La Légende de Don Juan », de Jean-Claude Gallotta

tre dans le même laps de temps (journées «Danse Dense»). Preljocaj lui-même s'en tient au court ou moyen-métrage, la semaine pro-chaine à Garnier, avec son Hommage aux Ballets russes qui comprendra trois pièces. Epidémie sans lendemain, nu retnur à une sage

Christine Bastin présente une autre pièce, Grêce, au Théâtre de le Ville, le 3 evril à 20 h 30. Tél.: 42-74-22-77. Gueule de loup est repris à Toulnuse. Théâtre Garonne, les 8 et 9 avril, 21 heures. Tél.: 61-42-33-99. Le Jour d'avant, après, de Thierry Niang: Centre Pumpidou, le 3 avril é 20 h 30, le 4 à 16 heures. Tél.: 44-78-13-15. Nouvelles: Strasbourg, Pôle Sud, jusqu'au 3 avril, 20 h 30. Tél.: 88-39-23-40. Dix chorégraphes à Merseille: Théâtre Les Bernardines, 8 et 9 avril, 21 heures. Tél.: 91-90-74-91. Densa eu cœur: Chartres, Théâtre municipel, 3 et 4 evril. Tél.: 37-21-57-29. Dense à Lille: Opéra, la 10 avril é 17 heures, les 14 et 15 à 18 h 30. Tél.: 20-78-12-02. Juurnées Danse-Dense à Pantin: salle Jecques-Brei, le 3 avril à 20 h 30, la 4 é 14 h 30 et 19 haures, Tél.: 49-15-41-70. Compagnie Preljocaj à Gamier: du 5 au 9 evril, 19 h 30. Tél.: 47-42-53-71. Christine Bastin présente une

Le dimanche à 20h45 sur M6

la réalité dépasse la fiction.

ZONE INTERDITE

90 minutes d'enquêtes et de reportages avec Patrick de Carolis



Françoise Benhamou contrainte de quitter

la Bibliothèque nationale des arts

MUSIQUES

Maceo sort de l'ombre

Le saxophoniste de James Brown est à Paris avec son propre groupe

MACEO PARKER au Batadan

Même sans le savoir, on connaît le saxophoniste Maceo Parker. Il est de ces instrumentistes qui, dans l'ombre des stars, ont façonné le son des musiques noires améri-caines. Depois 1964, le com de Maceo Parker est indissociable de celui de James Brown. Une pléiade de classiques porteot son empreinte: Papa's Got A Brand New Bag, I Got You (I Feel Good), Say It Loud I'm Black And I'm Proud, Cold Sweat ou, comme sur tant d'autres, on entend Mr Dynamite l'exhorter «Macco, I want you in bluw!». Se dégageant de le riguent d'une section de cuivres répétant les thèmes à l'unisson, le saxophoniste entameit elors des breaks vertigineux, des solos concis, toujours au service de ces hymnes à la danse. Depuis 1984, Maceo n'e plus rejoué avec James Brown. ien de session très demandé, il mènc aussi son propre groupe, cntouré d'ex-JB's tont eussi légen-

Il n'eure pes fallu ettendre

longtemps pour voir se manifes-

ter, rue de Richelieu, lee pre-

miers effets du changement de

gouvernement. Françoise Ben-

hemou, secréteire générale de

l'Association de préfiguration

de la Bibliothèque nationale des

arts (le Monde du 6 novembre

1992), e été démise de ses

fonctions, le 1« avril, par l'edmi-

nistrateur générel de la Biblio-

thèque netionele, Emmanuel Le

Roy Ladurie, qui préside l'esso-ciation. Au-delà des questions

de personnes ou de politique -

M- Benhemou aveit fait pertie du cehinet de Jack Lang eu

ministère de la culture -, ,c'est

le statut de la BNA et celui de

l'Institut international d'histoire

des erts, qui est en jeu. En

réflexion à ce projet et en

signant le rapport de préfigura-

tion qui vient d'être publié par la Documentation française, Frandaires (ses vieux compères le sax ténor Pee Wee Ellis et le trombo-niste Fred Wesley), pour des séries de coocerts ponctuées d'enregistre-

Le public parisien pourra appré-cier l'enthousiasme toujours infail-lible de cette figure quinquagénaire du funk. Fier de son autonomie, il devance pourtant les journalistes pour évoquer l'indélébile reconnais-sance. « Tout gosse, j'adorais dan-set. J'nimais particulièrement les mélodies accrocheuses de Ray Charles et des musiciens comme Hank ces et des musiciens comme Hank Crawford, King Curtis nu David Newman. Avec mon frère, mus avons commencé à jouer en public dès l'âge de douze ans. Mon oncle nous emmenait le week-end dans des night-clubs. Nous joulons deux-trois morceaux pendant l'entracte. trois morceaux pendant l'entracte. En quelques années, je me suis fait un style. C'est sans doute la raison pour inquelle James Brown m'a choisi et demandé de prendre la plu-part des soios. J'avais vingt et un ans. Ce fut une sacrée école ». D'une sévérité exemplaire. « Les

çolse Benhemou, qui deveit

rejoindre l'univereité de Peris

X-Nanterre en septembre, avait

lié son nom à cette entreprise.

Or, le président du conseil d'ad-

ministration de l'Association de

préfiguration de la BNA est l'ad-

ministrateur général de la BN. Et

le lieieon entre BNA, BN et

Bibliothèque de France est

eujourd'hui au cœur d'une vive

compétition qui met essentielle-

ment en présence Emmanuel Le

Roy Ladurie et Dominique

Jamet, président de l'Etablisse-

ment public de la Bibliothàque

de France. Checun, au nom de l'unité de ces ensembles,

essayant d'élargir au maximum,

le chemp de son eutorité. Le

cabinet de Jacques Toubon en

cours de formation assiste avec

éviction non programmée et à

métrès. Ceux qui ne se pliaient pas à ce professionnalisme risqualent des amendes. Mais j'oi toujours considéré que répéter chaque jour, être à l'heure comme prender soin de son costume étaient de bonnes choses. Comme Prince ou Michael Jackson aujourd'hui, James Brown tirait sa force de cette rigueur»

festives

registrer en solo et sartout de rejoindre George Clinton, une des personnalités essentielles des années 70, créateur du P. Funk au sein de Perliament. Voyait-il un change-ment révolutionnaire dans les ment révolutionnaire dans les extravagances de ce groupe? «George avait une façon très particulière de présenter son funk. James Brown passait par la grand-route, Clintun préférait les ullées plus louches, mais tous les deux arrivaient au même endroit. Ils célébraient le funk et le groove. » Définitions de deux des termes les plus usités du moment? «Le funk, c'est presque une matière première. Une musique funky célèbre l'irrésistible envie de danser, in joie, le bonheur, l'amour et le sexe. Le groove est plutôt une sensation. C'est cette impression délicieuse qui envahit les musiciens quund, pendunt un concert, tout semble aller de soi, une harmonie qui nous envahit avant d'inonder le public. »

Ces prisations festives (# 98 % de funk, 2 % de jazz») et indémodables transpirent de son dernier elbum, Life on Planet Groove, témoignage hrûlant d'un de ses récents concerts. Elles sont eussi le d'aujourd'hui. Les Inconnus eux-mêmes n'oot-ils pas pillé un mor-ceau de Maceo, South Wick, pour confectionner leur tube Neuilly, Auteuil, Rassy? Après le Bataciao, un retour enconce eo join' à l'Olympie récompense en tout cas un instrumentiste doot le fidélité n'e pas empêché qu'il se fasse un nom.

► Le 5 avril, au Betaclan, 50, houlevard Voltaire, 75011 Paris, Tél.: 48-06-21-11.

Pulsations

En vingt ans, leur collaboration conneîtra des iotermitteoces qui permettront à Maceo Parker d'en-

secret d'une énergie préservée qui lui attire les sympathies de plu-sieurs tranches d'âge. Celle des vieux amateurs comme celle d'une génération rapinitée par les multiples échantillons de ce funk millé-simé, prélevés plus ou moios respectueusement par les gronpes d'aujourd'hui. Les Inconnus eux-

STÉPHANE DAVET

Le dégel des années 20

Les complexités d'une décennie, explorées par Radio France

ORCHESTRE NATIONAL Théâtre des Champs-Bysées

Entre les séries consacrées aux Entre les séries consacrées aux jeunes interprètes, à « Mahler et la voix », aux « Portraits de notre temps » (Betsy Jolas, en deux concerts, vendredi 2 evril), les concerts gratuits de « L'Espace contemporain » et les programmes décentralisés au Théâtre de la Colling (I). Padio Fennes en putrille. line (1), Radio France se multiplie. Se disperse?

L'uo des thèmes edoptés cette année par la Maison ronde est la musique des années 20. De deux choses l'une: ou le public parisien est suhmergé par l'offre des multiples sailes et associations de concerts en ectivité, ou ce même public ne se sent pas suffisamment impliqué par cette thématique historique que rien n'est venn récem-ment réactnaliser. Résultet? Le coocert « Années 20 » du jeudi I evril au Théâtre des Champs-Elysées a laissé hien des rangs

Peut-être a-t-on déjà heaucoup dansé, et dansera-t-on encore cette année (2) le Mandarin merveilleux lannée (2) le Mandarin merveilleux de Bela Bartok; Et que la suite symphonique tirée du ballet, avec son modernisme vénéneux (Lulu o'est pas loin, dans l'esprit), e été labourée par les plus grands chefs et les plus grands orchestres: on ne s'attendair guère que l'Orchestre ational dirigé par Ivan Fischer (3) [rythmicien de hant vol. hettne (rythmicieo de haut vol, hettne exceptionnellement claire, mais lyrisme circonspect) emporte une place eussi disputée,

Formalisme et cosmopolitisme

Sans l'emporter, il la défendit pourtant pied à pied. Dens ses bons jours, l'Orchestre national est capable de relever des défis aussi inespérés. Aucun pupitre (seuf, incidemment, les violoncelles) n'e

Juste un mot des Fonderies d'acier de Mossolov, qui ouvraient te programme. L'œuvre date de 1926, soit d'une période où Staline

et ses shires tolèraient cu'un suict idéologiquement aussi chargé (la description, per la « mechine-orchestre», du mechinisme indus-triel) s'exprime dans un langage progressiste, polytonal et polyry-timique. De telles fresques, à clas-ser dans le constructivisme russe, n'allaient bientôt plus être tolérées par le censure, et leurs auteurs (Mossolov ca tête) sombreraient dans les purges, sous l'accusation de formalisme et de cosmopolitisme. En quatre minutes de tour-mente instrumentale, ces Finderies replongent l'auditoire dans les contradictions du réalisme socia-

liste première période. Créé co 1920, le Troisième concerto pour piano de Prokoñev e échappé à son époque pour devenir un «hit», l'un des monuments de cette virtuosité tantôt aitée, tantôt percussive doot l'euteur evait le secret et auquel les plus grands se sont essayés. Elève de Claudio Arrau, l'Américain David Lively ne semble avoir garde qu'un seul pré-cepte de cet enseignement : joner avec tout le corps, accompagner chaque mouvement pianistique du geste et de le pensée. Avec un tou-

cher électrique, des doigts diaboli-ques que le clavier semble brûler, evec une puissance d'eutant plus a Le Quatuor Borodine, à l'Opéra-Comique. - Le Quetuor Boro-dine sera le 7 evril, à 20 heures, à l'Opéra-Comique pour un unique coocert. Au programme de la formation russe, les Quatunrs nº 13 en la mineur de Schubert, et le Quatuor nº 13 op. 130 de Beetho-

ven qui sera donné dans sa version origioale comprenent la Grande Fugue. En 1994, les Borodine reviendroot pour une iotégrale Brahms en neuf concerts. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 250 F.

Les Scandinaves à l'Odéon. Autour du speciacie de Luc Boody, John Gabriel Borkman, d'Ibsen, l'Odéon-Théâtre de l'Europe orga-oise, le 3 evril, de L4 h 30 à - 8 à 18 h 30. Tél.: 44-41-36-36. Leonora, de Sveo Holm, lu par Francine Berge, le 7 à 15 h 30 et le

semble à peine effleuré, Lively est le grand interprète actuel de Prokofiev. Et quel chic dans le Tango de

ANNE REY

(i) a Les Années 20 à la Colline»: programme Eisler, Zemlinsky, Webern, Schoenberg et Straus-Berg par Marianne Pousseor, soprano, Thomas Prévost, flûte, Philippe Berrod, clarinette, Michel Bourdoncle, piano, le Quatuor Prat; lundi 19 avril, Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020 Paris, 20 h 30, tél.: 43-66-43-60, 90 F.

20 a 30, tet.: 43-00-43-00, 90 F.

[2) Le Mandarin merveilleux est donné les 15 et 16 avril à 20 heures et le 18 à 14 h 30 au Palais des sports de Bordeaux, dans une chorégraphie d'Istvan Herzog. Ao même programme: le Château de Barbe-Bleue, direction Alsio Lombard, tét.: (16) 56-48-58-54, de 20 à 220 F.

➤ Prochain concert de l'Orchestre national: Des Knaben Wunderhom (extraits) et Neuvième symphonie de Schubert par la mezzo hollandeise Jard Van Nee, direction Libor Pesek, mercredi 14 avril, Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30, tél.: 42-30-15-16, de 50 à 175 F.

16 h 30 dans la grande salle, une rencontre avec Michel Chaillou, écrivain, Michel Dupré, enseignant en histoire de l'art, André Rouillé, chercheur au département de photographie à Paris-VIII, et Philippe Tancelin, sur le thème « La révolution industrielle et l'art ». Entrée libre. Per eilleurs, des «lectures scandinaves » euront lieu : la Mort de Sénèque, de Sven Delblane, lo par Gérard Chailloux, le 6 avril à 15 h 30 et le 7 à 18 h 30; Dans cette lumière blanche, de Sverre Udnaes, lu par Françoise Lebrun, le 6 à 18 h 30 et le 8 à 15 h 30;

GRAND CONCOURS

Le Monde, France Inter, Comédie-Française DOUR LA RÉOUVERTURE DAR LA COMÉDIE-FRANÇAISE DU THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

Pleins feux sur le Théâtre du Vieux-Colombier

du 31 mars au 6 avril

Vous pourrez répondre à l'aide d'un bulletin-réponse publié dans Le Monde, daté du 7 avril, oui reprendra l'ensemble des questions, ou sur papier libre.

Devenu cinéma, le Vieux-Colombier accueille un grand Homme 🔲 Stanislavski? de théatre et sa troude.

☐ MeyerHold?

Indice. Colette a dit de lui : "Tout ce oul devrait le desservir plaide pour lui, son rire à dents découvertes, la l'Élure inquérissable de sa voix".

DATAILE DOUR SAUVER LE THÉÂTRE.

Directrice du Vieux-Colombier, elle se lance dans une rude

Rosy VARTE? ☐ GERMAINE MONTERO?

MARTHE MERCADIER?

Indice. Elle a été membre d'un cabinet minisiériel pendant le premier sepifnnai de François Mitterrand.

Chaque matin, entre 7 H et 9 H, sur France Inter, Patricia Martin vous donne LES DEUX QUESTIONS DU JOUR ACCOMPAGNÉES D'INDICES SUPPLÉMENTAIRES.

Toutes les questions sont disponibles, sans les indices, sur les bulletins déposés aux quichets de la Comédie-Françaisi (2 RUE DE RICHEITEU, 7500 | PARIS), AUX GUICHETS DU VIEUX-COlOMDIER (21 RUE DU VIEUX-COLOMDIER, 75006 PARIS), dans le Hall de Radio France | 116 avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris) et sur minitel 3615 France Inter et 3615 LE MONDE.

1ºR DRIX. UNE STATUETTE DE MOLIÈRE EN SGANA-RELLE. ET UNE INVITATION POUR DEUX PERSONNES AUX GÉNÉRALES DE LA COMEDIE-FRANÇAISE. SAISON 1993-94, SAILE RICHELIEU FI AU THÉÀTRE DU VIEUX-COLOMBIER, 2º prix. Une invitation pour

deux personnes au Festival d'Avignon 1993 à la première de Dom l'uan de Mollère par la Comédie-Française. Vous pourret vous procurer le réglement complet déposé chet M' Pinot, lanisser de justice, en écrivant au lournal II Monde, direction de la Communication (15 rue Falquière, 75015 Paris) 3° prix. Une invitation pour deux personnes, À SIX SPECIACIES dE lA COMÉDIE-FRANÇAISE, SALIE Richelieu et au Théatre du Vieux-Colombier, DENGANT LA SAISON 1993-1994. 4º AU 50º PRIX. UNE CASSETTE dE

l'Avare de Molière dans la collection vidéo de la Comédie-Française.



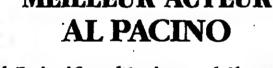
France Inter

ce Kriegspiel administratif.

ACTUELLEMENT



MEILLEUR ACTEUR AL PACINO



Pacino, ah Pacino! Survolté, teigneux, drôle, pathétique: ces rôles-là n'arrivent qu'une fois dans la vie d'un comédien.



to make MARTIN BREST

ISCENT OF A WOMAN)

BRIVERSAL PICTURES Down or produce (TIT LIGHT FILES Lawn MARTIN BLEST AL PACINO (LE TERUS D'UN WEEL-EID) CHILLS PROMIELL — TROULS REPULAN

WALLAN STEWLAND MICHAEL TROUCK — ANGELO GRANAN — BONALD E TROUTH AIR TO GRANAN — BO GRANAN

MARTIN BREST OFFICE PAR DWIFE PRITERIAL PROTECTIONAL PICTURES

WAS THE BREST OFFICE PAR DWIFE P

APPER REF

The second secon

1 - 1 - 2 <u>1</u>

714 3200

1. 1 4 m 1 2 m

11/2/20

2000

•

Monthier

.

Ann Anaben her than a fair and the fair and

21 h 15.Dim. Les Comédons sont sonts : 20n30.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DU CHAUDRON (43-28-97-04). Woyzsek : 21 h, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE-THÉATRE DE LA TERAPETE (43-28-36-36). La Pièce perdue : 21 h, dim. 16 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIOUE (42-78-44-45). Estas frères? Et ts sosur... : 21 h, dim. 15 h 30.
CRMO DIAMARITS (45-60-51-31). La Bui du lieupennt Helt : 20 h 30, dim. 17 h 30.
CITÉ SINTERMATIONALE (45-89-38-69). Les Aventures de Casanova (en russe) : 20 h et 22 h, hiort à le guerre en tamps de pair : 21 h, dim. 17 h. La Resserre. Un chapses de paille d'halle : 20 h 30, dim. 18 h 30.
COMÉDIE OES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-06-24). L'Alde-mémoire : 16 h et 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La dim. 15 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Deux Baiser d'amour : 20 h, dim. 14 h. 15pouise pudente : 21 h, dim. 15 h 30.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire-Houssess : 19 h et 21 h 30, dim. 15 h.

COMEDIE-FRANCAISE (40-16-00-15). La Faiseur : 20 h 30.Dim. Les Précleuses ridicules ; Timpromptu de Verusilles ; 14h.

DAUNOU (42-81-89-14). La Canard h l'onsept : 21 h, dim. 15 h 30.

Decelarité de la grand pour : 21 h, dim. 18 h.

Cabaratic line grand pour; 21 h., dirt., 18 h. Hatting 139, 121 h., dirt., 18 h. DEUX ANES (46-06-10-26). Tomors, pourquol is tousseu?; 21 h., dirt., 15 h 30.

DIX.HUIT THEATRE (42-26-47-47). If est trop tend : 20 h 30, dim. 18 h, EOOUARD-VII SACHA GUITRV (47-42-59-92), La Frousse : 17 h et 20 h 46, dim, 15 h. ESPACE ACTEUR (42-62-36-00), L'École des ferames : 20 h 30, dm. 18 h. ESPACE HERAULT (43-29-86-51). Cet anireas erange: 22 n 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55), La Mariega forcé: 16 h. L'île des esclaves: 16 h. dim. 15 h. Fau la mère de mederne: 20 h. dim. 18 h. Le Mouster: 21 h. Danse avec les fous: 23 h. dim. 18 h.Dim. Le Mariege de Figero:

18h. ESPACE PARIS-PLAINE (40-43-01-82). Sur in dos d'un diéphent : 20 h 30, dim. 17 h. ESPACE SAINT-SABIN (47-97-55-20). Iphi-génie : 20 h, dim. 17 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). La Cas Geopard Neyer; 15 h. FORDATION CEUTSCH-DE-LA-MEURTHE (42-50-76-25). Maupessant... Mon bet am!: 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). La Clan dea vennes : 15 h 30 et 20 h 45. GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Ce qui anive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. GRAND EDGAR (43-35-32-31). Une file entre nous : 16 h et 20 h 15. Mignonne, allons voir ei le rose : 22 h. GUNCHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La Chuse : 18 h 30. Trottoir chegrin : 20 h 30. Histoire d'en chenter : 22 h 15.

PARIS EN VISITES

«Les passages couverts du Sentier où se réelise le mode féminine. Exc-tisme et dépaysement assurés » (deuxième parcours), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris sutrefois). «L'Opéra Garnier et la fête impé-riale», 14 heures, hall d'entrée, davant le status de Heendel (Approche de l'art). «L'hôtel de Chimsy, le chapelle des Augustins et l'Ecole des beaux-arts», 14 h 30, 14, rue Bonsperte (D. Bou-

«Exposition : le printemps des génies, las enfents prodiges», 14 h 30. Bibliothèque netionals, 58, ne de Richelleu (Tourisme cultu-

rei).

« Appartements royaux du Louvre at vie quotidienne de le Cours, 14 h 30, 2, place du Paleis-Royal, devent le Louvre des Antiquaires (Conneissance de Paria).

« Hôtels et jerdins du Marais. Place des Vosges», 14 h 30, sortie métro saim-Paul (Résurrection du passé).

« Egypte symbolique eu Louvre», 14 h 30, sortie métro Palais-Royal, terre-pleix central (8. Haufer).

« Le Palais de justice en activité», 14 h 30, 6, boulevard du Palais (C. Maria).

« L'hôtel Gouthière et son décor

(C. Marie).

«L'hôtel Gouthière et son décor néoclassique, et quelques passages pittorasques du dicième arrondissement», 14 h 30, 6, rue Pierre-Builet (S. Rojon-Kern).

«Veilles meisons et cours secrètes du quartier Meubert», 14 h 30, métro Maubert-Mutualité, sortie rue des Carmes (Seuvegarde du Paris historique).

HÉBERTOT (43-87-23-23). Pygmetion: 16 h 30 et 20 h 45, dm. 15 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chause: 16 h 30, La Laços: 20 h 30, L'Augmanssion: 21 h 30. L'Augmanssion: 21 h 30. L'EUROPEEN (43-87-29-89). La Banc: 21 h. LA BRUYERE (48-74-78-89). Temps contre temps: 20 h 30, dm. 15 h. LE CARRÉ BLANC (42-81-27-14). Novochrie, Novochrie, Novochrie; 17 h. LE FUNAMBURE THEATRE (42-23-88-83). La Painca: 21 h. LE PROLOGUE (45-75-33-15). L'Homme un

La Palaca: 21 h.

LE PROLOGUE (45-76-33-15), L'Homme un morceune: 16 h. Edgar et sa bonne: 20 h 45, dim. 16 h 30,

LIERRE-THEATRE (45-86-56-83). Triogia pour un grain magique: 20 h 30, dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Salle Roper Bin. La Marelle: Didescalles: 20 h. Théitre noir. La Peut Prince: 18 h 45. L'Escaller: 20 h. René Descartes, la passion d'un exilé volontaire: 21 h 30. Théitre rouge, Lea: Dix Commandements: 18 h. loi tre dois danser: 20 h. La Si Jolle Vie de Sylvie Joly: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Monsieur Klabs 21 h 30. MADELEINE (42-85-07-09). Moneleur Klebs et Rozale : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-72-90). La Flencée de matin : 20 h 30, dim. 17 h.

cum. 17 f. MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-38-27-53). Paralle à l'amour est la guerre : 20 h 30, circ. 18 h. MARAIS (42-78-03-53), L'École de farmes: 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Huis clos: 18 h 45.Dkm. A Tribute to Eugène O'Neil (er anglais): 20780... MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pas un

anglast: 20130.

MARIGNY (42-56-04-41). Je ne suis pes un homme facile: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h. MARIGNY (5 ALLE POPESCO) (42-25-20-74). Suise royale: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h. MATHURINS (42-65-80-00). Las Pelmes de M. Schue: 20 h 30, dim. 16 h. METAMORPHOSIS (42-61-33-70). Mi6bs, la magidan de l'ácran: 21 h. dim. 15 h. MICHEL (42-66-30-02). Seus ét jaiousie: 16 h. et 21 h 15, dim. 15 h 30. MICHODIERE (47-42-96-22). Pertensires: 17 h et 20 h 30, dim. 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). MONTPARNASSE (43-22-77-30). Le Golsm: 21 h., dim. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETTT) (43-22-77-30). Le Golsm: 21 h., dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARO (43-31-11-99). Jean Cocsesu, je reste avec vous: 16 h. Retournements: 20 h 30, dim. 15 h 30. UVRE (48-74-42-52). Romée et Jeannette: 20 h 45, dim. 15 h. PALAIR DES GLACER (GRANDE SALIE)

20 h 46, dm. 15 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). C'est vous qui voyezi : (42-02-27-17). C'est Vous dis Voyezi : 20 h 30. PALAIS DES GLACES (PETTT SALLE) (42-02-27-17). Bud dans to t'es vu quand t'as ii : 21 h. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Une folie : 20 h 30; dm: 16 h: 19: PARIS-VILLETTE (42-02-02-88), Harriet : 21 h, dm. 16 h 30.

PETT THEATRE DE PARIS (40-89-02-89). Quetre pièces en un acte de Sacha Guiry ; 20 h 30. 20 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (46-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre beures de la vie d'une femme : 16 h et 21 h, dim. 15 h. fermine: 16 h et 21 h, dim, 15 h.
PORTE BAINT-MARTIN (42-08-00-32).
Knock: 17 h et 20 h 45, dim, 15 h.
RANELAGH (42-98-64-44). La Suprisa de l'amour: 16 h 30, dim, 20 h 30. Las Enfants du allence: 20 h 45, dim, 17 h. Les mille et une naixa d'Alettel: 22 h 30, dim, 16 h 30. une raths d'Alertel : 22 h 30, dim. 16 h 30.

RENA ISSANCE (42-06-18-50).

Pérsouchnok : 20 h 30.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). L'horanne
qui piertait des arbres : 20 h 30. Les Méseventures de M. Karl : 22 h 15, dim. 15 h.

SAINT-GEORGES (48-78-83-47). Une aspirine pour deux : 17 h 30 et 20 h 45, dim.
15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). SPLENDID SAINI-MARTIN (42-02-1-30). Elle et Dieudonné: 22 h. THÉATRE 13 (46-88-82-22). Soiness la constructour: 20 h 30, dim, 15 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (46-45-49-77). Fin d'été h la campagne: 20 h 30, dm. 17 h. THEATRE CLAVEL (42-05-84-57). Amour &

THEATRE CLAYEL (12:00-99-07). Amour & Diosyne : 20 h 30, dm. 15 h 30.

THEATRE DEJAZET (48-87-62-55). Les Coupeurs de virages : 21 h.

THÉATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17).

Les Mélaures de Guy Montagné : 20 h 30.
Vous alex rire : 22 h.
THÉATRE D'EDGAR (42-79-97-97). Il faut
que Céo perte : 20 h 15. Les Secrés
Montatres : 22 h.
THÉATRE DE L'EST PARIGIEN

LUNDI 5 AVRIL

«Les bons vivants du Père-La-haise», 14 h 45, porte principele, oulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

Le Musée Delacroix, l'steller du grand maître du romantisme » (Emité h trente personnas), 15 heuras, 6, place Furstanberg (Monuments his-

6, pace rurstander (Monuments res-toriques).
«Sept des plus vieilles maisons de Paris s. 15 heures, devant la mairie, piece Baudoyer (Paris autrefois).
«Le franc-maçonnerie, de ses ori-gines médiévales à nos jourss, 15 heures, 16, rue Cadet (P.-Y. Jas-let).

«Le deuxième strondissement, quartier de l'art lyriques, 15 heures, place des Victoires, entrée de l'église Notre-Deme-des-Victoires (Paris et son histoire). «Cycle Monmertre: le quartier de la Goutte-d'0r». 15 h 30, métro Château-Rouge (Connaissance d'Ici et

d'affeurs). «La elècte de Titien», 18 heures, Grand Patais, entrée de l'exposition (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

23, qual de Conti, 14 h 45 : « La transmission de l'écrit au sein de la tradition chrétienne jusqu'à Migne «, par le R. P. Hamman (Académie des sciences morales et politiques).

Calase nationale des monuments hhistoriques, 82, rue Saint-Antoine, 16 heures : « Les acteurs de l'aménagement du paysage », avec M. Corajoud, P., Fustier, P.-A. Lablaude et C. Pattyn (Jeunesse et patrimoine).

(43-64-80-80). Contes d'avant l'oubli ; 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE JACQUES-COURIVAUO (42-06-59-91). Le Sauvage : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89), Rendez-vous rue Wett : 18 h. Belle de Mei. L'Evell des ténèbres : 21 h. dm. 17 h.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33) Les Zappeurs : 20 h 30 et 22 h, dim. 18 h 30 THÉATRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Merri : 18 h. Mademe de Sads : 20 h. Albedo-Solo : 22 h. dim. 17 h.Dim. The Belle of Amberet : 21h.

THÉATRE OE MÉNILMONTANT (46-38-88-60). La Passion à Mériknontant : 17 h, dim. 15 h. THÉATRE MONTORQUEIL (42-71-37-58). Quelque chose de potrá dens le royeums : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Salle Gémier, Leuvis, Carroll et Alice : 14 h 30 et 17 h. Alce: 14 h 30 et 17 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-68-43-60). Grande selle. Demain, une
fenitre sur rue: 20 h 30, dim. 16 h 30. Petite
selle. Teires mortes: 20 h, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉDN
(44-41-36-36). Grande selle. John Gebriel
Bortman; 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE DE NESLE (46-34-61-0-Q. Juste le temps de vous embrages : 19 h.

THÉATRE DE PARIS (48-74-25-37). Héritage: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30. THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). Arlaquin serviteur de deux mattres : 20 h. clm. 16 h 30. THÉATRE DU TAMBOUS ROYAL (48-08-72-34). Etre ou ne pas être file fetale : 16 h, dim. 18 h. La Contre d'hiver : 20 h 45, dim. 15 h.

THÉATRE VALHUBERT (45-84-30-60). Le Roux de l'infortupe : 15 h et 20 h 30. TOURTOUR (48-8-2-48). Vertains: 19 h. Les Petites Ferernes de Maupessent: 20 h 30. TRISTAN-6ERNARD (46-22-08-40). Marc

VARIÉTÉS (42-33-09-92). Thé à la menthe ou t'es cirron : 17 h 30 et 20 h 45, dim., 15 h.

RÉGION PARISIENNE

ANTONY (THÉATRE FIRMIN-GÉMIER) (46-86-02-74). Léonce et Léns ; 21 h. ATHIS-MONS (CENTRE CULTUREL) (60-48-46-18). Ubu : 21 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COM-MUNE) (48-34-67-67). L'Histoire du soldet : 21 h, dim. 17 h. Grande salle, Madame Klein ; 20 h 30, dim. 18 h.

BAGNEUX (THÉATRE VICTOR-HUGO) (47-35-58-73), Las Samedis du fire : 17 h. BEYNES (LA BARBACANE) (34-89-55-99). Match d'improvisation théátrale : 20 h 30. CERGY-PONTOISE (THÉATRE DE L'USINE) (30-37-84-57). Quelques récits d'Antocha Thildhoras : 20 h 30, dim. 15 h.

CHELLES (THÉATRE) (80-08-55-00), Elle et Moi., ; 21 h.

CHEVILLY-LARUE (CENTRE CULTUREL, ANDRE-MALRAUX) (46-86-54-48). Le Nuix juste avent les forêts : 20 h 30. COMBS-LA-VILLE (LA COUPOLE) dim. 17 h.

CORBEIL-ESSORNES (MÉDIATHÈQUE) (64-96-63-67). Bonsoir et mercil ou Non, le thélitre ne remplacera jameis la télévision : 21 h, dm. 17 h.

COURSEVOIE (CENTRE CULTUREL) (43-33-63-62). La Malade Imaginere : 20 h 45. GENNIFIGUE STHEATRIS (47-93-26-30). Le Torrelle : 20 h 30, dim. 18 h 30. Herry VI, Forege des fous : 20 h 30, dim. 18 h Dim. Le Bahédère : 17h. Henry VI, le cercle dans l'eux :

IVRY-SUR-SEINE (THÉATRE) (48-72-37-43). Pour un oui, pour un non : 20 h 30, dim. 18 h. JUVISY-6 UR-ORGE (THÊATRE DE L'ECUPSE) (68-21-60-34), Si je t'oublie, Jéru-selem...: 21 h, dim. 16 h. LE KREMLIN-61CÊTRE (ECAM) (49-60-69-42). La Plus Heuraux des trois : 21 h.

LEVALLOIS-PERRET (LE PETIT THÉATRE) (47-48-18-71). L'Epreuve du fau : 20 h 30. LONGJUMEAU (THÉATRE ADOLPHE-ADAM) (69-08-40-77).Dim. Erün seuls! : 15h. MONTROUGE (MAISON DE L'ACTEUR) H7-35-89-30). Mon tière, mon amy : 20 h 30, din. 16 h. MANTERRE (THÉATRE DES AMANDIERS) 48-14-70-00). Grande selle. Il ne faut jurar de rien : 16 h 30. On ne badine pas avec l'amour : 21 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (48-24-03-83). L'Ours; in Demande un mariego : 20 h 30.

NOISIEL (GRAND THÉATRE DE LA FERME DU BUSSON) (54-82-77-77). Le Maiade im-

potestical (54-52-77-77). La Manada (mi-gratira : 21 h. PALAISEAU (SALLE OES FETES) (80-14-48-56). Timopieca : 21 h.Dira. Aucum polecon ne ni des souvenirs : 10h. RAMBOULLET (THÉATRE DU NICKELO-DÉON, 30-41-82-77). La Moustin : 21 h. RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE) (45-80-79-00). La Théorie de voyage : 20 h 45

SAINT-CYR (ESPACE GÉRARD-PHILIPE) (30-58-45-75). Anne Roumanoff : 21 h. SAINT-DENIS (SALLE DE LA LÉGION D'HONNEUR) (42-43-17-17). L'Indulgence : 20 h 45. SAINT-DENIS (THÉATRE GÉRARD-PHI-UPE) (42-43-17-17). Grande selo. La Procès de Jeune d'Arc : 20 h 45, din. 17 h. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉATRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). Les Fureuze de l'alcôve : 19 h.

SUCY-EN-SRIE (CENTRE CULTUREL COM-MUNAL) (45-90-25-12). Cifine ou l'extraordi-neire épopée de l'erdinand Bardamu : 20 h 45. THIAIS (THÉATRE RENÉ-PANHARD) (48-53-12-14), Popeck : 20 h 30.

VÉLIZY (THÉATRE MUNICIPAL) (39-46-70-29). Match d'Improvisation théarais: 21 h. VILLIERS-SUN-MARNE (BALLE GEORGES-BRASSENS) (43-05-42-82). Las Macloma Trio : 21 h. **CINÉMA**

LES FILMS NOUVEAUX

LES AMIES DE CŒUR. v.o. : Latina, 4- (42-78-47-88); Reflet Médicia Logos selle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34) ; Elyaées Lincoln, 8* (43-59-36-14) ; Gaumont Parnesse, 14- (43-

AVRIL ENCHANTÉ. v.o.: Forum Horizon, 1= (45-08-57-57, 36-65-70-83); UGC Odéon, 6= (42-25-70-93); UGC Odéon, 6· (42-25-10-30, 38-85-70-72); Is Pagode, 7· (47-05-12-15); UGC Champa-Elysées, 6· (45-82-20-40, 36-85-70-88); UGC Opéra, 9· (45-74-96-40, 36-85-70-44); 14 Juillet Bastille, 11· (43-67-90-81); Gaumont Grand Ecran Italie, 13· (45-80-77-00); Sept Parnessians, 14· (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15· (45-75-79-79); v.f.: Français, 9· (47-70-33-88); Las Nation, 12· (43-43-04-67, 36-86-71-33); UGC Gobelina, 13· (45-81-94-95, 38-86-70-45); Gaumont Par-

nasse, 14⁻ (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14⁻ (36-65-75-14); Pathé Cá-chy, 18⁻ (36-68-20-22). DANI. MICHI, RENATO UNO MAX. v.o. : Utopia, 5- (43-26-84-65). LE JEUNE WERTHER, : Gaumont LE JEUNE WERTHER.: Gaumont Opére, 2- (47-42-60-33): Ciné Beauhourg, 3- (42-71-52-38): 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83): UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94, 36-65-70-73): Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08, 36-65-76-08): Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80): 14 Juillet Bastile, 11- (43-57-90-81): Escurial, 13- (47-07-28-04): Gaumont Alésie, 14- (36-66-75-14): 14 Juillet Beaugrandle, 15- (45-75-79-79).

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHARLOT (47-04-24-24)

SAMED Histoire permacente du cinéme ; Hommage à Frank Borzage ; The Land o'fizard (1616), de Frank Borzage, le Pêge (1617), de Frank Borzage, 19 ; Mannequin (1937, v.o. s.t.f.), de Frank Borzage, 21 h.

DEMANCHE Histoire permanante de cinéma : ShowBoet (1961), de George Sidney, 16 h 30 : Hom-mage à Frank Borzege : Silly Jim (1619), de Frank Borzege, 16 h ; The Mortal Storm (1940, v.o. s.t.f.), de Frank Borzege et Victor Saville,

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Maniérismes : Metropolis (1926-1984), de Fritz Lang, 16 h ; Inferno, v.f.), de Dario Argento, 21 li.

DIMANCHE Maniferismes ; les Tusurs (1946, v.o. s.t.f.), de Robert Siodmak, 19 h : A bout portent (1964, v.o. s.t.f.), de Don Siegel, 21 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Les Cinémes de Canade; instent French (1979, v.o. s.t.f.), d'André Leduc, Wating for Caroline (1967, v.o. s.t.f.), de Ron Kelly, 17 ls 30; Pink Komkommer (1991, v.o. s.t.f.), de Mery Newland, Kootenai Brown (1990, v.o. s.t.f.), d'Allen Kroeker, 20 h 30;

DIMANCHE DIMANCHE
Les Cinémes du Caracts : Tables of Content
(1986, v.o. s.t.f.); de Wendy Tiby, My Ameritan Cousen (1986, v.o. s.t.f.), de Sandra Welson, 14 h 30 ; Tearing (1980, v.o. s.t.f.), de
Katherine II, The Gray Fox (1982, v.o. s.t.f.),
de Phillip Borsos, 17 h 30 ; The Hoarder
(1969, v.o. s.t.f.), d'Evelyn Lambert, Sely
Fieldgood & Co (1674, v.o. s.t.f.), de Boon
Collins, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI Ritretti di Rome : Forum des ciné-clubs : l'Eclipse (1962) de Michelangelo Antonioni, 16 h 30 : Bianca (1964) de Narrai Moretti, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE
Ricastal di Roma; le Pisieir de l'hombreté; le
Pigeon (1968) de Merlo Monicelli, 13 h 30;
Profétariet: les Monetres (1963) de Dino Riei,
Menarra Roma (1962) de Pier Paolo Pasolini,
18 h; Bourgeoisies; Boccace 70 (1962) de
Federico Fellni, Merio Monicelli, Luchino Visconia, Vintorio De Sica, Umberto D. (1961) de
Vittorio De Sica, 16 h 30; Actes
d'opposition: Lettre ouverte à un journel du
soir (1970) de Francasco Masselli, 21 h.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR OF MER (v.o.) : Latina, 4-(42-78-47-86) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09).

| A FLEUR OE MEH (v.o.) | Latina, 4| (42-78-47-86) | Studio des Unsulines, 5| (43-26-19-09). |
| L'ACCOMPAGNATRICE | Cinoches, 6| (46-33-10-82) | Grand Pavois, 15| (45-54-46-85). | AGAGUK (v.o.) | Forum Horizon, 1| (45-08-57-57, 36-65-70-83) | 14 Juliet
Oddon, 6- (43-25-69-83) | Gaumont Marignanfeuilla, 6- (45-33-79-38) | Gaumont Marignanconcorde, 8- (43-59-92-82) | George V. 9| (45-02-41-46, 38-65-70-74) | Escurial, 13| (47-07-28-04) | v.f. | Rox, 2- (42-36-83-83, 36-65-70-23) | Salm-Lazare-Pasquier, 6| (43-87-35-43, 38-65-71-83) | Français, 3| (47-70-33-88) | Gaumont Gobelins bis low-Fautente bish, 13- (47-07-55-88) | Gaumont Marignantente bish, 13- (47-07-55-88) | Gaumont, 15| (48-28-42-27) | Pathé Wepler, 19| (38-68-20-22) | La Gambetta, 20| (48-33-10-86, 36-65-71-49) | Antoniha & Jahne (v.o.) | Gaumont Lea
| Halles, 1- (40-26-12-12) | Gaumont Opéra, 2| (47-42-60-33) | Gaumont Houndriguille, 6| (45-33-79-38) | Gaumont Houndriguille, 6-

SANTA SANGRE. (**) v.o.: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Especa Ssint-Michel, 5- (44-07-20-49). UNE SACRÉE CHASINE. v.o. :

imeges d'alleurs, 5- (45-87-18-09).

(43-20-12-06); Psthé Clichy, 18: (36-68-20-22).

BODY (**) (v.o.); Forum Orient Express, 1*- (42-33-42-26, 38-65-70-67); UGC Norwande, 9: (45-63-16-15, 38-65-70-82); v.f.; Paramount Opéra, 8: (47-42-56-31, 36-85-70-16); Pathé Clichy, 18: (36-68-20-22).

BODYGUARD (v.o.); George V. 6*- (45-62-41-46, 38-65-70-44); v.f.; Français, 9: (47-70-33-88); Las Montparnos, 14*- (38-85-70-42).

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (**); Epée de Bois, 5*- (43-37-57-47); Club Gaumont Publicis Medignori), 6*- (42-58-52-73), CHAPUN (v.o.); George V. 8*- (45-62-41-46, 36-65-70-42); Las Montparnos, 14*- (42-33-42-26, 38-65-70-67); Gaumont Opéra, 2*- (47-42-80-33); UGC Biarritz, 8*- (45-62-20-40, 38-65-70-81); UGC Lyon Bassille, 12*- (43-43-11-56, 36-65-70-42); Gusmont Convention, 15*- (48-28-42-27); UGC Medict, 17*- (40-68-00-16, 36-65-70-61).

DES HOMMMES D'HONNEUR (v.o.); Ciné Beaubourg, 3*- (42-71-52-36); Saint-Lambert, 15*- (45-32-91-88).

DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORÈT (v.o.); Ciné Beaubourg, 3*- (42-71-52-36); Racine Odéon, 8*-

Beelbourg, 3º (42-71-02-35); Seant-ampert, 15º (45-32-91-88). DES JOURS ET DES NUITS DANS LA FORET (v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); Racine Odéon, 8º (43-26-19-88); Las Trois Bazzac, 8º (45-81-10-60); La Bastille, 11º (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40). DRACULA (°) (v.o.): George V, 8º (45-62-41-48, 36-65-70-74). DROLES D'OISEAUX): UGC Biarritz, 8º (45-62-41-48, 36-65-70-81). ET AU MILIEU COULE UNIE RIVIÈRE (v.o.): UGC Danton, 6º (42-25-10-30, 36-65-70-68); Publicis Chemps-Blyaées, 6º (47-20-76-23); v.f.: Gaumonx Parnesse, 14º (43-35-30-40). FATALE (v.o.): Choches, 6º (48-33-10-82). FORTRESS (°) (v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57), 36-65-70-83); George V, 8º (45-62-41-48, 36-65-70-74); UGC Normendie, 8º (45-63-18-16, 36-65-70-23); UGC Montparnesse, 8º (45-74-94-94, 36-65-70-14); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31, 38-65-70-13); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59, 36-65-70-43); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59, 36-65-70-44); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59, 36-65-70-44); UGC Gobeline, 13º (45-61-34-95, 36-65-70-44); UGC Gobeline, 13º (45-61-32-12); Le Gambetta, 20º (45-62-41-46, 36-65-70-47); Pathé Wepker II, 18º (36-68-20-22); Le Gambetta, 20º (43-69-10-96, 36-65-70-47); Pathé Wepker II, 18º (36-68-20-22); Le Gambetta, 20º (43-62-41-46, 36-65-70-41); Le Gambetta, 20º (43-63-10-96, 36-65-70-49); George V, 6º (45-62-41-46, 36-65-70-41); Le Gambetta, 20º (45-36-10-96, 36-65-70-41); Le Gambetta, 20º (45-36-10-96, 36-65-70-49); DGC Gobeline, 13º (48-61-34-95, 36-65-70-45); Mistral, 14º (36-65-70-41); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98, 36-65-70-41); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98, 36-65-70-49); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98, 36-65-70-45); Mistral, 14º (36-65-70-45); Mistral, 14º (36-65-70-45); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98, 36-65-70-45); Le Gambetta, 20º (46-36-10-98,

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS Nº 3 (v.o.): Gavmont Hautafeuilla, 6 (46-33-79-38); Caumont Gobelins bis gar-Fauvette bis), 13: (47-07-55-88); v.f.: Montpernasse, 14-(43-20-12-06).

HOFFA (v.o.): Forum Orient Express, 1*-(42-33-42-26, 36-65-70-61); v.f.: Paramount Opéra, 9*-(47-42-56-31, 36-65-70-18).

HOOK (v.f.): 14 Juillet Parnasse, 8*-(43-26-58-00); Cinoches, 6*-(46-33-10-82, HORS SAISON: Epée de Bols, 5*-(43-37-57-47).

HYENES (v.o.): Images d'ailleurs, 5*-

HORS SAISON: Epée de Bois, 5(43-37-67-47).
HYÉNES (v.o.): Images d'ailleurs, 5(45-87-18-09): 14 Juliet Parmasse, 6(43-26-58-00).
IMPTTOYABLE (v.o.): Gaumont Grand Exran
Indie, 13- (45-80-77-00); Grand Pavols, 15(45-64-46-89).
INDOCHINE: Forum Orient Express, 1(42-33-42-26, 36-65-70-67); impérial, 2(47-42-72-52); George V. 6- (45-62-41-46,
38-55-70-74); Saint-Lazare-Pasquier, 8(43-87-35-43, 36-65-71-88); Gaumont Gobeins (ex-Fauvetta), 13- (47-07-55-88); Gaumont Aléxia, 14- (36-65-75-14); Mismar, 14(36-65-70-39); Gaumont Convention, 15(48-26-42-27); Grand Pavols, 15(46-32-91-68); Saint-Lamhert, 15(46-32-91-68); Saint-Lamhert, 15(46-33-388).
L 627: Cinoches, 6- (46-33-10-82).
LIGHT SLEEPER (**) (v.o.): Gaumont Les
Helse, 1- (40-26-12-12); Gaumont MarignarConcorde, 8- (43-59-92-82); Gaumont Permasse, 14- (43-35-30-40).
LIOUBOV (v.o.): Epée de Bois, 5(43-37-57-47).
LINE DE MIEL A LAS VEGAS (v.o.): UCC
MONTENBRASS (**) (45-74-34-54-

(45-44-57-34); UGC Triomphe, 8-(45-74-93-50, 36-65-70-76); Seint-Lambert, 15-(45-32-91-68). MENSONGE : Sept Parnassiens, 14

METASOURCE: Sept Parmessions, 14(43-20-32-20)
LES NUITS FAUVES (*)]: Rax, 2(42-36-83-93, 38-65-70-23); Caré Baubourg, 3(42-71-52-36); UGC Montparmesse, 6(45-74-94-84, 36-65-70-72); UGC Odéon, 6(42-25-10-30, 36-65-70-72); UGC Opfra, 8(45-74-95-40, 36-65-70-72); UGC Copfra, 8(45-74-95-40, 36-65-70-72); UGC Lyon
Bestille, 12- (43-43-01-59, 36-65-70-84);
UGC Goberlina, 13- (45-81-94-85,
36-65-70-45); Mistral, 14(36-65-70-47); UGC Maillot, 17(40-68-00-16, 36-65-70-61); Pathé Wepler I,
18(36-85-70-47); UGC Maillot, 17(40-68-00-16, 36-65-70-61); Pathé Wepler I,
18(36-85-70-47); UGC Maillot, 17(40-68-00-16, 36-65-70-61); Pathé Wepler I,
18(36-85-70-47); UGC Opfra, 9(43-33-42-26, 38-65-70-67); Europa Pannéon (ac-Pathet Parthéon), 5(43-57-90-81); Gaumont Gobelins (ac-Patheter Parthéon), 6(36-65-70-44); 14(43-20-32-20),
ORLANDO (v.o.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36): Epée de Gois, 5(43-37-67-47),
12(43-20-32-20),
ORLANDO (v.o.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36): Epée de Gois, 5(43-37-67-47),
12(43-20-32-20),
ORLANDO (v.o.): Ciné Beaubourg, 3(42-71-52-36): Sudio Galando, 5(43-54-72-71),
PETER'S FRIENDS (v.o.): Forum Horizon, 1(45-08-57-57, 36-65-70-68): UGC Rotonde, 6(45-74-94-94, 36-65-70-73); UGC Biamiz, 6(45-74-94-94, 36-65-70-73); UGC Biamiz, 6(45-62-20-40, 36-65-70-61): 14(45-08-36-36-36-37); UGC Biamiz, 6(45-63-36-36-36-37); UGC Biamiz, 6(45-64-63-36), IGC Rotonde, 6(45-74-94-94, 36-65-70-73); UGC Biamiz, 6(45-63-94-94-94, 36-65-70-73); UGC Biamiz, 6-

Germont Convention, 15 (48-28-42-27).
RESERVOUR DOGS [**) (v.o.): Cirié Beaubourg, 3** (42-71-52-36); Utopia, 5(43-26-84-85); Grand Pavois, 15(45-26-84-85)...
RETOUR A HOWARDS END (v.o.): Epée de
Bols, 5** (43-37-57-47); Gaurront Champs-By'sées, 5** (43-37-57-47); Saint-Lambert, 15**
(46-32-91-88).
RIENS DU TOUT: Cirié Beaubourg, 3**
(42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 6**
(43-26-58-00.)
SAMBA TRAORÉ (v.o.): Utopia 5**

(43-26-58-00).

SAMBA TRAORÉ (v.o.): Utopis, 5(43-26-58-65); 14 Juillet Parnesse, 8(43-26-58-00).

SARAFINA I (v.o.): Images d'ailleurs, 5-(45-87-18-09) LA SEVILLANE : Epés de Bois, 6-

(43-37-57-47); SHMPLE MEN (v.o.): Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); Utopia, 5- (43-26-84-65). LE SOUPER: UGC Montpamasse, 8-(45-74-94-94, 36-65-70-14); UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40, 36-65-70-81). STALINGRAD (v.o.): Gaumont Ambessade, 8- (43-69-19-08, 36-65-75-08).

STAUNGRAD (v.o.); Gaumont Ambessade, 8- (43-59-19-08, 36-65-75-08).

TANGO): Impérial, 2- (47-42-72-52); Gaumont Marignen-Concorde, 8- (43-59-92-82); Les Montparnos, 14- (36-65-70-42).

LE TEMPS D'UN WEEK-ENO (v.o.); Forum Horizon, 1- (45-08-57-57, 36-65-70-83); UGC Danton, 6- (42-25-10-30, 36-65-70-83); UGC Danton, 6- (45-74-94-94, 38-65-70-73); UGC Normandia, 6- (45-83-16-15, 36-65-70-82); UGC Lyon Basille, 12- (43-43-01-59, 36-65-70-84); 14- Juliet Basugrenelle, 15- (45-73-79); UGC Meillot, 17- (40-68-00-16, 36-65-70-81); Lisc Rot, 2- (42-36-83-93, 38-65-70-23); UGC Montparnaese, 6- (45-74-94-64, 36-65-70-14); Sant-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43, 38-65-71-88); Paramount Opdra, 9- (47-42-66-31, 36-65-70-18); Les Nation, 12- (43-43-40-467, 36-65-70-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-84-95, 36-65-70-45); Mistral, 14- (36-65-70-14); UGC Convention, 15- (45-74-93-40, 36-65-70-47); Pathé Wegler II, 19- (36-68-20-22).

THE CRYTING GAMME (*) (v.o.): Cind Beaubourg, 3- (42-71-52-36); 14- Juliet Oddort, 6- (43-93-38-14).

THE UNBELLEVABLE TRUTH (v.o.): Cnf

bourg, 3- (42-71-52-36); 14 Julier Odéon, 6(43-25-59-83); Elysées Lincoln, 6(43-25-59-83); Elysées Lincoln, 6(43-25-59-83); Elysées Lincoln, 6(43-59-38-14).

THE UNBELIEVABLE TRUTH (v.o.): Ciné
Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Lucernaire, 9(45-46-47-34).

THEIMA ET LOUISE (v.o.): Ciné Beaubourg,
3- (42-71-62-36); Cinoches, 6- (46-33-10-82).

TOUS LES MATINS DU MONDE: Ciné
Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Grand Pevois,
15- (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15(45-52-91-89).

UN CEUR EN HIVER: Sept Perressiens, 14(43-20-32-20).

UN LIEU DAMS LE MONDE (v.o.): Latins, 4(42-78-47-86).

UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS (v.o.):
Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); La Pagode,
7- (47-05-12-15); Geumont Ambassade, 8(43-69-19-08, 36-65-75-03); Sept Pernessiens, 14- (43-20-32-20).

UNE ETRANGÈRE PARMI NOUS (v.o.): Forum
Orient Exprass, 1- (42-33-42-26,
36-65-70-67); George V, 8- (45-62-41-46,
36-65-70-74).

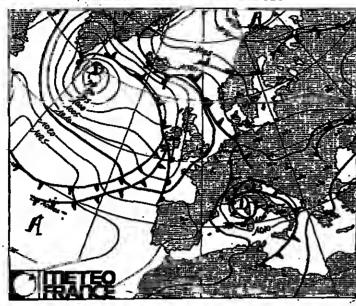
LES VISITEURS: Gaumont Les Halles, 1(40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2(47-42-60-33); Brangne, 6- (36-65-70-37);
UGC Odéon, 6- (42-25-10-30, 36-65-70-27);
Geumont Ambassade, 8- (43-59-18-08,
36-65-70-23): Brangne, 6- (36-65-70-27);
Geumont Ambassade, 8- (43-59-18-08,
36-65-70-28): Publicis Champs-Elysées, 8-

ARIZONA DREAM (v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-25, 38-65-70-67); Bretagne, 6* (38-65-70-37); UGC Darton, 6* (42-25-10-30, 36-65-70-88); UGC Darton, 6* (45-22-40-30, 36-65-70-88); UGC Darton, 6* (45-22-40-30, 36-65-70-88); UGC Opéra, 9* (45-62-20-40, 38-65-70-81); UGC Opéra, 9* (45-62-20-40, 38-65-70-81); UGC Opéra, 9* (45-62-40-40, 38-65-70-41); UGC Opéra, 9* (45-62-40-40, 38-65-70-41); UGC Upor Bastille, 12* (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Upor Bastille, 12* (43-43-04-67, 36-65-71-33); UGC Upor Bastille, 12* (43-43-04-67, 36-65-71-41); UGC Upor Bastille, 12* (43-43-04-67, 36-65-71-81); UGC Upor Bastille, 12* (43-43-04-67, 36-65-71-41); UGC Upor Bastille, 12*

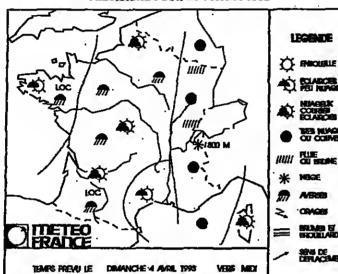
is Month

France in

SITUATION LE 3 AVRIL A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 4 AVRIL 1993



ides ailleurs. - Dens la matinde, nuages at pluies faibles toucheront les régions des Ardemies à l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté, Rhône-Alpes et les Pyrénées. Il neigers un peu sur les Pyré-nées au-dessus de 1 500 mètres, et sur Alpea au-deceus de 800 mètres.

L'après-midi, le ciel restara bouché aur le relief, at les nuages gegmeront la Corse avec encore des ondéss. Sur les régions méditerranéennes, mistral et tramontane sourenus (rafales 60 km/h) dégegeront en général le ciel du Languedon, randis que la Provence et la Cors. d'Azur verront pas mai de nuages.

Sur un grand tiens ovest du pays, après de belles éclaircles en début de matinée, un del de giboulées dominera.

marquées sa déciencheront de la Nor-mandie et du Nord au Centre du pays, avec risque de grête ou de gréss. Au fil de l'après-midi, ce ciel variable avec averses gagnera peu à peu les régions du nord-est du pays.

LEGENDE

THEOREME !

心學問

MIAGEN COURSE ECLARCIES OU COMMEN

NEGE

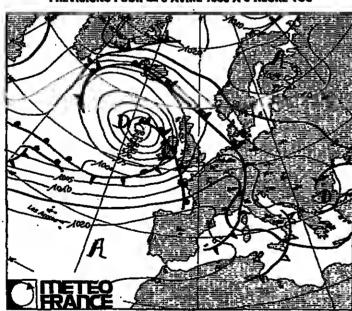
SENS DE

ARRES

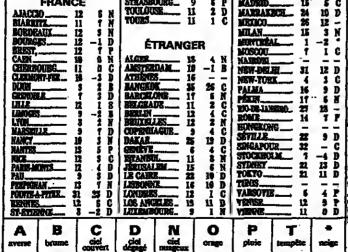
·Les températures sont encore légèrement en dessous des valeurs de saison. Les minimiles seront comprises entre 0 et 3 degrés du Nord-Est aux Alpes, 3 à 5 degrés du Nord au Centre, 4 à 7 degrés sur tout l'Ouest, et 6 à 9 degrés en Méditerranée.

Lee maximales atteindrom 7 à 10 degrés sur les régions du Nord-Est, 10 à 13 degrés du Nord au Centre, 12 à 14 degrés à l'Ouest, et 14 à 19 degrés en Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 5 AVRIL 1993 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - mínima et temps observé Valours extrêmes relavées entre le 02-4-1993 à 18 houres TUC et le 03-4-1993 à 6 houres TUC MILAN ÉTRANGER **LUNUS**



TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour le France : heure lég

Les programmes complets de redio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dirranche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde redio-palévision » : □ Film à éviter ; # On peut voir ; # # Ne pas manquer ; # # Chaf-d'œuvre ou clas

Samedi 3 avril

TF 1
Divertissement : La Pramière Fois. Avec Jean-Pierre Perna Trierry Roland, Christi
Morin, Alain Jérôme. Téléfilm : Engrenage mortel.

De Robert Markowitz.

0.20 Magazine:
Formule sport.
Footbell: champlennet de France; Boxe: chempionnet d'Europe des super-Welters à Soissons, Laurent Boudouani France)-Romolo Casamonica (trafic). De Robert Markowitz.

FRANCE 2

20.50 Divertissement: Aver Gérard Dermon, Walent Leynergie, Fasny Cotterson, André Varchuren, Claude Lelouch, Jacky Sardou. 22.25 Variétés : Taratata.
Emission présentée par Negui Avec Yennick Noeh, Paul Personne, Pow Wow, Au p tit bonheur, Zucchero.
23.45 Journal et Météo.

O.05 Magazine : La 25 Heure.
 Présenté par Jacques Perrin.
 De Nuremberg à Nuremberg, de Frédéric Rosali (version intégrale et inédite).

FRANCE 3

20.45 Téléfilm : La Révolte des enfants. De Gérard Poisou-Weber,

22,55 Journal et Météo. 23.20 Magazine : Repères Invitées : Carole 0.15 Continentales Club.

CANAL PLUS 20.30 Téléffim : Embrasse-moi vite! De Gérard Marx. 21.46 Flash d'Informations. 21.50 Sport: Baxe.
Championnet du monde WBA
millourds, en direct de Levelios-Pernet: Virgs HB EtatsUnis) - Febrice Tinzzo
(France).

0.00 Le Journal du hard. 0.05 Cinéma : Roxy passionnément Film américale, classé : Jacques Remy (1991).

ARTE

20.40 Documentaire : Contes

et comptes de la cour.
D'Elene de Latour. 22.20 Série : Histoires russes. Le Tchékists, téléfilm d'Alexandra Rogojidn.

23.15 Musique : Montreux Jazz Festival. 23.50 Série : Monty Python's Hying Circus (redif.). 0.20 Court métrage : Nikola. De Brine Svit.

M.6

20.40 Táláfim: Le Point de rupture. De Peter Meride. 22,20 Téléfém : La Rage de vivre De John Pasquin.

23.55 Série : L'Exilé. 0.50 Informations: Six minutes

Dimanche 4 avril

TF 1

20.45 Cinéma: La Vache et le Prisonnier. O

22.55 Magazine : Cine dimensite. 23.05 Cinéma : Tuez-les tous et revenez seul. C Film italien d'Enzo Girolani Castellari (1970).

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Abyss. a Film américan de James Cameron (1989). 23.10 Journal et Météo. 23.30 Magazine:

FRANCE 3

20.45 Spectacle : Le Grand Cirque du Bolchol. Présenté per Sergio (2º par

A vos amours. Invité : Philippe Soliens. 22,45 Journal et Météo. 23.10 Cinéma:

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Van Gogh. wwe Film français de Maurice Pis-let (1991). 23.00 Flash d'informations.

L'Equipe du dimanche, Football : demi-finale de la Coupe d'Angletorre, Sheffield United-Sheffield Wenesday, Araenal-Tottenham : Samptions Genes-Inter de Millen, Restert charmionnet université page 1 Bastet, championnet universi-taire emáricain ; demi-finales du NCAA, Kentucky-Michi-ger, North Caroline-Kenese. Boxe, finales du championnet de France ameteur à Rouen,

ARTE

20.40 Feuilleton:
Die Zweite Heimat.
D'Edger Reitz, avec Leszio L.
Kish, Henry Arnold. 10. Le
Fin de l'avenir.

22.55 Cinéma: Les Visiteurs, en Film eméricain d'Elle Kazan (1972).

M 6

20.50 Magazine:

Zone interdite.
Présenté par Patrick de Carolle. Moscou : le marché aox.
femmes; ACT UP : les guerriers du désespoir : Les
enfants soldats au Mozemblque : victimes et bourseux;
Prostitution : la nuit des
mineurs : Les cannibeles de la
confilère des Andes.

22.20 Magazine : Cuffure nub.

22.20 Magazine : Culture pub. Les recettes du talk show. 22.50 Téléffim : L'Amour d'Emmanuelle. De Francis Larol, svec Mar-cella Wallerstein, Georges Lazenby.

0.20 Six minutes première heure. 0.30 Magazine : Noube.

Le Monde DOCUMENTS

HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 : LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les gronds événements de

En vente dans tous les klosques - 20 F

CARNET DU Monde

<u>Décès</u>

- Jean-Yves Le Drian, maire de Lorient, Et son conseil a

M. Yves ALLAINMAT,

survenu le 31 mars 1993, à l'àge de

Un bommage lui e été rendu eu sloa d'honneur de l'hôtel de ville. Salon d'Admineur de l'inder de Vuic.

[Bié le 6 novembre 1906 à Paimpoi (Côtes-d'Armor), d'abord instituteur en Brutagne, puis prefuseur et impactuer pandieur; plus de trante aux dans plusfeurs pars d'Atrique noire, Yves Albainent reeft été maire de l'infant de 1965 à 1973. Ets député FGOS en 1967, hettant Pierre lifesseur, niors rebistre des armées, 6 avait parde son alége en 1962 avent de la retrouver en 1973 et d'être file vice-président de l'Assemblée retinante. Il ne s'était pas représenté en 1978.]

- Bretteville-sur-Odon, Amfreville.

Yvonne Dandurand

son couse,
Jacques et Christiane Dandurand,
Claire, Laure, Benoît,
Raoul et Mario-Thérèse Dandurane
Nicolas et François, ses enfants et petits enfants, font part du rappel à Dieu de

> Michel DANDURAND, agrège de l'Université,

survenu en son domicile à Bretteville-sur-Odon (Calvados), le 2 avril 1993, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obseques religieuses seront célé-brées le lundi 5 evril, à 14 h 30, en l'égise de Bretteville-sur-Odon.

Ni fleurs ni conronnes, des prières.

Il ne sera pas euvoyé de faire-part, le

30, rue des Tilleuls, 14760 Gretteville sur-Odon. Chemin des Jaudets, 14860 Amfreville, 2, rue du 14-Juillet-1789. 78280 Guyancourt.

Pompes funètres Lemerre, 14310 Villers-Bocage. Tél.: 31-77-10-10.

M= Lucie Magnete Chabiron,

son épouse, Jean-Pierre et Anneite Magner née Cheminée,

ee Cheminee, Jacques et Michelle Boulous Bernard et Simone Magnero

Eric, Michaël, Nicolas Magneron, Sylvie Bouloux et Augustin Napoli, Nathalie Bouloux, Emmanuelle Bouloux et Yves Ellien,

Raphaëlie Magneron, ses petits-enfants, Gwénolé et Timothée Napoli,

Amaël Ellien, s arrière-petits-enfants, Les familles Magneron, Chabiron, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul Henry MAGNERON, instituteur bonoraire,

artiste peintre. crétaire du Salon des indépenda-sociétaire des Artistes français, associé national des Beaux-Arts.

le 28 mars 1993, dans sa quatre-vingt-

Les absèques ont eu lieu dans le cimetière familial, é La Goupillère-

« L'Eternel gardera ton départ et ton arrivée dès maintenant et à

« Tu entreras au sépulcre dans la

vieillesse, comme on emporte une gerbe en son temps. »

55, rue de la Chalouère 49100 Angers.

Messes anniversaires

- Le 28 mars 1992

Claude MAXIME

Une messe anniversaire sera célébrée le mercredi 7 avril 1993, à 9 b 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés,

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

PROBLÈME Nº 6011

HORIZONTALEMENT

du côté impair. - II. Esméralde le fut plus par le nature que par le sort. Assure le salut. - III. Pourvurent d'agréables obligations. Transportaient nos pères. - IV. Divinité. Exercice qui ne

peut s'effectuer sans gènes. - V. Moulin è peroles. Champ dans lequel on fait grand battage. Partie d'une boutaille. - VI, Levant et couchent. S'eppa-rente autant à la peste qu'au choléra, Terme .VIII musical. – VII. Infime VIII partie de la Sibérie. Sa perte nous laisse froid. Conjonction. -VIII. Nouvelles, elles sont divulguées par un reporteur. Séperation. — IX. Fut long-retion. — IX. Fut long-remps considérée XIV

comme une promesse XV en l'sir. Traditions. Son foyer accueille surtout les per-sonnes frieuses. - X. En Europe. Amorces moulliéee. - XI. Tel le bols dont on se chauffe. Quelité hautement appréciable. - XII, invi-tait à partir. Est plus fecile à prendre qu'à perdre. Somme que certaines personnes consecrent à leur bienêtre. - XIII. S'applique au strass. Orientation. - XIV. Génie supérieur. Se montrait nue sur le pré (épelé). Doit être ouverte ou fermée. -XV. Fin de participe. Plumitifs primi-

VERTICALEMENT

1. Pāté en « croûte ». Pied tordu. -2. S'égrène à l'office. Ses amou-reux e'anivrent en le caressant. -3. Muecle commsndent certainee enticulations. Ne prend donc pas le chemin de faire. – 4. Modifie une évolution. Terre. Troyen. - 5. Permission de sortie. Accueille parfois des Bordeleises. - 6. Assommant, il finit par andormir. Contrarier les sorreases. - c. Assomment, il finit par andormir. Contrarier les sapiretions de ees prochss. - 7. Guides enjuponnés. Epulsé. - 8. Salon le genre, peut porter la bèque ou pas encore l'aillence. Du poil de la bête. - 9. Met souvent, l'été venu, les fonds à sec. Une d'un mouvement libérateur. Conservateurs auxquels plus d'un ministre doit eon portefeuille. Chef. - Avait peu de valeur pour Néron.
 Explorateur des pôles à la recherche des courants. - 12. Se passe au coure dee repas. Plutôt gris que noir. Conjonction. - 13. Transport explosif. Guindée. - 14. Susceptibles de mettre au partum. Dans une botte. – 15. Invite à ne pas quitter les seux. Se dit d'une terre qui e été remuée. Fait partie des aléas.

* * .

·> ·· .

Solution du problème nº 6010 Horizontalement

I. Amnistles. - II. Souliers. -III. Sumo, Trot. - IV. Alet. he. -V. Sérénité, - VI. Sue. Lerd. -VII. Irisé. Bl. - VIII. Révulse. -IX. Aven. Rémi. - X. Tesson. Es. -XI. St. Epée.

Verticalement 1. Assessinets. - 2. Mouleur. Vét. - 3. Numéraires. - 4. llota. Sensé. – 5. Si. EV.O.P. – 6. Tét. ii. Ume. – 7. Irritable. – 6. Esotéisme. - 7. Plane. isme. - 9. Te. Aisé. GUY BROUTY

•

Le Monde

L'ÉCONOMIE

· · ·

or Many Roy

10 mm

.....

- - - L

OF MANAGE

· -: 11: 11 11 11:11

Une journée de défilés en Europe

Toujours la dette russe

L'évolution des relations de l'URSS, puis de la Russie, avec ses créanciers est un parfait reflet des turnultes de l'histoire récente : les gouvernements étrangers en sont la plus souvent réduits à prendre ecte des bouleversements successifs. Jusqu'en 1991, les créanciers occidentaux maintenzient l'imaga d'un ampire soviétique financièrement puissant et responsable, en dépit de la chute des exportations, des fuites de capitaux, de la désorganisation da la production. «Ce n'est qu'un problème de liquidités. L'Etat soviétique a toujours remboursé ses dettes », répétait-on. Toujours, jusqu'à sa chute. En 1992, force fut de constater que i'URSS eyant disparu, les Républiques n'avaient qua faire du remboursement da sa dette (80 milliards de dollars), sauf pour en faire un sujet da conflit entre elles. Le club da Paris. groupement des Etats créanciers des mauvais payeurs et spécialiste des mantages financiers complexes, tentait de faire face à la situation. Il obtenait des Républiques issues de l'ex-URSS un engagemant à rembourser conjointement ia dette. Le communiqué du 22 juin 1992 fait référence à un

« conseil inter-étatique de contrôle du service de la dette extérieure et de l'utilisation des actifs a. Tout un programme, En 1993, elors que les inquiétudes grandissent eussi vita que chute le cours du . rouble, la club de Paris vient de consentir un traitement extremement evantageux à la Russie. Les remboursements de sa dette extérieure publique l'ensemble de celle de l'ex-URSS - vont être considérablement allégés. Au lieu de 12 milliards de dollers environ, c'est moins de 2 milliards que Moscou versara cette année. Au total, le montant de cette aide indirecte se monte à 15 milliarde de officiellement le club de Paris vendredi 2 avril.

parfait. Il intervient à la veille du sommet Eltsine-Clinton et au moment où, dans toutes les capitales, la question de l'eide à la Russie refait surface. Pour parvenir à ce résultat, Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor français et président du club de Paris, s'est même rendu en Ukraine, ii y e quelques jours, pour imposer un règiement du différend entre Moscou et Kiev. Nul douta que l'accord du club de Paris sera présenté comme un effort . shistorique » d'aide à la Russie. En réalité, les créanciers n'ont pu qu'entériner une situation de fait. Confrontée à des tumuites politiques sans fin et à une crise économique majeure, la Russie ne remboursa plus qu'une partie infime de sa dette extérieure. Même sans accord, elle n'aurait certainement pas pavé daventage dans les ennées à

Le « timing » de l'accord est

FRANCOISE LAZARE (Lire en page 3 l'erticle d'ALAIN FRACHON)

Air France : grève de bsgagistes à Orly. - La directina d'Air France a annuncé, vendredi 2 nvril, que la grève des agents des services commerciaux et des services avions d'Orly-Sud la contraignait à annuler ses vols du lendemain vers l'Algérie, la Tuoisie, le Maroc, le Bulgarie et Newark enx Etats-Unis. Eo ce qui coocerne les Antilles françaises, un vol devait avoir lico samedi 3 avril eu départ d'Orly à destination de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe. Les egents des services commerciaux et des services avinns d'Orly-Sud protesteot contre la mise eo place d'une nouvelle grille horaire.

Les syndicats français ont rassemblé plus de 20 000 manifestants à Strasbourg

A l'initiative de la Confédération européenna des syndicats (CES), qui regroupe 40 organisations syndicales de 21 pays d'Europe, le journée d'ection pour l'emploi s'est traduite, vendredi 2 avril, par des manifesta-tions dans 150 villes européennes qui auraient réuni ceu moins un milfion de traveilleurs ». Outre Strasbourg, les rassemblements les plus impor-tants ont eu lieu à Maastricht, à Milan et à Madrid. En Grande-Bretagne, la grève des mineurs et des employés des chemins de fer coincidait avec ce mouvement. Un errêt de travail de quatre heures a'est produit en Italie et la compagnie aérienne lberia e dù annuler une cinquantaine de vols.

> **STRASBOURG** de notre correspondant

Ils devaient venir à plus de vingt

mille à Strasbourg. Ils n'étaient pas loin de ce chiffre pour manifester enntre le chômage et réclamer l'« Europe sociale». Une pancarte osait même demender la semaine des treate-cinq heures afin de « travailler moins pour travailler tous ». Maigré la pluie, les organisateurs ont voulu donner un air de fête à la manifestatinn, La CFDT avait délégué tambours, trompettes et danseurs puur aoimer le cortège,

qui a parcouru 4 kilomètres dans le quartier où se situe le Palais de l'Europe. Les onvrières de l'usine Grundig à Crentzwald (Moselle) étaient là pour dénuncer le dumping social. Le DGB, la grande centrale allemande, avait envoyé cinq cents militants. Les cégétistes alignaient un numbre comparable de manifestants, ne serait-ce que pour prouver que même s'ils ene sont jamais invités», ils esont toujours là ».

An total, une manifestation bon

enfant qui n'a provoqué ancun incident et sans slogans hostiles, hormis quelques quolibets adressés à François Mitterrand, Jacques Delnrs et Edouard Balladur. Pour Marc Blondel, secrétaire général de FO, l'objectif n'était pas d'envoyer un signal an premier ministre:
« Nous attendons un message de
M. Balladur lorsqu'il fera, la
semaine prochaine, sa déclaration de politique générale devant le Parlement. » Au contraire, Guy Dril-icaud, président de la CFTC, estimait, lui, que les rassemblements du vendredi 2 avril constituaient bel et bien un «message» à l'adresse de Matignon. Jouant de la synthèse, Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, préférait y voir un eclin d'eil ».

Tons se retrouvaient toutefois sur le terrain de la mésiance à l'égard du patronat européen pour dénoncer « les tentations d'opposer les travailleurs les uns aux autres ». Sans jamais douter des bienfaits de la construction communautaire, les

responsables syndicaux français craignent « une Europe qui n'offre aux salaries que les seules perspectives des restructurations jomais finies, avec le chômage et l'exclusion sociale à la clé». « Penser que l'on peut sortir de l'ornière économique et du remue-ménage monétaire par la dérégulation sociale, a affirmé Nicole Notat, est une vision suicidaire. »

Se référant à la charte sociale de décembre 1989 et an protocole social annexé au traité d'Uninn européenne, les syndicats attendent des gouvernements et du patronat qu'ils s'engagent résolument sur la voie de «la garantie des droits sociaux des travailleurs européens» et fassent ainsi échec à l'a Europe sauvage ». Car « l'Europe sociale est pannes. N'y a-t-il pas dix-sept millions de chômeurs dans la Communauté et quarante-sept directives sociales qui sont binquées actuellement par le coaseil des ministres des Douze? «Le comble. a déclaré Marc Blondel, est que celle sur la durée maximale de travail de quarante-huit heures o du mal à voir le jour. »

Il fallait done un « sursout » pour montrer que le social est un « atout » pour la construction communautaire. Les syndicats scroatils entendus à Paris, à Bruxelles et dans les autres capitales européennes? Nombre de manifestants émettaient des proaostics plutôt

Comment desserrer l'étau des

retraites? Depuis le milieu des

années 80, les experts estiment que

le levier le mnins inégalitaire

consisterait à porter progressive-

ment de 37,5 années à 40 ou 42 la

durée de cotisation exigée (2). Tnur

VIVEHENT LA RETRAITE

MARCEL SCOTTO

A l'occasion du désengagement de MB Caradon

La CGIP réussit à stabiliser l'actionnariat de CarnaudMetalbox

Autorisé par ses actionnaires, le 4 mars, à céder sa participation dans CarnaudMetailox, le groupe britannique MB Caradon en a annonce la vente pour 3.911 milliards de francs, vendredi 2 avril, à la CGIP (7 % via sa filiele Orange-Nassau), Parfinance (6 %) et, pour reclessement, à la banque d'effaires SG Werburg (12,3 %). Motivé, selon le directeur général da MB Caradon, Petar Jensan, «par des raisons stratégiques », ce ratrait permet à le CGIP de consulidar son emprisa aur la numéro un de l'ambaliage en Europe.

L'hypothèque pesait sur CarnaudMetalbox depuis sa naissance
nu presque. Depuis que, ea avril
1989, Carnaud SA et Metalbox
Packaging avaient fusinnaé pour
devenir le numéro un de l'embellage en Europe, chacun savait que
les actionnaires français et britannique ae parlaient pas le même
lsngage. La Compagnie géaérale
d'industrie et de participatinn
(CGIP) jouait le long terme quand
MB Caradun pensait se retirer à
son jour et à son heure.

« Des relations personnelles »

Souci de bénéficier de l'actuelle parité entre le franc et la livre? Envie de profiter d'une npportu-nité dans son métier principal, les matériaux de constructioo? Le 15 février, MB Caradon avait fait savoir que le jour et l'heure épicet savoir que le jour et l'heure étaient

l'obstacle co transformant le

régime d'assurance-vieillesse en un

mécanisme « qui pourrait prendre lo forme d'un système par points », « Nous donnons aux Français la

garantie de leur droit à la retraite à

soixante ans. Mois nous voulons

oussi leur permettre, en assounlis

sant les conditions de départ à la

retraite, de choisir plus librement le

moment où ils verdent la prendre.

C'est pourquoi le montant de la

retraite doll être fonction du nom-

bre d'années de cotisation », affirme le projet de l'UPF.

régimes complémentaires, les assu-

rés accumuleraient un capital de points, directement lié à la durée

ple de juuer sur le mootant des

pensinos tout eo désamorçant la

charge symbolique do débat sur

l'âge de la retraite. Reste qu'une

telle réfirme poserait des pro-

blèmes techniques non négligeables - mais pas insurmantables - et,

surtout, exigerait du gonvernement d'Ednuard Balledur qu'il n'hésite

En tout état de cause, un êge de

la retraite «couperet» - avant ou

eprès soixante ans - correspond de

mnins en mnins aux attentes des

Français. Timidement, na cnm-mence à négocier dans les entre-

prises des modes de transition plus

souples entre vie active et retraite.

De même, un pent imaginer que

les salariés puissent « acheter » des

droits à la retraite, par l'intermé-

diaire des caisses existantes (mais à

condition de ne pas «charger la

barque» en souscrivant inconsidé-

rément des engagements qu'il fau-des financer ultérieurement) ou en

créant des systèmes collectifs par

capitalisation. Sans négliger l'éven-

tualité de constituer rapidement

des réserves financières alimentant

Mais le débat sur l'âge de la

retraite ramène inexprablement à

la situation de l'emploi. En effet, si

l'allongement de la durée de cotisa-tion est indispensable pour limiter

la charge qui pèsera sur les actifs, une telle modification aboutirait à

maintenir dans les entreprises des

personnes qui, actuellement, les

quittent à soixante ans. Certes,

dans qualques années, les effets dif-

fêrês de la fin du baby-boom rédni-ront le numbre de jeunes sur le marché du travail, mais, à court

terme, on ne peut négliger le risque de voir les effirts de pérennisation

des retraites engendrer davantage

Consolider les régimes d'assu-

rance-vieillesse passe sans doute

par une conception plus restrictive

du droit à la retraite à soixante

ans. Nécessaire, cette condition ne sera pas suffisante. Il faudra, aussi,

(2) A l'heure actuelle, 60 % des sala-

riés qui partent en retraite ont cotisé pendant plus de quarante aux.

JEAN-MICHEL NORMAND

de chômage.

créer des emplois!

un fonds de garantie.

pas à braver l'impopularité.

Comme c'est le cas dans les

et l'appni de l'ua de ses plus influents banquiers, SG Warburg, pour parvenir à ses fins.

Détentrice d'un droit de préemption sur toutes les actions de MB Caradon, la CGIP – déjà propriétaire de 25,3 % du capital et de 33,45 % des droits de vote de Carand Metaltoy – playet ni les naud Metalbox — n'avait ni les moyens ni le goût de le faire jouer en totalité. Il lui aurait alors fallu lancer une OPA de 12 milliards de iancer une OPA de 12 milliards de francs quand sa propre capitalisatinn boursière ne dépasse pas 6 milliards. Le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) l'ayant autorisée à accroître sa participatinn de 7 % sans OPA (le Monde du 17 février), soa PDG, Ernest-Antoine Seillière, a fait alors avent de les l'avents. a fait alors appel, selon l'expression amusée d'un abservateur, « à des amusee d'un inoscrivateur, «a ues relations personnelles un peu cuhirées à cette occasion»: Paul Desmarais et Albert Frère, partenaires dans la société d'investissements
Parfinance, qui unt pris 6 % des
acrions.

Quant au solde (12,3 % du capital de CarnaudMetalbax) dant M. Seillière faisait « l'affaire du vendeur » (le Mande du 2 avril), SG Warburg s'est chargé de les placer sur le marebé boursier. « Un mètier que les banquiers britonniques pratiquen plus facilement que leurs homologues français, dit-on à la CGIP, ajoutant que le banquier landonieo avait dû, préalablement à la prise, essayer d'en reclasser une partie » auprès d'investisseurs étrangers et d'institutinnnels français dant, dit-on, la BNP et la çais dunt, dit-on, le BNP et la Société générale.

La CGIP, au total, ne fait pas une si mauvaise affaire. Si la bien-veillance du CBV se confirme, il lui en aura coûté 1,082 milliard de francs seulement pour affermir son contrôle sur CarnaudMetalbox.
D'abord, parce que la transaction
s'est faite au prix de 192 fraocs
l'action, prix inférieur au dernier cours de Bourse avant l'annuace de la transaction (voir les pages des marchés financiers). Ensuite, et surtout, parce que, spécialisé dans l'un des rares secteurs industriels à échapper encore à la crise, CarnaudMetalbox affiche toujours une belle santé. Le groupe d'emballage o'a-t-il pas anooncé, mereredi 31 mars, un résultat oet de 976 millions de francs, en bausse de 15 %, pour un chiffre d'affaires de 24,83 milliards?

PIERRE-ANGEL GAY

Numero deux de la location de bateaux aux Antilles

Jet-Sea a déposé son bilan

Jet-Sea, deuxième entreprise de location de bateaux de plaisance aux Antilles, derrière Mooring et devant Stardust, vient de déposer son bilan, evec un passif avnisinant 300 millioas de francs, et a été ciaire par le tribunal de commerce de Pointe-à-Pitre. Employant deux cents persoanes avec un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de francs, Jet-Sea, doat les principaux actionnaires sont MM. Casiro et Asseo, est spécialisée dans la gestion de bateaux (nn peu plus de 200) au profit d'investisseurs bénéficiant du régime de défiscalisation instauré en 1985 par la loi Pons en faveur des DOM-TOM.

Tirant la plus grande partie de ses revenus de commissions sur la veate des bateaux « Pons » aux investisseurs pour le enmpte des chantiers de constructions navales, comme Kirié et Jeantot-Marine, ct souffrant d'une insuffisance d'infrastructure de gestion pour ces bateaux en contrat de locatinn, cette société a été progressivement asphyxiée, d'autant que les achats de coques ont connu ua certain ralentissement. Depuis deux mnis, le personnel était à peine payé, pas plus que les chantiers, qui ont du saisir des unités pour préserver leur gage. Actuellement, l'administration judiciaire cherche des repreneurs, éventuellement Mooring, auméro un mondial de le locatioo de plaisance, et Stardust, filiale du groupe Altus-Fioance (Crédit lyonnais), mais ces deux firmes, peu enthousiastes, examineraient seniement le rachat de navires cas par cas. Cette affaire va soulever des vagues aux Antilles, et donne do travail aux pouvoirs publics, qui voudraient éviter une altération de l'image de la location de baleaux de plaisance dans les îles du Vent.

FRANÇOIS RENARD

Les mécomptes de la retraite à 60 ans

(Suite de la première page)

Le patronat et les syndicats n'accepteront pas facilement d'augmen-ter les cotisations de l'UNEDIC ou celles de l'AGIRC et de l'ARRCO, déjà coafrontées au net ralentisse-ment des recettes. Aussi, les parte-naires sociaux ont-ils fait part de leur intention de se retourner vers l'Etat doot la cootribution à l'ASF oe représente plus que l'milliard de fraocs par an. Mais rien ne dit que le gouvernement acceptera d'apurer les comptes. Ces dernières années, la plupart des pays indus-triels n'ont-ils pas relevé l'âge de cessation d'activité?

Un cocktail explosif

Il faut se rendre à l'évidence. Avec trois millinns de chômeurs, l'imbrication entre politique de l'emploi et financement des retraites est devenue un cocktail explosif. Outils privilégiés de ges-tinn des effectifs (très critique à l'égard de la réforme de 1983, le patronat ne s'est pas privé de l'uti-liser pour opérer, en douceur et à mnindre coût, des suppressions d'effectifs), les régimes de retraite et les mécanismes de cessatinn anticipée d'activité atteignent un seuil de rupture.

Apparaît ainsi la face cachée de la retraite à soixante ans : ses effets positifs sur l'emploi ayant le plus snuvent été annulés par les gains de productivité, les embauches attendues n'nnt pas eu tieu et la collectivité a dù en supporter la charge avec des rentrées de cotisa-tions de mnins en moins importantes. L'essur des « mesures d'age» a encore amplifié cet effet de ciseaux qui, aujourd'hui, met à mal les amortisseurs de crise. Les dépenses budgétaires entraînées par

les préretraites FNE unt décoilé milliards de francs en 1992, 9,7 milliards prévus en 1993), de même que le déficit cumulé de l'UNEDIC (une trentaine de milliards fin 1993) et le besoin de financement de l'assurance-vieil-

Contourner l'obstacle

lesse de la «Sécu». Celui-ci repré-

sente 47 milliards de francs pour la

période 1989-1992.

Selnn une enquête de la Caisse nstinnale d'assurance-vicillesse, seuls 35,4 % des unuveaux pen-sionnés de 1990 exerçaient un emploi avant leur retraite. Les autres étaient inactifs, préretraités nu chômeurs.

à tour, le « comité des sages » de 1987, les rapports du Plan de 1989, l'étade de l'INSEE de 1990 ou le Livre blane de 1991 ont plaidé, mais en vain, en faveur d'une telle modification. Formellement, celle-ci ne remettrait pas en cause le droit à partir en retraite dès soixante ans, mais elle en réduirait sensiblement la portée, car seuls les salariés avant entamé leur vie active avant l'âge de vingt ans (essentiellement des non-cadres, pour simplifier) pourront obtenir dès cet âge une pension à taux plein. Une contradiction difficile à gérer, à ganche comme à droite, où, dans ce domsine, on

PESIN

préfère souvent jouer sur les mots. La plate-forme de l'Union pour la France propose de contnumer

Administration et cabinets ministériels

Les mauvaises surprises de l'alternance

L'alternance politique réserve perfois de mauvaises surprises aux «petites mains» de la République. Dix employés de l'ancien ministère du commarce et de l'artisanat viennent d'en faira l'amère expérience en apprenant, jeudi 1º avril, que leur contrat de travail, qui preneit fin avec le départ de l'ancien gouvernement, pouveit ne pes être renouvelé. Employés pour certains depuis près d'une dizaine d'années dans ce ministère, ces secrétaires, cyclistes, huissiers, maître d'hôtel et autre culsinier étaient depuis charge du commerce et de l'arti-

l'origine – et par une aberration administrative et budgétaire! – assimilés au personnel politique du cabinet du ministre sortent. Ecar-tées par ailleurs de toute mesura de titularisation, ces personnes ne bénéficient donc, de par leur contrat, d'aucune garantia da réembeuche per la nouveau gouvemement. .

Le déménagement rue da Grenella d'Alain Madelin, nouveau

seule carantie qui leur avait iusqu'à présent permis de traverser sans encombre les remaniaments, à savoir qu'ils «faisaient partie des meubles») «Aucune décision n'e encore été prise, assurait-on, vendradi, eu cabinet de M. Madelin. puisque nous ne nous sommes pas encora préoccupés de la nouvelle répartition des agents. »

sanat, a brutalement rappelé à ces employés le caractère aléatoire de leur statut... En les privant de leur

victoire de INDICE CAC 40 I'Union pour le Frence (UPF) nux électione légielntiven et l'errivéa d'Edouard Balladur à Matignon n'ont guère pouasé le

narché à poursuivre sur sa lancée du premier tour. En cinq séances, l'indice CAC 40 avait gagné 3,21 % et, vendredi 26 mars, le volume des transactione eur le marché à règlement mensuel avait pulvérisé tous ses recorde, etteignant les 8,4 mil-liards de francs, à comparer aux 3 milliards enregistrés lors des

Au contraire, la semeine écoulée n'echève sur une perte de 1,72 % at l'Indice de la place française est revenu sous la barre dee 2 000 pointe (1 880,82). Comme si, par sa modération et son calme, la Bourse avait voulu se calquar sur le comportemant du nouveau premier ministre. Ni enthousiasme excessif ni pessi-misme exacerbé, simplement une certaine réserve (+ 0,40 % kındi, + 0,10 % mardi, - 0,22 % mer-credi, - 1,25 % jeudi et - 0,75 % vendredi).

Ce mimétisma a antraîné une cette fois par les résultats décevants des entreprises, et non plus par les troubles monéteires, Le franc n'e pae été attaqué et Il s'est même raffermi durant une grande partie de la semaine face su deutschemark, L'attentisma

2-4-93

1214

2-4-93

Bâtiment et matériaux

2-4-93 Diff.

Diff.

+ 150 - 70 - 2,90 - 0 + 32

Agroalimentaire

Assurances

Groups Victoirs .. SCOR SA

embient devrait durer jusqu'au jeudi 8 avril, jour où le chef du gouvernement prononcera à l'Asgouvernament pronouzza a l'a-semblée nationale son dincours da politique générale, à moine que le marché ne réagisse lundi à la déprime de Wall Street.

L'échec ou le succès de candidats à la députation e eu peu de conséquences diractes eur les valeurs, exception faite da Legris Industries. Lundi 29 mars, l'action s'est appréciée de 8,5 %, saluant ainsi l'élection du président de la société, Yvon Jecob, comme député RPR de Rennes. Meis, vendredi, la valeur perdait 7,2 %, suite à une bainse de 92 % des résultats en 1992. En revanche, le défaite lyonneise d'Alain Mérieux face à Michel Noir n'a eu aucun impact sur l'évolution d'Ins-titut Mérieux.

Au terme d'une série de jour-nées où les sociétés se sont bousculées pour présenter leurs comptes, l'impression domine de résultats sombres et de perspectives pour le moins moros

Déception et spéculation

Lundi, le Crédit lyonneis donnait le ton avec une perte de 1,85 milliard de francs. La récetion du marché fut identique à calla observée pour Suaz, voilà un mois, et Paribas, l'en dernier, à l'ennonce de leurs premiers déficits : une anvoléa des cours du titre. Le certificat d'investissement du Crédit lyonnais gagnait

2-4-93

2 136

3.649 490 1.620 1.600 1.596 722

Electricité et électronique

2-4-93

945 714 16,50

Diff.

3,80

- 10 + 138 + 31 + 44

Distribution

Docks de France.

6.5 % dens un marché fourni (150 000 titres). «L'essentiel du nettoyage, est fait », estiment les gérants, qui ee reprennent à espérer. En revanche, eu cours des journées suivantes, les pertes du papetier La Rochette, les résultats records d'Esso en 1992, equi cachent une année difficile » selon ses dirigeants, ou encore la décieion prise par Saint-Gohain de diminuar nystématiquement ses effectifs pour affronter une délicate année 1883, ont pesé à chaque fois sur les cours. Les décon-

venues d'Eurotunnsi dane sen

relations avec les constructeura

ont de nouveau provoqué de vifs

échanges sur le titre et un net

Des valeurs ont réussi à échapper à cette morosité, en raison de multiples spéculations ou d'ajustements techniques comme pour Saulnea Châtillon, qui sera absorbé par Paribas. Le cours du holding immohilier Olipar s'est subitement emballé, porté par de nombreuses rumeurs. L'une d'entre elles, démentie ensuite, évoquait la recherche d'un cours élevé pour permettre à l'ection-naire principal, Christian Pellerin, de se désengager. Une agitation certaine était observée sur la SPEP, holding de tête du groupe Schneider, en raleon de divere hruita concernant una fusion éventuelle entre les deux sociétés pour éliminer la problème de la décota boursière du titre, Comme tous les holdings, le cours de la SPEP est faibla par rapport à le

Immobilier et foncier

Investissement

et porteseuille

2-4-93

2-4-93

DIN.

4.90

10 35. 3 4.60 36 7,80

10 5,10

48,50 4,90 6,70

Balse %

Pétrole

CBI Inf. c. 4,40 F Clab Midditornum Dauphin Ota Gindr. des assax

ou indexé

9,80 % 1978 ___ 9 % 1979 ___ 10,80 % 1979 _

Valeurs à revenu fixe

valeur de son seul actif Schneider. Les dirigeants de le SPEP indiquaient, jeudi, qu'eucun e élément quaent, jauta, qu'eucan constant précis » ne permettant à ce jour de «préjuger » du résultat des études engagées «pour atténuer ou sup-primer la décote boursière du

Les transactions étaient four-nies autour de Camaud Métalbox, elimentées par des epéculations concernant le prix de vente des 25,3 % détenus par MB Caradon. La cession s'est concrétieée en fin de semaine (fire en page 15). Vendredi, la cession, à un prix de 192 francs l'action, da 7 % du capital à la CGIP e entraîné un recul du titre (- 4.5 %) qui est revenu à 208 francs.

Une recrudescence des échangas autour da Suez éteit auesi enragistrée, Ramannaga, arbitrage? Les enalystes constataient que ce mouvement e connu un pie mereredl, jour de l'échéance das options sur la CAC 40. Or Suaz entre pour 3,85 % dans la composition de cet indice.

Enfin, evec le printemps errive saison des entrées (Hermès la 3 juin sur le eecond marché) et des transferts. Lapevre passera le 25 evril du second merché à la cote officielle. Cette menuiseria industrielle rejoindra le marché à règlement mensuel un an à peine après son arrivéa en Bourse, Una performance rare qui conforte la caractère unique de Lapeyre... vanté par sa publicité.

DOMINIQUE GALLOIS

2-4-93

205 390

Métallurgie, mécanique

Mines d'or, diamants

4-93

138,30 40,70 90 48,80 12,30 19,10 25 31,50

2-4-93

2-4-93

Transports, loisirs, services

2-4-93

874 184 1306 201,80 415 335,80 396 253 253 253 253 406 478,50 578

90,95 NC 101,23 5440 99 97,75 96,2 99,1

Sicomi ou ex-sicomi

90,50 368,60 287,50 750 612 262

DHf.

+ 9,80 + 5,70 - 1,50 + 0,90 - 0,20 + 2,90 + 3,15 + 2,70

Diff.

0,10 18,90 12,50 49 7 0,20

Diff.

+ 3 + 10 + 1,50 + 24 + 21 + 4 - 5

Diff.

+ 0 + 0,3 NC + 0,52 + 50 + 0

+ 0,3

NEW-YORK

Après uoe semaioe calme, la tendance s'est hrutelement dégradée à Wall

Street, entraîneot au terme des einq

En fumée

au terme des einq séances un recul de 2 % du Dow Jones. Vendredi 2 avril, les investisseurs ont réagi négativement eux chiffres du chômage (22 000 emplois perdus), à la nette remontée des taux d'intérêt sur le marché obligataire, certains redoutant même une résurgence de l'infation.

Mais, c'est surtout Philip Morris. l'une des trente valeurs entrant dans la compositioo do Dow Jones, qui a marqué la journée. La décisioo de ses dirigeants de bais-ser les prix des eigarettes pour maintenir leurs parts de merché, quitte à diminuer les profits, a dérouté les gestionnaires. D'autant que cette mesure devrait entraîner un recul de 40 % du résultat d'exploitation en 1993, provoqué prin-cipalement par la baisse des prix de la marque Marlboro. L'action Philip Morris e alors ehuté de 23,5 %, passant de 64 5/8 à 49 3/8.

A mi-séance, le Dow Jones perdant plus de 50 points, le coupe-eircuit e été déclenehé. Insteurée après le krach de 1987, cette procédure de restriction des ordres liés aux arbitrages sur indice est desti-née à éviter tont emballement des systèmes informatiques. En inter-rompant momentanement les tran-

sactions, elle permet aux investisseurs de se ressaisir. Dans un marché oerveux, où 325 millions de titres ont été écheogés, le Dow Jones perdait finalement 68,63 points (-2 %) à 3 370,81. Les valeurs en baisse ont été quatre fois plus nombreuses que celles en hausse, 1 627 contre 388, alors que 470 ections sont restées inchan-

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, e rebondi à 7,05 % contre 6,96 % jeudi soir. Indices Dow Jooes du 2 avril :

3 370,81 (c.3 439	,98).	
	Cours 25 mars	Cours 2 avril
Alcoa ATT Booking Chase Man. Bank Du Post de Namours Eastman Kodak Econ Ford General Electric General Motors Goodyer IBIM TTT Mobil Oil Piger Schkumberger Tensco	68 5/8 5/8 35 1/2 49 1/8 55 3/4 55 3/4 52 3/8 58 1/8 91 3/8 79 7/8 58 3/8 58 1/2 63 1/4	64 1/2 56 5/8 34 1/2 33 3/4 48 5/8 52 1/2 66 1/4 91 1/4 37 1/4 34 52 5/8 79 3/4 56 3/4 56 3/4 56 3/4
UAL Corp. (ex-Allegis) Union Carbide United Tech Westinghouse Xerox Corp	122 1/4 17 1/4 47 1/8 15 1/8 83 1/8	122 5/8 17 3/4 46 5/8 14 1/2 81 1/4

TOKYO

Vague d'optimisme

La perspective d'un veste pleo de relance de l'économie japonaise a provoque en fin de semaine une vague d'achats d'investis-seurs privés et insti-

lutionnels à la Bonrse de Tokyo, portant le volume d'échanges à son plus haut oiveau depuis quarante mois L'in-dice Nikkei, pour sa part, s'est affiché à son plus haut niveau dépuis un an à 19 446,94 poiots, co hausse de 658,24 points (+ 3,5 %)

Une vague d'optimisme a envahi le marché, veodredi 2 avril, dans l'ettente du plan de relance du gou-vernement jeponais à la mi-avril, décrit jeudi par le premier miois-tre, Kiichi Miyazawa, comme le

plus important jamais lancé. Les iovestisseurs étrangers et japonais ont mené la heusse, ali-mentée d'eutre part par des capitaux du marché obligataire en quête de meilleurs placements. Les échenges ont porté quotidiennement, en moyenne, sur 600 mil-lions de titres jusqu'à jeudi, avant de s'envoler à 1,54 milliard de titres veodredi, stimulés par les

la moyenne quotidienne sur l'ensemble de la semaine a atteini 843,3 millions de lifres contre 466,8 millions de titres la semaine precedente. Nippon Telegraph and Telephone, qui devrait bénéficier du programme de reladed a mené la hausse. Les aciers et équipements

déclarations du premier ministre. Il

s'agissait du volume d'échange le

plus élevé depuis le mois de novembre 1989. En conséquence,

électriques oot aussi été très demandés. La termelé do yeo tace a u dollar en haisse a pesé sur les valeurs orientées à l'exportatioo, comme les électriques. lodices du 2 evril : Nikkei 19 446,94 (c. 18 788,70); Topix

1 526,3! (c. 1 428,20).

	Cours 26 mars	Cours 2 avril.
Affirmation	1 240 1 300	1 290 1 340 1 410
Fuji Bank	2 020 1 410 1 190	2 010 1 490 1 230
Mitsubishi Henvy Sony Corp Tovota Motors	600 4 230 1 450	4 320 1 510

Déconvenue de Wellcome + 0.6 %

Grande-Bretagne, le marché a réagi su jour le jour.

ont, une fois de plus, été particulièrement exposées. Wellcome, qui avait perdu 94 pence la semsine précédente, a chuté de 102 pence su pplémentnires à 692 pence (-12,8%). Ce laboratoire a notamment ebandooné 51 pence ven-dredi en réaction à l'arrêt de l'essai franco-britannique Concorde sur les effets de l'AZT encz les per-sonnes infectées par le sida.

Indices «FT» du 2 avril : 100 valeurs 2 869,9 (c.2 852,9); 30

valeurs 2 223,4 (d'Etat 97,1 (e.96 125,9 (c.109,4)	c.2 214,(i,34); m	ines d'or	
	Cours 26 mars	Cours 2 avril	1
Allied Lyons	5.72 3.04 5.94 4.84 10.83 5.95 28.45 11.92 13.80 n.72	5.80 2.95 6,08 4,88 10.55 5,82 26,45 11,68 13,45	

FRANCFORT Calme + 0.02 %

La Bourse de Franefort a retrouvé son caime cette semaine, en l'absence de stimulants déterminants, et l'indice DAX e terminé pratiquement inchangé. L'absence l'amélioration conjoncturelle, mise en évidence par les coquêtes des instituts économiques, la poursuite de la baisse de la production indus-trielle (- 1 % en février par rapport à janvier en Allemagne de l'Ouest) et un taux d'inflation de 4,3 % en mars en glissement annuel (+ 0,4 % par rapport à février), supérien aux attentes, ont pesé sur les tran-sactions. « Il n'est toujours pas possible de voir le fond », a estimé la Bayerische Vereinsbank.

La Westl.B juge que e les espoirs de baisse des toux d'intérêt allemands, qui avaient soutenu le mar-ché allemand des actions tout au long des semaines précédentes, s'étont provisoirement offaiblis et les stimulants d'ordre fondamental se faisant rares dans la conjoncture présente, le potentiel de hausse du marché paraît plutôt restreint dans une perspective à courte durée ».
Indice DAX du 2 avril :

1 661,75 points (c. 1 661,29).		
	Cours 26 mars	Cours 2 avril
AEG BASF Beyer Commercianic Deutschebenic Hoseinst Karstado Magnesman Slemens Volloswagen	171,90 236,40 270,20 293 702 254,10 \$16,50 249 630 311	186,50 237,50 276,30 298 699 250,40 512 256,50 638,50 307,80

248 537 94,70 1118 1890 1540 360,90 986 156,30 730 200 417 320 447 666 541 528 541 880 4 885 305,20 294 3 240 677 195 + 169,60 710 369 1 074 38,5 960 450,5 142 1 215 363,8 319 497 228 5 426 + 29 + 2 - 57 - 1,30 - 8,40 + 210 - 42 + 20,50 - 3,40 + 21 - 5 - 0,20 + 39 - 6,50 + 25 442 + 315 -295,70 + LES PLUS FORTES VARIATIONS VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RIM DE COURS HEBDOMADAIRES (RM) Chimie Nombre de titres 2-4-93 Ditt. cap. (MF 768 - 12 1 003 - 31 399,80 - 50 171,70 - 7,40 815 + 31 584 - 1 635 + 86 562 + 2 1 206 + 24 1990825 2868700 1319250 1 (196 554 1 (192 475 1 (194 506 1947 186 753 075 750 190 675 900 632 242 586 136 560 122 846 540 2868700 3418376 366 676 3237706 767105 317850 1144880 564080 963230 963230 4264270 1640075 Crédit LCL Fr. ... Sodoro Schoolder Consommation non alimentaire 704757 2-4-93 Diff. 1117 1256 260,10 608 287 739 462,90 740 1169 96,50 LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs) 26-3-93 | 29-3-93 | 30-3-93 | 31-3-93 | 1-4-93 3 185 689 4 104 599 4 076 845 2 890 333 Comptent R. et obi. 31 233 888 26 346 838 44 562 965 31 679 881 33 988 846 169 781 158 257 211 500 167 093 39 905 926 29 702 308 48 825 821 35 968 327 37 046 272 1460 427 INDICES CAC (du fundi au vendredi 29-3-93 30-3-93 31-3-93 1-4-93 2-4-93 544,5 (base 100, 31 décembre 1987) DHT. 2-4-93 Indice CAC 40 . 2 033,86 | 2 035,91 | 2 031,38 | 2 005,89 | 1 990,82 7,10 3 476,40 527 MATIF Notionnel 10 %. - Cotation en pour Nombre de contrats : 101 363 environ **ÉCHÉANCES** COURS JUIN 1993 SEPT. 1993 DÉC. 1993 117,28 117,16 Premier. 117,40

117,44

119,64

Crédit et banques

1239 327 219 250 1114 392 633 1337 636 1294 262 565 345

14

547,3 | 545,3 | 543,2 | 539,1

MARS 1993

117,10

117,50

LONDRES

Le marché est resté prudent. dans l'attente de la confirmation de la fin do la récession en Grande-Bretagne. L'indice Fontsie des cent grandes valeurs e gagné 17 points à 2 869,9 points, sa première hnusse hebdomadaire en quatre semaines. En l'absence de résultats de sociétés ootables et d'indicateurs économiques qui auraient pu confirmer la reprise en

Les valeurs pharmaceutiques

11,85 11,92

Dans l'attente des nouveaux emprunteurs

ordinairement animé sur le marché international des capitaux où le volume des nouvelles émissions a atteint des montants records. Pour et qui est de l'euromarché propre-ment dit, le total des opérations nou-velles a dépassé de 80 % celui pour-tant élevé du dernier trimestre de fant cieve du dernier trimestre de l'an passé. De janvier à fin mars, il a été émis pour plus de 118 milliards de dollars d'euro-obligations selon les statistiques compilées par la BHF-Bank de Francfort, qui ont le mérite de refléter de manière incontestable l'évolution du compartiment de l'euromark. La mannaie allemande a servi à libeller plus de 20 % des opérations lancées depuis le début de l'année. Elle n'est devancée que par le dollar des États-Unis dont la part représente un tiers du total. En troisième et quatrième position viennent la livre sterling et le dollar canadien avec environ 11 %. Suit le yen (9,4 %) et le franc français (7,4 %).

100 mm

Parage.

1746,800

400 000

- 11 11 and the second section.

> . A**

97.00

AMERICANIANA (

1 7

NAMES OF THE

3,1700

 $= \partial_{z}\theta_{z}^{3/5}$

11. 12.

misme

De nombreux spécialistes unt de la peine à imaginer que la cadence se maintienne ces prochains mois, estimant que besucoup d'emprunteurs, parmi les plus importants, ont déjà réalisé la majeure partie du pro-gramme qu'ils s'étaient fixé pour l'année entière. Ces débiteurs avaient hâte de mettre à profit une conjoncture particulièrement favora-ble où se combinaient une foule d'éléments, comme la baisse prolon-gée du niveau de l'intérêt à long terme en Europe continentale ou les perspectives de redressement de la valeur extérieure d'une monnaie comme la livre sterling.

Cela étant, il fant également compter avec tous ceux qui, n'ayant pas des besoins considérables, ont pu se permettre d'attendre que les rendements aient suffisamment baissé à leur goût avant de solliciter le marché. La Norvège est au nombre de ceux que rien ne presse vraiment et qui, après Paques, pour-raient tirer parti de la situation, D'autres pays ont pour politique d'étaler sur toute l'année leurs appels au marché des capitans. Cer-tains, comme la Belgique, établissent longtemps à l'avance me sorte de calendrier qu'ils respectent d'assez près. D'autres, comme le Danemark, agissent au fur et à mesure et récuaminent la situation tous les trois mois. L'un et l'autre envisagent de lever des finads sur l'enromarché avant l'été. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

> Une province chinoise :

A tous ces emprunteurs réputés et confirmés vont s'en signiter d'autres qui sont mains expérimentés, dont le crédit est parfois discuté mais qui sont en train de s'affirmer. Les débisont en train de s'antimet. Les deoi-teurs d'Amérique latine qui se retrouvent en foule sur les marchés du dollar témoignent bien de cette tendance. Il est probable que la Chine se distingue prochainement. On parle beaucoup d'un euroemprunt qui, à la fin du mois, pourrait ètre lance pour le compte d'une de ses plus riches provinces, celle de Guandong.

Pour ce qui est des débiteurs fran-cais, leurs dernières opérations en devises n'atteignent pas des mon-tants très importants. Un départe-ment vient de se poster sur le mar-ché suisse des capitaux. Il s'agit des Hauts-de-Seine dont e'est la pre-mière émission étrangère. La dette de ce département est très appréciée. Les principales maisons d'évaluation de crédit lui décernent leur meilleure note. D'une durée de dix ans. l'afnote. D'une durée de dix ans, l'affaire porte sur 40 millions de francs suisses, soit à peine 150 millions de francs français. Il faut compter en monnaie hexagonale car le département a conclu avec l'Union de banques suisses un contrat d'échange, de façon à obtenir le produit de sa transaction en francs français. Le tout est très économique pour un emprunt d'une taille aussi faible et donc peu liquide. Il n'en coûte aux Hauts-de-Seine qu'une soixantaine

de points de base de plus que ce que rapportent les bons du Trésor de même durée. On attache beaucoup d'importance à cette transaction car c'est la scule de l'année à avoir été émise par une collectivité locale

Le marché de l'eurofranc français a accueilli deux signatures françaises ces derniers jours. Le Crédit national a remporté un beau succès en proposant des obligations qui vien-dront à échéance dans trois ans. Les titres de courte durée sont actuellement très recherchés par les investis-seurs qui savent que si le loyer de l'argent baisse prochainement, comme chacun l'espère, ils en bénécomme chacun l'espère, ils en béné-ficieront besneoup plus que ceax de longue durée. La Banque nationale de Paris, qui dirigeait cette apéra-tina, en a rapidement angementé le montant de 1 à 1,5 milliard de francs. An départ, les investisseurs étaient assurés d'an rendement de trente huit points de base supérieur aux fonds d'État. En fin de semaine, la marce avait diminué à trente-ouala marge avait diminué à trente-qua-tre points.

La seconde opération, qui a pour débiteur la Caisse autonome de refi nancement, est d'un genre tout à fait différent. Sa durée est de huit ans et sa rémunération ne sera versée qu'i l'échéance avec le remboursemen du capital. L'emprunteur s'est ainsi procuré i miliard de francs environ et il aura à rembourser, en l'an 2001, 1,8 milliard de francs. Le coût de son opération, exprimé en rendement annuel, est de 7,38 %, ce qui l'est primes de 1,38 %, ce qui l'est primes de 1,58 %, ce qui l'es n'est vraiment pas élevé, la diffé-rence avec les fonds d'Etat comparables n'étant que de onze points de base. Cette transaction était dirigée par le Crédit commercial de France. On s'attend maintenant à une réouverture da compartiment des emprunteurs étrangers en francs. La Communauté européenne du char-bon et de l'acier pourrait se présenter cette semaine déja on immédiatement après Paques.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar attaqué, le franc raffermi

Rien ne pouvait être meilleur pour le franc français que la désignation d'Edouard Balladur comme premier ministre et la nomination d'Edmond Alphandéry comme ministre des finances, tous deux chauds partisans de l'Europe et du franc fort. De plus, la rapidité de la constitution du nou-veau gouvernement et l'élection au perchoir de Philippe Séguin, adversaire du financ stable – ainsi neutralisé – ont fait bonne impression sur les milieux financiers internationaux, de même que le projet de donner son indépen-dance à la Banque de France, à l'imita-tion du statut de la Bundesbank. A cet card, certains restent perplexes sur la composition du futur conseil de l'institut d'émission. En Allemagne, la majorité de ce conseil est détenue per les présidents des banques centrales des régions (Länder), enités de plein exercice avec confenent et estretif cice avec parlement et exécutif.

En France, un projet de l'UDF parle en reance, de projet de l'ODF parie d'« experts». Lesquels et avec quelle amonté? A Franciort, on glose sur le thème: « Il faudra que vous apprenien à être indépendants...» Une petite nubre au tableau a été jetée avec l'ajournement de la visite de M. Ballador de despeciée (Vol.) dur an chancelier Kohl, repoussée au dur an chanceler kont, repoissee au 22 avril pour cause de ecure d'amaigrissement », alors que cette visite devait être benacoup plus précoce. Un tel retard explique que le cours du deutschemark à Paris ait commencé à fléchir mardi et mercredi, revenant de 3,40 à 3,39 francs, pour se raffermir mo ceu plus par le suite. un peu plus par la suite.

Le raisonnement du marché est le suivant : M. Balladur obciendra sans

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 MARS AU 2 AVRIL 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

D.mark

| 240 | 150 | 250 | 174 | 176 | 157 | 167 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250 | 250

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 avril 1993, 4,7502 F contre 4,76824 F le vendredi 19 mars 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

\$ E.U. Franc Franc stisse

doute une réaffirmation solennelle du mise en flottement qui a suivi. la lin soutien inconditionnel de la Bundes-bank au « franc fort»: c'est son interêt et, surrout, celui de l'industrie alle-mande. Quant à arracher à ladite Bun-desbank une baisse plus rapide de ses desbank une baisse plus rapide de ses tant directeurs, c'est une autre affaire, et tout échec serait très mal interprété par les marchés. L'enjen des prochaines semaines est donc capital, ce qui explique l'attentisme pradent de la Banque de France et sa réticence à abaisser ses taux directeurs. Ses réserves de devises n'out été rétablies qu'à hauteur de 65 milliards de francs, après des sorties de plus de 150 milliards de francs à la fin de l'année, sans changement au 25 mars, d'une changement au 25 mars, d'une sernaine sur l'autre.

> La lire an plus bas

Mais la principale raison du léger raffermissement du cours du mark à Paris, au voisinage de 3,3980 francs à la veille du werk-end, est dû, bien plus, à la fermeté du deutschemark par rap-port à un dollar en pleine déroute, et, surtont, aux attaques contre les mon-naies faibles de l'Europe, la lire, la peseta, et maintenant le franc belge.

La monnaie italienne, déjà affaiblie par la crise politique dans la péninsule et, en dernier lieu, par la mise en cause de M. Andreotti, a reçu un coup sup-plémentaire avec la montée du deut-schemark, qui a battu tous ses records à Milan, avec un cours de 1 005 lires pour 1 deutschemark. Depuis sa déva-fuation à la mi-septembre 1992 et sa

s'est dépréciée de 25 % par rapport au franc et au deutschemark, la hausse de la devise allemande et de notre monnaie à Milan atteignant 31 %, un cauchemar pour nos exportations. Vendredi matin, le très respecté Carlo Ciampi d'Azeglio, gouverner de la Clampi d'Azegno, gouverner de la Banque d'Italie, la «conscience du pays», a rendu visite au président de la République, M. Scalfaro, qui l'aurait consulté sur les conséquences d'une éventuelle période sans gouvernement à Rome. A Madrid, la Banque d'Espagne a soutenu la peseta, affaiblie par l'eatrée de l'économie hispanique dans la récession.

Quant au dollar, il souffre un peu de tout : la lenteur avec laquelle l'Alle-magne abaisse ses taux (contrairement aux espoirs du début de l'année), les mauvais chiffres du chômage (perte de 22 000 emplois en mars). Autre fac-teur non négligeable : la lassitude des opérateurs (traders); le cours du dollar n'a pas franchi le 1,68 deutschemark et les achats spéculatifs coûtent cher à financer. En fin de semaine, le «billet vert» est revenu de 1,6350 DM à moins de 1,60 DM et de 5,55 francs à 5,42 francs, après avoir muché 1,5850 DM et 5,3850 francs.

Pour l'instant, la belle mécanique de la hausse de la devise américaine est

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN avril 1993 PLACE Liere \$ E.U. France français France colsses D.mark being France being Floric line Lire legisteme Localina — 1.5300 £.2250 2.4484 \$9.3064 2.7441 2401.17 New-York _ 1.4890 7.9599 2.2506 2.4315 \$0.1644 \$2,7338 £09.44 New-York _ 1.4890 — 18.4902 \$1,7277 \$0.2590 3.0414 \$5,7559 £09.44 _ _ 1.4890 — 17.9099 \$6.1994 \$1,2370 2.9682 \$4,662 £1,002 _ _ 2.2596 5.6300 — 367,8843 339,8119 16.4842 392,2874 1.410 _ 2.2596 1.5315 27.3332 — 92,5975 4,4906 82,2357 1.5875 _ 2.2596 1.5315 27.3332 — 92,5975 4,4855 82,3257 1.5877 _ _ _ _ _ _

Taxos calculos per respont sus cours estimade de la Berque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Céréales: Moscou sème la pagaille

tique garde, en dépit de ses fragili-tes et de son absence de solvabilité, une place prépondérante sur le mar-chè des céréales. La fermeté actuelle des cours du blé et de l'orge en est si besoin en était.

Alors que les perspectives s'ouvrent sur un excédent mondial de blé pour la campagne 1993-1994, selon le Conseil international du blé, et que le surplus par rapport à la consommation devrait augmenter cette année d'un million de tonnes, les opérateurs demeurent sereins. La raison de cet optimisme dans ce contexte de morosité? La reprise probable des exportations améri-caines vers la Russie, qui fait pour-tant figure de château de cartes branlant. Les Etats-Unis sont bien placés pour connaître la situation de l'ancien bloc soviétique. Le département américain de l'agriculture (USDA) a publié récemment des estimations sur la production de la Communauté des Etats indépen-dants (CEI)... et sur la baisse de ses importations. Les Républiques devraient récolter 90 millions de tonnes de blé contre 73,45 millions en 1991-1992 et 93,6 millions de tonnes de céréales secondaires contre 77,44 millions l'année dernière. Ce n'est certes pas l'autosuffisance, mais une progression vers une plus

Ce ralentissement de la demande est d'antant plus attendu que les pays de la CEI sont à cours de devises. D'ores et déjà, l'USDA sait

PRODUITS	COURS DU 2-4
Cuivre h. g. (Louins)	1 436 (- 28)
Tross mois	Livres/tome
Almainiam (Lookes)	1 147 (- 16)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Lendres)	6 148 (- 29)
Truis mois	Dollars/tonne
Sacre (Pain)	382,30 (- 0,6)
Mai	Dollars/tonne
Call (Londred)	868 (- 52) Dollars/tonne
Cacao (New-York)	900 (+ 3)
Mai	Dollars/tonge
Blé (Chicago)	354 (+ 12)
Mai	Cents/bousseau
Malia (Chicago)	230 (+ 2)
Mari	Conts/boisseau
Soja (Chicago)	187,60 (+ 1,8)
Mai	Dollars/t. courie
Pitrole (Leaders)	19,04 (+ 0,31)
Breat mai	Dollars/baril
1 1/4	13 1-21-11

Le chiffre entre parenthèses indique la

devraient pas dépasser 15,5 millions de tonnes au lieu des 16,5 millions de tonnes prévus et des 22 millions de tonnes récliement effectués sur les campagnes 1991-1992. Même phénomène de baisse sur les estimaphénomène de baisse sur les estima-tions des échanges de céréales secondaires qui devraient s'établir à secondaires qui devraient s'établir à 10,5 millions de tonnes contre 10,8 millions de tonnes le mois précédent et 17 millions de tonnes la saison dernière. L'USDA explique cette diminution précisément par des a incertitudes concernant les ventes des Etats-Unis, du Canada et de la CEE, en raison des récents problèmes de crédit de la Russie notamment ». notamment ».

Apparente réanimation

Alors, que font les Etats-Unis de ces excèdents? Ils donnent du bié et du riz à la Russie, pour une valeur de 102 millions de dollars, ainsi que du mais, pour une valeur estimée à 19 millions de dollars, dans le cadre du programme «Food For Progress». Et, aussitôt, les cours s'anigress». Et, aussitot, les cours s'ani-ment, ragaillardis par les réceates déclarations de Mike Espy, secré-taire à l'agriculture, qui ne manque pas de souligner : « Ces dons illus-trent notre intention de maintenir la présence des produits agricoles amé-ricains sur ce marché important. » Les conditions logistiques de cet afflux de marchandises out été aussi afflux de marchandises out ete aussi-portées à le connaissance de la presse : les États-Unis prendront à leur charge les frais de livraison jus-qu'aux ports russes et la Russie, quant à elle, se verrs confier le slockage et de la distribution à l'in-térieur du pays.

En réalité, ces dons camouflent ce que la conjoncture peut avoir d'in-quiétant. La CEI duit aux Etatsquiétant. La CEI dnit aux Etats-Unis 500 millions de dollars, et les Américains avaient suspendu, depuis le 1º décembre 1992, leurs ventes de produits agricoles effec-tuées dans le cadre d'un programme fédéral. Ils n'étaient pas seuls dans ce cas, les Australiens avaient agi de même en août, suivis des Cana-tiens Mais selon toute annatence. diens. Mais, selon toute apparence, tel est puni qui croyait punir: les Américains montraient des signes de grande inquiétude devant l'absence de réaction de Moscou et plus encore devant ces tonnages dont ils étaient encombrés et qui auraient

dil se trouver en Oural. Après une période de calme, l'ini-tiative américaine à l'égard de la Russie a fait naître des espoirs qui se sont immédiatement traduits par une reprise des cours : les opéra-teurs pensent que des réchelonne-ments de crédit seront octroyés. Il était temps. Les Russes entraînaient les pays exportateurs dans la mise

grammes de troc avec du bois, de l'uranium, des diamants ou de l'aluminium. Après l'Australie, qui a échangé da blé contre de l'alumi-nium, le Canada a confirmé des des volumes non précisés de dia-mants et de bois. Échanges que les

Les relations entre la Russie et le Canada sont symptomatiques de cette conjoncture. Comme les déclarations américaines, les propos optimistes da premier ministre canamistes de premier ministre canamistres de premier ministre canamistre canamist ner de l'élan au flot interrompu des exportations entre Ottawa et Moscou. La France elle-même ne fait

MARIE DE VARNEY

		26-3-93	2-4-93
0.6.4	o on based	59 700	63 900
	Billo en Jingot)		59 050
	scales [20 €.]	343	237
	(rançaine (10 tr.)		380
	tet (25 t.)	345	337 337
a Silve	no (20 &)		135
		438	440
	nie Stealerin II	430	435
e Demi-	ecoversia	282	253
Pièce de	20 40km		Z 110
	10 dollars	1 122,50	1 122,5
• ~	5 dollars		685
-	50 passe	2 775	2 200
• ~ .	20 marks	432	437
	10 String	365	354 250

pays céréaliers ne trouvent pas satis-faisants à bien des égards, les opéra-teurs préférant de beancoup les espèces sonnantes et trébuchantes.

dien, Brian Malroney, ont également stimulé le marché alors qu'aucun accord n'est venu redonplus grise mine. De nambreux navires se pressent dans ses ports de Dunkerque, Rouen, Caen et Bar-deaux. Et le marché se nourrit de cette apparente réanimation, car il ne s'agit pas en fait de nouvelles ventes mais d'une renégociation des fameux contrats russes qui avaient été signés en novembre 1992.

Mais l'humenr semble à la Mais l'humenr semble à la confiance, car les Etats-Unis élargissent le champ de leurs programmes de subventions à l'exportation dans plusieora directions: L'Afrique noire, l'Afrique du Sud, la Tumisie et les pays baites, an total 1,5 million de tonnes de blé. Le Canada ne fait pas preuve de moins de dynamisme puisque ce paya a vendu 400 000 tonnes de blé à la Corée, 450 000 tonnes à la Turquie qui, elle-même, en avait cédé la majeure partie... à la Russie en échange de pétrole!

La baisse des taux, enfin Enfin! Comme pour le franc, l'arri-vée d'Edouard Bulladur à Matignon et d'Edmond Alphandéry à Bercy a per-mis aux taux d'intérêt à court terme ses taux directeurs. Elle aurait pu le ses taux directeurs. Elle aurait pu le faire aisément pour son taux lombard en haut de la fourchette. Mais la band'amorcer ou, plutôt, d'accélérer une baisse déjà engagée, à partir des som-mets de septembre-octobre dernier et, que centrale allemande, selon l'un de ses directeurs, M. Hess, n'a pas encore dans les premiers mois de cette année, les 12 % à 13 % sur l'échéance 1 mois-3 mois. Si le loyer de l'argent au jour le jour n'a guère fléchi, passant de 11 % à 10 3/4 %, les taux à trois

mois, beaucoup plus significatifs, qui étaient revenus, l'autre semaine, de 11 1/8 %-11 5/8 % à 10 1/2 %-10 7/8 %, ant franchi un nonveau degré à la baisse à 9 7/8 %-10 %, donc en dessous du jour le jour, ce qui est éloquent, paisque cette inversion reflète les espoirs d'une nouvelle Certes, il ue faut pas se gargariser de la diminution actuelle : une veritable baisse des taux consisterait à revenir en dessous des 9 %-9,50 % pratiqués

pendant l'été 1992, avant la crise monétaire de l'automne. Mais le retour à cette position de départ serait déjà un beau succès, car il signifierait que la spéculation contre le franc a désarmé et que les emprunts de francs par les étrangers, effectués en novembre et décembre 1992 sur des échéances dépassant les élections, commencent à être remboursés, ce qui rétablirait une liquidité très resserrée pour ces opérations. Un tel retour permettrait, en outre, à la Banque de France d'absisser ses taux directeurs, maintenus imperturbablement à 9,10 % pour les appels d'offres. Elle ue l'a pas fait cette semaine, pour des motifs tenant à la situation des marchés des changes (voir en rubrique « Devises et or »).

Tous les yeax, naturellement, contiauent d'être tournés vers la Banque sédérale d'Allemagne, qui poursuit sa politique de « petits pas ». Après avoir, jeudi 18 mars, ramené son taux d'escompte de 8 % à 7,50 % pour lui permettre d'abaisser plus commodément le taux de ses pensions à court terme (REPO), elle a accepté, mercredi 3t mars, de réduire à 8,17 %-8,20 % ce mux, contre 8,25 % précédemment. Sans doute le marché a-t-il été décu

abandonné sa politique des «petits pas». D'autre part, elle commence sen-iement à «consommer» la marge qui lul a été ménagée pour ses pensions jusqu'an nouveau plancher de 7,50 %. A Francfort, on estime que les taux à court terme seront revenus à 6,50 % en fin d'année, contre 7,80 % à 8,30 % actuellement, délai qui serait tragiquement long pour la France, en pleine dépression. On donne peu de chances à MM, Balladur et Alphandery d'obte-nir du chancelier Kohl un assouplissement rapide de la politique de la Bun-desbank. Celle-ci a horreur d'être violée et, d'ailleurs, aucun gouvernant allemend ne s'y risquerait.

SeniT de résistance

Sur le MATIF, le cours de l'échéance juin s'est raffermi à 117,44 contre 117,26, un peu en dessous de son record de 117,78. Selon les ana-lystes de la Société générale, néanmoins, le marché domestique français reste fragile, un retour vers des cours inférieurs étant possible. Le rendement de l'OAT 10 ans an comptant a sensiblement fléchi, à 7,19 % contre 7,34 %, l'écart avec le Bund 10 ans (6,70 %) revenant de 0,7 point à un peu mours de 0,5 point. Ce faisant, cet écart se rapproche d'un seuil de résistance de 0,3-0,4 point, difficile à franchir. Et si les taux longs allemands remontent, ce qui n'est pas exclu en raison des besoins du budget, il pourmit y avoir un peu de «casse» à Paris.

Sur le marché monétaire et obligataire, l'adjudication mensuelle d'obliga-tions assimilables du Trésor (OAT) s'est effectuée pour un montant de 16,15 milliards de francs, et a été marquée, sans surprise, par une baisse des rendements et un succès très modéré. Sur l'échéance à 10 ans nouvelle ligne 5,75 % octobre 2003, le taux moyen

pondéré s'est établi à 7,11 % contre 7,38 % il y a un mois. Il est à cemarquer que ce taux de 7,11 % est le plus bas depuis la création des OAT en 1985, inférieur même aux 7,30 % de 1985, inferior tuellie aux 7,50 % de 1986, l'écart avec le Bund alternand à 10 ans tombant à 0,43 point lors de l'adjudication. Sur la ligne à 30 ans, la plus servie (12,5 milliards de francs), le taux moyen est ressorti à 7,61 % con-tre 7,71 % le 4 mars.

On reparie d'un «grand» emprunt d'Etat qui scrait lance par le nouveau gouvernement, avec un appel aux particuliers, notamment, ce qui n'a pas été fait depuis longtemps en direct. Un tel emprunt pourrait nuire au pro-gramme du Trésor ou, alors, devrait être assorti d'avantages spéciaux, fis-

Le CEPME ne va pas bien, avec un résultat d'exploitation en rouge de 279 millions l'an dernier, contre un bénéfice de 73 millions en 1991 (et non milliards comme indiqué par erreur dans nos éditions du 3 avril. mais il a levé très facilement 3 milliards de francs, grâce à la garantie de l'Etat, évidemment, mais aussi parce que les échéances satisfaisaient les emprunteurs: 2 milliards de francs à un peu plus de 5 ans à un taux final de 7,21 %, ce qui a attiré les sociétés de gestion et les branches «courtes» des compagnies d'assurances, et 1 milliard à 12 ans à 7,68 % final, tranche très demandée, car les durées longues sont plus rares actuellement. En application du nouveau système de répartition des émissions dans le syndicat de placement, Paribas, chef de file, a eu 16 % à 17,5%, la Caisse des dépôts, actionnaire du CEPME à 30 %, a abtenu 15 % à 16 %, les autres grandes ban-ques recevant 10 %. Enfin, Renault Crédit international s'est, pour la première fois, présenté sur le marché domestique, pour 1 milliard de francs à 7 ans, à 0.78 point au-dessus de l'OAT, soit un rendement final de 7,97 %. L'accueil a été mitigé, les opérateurs préférant l'emprunt de Lafarge sur le marché de l'eurofranc. à 0,85 point an-dessus de l'OAT.

FRANÇOIS RENARD

Des soldats israéliens ont tué par erreur un de leurs compatriotes

De source militaire, on a appris, dans la soirée dU vendredi 2 avril, que des soldats israéliens nvaient tué un de leurs compatriotes et blessé deux autres, en navrant le feu sur leur véhicule parce qu'il ne ralentissait pas à l'approche d'un barrage à l'entrée de Hébron, en Cisjordanie.

Cette «bavure» témoigne de la nervosité des farces de l'ordre israéliennes – qui oot désormais des consignes de tir nettement assouplies – et de la vive tension qui règne dans les territoires occu-pés; ceox-ci sont « bouclés », depuis lundi pour la bande de Gaza, depuis mercredi pour la Cis-jordanie, à la suite d'une série d'attentats commis par des Palestiniens, et d'importants renforts de troupe y ont été acheminés.

D'aatre part, selnn des sources palestiniennes, l'nn des chefs des «Faucons» du Fath, groupe de choc de la principale composante de l'OLP, est décédé au cours d'un interrogatoire mene par des enquêteurs israéliens dans la prison d'Ashkelon (sud d'Israël). A l'an-nnnce do décès de Hayman Saïd Nasser, vingt-deux ons, de violentes manifestations ont éclaté en fin d'après-midi dans le camp de Deir el-Balah, dans la bande de Gaza, dont il est originaire. Un porte-parole des services péniten-tiaires israéliens a indiqué que le détenn avait succombé à une a infection pulmonaire suivic de complications, mais sa famille affirme qo'il était eo « parfaite sante» au moment de son arresta-tion, le 20 mars.

« Pas de geste »

La «troïka» européenne, constituée des ministres des affaires étrangères du Daoemark, de Grande-Bretagne et de Belgique, o'a guère obtenu de succès en exhortant, à Jérusalem, Israéliens et Palestioiens à des gestes de bonne volonté pour relancer les cotretiens de paix au Proche-Orient . e Pas de geste», lui a répondu jezdi soir le Premier ministre israelien, Yıtzhak Rabin, l'après Radio-Israel. Les Palestiniens veulent qu'Israël s'engage à cesser toute expulsioo avant de revenir à la table des négociations, dont la reprise est afficiellement prévue pour le 20 avril à Washing-

Le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, a été invité à participer à une réunion étargie de

la directino palestinienne, qui devait s'ouvrir, samedi à Tunis, sons la présidence dn chef de l'OLP, Yasser Arafat, a déclaré vendredi, un dirigeant du Consei national palestinien (CNP), parlement en exil.

Durant cinq jours, les représentants palestiniens devront faire le point sur les tractations arabes et internationales concernant le processus de paix avant de se prononcer sur la reprise des négociations avec Israël. Quatre dirigeants dE Hamas avaient participé, du 23 au 26 d4cembre à Tunis, à une réunion élargie de la direction palestinienne. Il s'agissait de la première contre officielle entre Hamas et l'OLP depuis le déclenchement du sus de paix en octobre 1991 à Madrid. - (AFP, Reuter.)

de notre correspondante

Depuis le vendredi 2 avril à

midi, les radios privées turques n'émettent plus. Le silence leur a

été imposé par le ministère des

télécommunications, qui a fondé son ordre sur une loi qui maintient

le principe du monopole de l'Etat sur toute émission de radio ou de

Les animateurs de plusieurs de

ces quelque trois cents antennes, qui s'étaient multipliées depuis un an, oot aussitôt appelé à l'aide leurs auditeurs et ils ont été enten-

dus : dans toot le pays, les anteooes de milliers de véhicules

arborent un ruban noir en signe de protestation contre cette décision

Les télévisions privées, qui sem-blent être la prochaine cible de

elles oot également été fermées

vendredi, ont régalé le public

d'images de fonctionnaires embar-

rassés, forcés de grimper aux arbres on d'enjamber des clôtures pour

avoir accès aux émetteors qu'ils

e Personne ne connaît même le

nombre de radios, ce ne sont pas les voix multiples de la Turquie, c'est

Recevant M. Hurd au quai d'Orsay

Alain Juppé estime que la France a besoin de «temps» et de «compréhension» dans les négociations sur le Gatt

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a déclaré vendredi 2 avril, lors d'un entretien an quai d'Orsay avec le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hard, que la France avait besoin de la «compréhension» de ses partenaires européens dans les négocintiona anr le commerce international

Le nouveau chef de la diplomatie française a dit souhaiter ese donner le temps de remettre à plat le dossier du commerce international». « Nous arrivons, nous avons à réétudier ces questions à fond et à essaver de faire comprendre les contraintes qui se posent plus particulièrement à la France dans ce domaine », a ajouté Alain Jappé. Il a rappelé les exigences de la

le chaos », a expliqué le ministre

des communications, Yasar Topcu, pour tenter de justifier ce geste

Dans la seule ville d'Istanbul, les

auditeurs pouvaient choisir parmi

dix-neuf stations : le style améri-

cain et la musique pop pour les jeunes, les mélodies sirupeuses des

stars de l'arabesque pour les chauf-feurs de taxis. Mais parmi toutes ces radios, dont le nombre exact.

o'est en effet pas connu, certaines

ne se contentaient pas de diffuser de la musique légère. Plusieurs sta-tions avaient été établies par les

partis de l'opposition et la prolifé-ration non contrôlée de radios isla-

miques dans certaines régions était deveoue une cause d'embarras

Légalement, le gouvernement est

eotièrement dans son droit : la Constitution, écrite par les mili-taires après le coup d'État de 1980,

et tonjours en vigueur actuelle-ment, accorde à l'État le monopole

de la radio et de la télévision. Lors

de son accessioo au pouvoir en automne 1991, M. Demirei avait

toutefnis promis une révision de cette Constitution répressive, et en

particulier l'abrogation de ce

NICOLE POPE

pour les autorités.

Depuis vendredi 2 avril

Le gouvernement turc impose le silence

à toutes les radios privées

France, qui étaient déjà celles du précédent gnuvernement : une compatibilité des accurds da GATT avec la politique agricole commune et le respect de l'équilibre dans les négociations, le volet agricole « n'ayant de sens que s'il est pris dans un ensemble global ».

Douglas Hurd a souligné que le pré-accord de Washington sur le vnlet agricole du GATT était, pour la Grande-Bretagne, « une pièce essentielle de l'ouvrage». e Nous ne souhaitons pas le voir abandonné», a-t-il ajouté.

Les deux ministres unt aussi parlé des dossiers les plus chauds de politique étrangère, au premier rang desquels la Yougoslavie. Ces sujets figurent à l'nedre du jour do conseil qui réunira lundi à Luxembourg les ministres des affaires étrangères des Douze.

MM. Hurd et Joppé ont d'autre part insisté sur la « nécessité de respecter l'accord de pêche» entre leurs deux pays.

Le chalutier « la Calypso » a été arraisonné

Nouvel épisode de la « guerre du poisson » franco-britannique

La Calypso, un chaintier de Cherbourg impliqué dimanche 28 mars dans un locident avec des inspecteurs des pêches britanoiques, a été arraisonné, vendredi 2 avril, par huit contrôleurs des pêches de Guernesey dans les caux anglo-cormandes, à l'nuest des Casquets. Seloo les affaires maritimes de Cherbourg, le chalutier était « totalement en faute ».

Après avoir été interrogé au poste de police de Guernesey dans le cadre de l'enquête sur l'incident de la semaine précé dente, son patroo devait comparaître le 3 avril devant oo tribunal de Guernesey. Le consul de France dens les îles Anglodu comité régional des pêches devaient se rendre à Guernesey

pour la circonstance. Le 28 mars, la Calypsn avait refusé d'obéir à des contrôlenrs des pêches anglo-oormands qui avaient été emmenés de force vers Cherbourg avant d'être relâchés (le Monde dn 30 mars). Un secood iocideot avait émaillé lo jonrnée : des pêcheurs français syant occupé pendant plusieurs ares un dragueur de mines bri tannique dont le pavillon ovait été brûlé. Un organisme régional de pecheurs français o adresse dredi 2 avril nn message d'excuses an chef d'état-mainr de la Royal Navy et lui s fait remettre

Les dossiers de l'immigration

Jean-Claude Barreau nommé au cabinet de Charles Pasqua

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, a nommé conseiller pour les quantinne d'immigration, vendredl 2 avril, Jean-Claude Barreau, président de l'Institut national d'études démographiques (INED) at ins-pecteur général da l'éducation

Agé de solxante ana, Jean-Claude Barreau a parcouru un itinéraire pour le moins inhabituel. Ordonné prêtra en 1960, marié en 1971, il devient directeur littéraire dans diverses maisons d'édition après son retour à l'état latque, puis est nommé en 1991 canaeiller cultural nuprès da l'ombossada da France à Alger. Proche du PS, il est chargé de mission à l'Elysée en 1985 et 1986, avant d'intégrer au tour axtérieur l'inspec-tion générala de l'éducatinn nationale. De 1999 à 1991, il préside l'Office des migrations internationales (OMI), mais il en aat écarté par Jaan-Luula Bianco, alora miniatre das affaires sociales, après la publication d'un ouvrage sur l'Islam, De l'islam en général at du monde moderne en particuller qui reçoit le prix Aujourd'hui.

Rejetant dos à dos le Front national et SOS-Raciama at dénonçant le « mythe » de l'arrêt total da l'immigration, il piside en faveur d'une gestion des flux migratnirea alliant réalisma et

Dans un autre ouvrage publié en 1992. De l'immigration en général et de la nation française en particulier, Jean-Claude Barreau auggèra da rétablir un ministère de la population, écrivant que « le ministère de l'intérieur est, en France, le véritable ministère de l'Immigration (...) mais avec une vision par trop s policière ».

Snn arrivée aux côtéa de Charles Pasqua sera diversement interprétée. Pour sa part, Il estima qu'il la dnit autant à M. Balladur qu'au ministre da l'intérieur, an notant qu'as landemain de la publication dans ces colonnes d'un entretien où il s'expliquait sur sa vision d'une politiqua de l'Immigration (le Monde du 6 octobre 1992), des hammes politiques da toutes tendances l'avaient rencontré, de Philippe de Villiers à Laurent Fabiua. c Aujourd'hui; noua a déclaré Jean-Claude Barreau, je suls un haut fonctionnaire de la République. Le gouvernement n'est pas un gouvernement fasciste. Nous ne sommes pas en état de guerre civile. Je n'ai aucune raison de me dérober.

En Grande-Bretagne

Grève dans les chemins de fer et dans les mines

En Grande-Bretagne, pour la première fois depuis des années, la journée du 2 avril a été marquée par trois mouvements de grève de 24 heures. Pour protester contre 5 000 suppressions d'emploi annon-cées par British Rail, le réseau ferroviaire public a été paralysé, aucun train o'avant circulé dans la banlique de Londres. Mécontents des réductions de salaires et des modifications du rythme du travail, les employés

des bus londoniens ont également

cessé le travail. Le trafic était réduit à un bus sur deux et quelques lignes de métro ont été perturbées.

A l'appel du syndicat national des mineurs (NUM), les mineurs se sont également mobilisés pour s'opposer au projet de fermeture de douze treize mines sur quaranté étaient en activité au cours de la journée qui était aussi celle de l'initiative d'actino lancée par la Confédération européenne des syndicats (CES).

EN BREF

□ Le Jour annonce une diffusion de 20 000 exemplaires. - Le directeur et fondateur du Jour, Jean-Christophe Nothias, a indiqué, vendredi 2 avril, que ce nouveau quotidien avait atteint, après huit iours de parution, une diffusion de 18 000 à 20 000 exemplaires par jour. Il o jugé e encourageante, en l'absence de toute publicité et campagne de promotion», la estabilité de ce lectorat. » Actuellement, le Jour est disponible en kiosques à Paris, en banlique et dans certaines villes proches de la capitale. Sa distribution vers la province duit débater prochainement. Ses res-

ponsables se donnent jusqu'à la fin du mnis d'avril pour dresser le bilan de l'expérience.

Ua policier tué en Haute-Savoie. - Un sous-brigadier de police a été tué, vendredi 2 avril, par deux malfaiteurs lors de l'attaque d'une soccursale du Crédit agricole à Cran-Gevrier (Haute-Savoie). Les deux hummes unt pris la fuite à bord d'une camionnette qu'ils ont abandnanée non loin de là. Un motard de la gendarmerie, qui s'était lancé à leur poursuite, s'est blessé dans une chute. Un important dispositif a été mis en place sur les routes de la région.

SOMMAIRE

DATES

₹.,

il y n quarante ans : la réhabilitation des emédecins assassins du Kremin 2

ÉTRANGER

Le sommet de Vancouver ... La «République serbe » da Bosnie maintient son hostilité au plan de paix Vanca-Owan. Loin des capitales : «Fête grecque à fianc de montagne en Afbenie » 4 L'Azerbaidjen dénonce l'offensive des forces arméniennes sur son

Droits de l'homme : l'Asie sur la

POLITIQUE

L'ouverture do la session parle-La réunion du comité directeur du PS et la démission de M. Jospin . 8 «Livres politiques», par André Laurens : «Portraits volés»....... 8

L'Observatoire international des prisons prépare son premier rap-Les suites de l'affaire Boucheron 9 La récuvertura du atedn da La persistance de la sécheresse en

COMMUNICATION

La réglementation des tarifs du câble aux Etats-Unis. La Commission européenne sévit contre la télévision pomogra-

CULTURE La chorégraghie française vient de

Le Kennedy Center, à Washington, a acqueilli plusieurs compagnies, dont ceile de l'Opéra de Paris... 11

Les complexités des années 20, explorées par Radio-France...... 12 Aaceo Parker, le saxophoniste de

tentaient de neutraliser.

nes Brown à Paris... ÉCONOMIE

Les syndicats français ont rassem-blé plus de 20 000 manifestants à nariet de CameudMetalbox...... 15 Jet-Sea, numéro deux de la location de batesux aux Antilles, a déposé son bilan... Revue des valeurs ... Crédits, changes et grands mar-

HEURES LOCALES

 Bordeaux cherche ses limites e Un musée pour l'Aérotrain e La Défense perd sa première tour e Paris : le théâtre joue les prondissements e Dossier : les univarsités rentrent an villa

Services

Météorologi Mote croisés Télévision

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier foliaté de 19 à 26 et un cahier

«Radio-télévision» Le numéro du « Monde » a été tiré à 469 522 exemp

Tandis que le taux de chômage est resté inchangé

Une diminution de 22 000 emplois a été enregistrée aux Etats-Unis en mars

Le taux de chômage a peu varié aux Etars-Unis depuis le début de l'année, se majotenant en mars à 7 % de la population active. En revanche, selon les statistiques publices vendredi 2 nvril par le département du travail, une din oution de 22 000 emplois a été enregistrée en mars sur le territoire américain.

Les économistes a'attendaient généralement à ce que 100 000 emplois coviroo soient créés en nars, un chiffre déjà inférieur aux 367 000 emplois nouveaux (chiffre révisé en hausse) comptabilisés en février. Commentant ces résultats, le secrétaire au travail, Robert Reich, s'est empressé de rappeler l'argence de l'adaptina par le Congrès du programme de relance de 16 milliards de dollars (90 milliards de francs) proposé par le président Clinton.

a Le Congrès just européen se rélouit de la fermeture du carmei d'Auschwitz. - Jean Kahn, président du Congrès juif enropéen, s'est réjoui de la décision de ferme-ture du carmel d'Auschwitz (le Monde du 3 avril), qui représente, a t-il déclaré vendredi 2 avril, e un symbole de la volonté du Vatican d'harmoniser ses relations avec le monde juif en élimi-nant l'un des obstacles à la progres-sion du dialogue ». M. Kabn précise, cependant, que « l'affaire du couvent d'Auschwitz sera close lorsque la parte du couvent se refer-mera derrière la dernière carmélisa et que les symboles chrétiens aurons disparu du site d'Auschwitz».

Protection de l'environnement et développement économique

Un « sommet des forêts » très agité

en avaient décidé les tribunaux

saisin par les écologistes. La Cour suprême spécifialt qun le

maintien de cette liste était d'une

shaute priorité » et devait être

observé c*quel qu'en soit le*

Les industriels de bois n'ant

cessé de protester, soulignant que cette protection avait coûté

plus dn 15 000 empioin depuis

1990 at qu'il fallnit prévoir que cette perte d'emplois irait s'am-

plifiant. Les écologistes soul-grent que la chouette tachetée n'ast pas à l'arigine du déclin éconamique at du chômegs.

L'industrie en porte la responsa-

bilité par des coupes excessives, la mécanisation et les exporta-

tions de grumes vers les scieries

Le débat, accompagné de plu-

sieurs manifestations dans les rues, s pris an ton violent. Les représentants du l'Indastrie

notamment ont critiqué les éco-

du Japon.

WASHINGTON correspondence

«La protection de l'environne ment n'est pes incompatible avec le développement économique», o réaffirmé la président Clinton à la conférence réunis-sant, vendredi 2 avril, à Portland (Oregon), les représentants da l'industrie du bois nt les dirigeants des divers groupes écologiques. Mais il ne semble pas que ses arguments alent rappro-ché les points de vue opposés des participants à ce « sommet des forêts ».

La président s'est engagé à créer un comité interministérie chargé de trouver dans les deux mois una solution « équilibrée » tenant compte des besoins de l'industrie du bois et des néces sités écologiques locales.

Les premières réactions dus écologistes sont mitigénn. ils expriment leur déception devant la formule, craignant que cet équilibre ne sa traduise par la poursuite de la destruction des forêts.

if y a trois ena, in chauette

chatés, placés après un long débat sur la liste des espèceo le Wall Street Journal appelle les protégées, n provoqué l'arrêt de l'abattage sur des millions d'hec-teres dn forêts fédérains. Ainsi « extrémistes de la gauche religieuse s.

La chouette et ses nmla unt trouvé un allié dans les pêcheurs de saumons. Ces poissons sont en effet également menacés par l'abattage de bois, qui entraîne des torrents de vase dans les eourn d'nnu, ampêchant laur reproduction. Les pêcheurs craignant i'axtinctian progressive des saumons, dont la pêche, en 1988, avait créé plus de 60 000 emplois et dégagé des bénéfices dépassant la milliard de dollars.

Les pêcheurs demandent une otection fédérale, tout comme les industriels du bois. Ceux-ci nnulignent qua la limitation des coupes antraînerait una hausse du prix du bois de construction à an moment où la demenda a'accroît. Cette augmentation se répercutera sur le prix des maisons, empêchant des centaines de milliers d'Américains d'accéder à la propriété.

HENRI PIERRE

DEAUX CHER

RATRE JOURNONDISSENE TS

10 10 10 10 E 2.4. 2.4.25. (c. 25.)

10 55 301;

State |

auf ber beit eine of for Li cation on

and the constant ST INCOME

B BOUELE LILE.

Ce 1923 2 to 1245

Constitution and - A tombe & grate.

nous

Ture Berres a

The second of the Ba

م شواستا مدد و رود

1 - 1 TYS DE 6

CONTRACTOR SET

1757 (22)

, and the

10.7

17 75 17

1.77.77.42

19.15 (P. 11.27)

10 mg 10 mg

or on limite

. .

A shares

2 5 " I'm THE SECRET

chemins de fa

es mines

The engage

La Défense perd

Le Havre, au bout du pays

Une ville en fin de terre qui ne veut plus être une impasse

20 Statistiques m Agende m Nominations m Textes m Propos m 25 Portrait m Débat m Courrier m Livres m

BORDEAUX CHERCHE SES LIMITES

Le débat sur l'avenir de la grande métropole d'Aquitaine provoque celui sur la succession de son maire, Jacques Chaban-Delmas

UELLE mouche a donc piqué Paul Glorin, PDG de Marie Brizard et président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI)? Depuis plus d'un an, il s'en prend au peu de poids de Bordeaux dans son agglomération et dans le concert des grandes cités européennes. Selon hii, la communauté urbaine, fondée en 1968, bouleversée par la loi de décentralisation, est devenue de plus en plus difficile à gérer.

Dans les hit-parades des villes euro-

péennes, la capitale de l'Aquitaine apparaît rarement à son avantage, noyée qu'elle est avec ses 213 000 habitants au milieu d'une agglomération de 700 000, la cinquième de France. Aujourd'hui, Bordeaux pèse moins d'un tiers de soo agglomération (44 comnunes), alors qu'elle était largement majoritaire lors de sa création. Retaillé en 1977, le costume de la communauté urbaine (27 communes) de Bordeaux est vite redevenu trop petit: Les nombreuses activités industrielles s'installent à la périphérie de l'agglomération de feçon à bénéficier de toutes ses infrastructures, ootamment en matière de transport, sans avoir à payer les. charges liées à la communauté urbaine. De même, Bordeaux se sent lésée par les implantations qui se font de plus en plus nombreuses dans sa banlieuc. Par exemple, dans des villes comme Mérignac ou Pessac, qui ont plus de 50 000 habitants et de l'espace à revendre, ou des communes de la rive droite de la Garonne.

Argument de Paul Glotin - et de bon nombre de Bordelais : il faut arrêter l'hémorragie de la taxe professionnelle. Les grandes surfaces, par exemple, ont progressé de 40 % en trois ans dans les banlieues, alors que la ville-centre finance, sans contrepartie, le gros des infrastructures d'accueil, de culture et de loisirs.

Un solde migratoire équilibré

Il est vrai que les Bordelais sont encore plus susceptibles, depuis le classement de leur ville dans le peloton de celles qui ont été jugées assez riches pour verser une obole au titre de la solidarité. La mairie y trouve même l'explication essentielle de la hausse brutale des impôts locaux en 1992 et 1993. « Bordeaux supporte des charges considérables qui devraient être prises en compte par la périphérie, tonne Jacques Chaban-Delmas. Les pertes de recettes se montent à 60 millions de francs cette année. C'est intolérable. » Augmentés de 16 % en 1992, les impôts

locaux des Bordelais ne devraient pas l'être



de plus de 10 % en 1993, selon le maire, et de 5 % en 1994. Il n'empêche que, pour hii, la situation oe peut pas continuer: « Nous avons déjà dû étaler la construction d'un auditorium et la mise en place du nouveau Musée des Beaux-Arts. En 1992, nous avons été contraints à un abattement de 20 % sur tous les frais de fonctionnement. Tout cela au détriment de Bordeaux.»

Une étude du Comité d'expansion Aquitaine moutre, à partir des recensements de 1992 et de 1990, que les relations de la capitale de l'Aquitaine avec son environnement ont beaucoup change. Après un déclin ininterrompu depuis 1954, Bordeaux a gagné 3 000 habitants, et son solde migratoire redevient presque équilibré. Mais son poids par rapport à l'agglomération reste l'un des plus faibles observé dans les unités urbaines françaises. Bordeaux ne représente que 5,7 % de l'espace de son agglomération, contre 45 % à Strasbourg, 22 % à Marseille et près de 17 % à Toulouse. Quant à sa densité démographique (4 264 habitants par kilomètre carré), elle est quatre fois inférieure à celle de Lille et deux fois à celle de Grenoble et de Lyon, dont la superficie est

Avec plus de 156 000 emplois, Bordeaux concentre toujours plus de la moitié des effectifs recensés dans la communauté urbaine: 51,8 %, contre 55,7 % en 1982, soit 49.3 % de l'emploi de l'agglomération et 33 % de celui du département. Les actifs résidant à Bordeaux occupent 37,3 % de ces emplois. Mais 20,1 % des emplois sont occupés par des actifs résidant dans la communauté et 42,6 % par des actifs venant de

Ces chiffres montrent que les disparités entre la villo-centre et sa communauté urbaine peuvent être beaucoup moins importantes qu'avec le troisième cercle de l'agglomération : taxe professionnelle, prix des terrains, tout y est moins cher, alors que l'on y bénéficie des infrastructures et de l'environnement socioenlturel financé par la communauté urbaine. Le problème est donc posé à Bordeaux, comme il peut l'être ailleurs, à Lille, par exemple, à l'initiative d'un autre socioprofessionnel, l'industriel Bruno Bonduelle. Mais, dans la capitale de l'Aquitaine, le contexte politique est fort différent. Tout le monde s'est inscrit dans la logique de I' « après Chaban ». Le costume communau-

taire n'est plus à la taille de l'agglomération.

La solution passait peut-être par la loi de l'évrier 1992, qui permettait une coopération intercommunale à la carte.

C'était, semble-t-il, l'opinion de Jacques Chaban-Delmas, qui n'avait pas jugé bon de tirer la sonnette d'alarme comme il avait si bien su le faire à plusieurs reprises par exemple pour le plan d'assainissement de la ville ou, en 1977, pour ménager la suprématie de Bordeaux à la suite du recul de la droite aux municipales.

L'initiative de Paul Glotin allait sans doute dans son sens. Mais, en mobilisant tout le lobby économique, ce dernier a semé une belle panique dans le Bordeaux politique. Tous les maires de banlieue, quel que soit leur parti, ont des haut-le-cœur quand on leur parle du grand Bordeaux.

En somme, tout le monde reconnaît aujourd'hui que le costume de Bordeaux est devenu trop petit. Mais, dans cette ville, entrée dans la campagne des municipales avec trois ans d'avance, les apprentis tailleurs sont nombreux.

> de notre correspondant à Bordeaux Pierre Cherruau

Ensemble

NFIN I... L'idéa qui consista à associer sous une même eutorité ministénelle l'aménagement du territoire et les collectivités locales est, disons le tout net, à la fois logique et judicieuse. Depuis dix ans qu'a été lancée la décentralisation, il n'est plus de politique d'orientation céographique des investissements ou des amplois qui puisse ignorer ou contredire ce que décident et entreprennent les villes, les départements et les régions. Le seul budget d'învestissement des conseils régionaux de métropole est quinze fois supérieur à celui dont dispose le ministre da l'eménagement du territoire l Chaque jour un peu plus, les collectivités sont à la fois des relais obligatoires pour la plupart des politiques nationales et des foyers d'initiatives innovantes qui ne aissent pas indifférent le pouvoir gouvernemental. Ce qui ne veut pas dire que l'Etet puisse s'effranchir de ses missions nécessaires : arbitrer les priori-tés, corriger les inégalités, com-penser les handicaps, assurer une péréquation plus juste des dotations publiques. Un ministre d'Etat - Charles

Pasqua - et un ministre délégué - Daniel Hoeffel: tous deux étaient sénateurs et restent présidents de leur conseil général, les Hauts-de-Seine et le Basments réputés riches. L'aménagement du territoire et les col-lectivités locales ont à leur tête, a priori, des connaisseurs.

On ne manquera paa cependant, de noter que la composition du gouvernement fait une place considérable - excessive? - à des ministres parisiens et francizens. Quand on sait combien Paris et l'Ile-de-France se sont crispés ces derniers temps sur les dossiers du transfert d'administrations en province et sur le schéma d'aména gement de la région parisienne, on doit s'interroger sur les futures politiques de solidarité et d'eération géographiques. Dos-sier-test : l'Alsacien Daniel Hoef-fel veillera-t-il à ce que le trans-fert de l'ENA à Strasbourg ne soit pas remis en cause?

François Grosrichard

PARIS

LE THÉATRE JOUE LES ARRONDISSEMENTS

Des salles décentralisées ont monté 24 spectacles en 1991-1992 et accueilli plus de 100 000 spectateurs

que bruit dans le petit direction des affaires culturelles.
Après un siècle d'administration les spectacles sélectionnés pour les Molières - l'équivalent pour l'art dramatique des fameux Césars figuraient cette année trois pièces qui ont été montées dans de modestes théâtres d'arrondissement. Ce coup de projecteur attire l'attention - une fois n'est pas coutume - sur un aspect original, et à ce jour uoique eo France, de la politique culturelle de la Ville de Paris.

L'idée en revient, dit-on, au musicien Marcel Landowski, que Jacques Chirac, nouveau maire

ÉVÉNEMENT a fait quel- de lui en 1977 pour créer une préfectorale fort peu soucieuse de culture, tout était à inventer. Landowski et sa petite équipe fireat une constatation.

comparable.

Ex-night-clubs. et centres sportifs

Les 150 scènes, qui font de Paris la ville la mieux équipée du monde, étaient pour la plapart situées dans les quartiers de l'hypercentre, où ne résident que le tiers de la population. Au-delà de la capitale, avait appelé auprès commencait, dans les arrondisse-

ments périphériques les plus peuplés, une sorte de désert culturel. D'où l'idée d'entamer leur défrichage à coups de bibliothèques, de conservatoires et de salles de spectacle.

Pour la lecture et l'apprentis-sage de la musique, la Ville a coostruit systématiquement de nouveaux locaux et ce vaste programme s'achève à peine. Pour les théâtres, on a été moins ambitieux et on a fait feu de tout bois.

Deux salles, celles des 13º et 14 arrondissements, ont été dénichées dans des centres sportifs. Pour le 5, on a récupéré un nightclub, et pour le 19 l'ancienne bourse aux cuirs des abattoirs.

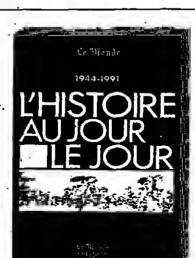
Seul le théâtre du 15 arrondissement, le dernier en date, a été construit de toutes pièces à l'emplacement du chapiteau animé naguère par Silvia Monfort.

Tous sont de taille modeste : le plus petit n'offre que 195 places, le plus grand 450. Les situations juridiques ne sont pas moins diverses. Tantôt la Ville est propriétaire des murs, tantôt locataire de l'Etat. Les lieux sont gérés ici par une association, ailleurs par une SARL.

Le contrat est toujours le même. La Ville nomme un comédien - ou une comédienne - à la tête de l'établissement, le flanque d'un conseil d'administration et lui alloue nne subvention annuelle (la fourchette 1993 va de 2,2 à 4 millions de francs). En contreportie, l'animateur s'engage à monter quatre ou cinq spectacles par an, à donner 150 à 200 représentations et à pratiquer des prix fort modérés (tarif plein : 100 à 135 francs).

Marc Ambroise-Rendu

Lire la suite page 22



EDITIONS

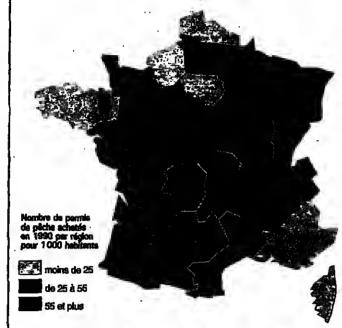
Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les hommes des rivières



A la fin du mois d'avril, il sera possible de lancer un hameçon dans l'espoir d'attirer une belle truite. Le nombre de permis de pêche achetés en 1990 souligne la différence entre les régions. Par exemple, entre le Limousin, paradis des hommes en cuissardes vertes, et l'Île-de-France, pauvre en ruisseaux ombragés. Dans la première région, le pourcentage atteint 76 pour 1 000 habitants, elors qu'il tombe à 8 pour 1 000 autour de Paris.

(Source INSEE)

IMAGES

L'ÉTAT, LE MAIRE **ET LE CINÉMA**

Le ministère de la culture mène une politique diversifiée pour aider les collectivités à sauver des salles menacées

E rideau sombre de la désaffection tombe progressivement sur les écrans. Or. dans certaines communes, les Rex, Scala, Lux et autres Palace constituent l'unique équipement culturel II o'est dooc pas surprenant que les élus locaux se portent de plus en plus souvent à la rescousse des exploitants, voire reprennent directement sous leur tutelle les salles co

Ils le font d'eutant plus volootiers que, depuis 1982, année de création de l'Agence pour le développement régional du cinéma (ADRC), l'Etat les y encourage. Depuis le 7 février 1989, il les y incite même de façon substantielle. «Aucune dernière salle ne doit fermer». déclarait ce jour-là Jack Lang. alors ministre de la culture, en annonçant le lancement d'un plan d'action en favenr du cioéma. Entre avril 1989 et décembre 1992, l'ADRC, une associatioo financée par le Centre national du cinéma (CNC) et présidée par Jean-Paul Rappe-

de francs pour soutenir l'ectioo des départements, des régions et surtout des villes. Ce mootant correspond à un cinquième des. transactions d'acquisition des salles obscures effectuées en France durant cette période.

Il faut y ajouter l'effort des collectivités locales. Ces dernières complètent largement ces financements du CNC, puis-qu'ils ne peuvent dépasser 40 % de l'opératioo. La politique de l'Agence a permis, selon ses estimations, de sauver 255 salles dans 159 villes et de «reconquérir» un marché de 3,7 millions d'entrées.

6,3 millions de spectateurs

Eo 1990, les cioémas aiosi repris par des municipalités ont, selon l'ADRC, programmé 13 % de séances supplémentaires et enregistré one progressioo de 15 % de leur nombre de spectateurs. Parfois, c'est le départ à la

neau, a versé plus de 19 millions retraite du deraier exploitant qui încite les communes à se lancer dans l'aventure. Elles ont majoritairement tendance à confier le fonctionnement de l'équipement à une association. Il arrive aussi que le propriétaire en difficulté vende son équipement à la ville,

mais en conserve la gestion. L'ADRC étudie toutes les formules mais cooceotre soo action eo direction des petites communes: 87 % des villes qui ont reçu une de ses primes, pla-fonnées à 200 000 francs, abritent moins de 30 000 habitants. Pour maiotenir la présence du septième art daos les zones osuffisamment desservies, l'ADRC offre, en outre, des subventions pour la modernisation des équipements et propose son assistance technique. Elle peut, par exemple, conseiller les collectivités locales sur des projets de oouvel aménagement de la salle et de ses abords, sur les négociations lors de la vente et, surtoot, sur l'animation capable de relancer le succès du grand

En amont, c'est-à-dire par le biais de la distribution, l'ADRC offre à un plus large public da voir des œuvres récentes, en particulier daos les zooes rurales. En 1992, elle a fait circuler gratuitement dans des villes petites et moyennes près de 3 000 copies, vues par 6,3 millions de spectateurs; 52 % de ces 100 films étaient d'origine française, 42 % américaioe. Une proportion qui suscite les critiques des onnels parisiens.

Au fil des aonées, l'aide directe au rachat de salles a diminué. Mais si le nombre de cinémes à sauver semble décroître, l'iotérêt des collectivités locales, lui, est de plus eo plus manifeste. Désormais, ces dernières participent avec l'Etat eu développement de l'action cioématographique dans son eosemble. Elles collaborent par exemple à la sensibilisation du public scolaire ou de celui des quartiers défevorisés, cootribue à former à l'enimation des ·exploitants, des enseignants, travaille à le promotioo du septième art grâce à des festivals, des projections spécifiques, etc. Le conseil général du Gers a été le premier à signer une conventioo en ce sens avec le CNC, eo juin 1989. Depuis, 19 villes, 4 régioos et 11 départements se sont engagés dans une démarche similaire. Au final, le budget global de cette politique s'élève à 14,6 millions de francs.

Martine Valo

Le CNFPT vote un budget en équilibre

Le conseil d'administration du Centre national de la fonction publique territoriele (CNFTT), réuni mardi 30 mars, e finalement voté le budget de l'année 1993 en áquilibre. Celui-ci e'élève à plus de 1 millierd de france et prend en compte les missions obligetoires de gestion telles que la financement des incidents de carrière ou des congés boni-

Reymond Veillant (PS), président du CNFPT, avait précédemment fait voter un bud-get en déficit de 41 millions de frencs (le Monde deté 21-22 mars). La cotisation de 1 %, qui alimente l'établiesement, était entièrement consa-

crée à la formation. Rappelent qu'un tel vote était illégel, le représentant de l'Etat e néclamé une décision modificative. Sinon, il transmattrait le budget à la chambre régionale des comptes.

Cette délibération modificative e été adoptée par vingt volx (CFDT, FO, Autonomes, CGC, PS, RPR, UDF, divers droite) et une ebstention (CFTC). Il n'y e eu qua eept voix contre (CGT notamment). Dee économiee ont été pré-vuee sur les dépenses générales du siège du CNFPT et de ses éteblissements de forma-tion déconcentrés. Un excédent de trente millions de francs e pu être dégagé sur l'exercice 1992.



AGENDA

Restauration des bêtiments. -L'Association française interprofessionnette de la pierre organise un colloque sur les, etectysiques de restauration du bëti anciena à Paris, kındi 5 et mardi 6 avril. Catte rencontre est destinée aux entreprises de restaurațion, mais aussiaux élus et aux fonctionneires territorieux qui se chargent de la maîtrise d'œuvre. Des spécialistes décriront les phénomènes de dégradation biologique des murs et façades, et présenteront les procédés permettant leur restauration. Renseignements eu (16)

88-40-36-26.

Tourisme et SEM. – La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte, que préside Alex Raymond (PS), maire de Colomiers (Haute-Garonne) et membre du Comité économique et social, organise, avec l'Association nationale des élus locaux, que préside Antoine Rufenacht (RPR), président de le région Haute-Normandie, un colloque sur le développement du littoral, intitulé « Tourisme et SEM», marcredi 7 avril, su Sárust. Des élus, des directeurs de SEM, des représentants des pouvoirs publics et des banquiers feront le point sur le

rôle de l'économie motte dans l'aménagement des stations touristiques du lit-

> Renseignements ou (16-1) 44-94-20-00.

E Action sociale communale,-L'Union nationale des centres communaux d'action sociale de France (UNC-CASF) de la région du Grand Est (Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine) organise, avec la perticipation de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) une rencontre entre représentants de diverses institutions sur « L'action sociale communale en mutation », jeudi 15 avril, au Petit Kursaal, à Besançon.

Renseignements eu (16) 81-41-21-79.

■ Voirie et intercom L'Association des maires de France et l'ordre des géomètres-experts organisent leurs prochaines rencontres à Vannes (Morbitan), vendredi 16 avril. Elles porteront sur «L'avenir d'une gestion intercommunale de la voirie». Des experts présentaront le statut juridique des voies communales et des chemins ruraux, ainsi que les incidences de leur mesure sur les dotations financières de

national de la fonction publique territoriale et la Direction des musées de France organisent une journée d'étude

> Renseignements au (16-t)

Métiers artistiques. - Le Centre

47-63-67-91 ou au 44-18-13-76.

sur «Les métiers des musées et la filère culturelle territoriales, mardi 20 et mercredi 21 avril, à Paris, Métiers, qualifica-tions, gestion prévisionnelle des emplois culturels, évolution de la fonction de conservateur seront évoqués au cours de ces loumées cui sont destinées notamment aux élus et aux responsables locator des affaires cultu

► Reneeignements au (16-1) 40-60-47-64 ou 40-15-35-83.

NOMINATIONS

■ Jean-Pierre Dufay à la tête de FIAURIF. - Jean-Pierre Dufay, directeur général adjoint de l'Institut d'amén ment et d'urbanisme de le région lie-de-France (IAURIF) depuis octobre 1992, vient d'être nommé directeur général de l'IAURIF, véritable agence d'urbanisme et d'études de la récion-capitale en remplacement de Pierra Pommelet, actuallement directeur de cabinet de Michel Giraud, président du conseil régional d'Te-de-Francs.

|Jean-Pierre Dukry est né le 10 octobre 1955 à Boulegne-Billancourt (Hants-de-Selne). Diplômé de X-Ponts en 1974, il a commencé su carrière à la direction départementale de l'Youne en 1579, en tant oue respontable du service d'actéongement et de l'ur-banissee. En 1985, il a été détaché su Port autonome de Paris pour prendre successivemest les fonctions de directors d'exploitat puis, de 1990 à octobre 1992, de directeur de Purbunisme et du l'exploitation. Il a essuite rejoint l'IAURIF en octobre 1992.]

Jean-Philippe Pierre, directeur de cabinet du président de l'AMF. -Jean-Philippe Pierre vient d'être nommé directeur de cabinet de Jean-Paul Delevoye (RPR), nouveau président de l'As-

sociation des maires de France. [Né le 30 solt 1961 à Angers (Maise-etLoire), Jean-Philippe Pierre possède une for tion commerciale. Aurès ses études, il effectue ents vacations dans des établissements boncatres landaciess. En 1986, il restre de Prance. at devient attaché parlementaire, Il trataille pour Jens Paul Delevoye, député (RPR) du Pas-do-Calais, was post Philippe Legras, député (RPR) de Harte-Salme, En 1989, Jenn-Philippe Pierre intègre le secteur de la communication d'entreprise. Il travaille dans une société de services

 Conseil national de la formation. -Le Journal officiel a publié, le 18 mars, la liste des membres du Conseil national de la formation des élus locaux Ce Conseil, prévu par la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux, devra définir les orientations générales de la formation des élus (le Monde daté 10-11 janvier). Il comprend un collège d'élus locaux et un collège de personnalités qualifiées. nommés pour une durée de trois ans.

puls dans and compagnic d'assurances, jusqu'e

Font partie du collège des élus locaux : Jean Voiron (RPR), maire d'Essert-Roman (Haute-Savoie, 400 habitants), Claude Miqueu (divers gauche), maire de Vic-en-Bigorre (Hautes-Pyré-nées, 5 000 habitants), Pierre Bourguignon (PS), maire de Sotteville-lès-Rouen -Maritime, 30 000 habitants), Gilles de Robien (UDF), maire d'Amiens (Somme, 136 000 habitants), Joël Bourdin (UDF), maire de Bernay, Thierry Chandemagor (PS), président du conseil général de la Creuse, et Marc Censi (UDF-PR), président du conseil régional de Midi-Pyrénées.

Font partie du collège des personnalités qualifiées : Marcel Pochard, maître des requêtes au Conseil d'Etat, Pierre Paugam, conseiller-maître à la Cour des comptes, Georges Dupuis et Yves Meny, professeurs à l'université de Paris-I, Serge Regourd, professeur à l'université de Toulouse, Pierre Sedran, directeur de l'institut d'études politiques de Bordeaux, et Jacques Vrignaud, jour-

SERVANE

3617

l'information au quotidien des collectivités locales

SEMIG 22 - Tél. 96 33 60 04



Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie Jean de La Guérivière

Europe, cette formalible prachibe qui se sons

EN VENTE EN LIBRAIRIE

COMMUNICATION

LE JOURNAL DES TROIS PAYS

Un hebdomadaire local pour lecteurs suisses, allemands et français

E quoi avons-nous l'air balois décidait alors, eo mars 1991, de tenter l'expérience tout seul.

L'hebdomadaire – de format remet pas du «non» suisse au référendum sur l'Espace écocomique européen (EEE). Le Basier Zeitung avait misé sur l'appartenance, dans un proche avenir, de la Confédération helvétique à la vraie Europe, celle du Marché unique et de Maastricht, pour lancer sa nou-velle publication. L'adhésion à l'EEE devait être le signe de la voie nouvelle empruntée par la Suisse.

Partant de la constatation que « les deux tiers de la banileue de Båle se trouvent en France et en Allemagne », les responsables do quotidien bâlois ont eu l'idée de publier un journal destiné à cou-vrir le *Dreilandereck* (le coin des trois régions), c'est-à-dire la zone qui regroupe le canton suisse et le sud du Bade-Wurtemberg et de l'Alsace. Créer en quelque sorte « le premier journal local international », selon la formule de

Le Badische Zeitung de Fri-bourg et l'Aisace de Mulhouse avaient été approchés, mais leurs dirigeants n'ont pas cru bon de s'associer au projet. Le journal

tabloid et comptant 16 pages, dont les principaux articles, le plus souvent publiés en allemand, sont accompagnés d'encarts présentant des résumés en français ou en affemand selon les cas - est distribué à 122 000 exemplaires, dont 117 000 copies sont fournies en complément de l'édition du jeudi du Basier, le reste étant vendu en kiosques ou par abonnements dans caises avoisinantes. L'objectif est de traiter tous les sujets communs

Aujourd'hui, le bilan o'est pas des plus prometteurs bien que les lecteurs payants, même s'ils oc sont pas nombreux, renouvellent presque toujours leur abonnement assurent les responsables de Drei «De toute façon, affirme Urs Weber, nous avons au minimum encore deux ans pour décider si nous continuons ou pas l'expé-

> de notre envoyé spécial à Bale Marcel Scotto

PROPOS

LOGEMENT

«Il y a encore, en lla-de-France, plus de 20 000 hectares urbanisables dans le cadre de l'ancien schéma. Il y a également des projets. Ce qui manque, c'est la volonté politique et les moyens adéquats pour la

Michel Giraud (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France,

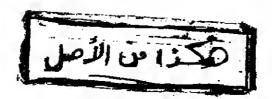
«Le sous-marin le Redoutable constituera un fantastique produit d'appel

pour reconter l'histoire de Cherbourg, le port des traversées les plus courtes vers l'Amérique, où se sont embarqués plus de cinq millions d'émigrés d'Europe de l'Est.»

Alain Montferrand, architecte et conseiller technique au ministère du tourisme, le Point du 27 mars.

HOPITAL « Je suis très attaché au maintien de le diversité de l'hôpital local, qui doit avant tout satisfaire la demande locale et ne pas se transformer en un lieu pliote d'expérimentation médicale ; il perdrait alors sa spécificité d'établis-

sament sanitaire à vocation sociale. Philippe Dugue (RPR), maire de Chevreuse (Yvelines) le Quotidien du maire du 24 mars.





UN MUSÉE POUR LES FANS DE L'AÉROTRAIN

Près d'Orléans, certains souhaitent réhabiliter une invention qui date des années 60

ES nostalgiques de l'aérotrain ne désarment pas. Un musée eo l'honneur de cet engin devrait prochainement voir le jour à Saran dans le Loiret, au départ de la ligne expérimentale qui avait été construite à la fin des années 60 au nord de l'agglomération orléansise.

Live S

ं सम्बद्धाः सम्बद्धाः

 $e^{-i\theta_{\rm eff}} \ll 10^{-1} {\rm GeV}_{\rm K}$

200

Come on the

50 Beech och

i i a si musig

A CAMPE

To moving &

11 Oct 15 10 15

.... renige.

4160

THE SEC

17. KW

 $(1879500,(4)q_2^2$

e dans um

An armore

and dist

an in the last book

the section of Approximations

and the state of t

ALTER THE PROPERTY.

THE PARTY OF THE PROPERTY OF

the second three digns and the contract of the

the second of the page

🍔 👢 e na a salamina de ales

1.36 1.5

والتداءد

to de land

Martine

Ce fut à la fois une belle aventure et un beau gâchis. Le temps n'est pas si loin où l'aérotrain figurait parmi les distractions que la République offrait à ses hôtes étrangers. On allait aussi voir la France de demain au centre d'essais de Chevilly pour faire un tour dans l'invention de l'ingénieur Bertin. Chefs d'Etat, ministres on altesses étajeot installés dans le prototype rugissant qui était propulsé comme un obus dans la campagne beauceronne. Le 5 mars 1974, l'engin sur son rail de béton avait même atteint la vitesse de 425 kilométres à

Pheure: Heures de gloire sans lendemain. Les adversaires de l'aérotrain poursuivaient leur travail de sape. La même année, le gouvernement abandonnait le projet de liaisoo Cergy-La Défense. La

condamnation de l'aérotraio était confirmée en 1977, et le prototype était garé dans son hangar de Chevilly; bien vite recouvert par la poussière et les toiles d'araignée, il subissait l'assaut des vandales.

Récupérer les prototypes

Que faire aujourd'hui du viaduc de béton qui court de Saran à Ruan sur une longueur de 17 kilomètres? A coup sûr il intriguera les archéologues du futur. A l'ex-ception de Saran, les communes riveraines avaient souhaité, il y a quelques années, sa démolition, sous la pression des cultivateurs qui cherchaient à récupérer oo peu de domaine agricole. Mais, en 1989, le préfet de l'époque, Paul Bernard, avait répondu que le ministère des transports s'y opposait pour la bonne raisoo que des études étaient toujours « en cours » et que l'on pouvait être amené à reutiliser une partie des infrastructures. L'ouvrage risque à présent d'être sectionné par le tracé de la future autoroute Orléans-CourA Artenay, qui «possède» 4 kilomètres de rail, le maire, José Cardona, reconnaît que sa destruction coûterait trop cher. #Fn matière de techniques de transport. nous n'avons pas encore dit notre dernier mot. Salt-on jamais?... La Beauce est une terre fertile. Mais, parmi tout ce qu'on y a planté, ce morceau de béson a été jusqu'ici ce qu'il y a de plus improductif», ajoute-t-il. Ancien agriculteur, esprit encyclopédique, José Car-dona rappelle volontiers que la construction de la ligne en 1969 avait permis des découvertes paléontologiques majeures dans le sous-sol beauceron, et notamment celle d'un mammifère de l'époque

famille de carnivores.

Des passionnés de l'aérotrain s'acharnent aujourd'bui à sauver les restes de l'aventure et viennent de créer l'Association pour la rébabilitation du système aérotrain et des transports innovants (ARSATI). Celle-ci s'est donné pour première tâche de récupérer et de restaurer les anciens prototypes, construits dans les années

tertizire, le hyaenaelurus sulzeri

nollenti, ancêtre de notre byène,

seul survivante d'une redoutable

60 par l'ingénieur Bertin. La carcasse de l'un d'entre eux, détruit en 1991 par un incendie dans les locaux de la société Bertin, dans la région parisicooe, est veoue rejoindre à Orléans l'exemplaire, propulsé par un moteur de Caravelle, conservé dans le hangar de Chevilly et endommage lui aussi, bizarrement, par uo sioistre en mars 1992.

Des plaintes ont été déposées «A mon avis, nous sommes en présence d'actes délibérés. Il existe des groupes industriels ou autres qui veulent en finir pour toujours avec l'aérotrain et empêcher son éventuelle résurrection. C'est pourtant un transport d'avenir. Dans moins d'un siècle, il y aura des aérotrains partout», lance Michel Guérin (PC), maire de Saran, président de PARSATI.

Autre projet de l'association ouvrir un musée sur la plateforme même de l'aérotrain à Saran qui célébrera, outre l'aérotrain, les inventions malheureuses, oubliées ou délaissées, avec les études, les maquettes et les prototypes. Prochainement un char à voile, conçu par uo ioveoteur local, devrait être hissé sur le rail de bétoo et servir de support publicitaire. Eo attendant - c'est du moins le souhait de l'association - la mise en circulation d'un aérotrain touristique, destioé non plus aux puissants de ce monde mais au commun des mortels, désireux de s'offrir une croisière

> de notre correspondant à Orléans Régis Guyotat

MIDI-PYRÉNÉES

LA DEUXIÈME ROCADE **DE TOULOUSE**

En améliorant ses voies de circulation la ville rose veut favoriser de nouvelles implantations

lancer la deuxième rocade, à l'ouest de Toulouse. Les travaux devraient commencer dès le mois de juillet et concerneront les communes de Toulouse, Colomiers et Tournefeuille, soit uo tracé de 4,8 kilomètres. Ce chantier devrait

durer trois ans et coûter 300 millions de francs, une somme entièrement prise en charge par l'insti-

tution départementale. C'est sur la promesse d'un tel engagement que des entreprises ont décidé des implantations nouvelles dans cette zone de l'agglomération toulousaine : Air Inter, bien sûr, mais surtout la société américaine Storage-Tek qui annonce plus de 300 emplois dans les gros systèmes informatiques, ce qui devrait renforcer dans ce domaine le pôle toulousain. Nul doute que l'arrivée du géant américaio a précipité les échéances; on n'envisageait pas le démarrage de ce chantier avant

La mise à péage

Le conseil géoéral vient donc d'inscrire une première enveloppe de plus de 100 millions de francs qui permettra de lancer les appels de démarrer les travaux. Il s'agit, eo effet, pour la toute nouvelle zooe iodustrielle de Basso Combo, de trouver un accès direct à l'aéroport de Blagnae, conditioo essentielle de son développement futur. Ce bout de rocade qui reliera doce «le fil d'Ariane » - nom donné à l'actuelle liaison autoroutière avec l'aéroport - à la voie de dégagemeot sud-ouest vers Foix et Tarbes, capitales de l'Ariège et des Hautes-Pyréoées, sera ultérieurement proloogé au oordouest. Cet axe devrait absorber plus de 3 000 véhicules par jour lui oot, pour l'instaot, bien du mal à se frayer aux heures de des cités de l'ouest toulousain.

La création de ce deuxième cercle à l'ouest de Toulouse intervient au moment où l'Etat termine à peioe la mise à niveau de

E conseil général de la la première rocade. Le passage de Haute-Garonne a décidé de la Garonoe à hauseur des Ponts-Jumeaux est eo voie d'achèvemeni. L'ouvrage a élé doublé, permettant un franchissement du fleuve sur deux fois quatre voies. Les liaisons avec Colomiers et le centre hospitalier régional de Purpan se font désormais sans probléme.

> Reste, au sud de lo capitale régionale, l'échangeur de Langlade, là où la rocade ouest, passé un giratoire à feux tricolores, devient la branche sud et croise la RN 20 qui conduit vers l'Espagne. Un oœud routier et ferroviaire qui empoisonne depuis des années la vie des automobilistes toulousains. Ce verrou devrait sauter d'ici deux à trois ans.

> C'est la Société des Autoroutes du Sud de la France qui, en contrepartie de la concession du ironçon Toulouse-Muret (une trentaine de kilomètres à péage immédiatement en sortie de ville) s'est engagée à preodre à sa charge la réalisation de cet échangeur. A vrai dire, cette solution ne fait pas que des heureux et nombreux sont les pétitioonaires qui déconcent la mise à péage d'une autoroute urbaine, ce qui n'est pas sans conséquence sur le calendrier des travaux.

Contournée à l'est dans la vallée de l'Hers par le «Trait d'offres auprès des entreprises et d'union qui permet une liaison autoroutière non-stop entre Bordeaux et Montpellier, ceinturée à l'ouest par une rocade déjà phagocytée par la croissance de la ville, Toulouse avait besoin de se doter d'un nouveau cercle car son développement est inséparable de celui d'une agglomération de plus

de 700 000 personnes. Dans une étude réalisée eo 1991, la direction régionale de l'équipement affirmait nécessaire la eréstico d'une deuxième rocade dans un rayon de six à dix kilomètres du Capitole, l'hôtel de ville de Toulouse. Coût estimé : trois à quatre milliards de francs. soit approximativement le d'une ligne de métro. Mais la pointe uo passage sur les volries DRE o'envisageait pas de mise en service avant vingt à trente ans.

> de notre correspondant à Toulouse Gérard Vallès

LIMOUSIN

LIMOGES FAIT **BRILLER SON ÉMAIL**

Après sa rénovation artistique, cette activité met ett place une politique commerciale *...

chés extérieurs. Après sa renaissance artistique des demières décennies, il lui reste maintenant à que et commerciale. Telle est du moins la convictioo de la nouvelle équipe dirigeante de la Biennale ioternationale de Limoges qui a été, depuis vingt ans, l'acteur principal de ce renouveau.

Après une brillante époque d'inspiration cubiste et arts déco dans les années 20, l'émail limousin s'était passablement enlisé dans la copie d'ancien, l'imagerie kitsch et les objets touristiques. Avec une autosatisfaction qui l'avait rendu aveugle et sound aux effervescences et aux trouvailles cootemporaines, particulièrement riches en Catalogne, au Japon et aux Etats-Unis.

Participer à des salons

Jusqu'à ce qu'une poignée d'artisans émailleurs, regroupés sous le vocable un peu approximatif de « Nouvelle Ecole de Limoges», décident de faire craquer cette tradition. Ce fut, en 197t, la première Biennale internationale de l'émail, qui instaura, non sans résistances locales, une confrontation salubre; ensuite, périodiquement renouvelée jusqu'à l'organisation en 1992, pour la onzième édition, d'une exposition qui consaera la rencontre des émailleurs limousins et des designers actuels: Sylvain Dubuisson, Garouste et Booetti, Andre Dubreuil, Jean-Charles de Castelbajac, Nestor Perkal, etc.

Il reste maintenant, selon la nouvelle présidente et critique

LA REPUBLIQUE MENACEE

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

'EMAILLERIE limousioe d'art Aline Bastard-Janlin (Beauxcherche à conquérir les mar- Arts magazine, l'Œil...), à transformer l'essai pour promouvoir cette activité qui fait travailler une centaine de personnes dans quarante se doter d'une politique économiateliers. « Chaque bataille, dit-elle, amène effectivement à Limoges des artistes et des visiteurs d'une trentaine de pays: Mais, dans i valle, il ne se passe pas grand-chose. Et les retombées ne sont pas évidentes. C'est là qu'il faut agir pour entretenir une activité permanente Pas seulement exposer mais susci-

> Première initiative : la participation à l'automoe au Saloo professionnel international Bijorhea (bijouterie, joaillerie, horlogerie, cadeaux) de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Aujourd'hui est co chantier une participation au Salon italien Habitare el tempo de Vérone. Regards aussi vers l'Allemagne et, surtout, vers les Etats-Unis. Une exposition d'émaux est en préparation au Metropolitan seum de New-York; et le jumelage bien avancé de Limoges avec Charlotte, la ville de Caroline du Nord où la multipationale limougeaude Legrand SA s'est implantée l'an dernier, pourrait être bientôt l'occasion d'une rétrospective ambitieuse et peut-être itioérante. Car, souligne Véronique Notir, la conservatrice du Musée des beauxarts de Limoges, «s'il est vrai que les foyers de création dans les arts du feu ont été nombreux à travers l'histoire, Limoges est la seule ville à avoir une histoire et une création ininterrompues depuis plus d'un

ter la création; parler innovations

mais aussi parts de marché. »

de notre correspondant à Limoges Georges Chatain

BRETAGNE

L'INFORMATIQUE DESENCLAVEE

Ouest-Recherche, un grand réseau pour les laboratoires des petites villes

de graodes écoles et uniêtre raccordés à un réseau de communicatioo scientifique à informaticiens bretons, ce dispositif. Daptise & Quest-recherche», a recu l'appui total de la région, qui a entraîné dans son sillage plusieurs villes, des grandes comme des petites: Brest, Rennes, Lorient, Saiot-Brieuc, Lanoion, Roscoff, entre

«La mobilisation a été forte», souligne Gérard Riou, chef du service informatique de l'IFREMER à Brest, Il est vrai que, en favorisant le maintien de laboratoires ou d'établissements supérieurs délocalisés, ce projet va dans le sens d'uo aménagement du territoire plus équilibré. Là est la grande originalité d'Ouest-recherche, dans la mesure où jusqu'à présent, en France, sculs les grands centres urbains sont raccordés à des réseaux informatiques à haut

Favoriser la déconcentration

à la Bretagne les Pays de la Loire, eux aussi engages dans cette action, soixante-dix sites vont bénéficier de ce désenciavement informatique. Il s'agit de les relier au réseau national de France Télécom, baptisé Réseau national transmissions enseignement recherche (RENA-TER). Grace à la fibre optique, ce systeme, qualifié d'autoroute informatique, a la caractéristique de procurer à ses utilisateurs d'importants moyens de transmission. Cela se chiffre en millions de signes à la seconde. En même temps, la voie peut être établie vers des ceotres de calcul européeos et

Dans l'Ouest, si l'on ajoute

Trois types de services fooctioooeront tout de suite sur Onest-recherche: messagerie et transfert de fichiers, accès à des ressources de calcul ou de documentation, partage des outils informatiques entre établissementation et sur la télé-ingénie-

RENTE NEUF centres de rie. Cela coosiste à faire transirecherche ou laboratoires ter des ressources documeotaires visualisables par l'ioforversités de Bretagne devraieot matique et à doooer la possibilité d'intervenir sur des calculateurs à distance à partir très baut débit. Lancé par des de centres qui, eo temps normal, n'oot pas ces possibilités

> Aiosi, les petits ceotres béoéficieront des mêmes moyens que les grands pôles de matière grise. L'histoire récente du développement en Bretagne a voulu que la recherche ne soit pas sculement localisée dans les grandes villes. A côté des dominantes de Brest (océaoographie, biologie), Lannico (télécommunicatioos), Rennes (agronomie, informatique), dans des villes comme Saint-Brieuc, Vaones, Lorient, Quimper, se sont installés des établissements de

recherche ou d'enseignement.

Cet éclatement de la recherche peut deveoir une chance pour un améoagement du territoire mieux réparti. « Un enseignant qui est nommé sur un poste à Vannes va se trouver dans les mêmes conditions de travail que celui d'une grande ville », indique Hervé Le Goff, professeur à l'IRISA de Rennes (Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires). qui anime l'équipe d'informatieiens d'Ouest-recherche. Pour des grands établissements éclatés comme IFREMER, un des premiers centres de recherche bretons reliés à RENATER, ce réseau à haut débit va permettre d'établir de meilleurs ponts entre les implantations délocali-

Cette ioformatique à très baut flux devrait favoriser la déconcentration. Pour René Dabard, directeur de l'INISA (Institut national des sciences appliquées) de Rennes, président d'Ouest-recherche, «le réseau aul se met en place va conforter l'implantation régionale des centres de recherche régionaux et nationaux». Le programme coûtera 68,5 millions de francs sur cioq ans el sera financé par le conseil régional, les collectivités locales et les ecotres de recberche euxmêmes, chaque partenaire participant pour un tiers.

Gabriel Simon



RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION

AU 78 62 33 62

ments. Les informaticiens du groupe entendent aller plus loio en travaillant sur la télédocu-

PROPRETÉ

L'axe vert Paris-Berlin

Ls ramasasge, l'incinération, ls recyclags des arduras domestiques est eujnurd'hu un casss-tête pour les édiles ds trutes les grendss agglomérations. Et les bonnes idéas ne courent pas les rues. Aussi Paris (2 millions d'habitants) et Berlin (3 millions), les visilles rivales d'eutrefoie, ant décidé de mettre leurs expériences en commun dans ca domains. Un eccord de coopération « envirannsment» s été signé le 19 mars à l'Hôtal de Vills de

Les Allemande sont, peraît-il, impressionnés per trois particularités parisiennes : la proximité des usines d'incinération, qui réduit les coûts de transport, les moto-crottss et ls technique de nettoyege des murs à l'eau chaude. Berlin, de son côté, est en avance pour ss législation en matière ds propreté. On e promis d'échenger des doeslere et surtaut des délégetiane de techniciens. Conclusion des deux parties : voilà une façan de fairs l'Europa qui an vaut bien d'autres.

DIX-NEUVIÈME

La Butte sans bus

Au cours des trente weekends de la saison truristique, snit de Pâques su mais d'octobre, les cars de touristes ne paurront plus manter su Sacré-Cœur, à Montmertre, Ils y étaient déjà interdits, taute l'ennés, pendent le nuit. Durent la journée, ils ne pouvaient que déposer leurs passaders.

Cette nouvelle mesure de restriction est une brèche supplémentaire dans le ascro-saint principe qui veut que la chaussée eppartienne exclusivement et à longueur de temps eux

Une partie des huit millions ds visitsurs de la Butte faront l'escension par d'sutres moyens : par les Montmartro-bus de la RATP, par les petits trains montés sur prisumati-ques, par le funiculaire remis à neuf ou... à pied. Et ls maire du dix-huitième smandisssment songe déjà à fermer totalsment les elsntours de ls piscs du Tertrs aux cars de tourisme, css mestadantes souvent bruyants at malodo-

DÉCHETS

Le Parc des expos de Villepinte récupère ses verres

Afin de participer à la protection de l'environnement, le Parc international des expositions de Paris-Nord-Villepinte (Ssine-Saint-Denis) s décidé, en partenariat evec l'Agence de l'environnement et de le maîtrise de l'énergis, de valoriser ses déchets.

En coopération avec les responsables des stande et dee restaurents, la société d'sxploitation du Parc vient de lancer uns campagne de récupération des verres recyclables, dont le volume ennuel eat estimé à près ds 600 tonnes. Un «Trophée verres» a été créé sfin ds récompenser les exposants qui auront le mieux effectué le tri sur leur etand. Déjà trois prix ont été décernés à l'occasion du Salon de la machine agricole. Cette noération de tri et de valorisation des déchets devrait être étendue aux cartons, papiers, bois et moquettes.

MÉDECINE LES MENACES **DU SATURNISME**

Les médecins et les infirmières de la capitale luttent contre la réapparition de cette maladie

l'hôpital Trousseau constatent, sur les radios d'un enfant qui se plaint de dnuleurs au ventre, des petites tâches énigmatiques. Les analyses de sang révèlent la présence d'un toxique inattendu : le plomb. Le saturnisme, maladie professionnelle d'un autre age, ferait-il sa réapparitinn chez les enfants des quartiers populaires? Quelques. mnis plus tard, six outres cas sont dépistés, chez des bambins damieiliés dans le anzième errondissement.

A la recherche de l'nrigine de cette intoxication, le docteur Mercelle Delnur, médecin des centres de Protectinn maternelle et infeotile (PMI) du nnzième errandissement, pense sux vieilles canalisations d'eau potable encore en plnmb. Mais les

N 1985, des médecins de analyses d'eau restent négatives et un l'emplnyait sur les murs et le laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris évoque une autre piste : le céruse, peinture eu pinmb employée au siècle deroier. En juillet 1986, à la demande du médecin, le laboratnire entreprend d'analyser systématiquement l'air, l'eau, les peintures des immeubles suspects sinsi que le sang de leurs occupants.

Les résultats de laboratnire sont clairs : l'eau respecte les normes, mais dans les peintures des appartements un relève 54 mg de plomb par gramme de matière, soit une proportinn importente. La céruse a été reconnoe dangereuse en 1909, mais elle a été utilisée jusqu'en 1948. Belle peinture, toxique pnur les mnisissures, elle proté-geait efficacement de l'humidité

extérieurs et dans les logements. en sous-couche et en finitinn. Elle demeure sous les badigeons refaits sans décapage, et aujourd'bui elle s'effrite avec eux.

3 400 enfants ont été examinés

Meis pnurquoi seuls les enfants en bes age sant-ils malades, apparemment de façon ebronique? Au pnint qu'à l'bônital Necker deux enfants snot ntorts d'une encépbslite due au plnmb. Aux Etats-Unis. nù l'nn croyait le saturnisme disparu, la maladie touche trois millinns d'enfants. En réalité, plusieurs facteurs les rendent

Dans l'estomac, la céruse se

trensfarme en chinrure de plamb, saluble dans le sang. Mais pour le même dose, le système digestif d'un bébé de trois ans retient 50 % du métal, alors que celui de l'eduite l'élimine à 90 %. Une carence en fer aide le poisnn à se fixer dans les os, d'nu il menece le système nerveux, y compris le cerveau. Aux Etats-Unis un estimait, en 1986, que les troubles scalaires débutaient avec la présence dans le sang de 250 mg de plomb par litre. Ce seuil est aujnurd'hui descendu à 100 mg.

Le docteur Delnur e privilégié un dépistage sélectif à partir des centres de PMI, où viennent consulter les familles modestes qui vivent dans des appartements anciens. Trois centres ont été ebnisis dens le nnziéme arrondissement pour tester le méthode, qui s révélé que 8,5 % des jeunes enfants vivant dens des locaux délabrés sont etteints de saturnisme. Le dépistage e alors été étendu eux centres des neuvième, dixième, nazième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième errondissements, ainsi qu'à certains Ilnts dégradés des dauzième, treizième et dixseptième. Le laboratnire de la ville a ainsi pratique 6 000 ane-

études des peintures. L. méthade s'est révélée efficac. puisque sur 3 400 enfants venu dans un centre de PMI et vivan dans des oppartements vétustes les deux tiers étaient etteints d' saturnisme. Le mnitié de malades unt dû être snignes. l'hôpital, les eutres nnt subi ui traitement plus léger. Le docteu Alein Epelboin, qui e étudi l'épidémie en etbnologue ennstete que la plupart de parents de ces malades qui son d'arigine africaine se méfient de corps médical.

En 1990, deux associations Migratinns Santé et Médecin sans frontiéres, ant traité un soixantaine d'appartements. Le mêmes raisons de sécurité nn ennduit à changer portes e fenêtres, plutôt que les décaper La ville, le ennseil réginnal, l caisse primsire d'assuranc maladie et divers ministères nn participé au financement d l'opération. La méthode de pré ventinn et de traitement de saturnisme urbain est au point Le dépistage se poursuit dans L tntalité des arrondissements d la capitale, la Seine-Saint-Denis le Val-de-Merne et la ville d

Marie Szpreglewski .

LE THÉATRE JOUE LES ARRONDISSEMENTS

Cinq arroodissements - 5. 13, 14, 15 et 19 - bénéficient actuellement d'un théâtre municipal functinonant selon ce schéma. Et ils tournent rond. Durant la saison 1991-1992, on y a mnoté 24 spectecles. Le taux de remplissage approche les 50 %, et 105 000 spectateurs ont été accueillis.

Voilà pour les chiffres. Ils soutlennent la comparsison svee les grands théâtres nationaux et avec les salles privées. Mais là n'est pes l'essentiel. Après tout, ces tréteaux de

tés opplaudissant des spectacles de patronage. Il n'en est rien. Les théâtres d'arroodissement font mieux que tenir leur partie dens le concert culturel de la capitale. La sélectino de trois d'entre eux pour les Molières 1993 en témoigne,

Bien sûr, ehecuo s sno style, Anny Murvil, qui dirige Is salle du 5º, dans le quartier Mnuffetard, ne s'aventure guère hars du répertaire classique pour ne pas effsroucher une clientèle locale furt conservstrice. Emmanuel Dechsrtre, dans le 14°, et Régis Santon, dans le 15°, souhaitent des specexcitants ma feuteuils d'écoliers et de retrai- tnot pas «intellos». Ils revien-

nent à de brillantes pièces de bnulevard, comme Lundi 8 heures de Jecques Deval nu Mansieur Klebs et Rozalie de René de Obaldia.

A La Villette, Patrick Gufflet, au cootraire, jooe les risque-tout en affrant ses planches à des créatinns. Elles ettirent d'sudecieux explarateurs qui, pour décoovrir de oouveaux talents, sont prêts à courir aux ennfins de Paris et même à s'assoupir durant is représentation.

Qualité de vie

En accueillant gratuitement des compagnies veoues des quatre coins de France, les théâtres d'arrandissement remplissent leur missinn : offrir à la fois de ls qualité aux Parisiens et un pen connus. Mais il n'est pas questinn de fsire durer le plai-

Après un maximum de 50 représentations, il faut passer à un sutre spectecle. Contrst nblige. Aussi les meilleures pièces continueot-elles leur carrière dans les théâtres privés. Cette année Monsieur Krebs et Rozalie est passé du fin fund du 14 sux néoos de la Madeleine, de mêrae que l'an dernier Caligula e'est transporté aux Methurins.

Ainsi coocus et dirigés, les théâtres municipaux de quartier participent à la qualité de vie des errondissements. Cheque soir, des rues, eutrefois désertes, s'animent. Plus besoin de courir «eo ville» pour snrtir evec des emis. Cheque salle e aujnurd'hui sa cohnrte de supporters-abonoés résidant dans le vnisinage.

La clientèle locale est d'importanee varieble: de 40 % dans le 5° à 15 % dans le 10°. Meis tous les directeurs se félicitent d'attirer eussi - et parfois surtout - des spectateurs venus du reste de la capitale, et même de banlieue. L'image du quertier s'en trouve relevée, et les msires d'arrondissement o'en sant pas peu fiers. Jacques Tau-bon (RPR), le maire, ne rate pas une générale dans « son » théatre du 13º et il en fait luimême la promotina auprès des «intellectuels» de l'errondisse-

Lionel Assnuad, dans le 14, et René Galy-Dejean, dans le 15°, snuticocent leur théâtre en tnute eircnnstance. Jeen Tiberi (RPR), msire du 5 est eux petits soins pour la salle de la rue Mnuffetard, qui constitue, dit-oo, l'un de ses srguments électoraux. Seul Jacques Feron - qui d'ailleurs n'habite pas son arrondissement - semble se désintéresser des créatians de Paris-Villette.

L'art drametique subventinné et décentralisé danne des bautans aux patrons des théâtres privés. Ils perlent de «concurrence délnyale», ainra que leur propre situatina serait edramatique ». Les mains acerbes eritiquent ces a nantis qui dépensent des subsides en

montant des spectacles pour se faire plaisirs, elars qu'euxmêmes seraieot condamoés à « faire du enmmercial » pnur survivre, Réponse de la directinn des affaires culturelles ; « Toutes actions confondues - et elles sunt multiples – le budget municipal consacré à l'aide au théatre se monte à 106 millions de francs en 1993. Là-dessus, 43 % profitent directement ou indirectement aux salles privées. »

lyses de sang et procédé à des

Il n'empêche que la msiorité municipale est sensible à la critique. Elle ne peut sans se contredire prôner la privatisation des services publics et continuer à municipaliser des théâtres de quartier. Ceux-ci le sentent bien. Thus sont situés à l'écart des grandes ertères et parfnis nichés dans des recoins difficiles à trouver. Aucun n'a neuse convenable et, collectivement, ils ne bénéficient d'eu cune promntinn perticulier 37.324 dans les médias municipaux. La Ville serait-elle soudai:

effrayée par son audace innova trice? «Il n'est pas questin." d'auvrir d'autres théâtres d'ar rondissement, dit-on à le direca a f tinn des effeires culturelles Nous nous contenterons, désort mais d'améliorer les salles exi: tantes. En effet, Paris-Villett va s'adjoindre uo foyer où l'o pourra se restaurer, et la sail. du 15º vaudrait bien en fair eutant_

Oo songe eussi à augmente les trop feibles capacités d'sc cueil du théâtre du 14. Thus le enimeteurs rednutent surtnu une stagnation des aides finar. cières. Pour les courageux e talentucux petits theatres d. quartier, voici venir le temp des veches maigres.

Marc Ambroise-Rende

CIRCULATION **LES GAMINS EN DANGER**

Un film va être distribué dans les écoles pour apprendre à être prudent

ROTECTOR », taires de la capitale. Cette opé-mntard extra-terres-ratinn, financée par EDF-GDF tre volant eu secours des gamins menacés par la circulatioo autnmnbile, devicodrat-il le héros préféré des écoliers parisiens? C'est ce qu'espère la préventioo routière, qoi e fsit réaliser uo film pédagogique doot ce personnage imaginaire

est la vedette. Le film, fort bebilement tourné par Jean-Louis Baujerd dans les rues mêmes de la capitale, présente cinq situations de la vie quntidienne dans lesquelles des enfants, paurtant raisonnables, sont à deux doigts d'être victimes d'on vébicule. Un srrêt sur image permet su maître de commenter sur-lechamp chacun des faits divers. et aux eofants d'exprimer leurs réactions. Une menière estucieuse d'apprendre les règles élémentaires de la sécurité du piéton en ville.

La cassette vidéo et son livret pédagogique vont être dis-tribués aux 440 écoles élémen-

ratina, financée par EDF-GDF et par la Ville, est l'une des réponses à l'augmentation préoccupante des accideots impliquant des enfants : 706 en 1992 (soit 11 % de plus que l'année précédente), qui oot ceusé l mort et 62 blessés graves le

plus souvent des garçons de six

à douze ans. Parallélemeot, le vnirie contione d'eménager les sorties des écoles (barrières, panneaux lumioeux, raleotisseurs, ilnts, passages surélevés), qui soot également surveillées par des «pervenehes» et des policiers auxiliaires. Enfin, la meirie mène, dans les établissements scolaires, de multiples ectinns de prévention routière, qui ont tnuebé 85 000 petits Parisiens en 1992. Pnur avoir été trop longtemps livré sans partage sux eutnmobiles, Paris est devenu nne jungle redoutable pour les

M. A.-R.

DÉCALAGE HORAIRE

Livraisons à la japonaise

Un simple coup de téléphons ou uns télécopie (très répandue su Japan chaz les particuliars) suffisent pour obtenir dans la demi-heure qui sult un repas chaud, de style ispansis nu accidental, uns pizza, des nauilles chinnises, dss boulettes de riz surmontéee d'une tranche de poisson cru (sushi), voire das plats plus

élaborés.

Au Japan, la livraison à domicils (demae) s une longue hietaire. Elle s'inscrit dene cetts conceptinn de le quelité du service qu'attandant, « naturellement », ds leurs fournisseurs les clients nippons. Le trafic st l'ineuffiasnce de mein-d'œuvre pauvaient faire psnser que cette pratique si répandue ellait régrasser. Il n'sn sst nsn. De nouvells modes (celle dea pizzee, par sxsmpls), et les exigences ds Is vie madems ant donné un coup de fouet à ca qui était su départ une tradition tràs japo-

Pizzas et bières

Ls livrsur-équilibrists eur eon véin, portent sur l'épaule uns pile de pistseux nu ds boîtes contsosot des rspas, celul plus moderns evec as mntocycletts dant la raus emare est surmantée d'un énnme ressort eu bout duquel ss balance un plateau chargé ds bals ds soups necillent sans renverser leur contenu sont des images récurrentes de la vie des quartiers japonais à l'heure des repas. Aujourd'hui sncore, restaurants de sushi, de soba (nouilles eu sarrasin) ou d'anguilles livrent tra-ditionnsliement isurs mets dans is voisinegs. La plupart du temps, la livraison set gratuite. Le restaurant demende quelquefoie une rémunération. qui reste modeste (10 % du

prix du plat). Les plats ennt accompagnés de bagusttes en bois jstables dans un étui sn pepier, nu d'un cauvert en plastique également enveloppé d'uns servistte s'Il s'egit d'un plat accidental. Jusqu'à 9 ou 10 heures du soir, an psut obtenir ca qu'on veut chez soi pour un dîner improvisé à le partée de toutes les boursee. Le systèms fonctionne sussi pendent l'heure du déisuner svec les dizaines de milliers de repas (bento) ainsi servis dane les entreprises.

Avec l'scrélération du rythms ds vis, la livrelson à damicils connaît un nouvel essor et se modernise. Le rapidité est une nouveile exigence de le livraison à domicile : les blcyclettss st iss trottinettes càdent prograssivamant le plece à de petits tricyclea matarisés concus per las constructeurs japonais.

Le febricant eméricain de pizzss. Dominn, dédult 700 yene (28 francs) d'une commande qui n'est pas arrivée dans les trents minutes. Aujourd'hui, Domino, qui s'est installé su Japon en 1984, doit faire fece à une vingtaine ds concurrents, tous plue inventifs les uns que les autres pour grappillar dee parts de

La livraison à domicile est pratiqués par les entrapriese les plus diverses : des cnmmsrçents de légumes sans engrals chimiques ou des mar-chands de rideaux qui viennent evsc uns petite camionnetts paur présenter in situ leurs produits. La livraison d'épiceris. de biàre ou ds saké est ement courante. Une pratique qui facilite le vie dans une grands agglomération.

> de notre correspondant Philippe Pons

262 pages 1992 L'année de L' dans It Hande LES ÉLECTIONS RÉGIONALES LE MONDE / GALLIMARD EN VENTE EN LIBRAIRIE







LA DEFENSE PERD SA PREMIÈRE TOUR

Dans le quartier d'affaires, l'ancien immeuble de la société Esso est en cours de démontage

jusqu'en juin dernier le ■siège social d'Esso à Courbevnie (Heuts-de-Seine), ne connaîtra pas le même sort que les tnurs du Val-Fnurré de Mantes-la-Inlie (Yvelines). Ici, pas question d'utiliser des explo-sits pour démnlir ce bâtiment constitué d'une ossature et de panneaux de façade métalliques, situé dans un environnement très dense. Dans trois mois pourtant, il ne restera plus rien de cet édifice qui fut le premier de le

a strategy.

5.1734

· · · · · ·

The Name of Street,

 $u_{m,n} \circ \xi$

∄Jarrie Szpre≱

100

that is the s the marks

11.00

No. Ambini

ili impinaise

Au début des années 50, la enmpagnie pétrolière est en quête d'un emplacement, afin de regrouper les services de son siège social disséminés dans plusieurs quartiers de Paris. L'entreprise avait procédé à diverses études d'implantation, Inrsque l'administration lui proposa de autour de quatre blocs centraux s'installer à la Défense, où elle nù sont logés les escaliers, les

1960, les travaux démarrent sur un terrain de 19 200 mêtres carrés sitné sur la commune de Courbevnie (Heuts-de-Seine), en bordure du rond-point de la Défense, à quelques dizaines de mêtres du Centre national des industries et techniques (CNIT), dnnt la vnûte futuriste avait surgi deux ans plus tôt, au milien des pavillnas et jardinets de banlieu

Les 36 700 mètres carrés de planchers, on doivent s'installer les 1 500 employés du siège de la firme, sont répartis sur seize niveaux, dont trois en sous-sols. L'immeuble, de 93 mètres de long sur 22 mètres de large, dont la hauteur a été volontairement limitée à 51 mètres pour ne pas écraser le CNIT, s'organise

'IMMEUBLE, qui abritait préparait le plan d'aménagement ascenseurs, les monte-charges et jusqu'en juin dernier le dn futur quartier d'affaires. En monte-dossiers, les gaines de monte-dossiers, les gaines de câbles et canalisations diverses. Le bâtiment, pensé par l'architecte Greber, est construit selnn la technique des murs-rideaux mise au point par l'Américain William Le Baron Jeuney.

Un espace

Sur l'ossature métallique de l'ensemble s'accrnche le « rideau » composé de montants verticaux - les raidisseurs - sur lesquels sont montés les châssis de fenêtres et les panneaux d'alléges, constitués d'une glace émaillée, d'nne lame d'air et d'un caisson étanche renfermant l'isolant thermique.

Dans le courant de l'année 1964, les premiers employés quittent les Champs-Elysées

qui suppose que les bêtes soient stérilisées, vaccinées, tatouées,

voles de L'Ecole du chat appli-

queut dane une politique de

«contrôle des naissances» draeonienne: une solution moins

barbare, plus efficace et «moins

coûteuse», assure Michel Cam-

bazard, que celle qui consiste,

pour les municipalités, à recou-

chats s'elève à 6 000 francs.

avec un taux d'efficacité garanti

continuant à se reproduire...

Depuis quinze ans, les béné-

nourries et domiciliées.

aventure, se souvient Jean-Bernard Bruant, actuel directeur artistique chez Esso. Nous étions les pionniers, il n'y avail pas d'autres immeubles de bureaux dans le quartier, et les communications étalent difficiles. On prenail le métro jusqu'au Pani-de-Neuilly, les plus courageux traversaient le pont à pied, les autres empruntaient le service de cars mis en place par l'entreprise. » Le bâtiment est inauguré le 5 mai 1965 et chaque nuit, des années durant, les quelque 1 200 fenêtres des deux façades ont servi d'enseignes lumineuses aux quatre lettres d'ESSO. En 1990, le société pétrolière décide de vendre son immeuble de la Défense et d'installer son siège sneiel à Rueil-Melmaisnn (Hauts-de-Seine).

Sur l'emplacement libéré, le nouveau propriétaire, la SNC Cœur-Défense, envisege de construire 190 000 mètres carrès de bureaux, pouvant accueillir 10 000 personnes, dans un ensemble comprenant deux tours de 150 mètres de heuteur sur trente-nenf niveeux, trais immeubles de buit à dix étages, einsi que 3 000 places de par-king. Au pied, des commerces de proximité et un musée, dépendant de la Fondatinn nationale d'art contemporain, ouvriront

pour la Défense. « Une véritable sur le parvis. Cette réalisation est estimée à 10 millierds de francs.

Selnn Emmanuel Guegnier, responsable du projet Cœur-Défense, les travaux de démolition se divisent en deux étapes. «La première consiste à retirer les 800 tannes d'amiante qui servait à l'isolation du bâtiment. Une apération délicate réalisée par une entreprise spécialisée. Une fois récupérée par des ouvriers qui ant suivi une farmation specifique, l'amiante est mise dans des sacs étanches puis dans des bennes, avant d'être stockée dans des silos en bétan. » Il s'agit en l'nccurrence de eeux de la décharge de France-Déchets de Villeparisis (Seine-et-Marne).

La structure métallique de la façade sera ensuite démontée de haut en bas et l'ossature découpée. Fin juin, l'immeuble Esso ne sera plus qu'un souvenir. Sur son emplacement, un espace vert sera eréé, dans l'ettente du démarrage du chantier de Cœur-Défense, pour lequel aucune date n'est avancée. L'opérateur Kaufman et Broad et ses parieneires (GAN, Crédit agricole, Crédit national, Banque-Indosuez, BNP, CCF, Société générale et Worms) espèrent, en effet, une conjoncture plus favorable.

Jean-Claude Pierrette

«citoyenneté» en einq volets ÉGALITÉ GÉOGRAPHIQUE

LES INJUSTICES **DU TÉLÉPHONE**

Une réforme de France Télécom devrait mettre fin aux anomalies de tarification

Un Versaillais (Yvelines) rir périodiquement aux services de France Capture, société spéqui téléphone à Paris est taxé cialisée dans le capture des toutes les eent vingt secondes ebats errants, qui finissent euthanasiés en fourrière. La tandis qu'un habitant de Boisd'Arcy, commune voisine, l'est mise en place d'un dispositif de toutes les sninante-duze secondes. En France, le comcapture pour une trentaine de plexité de la tarification des communications téléphoniques à 80 %, les 20 % de rescapés constitue une véritable source d'anomalies. Malgré un barème Apperemment, l'idée du identique, le coût mnyen de la minute de conversation pour des abonnés d'une même région

peut varier du simple au triple. Consciente que le decou page en eirconscriptinns tarifaires mis en place en 1956 ne répond plus aujourd'bui eux réalités géographiques, économiques et bumaines, France Télécom envisage de créer des zones Incales élargies (ZLE) qui devraient « corriger la plupart des incohèrences d'un système aui a beaucoup vieilli ». Le dispositif ectuellement à l'étude devrait « gnmmer les effets de frontière » entre les zones de taxetinn limitrophes et « décupler les possibilités d'appel nu tarif local ». Il devrait également permettre de « restructurer In tarification de l'Île-de-France (30 % des recettes téléphoniques françaises) aui constitue à elle seule une exception dans le sys-

tème général ». Une nouvelle

Selnn le découpage ectuel issu de le réforme de 1956, revue et corrigée en 1964 dans le cadre de la réorganisation de la réginn parisienne, l'Ile-de-France comporte trois circoncscriptions différentes : la circonscriptinn de Paris (zone P), qui inelnt la capitale et les communes de banlieue autrefnis rattachées au département de la Seine; la zone A, qui est située dans un rayon de 20 kilnmètres; et la zone B, dane un

rayon de 30 kilomètres. Dans la majnrité des localités des trois départements de le petite couronne (Seine-Sainl-Denis, Hauts-de-Seine et Valde-Marne) les usagers bénéficient d'un tarif identique à celui de Paris - soit une unité toutes les six minutes - lorsqu'ils appellent un enrrespondant parisien. En revanehe, paur leurs homologues situés dans les zones A et B, on est taxé respeetivement à raison d'une nnité tautes les vingt secondes paur la première et une unité tantes les saixante-douze secondes pour la deuxième concernant le même appel. Ce

mode de tarification, reconnaît France Télécom, provoque de nombreuses inégalités.

Pour les liaisons entre les banlieues, les anomelles sont aussi fréqueotes. Une communieation de Lagny (Seine-et-Marne) au Raincy (Seine-Saint-Denis) est facturée toutes les querante-cinq secondes alors qu'un eppel entre Lagny (Seineet-Marne) et Boulogne (Hautsde-Seine), dant la distance est trois fois supérieure, est facturée au tarif d'une unité toutes les (ante-douze secondes

Pis: dens un même département, toutes les villes ne sont pas soumises au même tarif. En Scine-Saint-Denis, par exemple, dans les seize communes rattaehées à l'arrondissement de la sous-préfecture du Rainey, autrefois dépendentes de l'aneienne Seine-et-Oise, on paie trois fois plus eber les appels pour Paris que dans leurs vingtquatre homologues qui dépendent de la préfecture de Bobigny (eutrefnis rattachées à la Seine).

A maintes reprises, Alfred-Marcel Vincent (PS), conseiller général et maire de Livry-Gargan (Seine-Seint-Denis), est intervenu euprès des différents ministres qui se sont succédé à la direction des postes et télécommunications, pour dénoncer «l'anomalie choquante» qui pénalise non seulement les communes de l'est de son département mais également toutes les localités de l'ancienne Seine-et-Oise retranebées aujnurd'hui dans les Heuts-de-Seine et le Val-de-Marne.

Ces a disparités injustes » qui frappent de numbreux ebnnés d'Ile-de-France devraient bientôt être corrigées. Dans le cadre de sa réforme en cours, France Télécom envisage en effet de redécouper la géographie tarifaire de l'Ile-de-France en trente eirconscriptinns. La ville de Paris formerait une circonscription unique tandis que de nauvelles zones seraient créées en respectant les limites administratives des arrondissements et des départements. L'epplication des ZLE à cette nouvelle carte devrait permettre d'eméliorer le traitement tarifaire des ebonnés, estime

France Télécom. Satisfait de la réforme proposée, le maire de Livry-Gargan espère que l'équité en matière de tarification téléphonique qu'il réclame depuis des années sera, comme promis, eppliquée dès l'an prochain.

Martine Boulay-Méric

VAL-DE-MARNE

Charenton célèbre Winston Churchill

La ville de Charenton-le-Pont (Val-de-Merne) a rendu hommage à Sir Winston Churchill en donnant son nom à une evenue et en ineugurent un buste à son effigie. La sculpture en bronze (1,40 mètre de haut), qui repose sur un socie de 1,80 mètre en granite nnir, aymbole de résistance à l'adversité, est dua au talent de Roland D'Andlau qui n'e fait là, comme il le dit avec modestie, qu'e une statue d'un manumen*t d*a l'Histoire ».

La municipalité, dirigée par Alein Griotteray, a voulu honnrer celui qui fut cen ces temps de drame le grand champion d'une grande entreprise et le grand artiste d'une grande histoire », selon le phrase du général de Gaulle. D'eilleurs, ce dernier possède déjà son buste dans l'avenue portent san nom. L'evenue Winston-Churchill sera le centre financier de le ville, la Caisse centrale des banques populaires devant y regroupe la olupart de see bureaux parisiens dans le courant du prin-

ESSONNE Des œuvres d'art pour la cathédrale d'Evry

Pour aider la construction de la cathédrale d'Evry, la première en Franca depuis plus d'un siècle, des peintras et des sculpteurs ont perticipé à une vente d'œuvres d'art qui e eu lieu antre le 31 mars et le 5 avril, à Paris. Grâce eux nombraux dons collactés per une souscription à l'échelon national, l'évêché d'Evry-Corbeil a déjà rassamblé un peu plus des deux tiars dee 50 millions da francs nécessaires à la réalisation du projet. Les travaux du bâtiment de

forma cylindriqua, dessiné par l'erchitacte sulssa Merio Botta, ont débuté au mois de juillet. En avril, il doit recevoir la cherpente triangulaire sur laquella reposera la varrière ervant da toit. La beptema des eloches, le 2 octobra, merquera una étapa symboli-

La chantier du gros-œuvre devrait être achevé à la fin de l'année. Parallalement se construit sur le flene de la cathédrala le centre d'ert sacré dont le financement est assuré par des perticipations publiques de l'Etat et des collectivités tarritoriales.

Formule 1 à Montihéry Le conseil général de l'Es-

sonne vient de faire réeliser une étude sur l'apportunité de reconstruire sur la sita de l'eutadrame de Linae-Mantlhéry un eireuit moderne où pourreient se caurir des épreuves da formule 1. Ineuguré en 1984 avec son célèbra enneeu de vitesse, une innovation à l'époque. l'autodrome eccueille encora quelques courses. Mais il est surtout utilieé par son propriétaire, l'Union technique de l'automobile, du motocyclisme et du cycle (UTAC). Dans le rapport qu'il e ramis au coneeil général, le préfet conclut à la faisabilité du projet. Outre un circuit indépendent de l'encien, le nouvel encemble eportif camprendrait un musée da l'eutomoblie et des zanes paur les ectivitée écanamiquee (stande de présentation pour les constructeurs ou les équipementiers).

Permettant d'équilibrer la hudget de l'apératinn, estiméa à 1,8 milliard da francs, cette étude répond à un souhait de la Fédération française de l'eutomabile d'arganiser un grand prix de formule 1 en région parisienna. Cependant, elle pourrait ne pas connaître da suite à moyen terma, le projet étant contesté par des élua des communes riva-

SEINE-SAINT-DENIS

ABRIS POUR CHATS SAUVAGES

Des enclos spécialement aménagés permettent d'éviter leur prolifération

Sur le parking de le cité qui e eu l'idée de «l'enelos lénine à L'ile-Saint-Denis enat'LM», dont le nom a été déposé à l'Institut de la proclos chat'LM » installé par l'as-sociation L'Ecole du chet feit l'effet d'une oasis de verdure dans un paysage de béton. Deux pneus transformés en bees à fleurs et un petit sapin entourent les quelques mètres carrés eménegés autour de la «chat'LM», étonnante maison de poupée en bois spécialement construite pour eccueillir les chets errants dn quartier. L'endans lequel deux ou trois ehettières ont été découpées. Seule la «dame nourrieière» qui chaque matin vient servir la soupe aux matous possède la clé de cet espace généreusement concédé

par la mairie à la race féline. Au total, ils sont une abandonnés - tous stérilisés qu'à L'Ile-Seint-Denis on eppelle commonément «les chats du marché». « ils nni toujnurs. vécu là », se souvient Arlette Suire, présidente du comité de L'École du chet de L'Ile-Saint-Denis, où elle habite depuis quarante ans. C'est elle

ehat'LM», dont le nom a été déposé à l'Institut de la propriété industrielle en 1990. Fabriquées en série par le centre d'aide par le travail (CAT) de Villeneuve-le-Garenne et ven-dues 2.400 francs pièce, les «chat'LM» se répandent actuellement en région parisienne : à L'Ile-Seint-Denis, une seconde «chet'LM» a été. installée à la cité Mautice-Thorez; à Saint-Denis, l'office HLM e fourni le grillage de l'enelos de la cité a Aubervilliers. deux cités ont inauguré il y e un

« Animaux citoyens »

dizaine de chets sauvages ou . Cambazard, le remuant président-fondeteur de l'associetinn L'Ecole du chat (7000 adhérents en Ile-de-France), qui, depuis quinze ans, bataille pour obtenir des municipalités le reconnaissance du droit des chets sauvages à vivre en «animeux eitoyens» dens les jardins publics et les cimetières. Une

«chat libre» fait snn ehemin: outre les collectivités locales et les établissements publies (un ópital de la Seine-Saint-Denis récemment opté pour le système an leur enclos respectif... stérilisatinn- «chet'LM»), les entreprises commencent à saisir l'intérêt de la formule. Pionnière en la matière, Fiat, à Levallnis, dant le site de l'ételier de carrosserie est très prisé des chats Belle victoire pour Miebel «désocialisés», e financé, il y a deux ens, la stérilisation de ces metnus, la location d'un Algéco pnur leur convalescence et l'achet d'un «chat'LM» avec mangeoire. Comme l'ételier est situé en front de Seine, les félins

Philippe Baverel

MONTREUIL VEUT ROULER BRANCHÉE

La commune s'est lancée dans l'aventure des véhicules électriques

lCl à 1995, une ving-taine de véhicules utili-taires, enit 10 % de la flotte municipale de la ville de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), devraient rouler à l'énergie électrique. La enmmune s'apprête à pesser une première commande d'une dizeine de madéles, qui devraient être mis en eirculation au cours dn premier semestre 1993. Choisie par le gouvernement comme l'un des vingt-deux sites pilotes (le Monde deté 29-30 navembre 1992) pour tester l'utilisation de le voiture électrique en milieu utbain, Montreuil, le plus grosse agglomération de l'Est parisien (95 000 hebitants) e décidé de s'investir pour que son expérience soit couronnée de succès. Conveineue que ce type de

véhicule, silencieux et propre, apporte une réponse concrète à et à la lutte contre les nuisances

produites par le bruit et la pollution, le municipalité de Montreuil veut faire de la ville un «laboratoire d'exsai ». En collabaretion evec le centre de Saint-Mandé d'Electricité et Gaz de France services, elle e nrganisé ou mais de janvier un forum de la voiture électrique. Regroupant une dizeine de ennstructeurs, il a permis aux entreprises, aux institutions et au grand public de découvrir et d'essayer ces nouveaux engins.

Sans pour eutant vouloir « idéaliser la volture électrique », le maire, Jean-Pierre Brard (enmuniste eritique), estime que « le jeu en vaut la chandelle ». Partisen d'une démarche valantariste, il saubaite arriver à convaincre les grands services publics (postes et télécommunications, police, ...), les professions libérales, les entreprises privées comme la société de collecte des ordures l'amélioration du cadre de vie municipales, les commerçants, c'est-à-dire tous ceux qui doi-

vent effectuer des déplacements en ville, d'apter paur ecs engins. La commune snuhaite également négocier evec son partenaire EDF-GDF, en charge untamment de l'installatinn et de la gestinn des bornes de recherge des batteries, un tarif préférentiel pour tous ceux qui se brancheront la nuit. Pour sa part, la ville prévoit d'acquérir plusieurs petites automobiles pour ses assistantes socieles, infirmières et employées du service nettniement des voies nu du service des espaces verts...

nnt eussi tout loisir de chasser

Tnut en étant conscient que la commune « risque d'essuyer les platres », le maire se veut résolument optimiste. Il se dit prêt à relever le défi.

Il espére « arriver à faire pariager à d'autres son enthousiasme » ponr que cette quatrième tentative de lancement de la voiture électrique en série. après trois faux départs - en 1903, avec la «Jamaiscontente » du père Jenatzy, en 1940, et en 1973, - « ne soit pas un nouvel èchec ».

Dans le département, l'expérience de Montreuil devrait faire des émules. La commune d'Aulnay-sous-Bois s'intéresse déjà à ces engins innovants. Elle e nbtenu d'un des concessinnnaires le prêt de deux modèles.

ENVIRONNEMENT

La ville en vert

Dijon, Amlene, Angers, Reims, Mulhouse smivent en tête du classement effectué per le magazine Grand air sur la qualité da l'anvironnement dans trente-six villes de plus de 100 000 hsbitants. Csen, Nimes, Strasbourg et Montpel-lier sont les plus mai notées. L'enquête s été menée per le biais d'un questionnaire, préelablement soumis et epprouvé par le ministère de l'environne ment, les reeponsables de Génération Ecologie et des

Verts. Les quatorze questione, dont las réponses étaient notées entre 3 et 10, portaient sur ls qualité ds l'eau, de l'eir, les espaces verta, les modes de traitement des ordures ména-gèrss, la réhabilitation de l'habitat, les transports en commun, etc. Un bonus, noté sur 20, était accordé aux municipalités qui pouvaient se targuer d' e initiatives diverses en faveur de l'environnement ». Les responsables de Grand air en tirent trois conclusions : aucune de ces villes n'est invivable ou dengereuse; reree sont les cités qui n'ont pas travaillé à des projets; il n'y e pas de fatalité, et l'homme peut corriger les injustices de le géographie et de l'histoire. En n'ayant pas répondu eu questionnaire de Grand air, les villes de Nice, Rouen et Perpignan font figure de meuveises

PICARDIE

4 ;

Festival de cinéma à Beauvais

Depuis sa création en 1991, le Festival international Animal et cinéma, baptisé Cinémalie, prend chaque ennée un peu plus d'importance grâce eu concours des collectivitée locales, Organisé à Beauvais, dens l'Oise, du samed 3 eu vendredi 9 avril, l'édition 1993 bénéficie du concours de la région Picardie, du conseil néral de l'Oise et de la vil de Beauvais, qui participent à hauteur de 60 % au finencement de cette menifestation, dont le budget est cette ennée de 2,2 millions de francs. Les collectivitée entendent par

cet investissement assurer le pérennité du cinéma dans la tissu local. Cette année, à la faveur du thème choisi, «Les mondes marins et leurs créatures», Richard Fleiseher viendra fêter le quarantième enniverseire de son film e Vingt mille lieues sous les mers » en présence de celle qui fut : la petite sirène de Hollywood: Esther Williams.

BOURGOGNE

Bus à la carte dans le Tonnerrois

Les 6 000 habitants des communes rurales qui adhèrent eu Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) du Tonnerrois peuvent désormais se rendre chaque mercredi à la ville. Pour peu qu'ils aient déposé leur demande avant le mardi midi auprès du SIVOM et moyennant un tarif forfaitaire de 20 francs aller et retour, un bus les prend en cherge à proximité de leur domicils et les dépose, en début d'aprèsmidi, dene le centre de Tonnerre. De là une nevette urbaine les conduit à la porte des Inagasins. L'Association de sauvegarde des intérêts ruraux du Tonnerrois, à l'origine de ce relais-bus, tente de rompre l'isolement des per-sonnes âgées qui habitent sn

zone rurale. Avec l'aide de partsnaires st après de longues études, elle e confié la maîtrise de cette expérience au SIVOM du Tonnerrois. Seules deux créations de circuits ont été nécessaires; il e suffi, pour le reste, d'adapter les lignes existantes aux besoins. «La souplesse est la principale qualité de ce service. explique Nicole Rousseau, la présidente du SIVOM. II pourra, bien sûr, e'adapter aux lles situations et besoins des usagers. >

LES UNIVERSITES RENTRENT EN VILLE

Après avoir exilé les étudiants dans les campus, les urbanistes veulent les réinstaller au centre des cités



ES travsux voot bon train, au cœur des villes : les étudiants rentrent au bercail, et l'on se met en frais pour les sccueillir. Cette volonté de réconcilier la cité et "université s'est sffirmée au milieu des années 80. Une mission, confiée à l'architecte Miebel Cantal-Dupart, en a souligné les enjeux, tandis que certaines villes commençaient à transformer des bâtiments désaffectés en lieux d'études. Au fil de colloques, Uni-

versité 2000, le programme de développement de l'enseignement supérieur, a elarifié les docoées. Il faodra, d'ici 1995, 1,5 milloo de mètres carrés supplémentaires, sans compter les résidences et les équipements tels que bibliothèques ou restaurants... En échange du financement d'une partie des projets, les collectivités locales ont été associées à ce grand chantier : plusieurs d'entre elles tré leurs limites. Fruits de l'ar-

Amiens:

le quartier Saint-Leu

Avec ses maisons à pans de bois, autrefois ouvrières,

son sir de Bohême hollandaise

et eurtout ses canaux (les rieux

de le Somme), le quartier de

Saint-Leu e tout pour devenir

le coin ∢artiste » d'Amiens. On

y flanereit volontiere, le soir,

entre bars, restaurants et anti-quaires... Tout, sauf précisé-

ment les jeunes, sans qui ce genre de lieu prend vite des

d'étudients à Amiens. Il y en e près de 19 000, et 25 000

sont ettendus d'ici à 1995.

Mais voilà : une décision d'ur-

banisma les avait confinée,

jueque-là, dans un campus à

cinq kilomètres de la ville. De

grands blocs de béton eu

milieu des pelouses. Il ne res-tait en ville que la faculté des

sciences et une école supé-

neure de commerce, bien ins-

tallée dans les jardins au pied

miers, affirme Gilles de Robien (UDF), meire d'Amiens, à pro-

poser, evant le plan e Univer-sité 2000 », 100 millions de francs. Le département, puis la

région en ont mis autant, et

l'État a été ainsi amené à une

politique de partenariet. D Objectif de l'opération pour la

ville : donner un second souf-

fie au centre, et finir de com-

bler les espaces, véritables

déchirures dans la tissu urbain,

restés inoccupés depuis isa

C'est ainsi qu'est née la ZAC Cathédrale, un projet qui s donné lieu à polémique st dont les grandes lignes ont été tracées par Bernard Huet. Il

destructions de la guerre.

e Nous avons 616 les pre-

Pourtant, il ne manque pas

ellures de musé

de la cathédraie.

out joué le jeu, bien décidées à utiliser l'université pour « fabriquer» la ville.

Au premier sbord, Is démarche semble aller de soi. Les étudiants sont, par défioition, jeunes. Ils sortent, s'attablent sux terrasses des cafés, dinent volontiers au restaurant... Bref, ils sont les scieurs rêvés d'un ceotre animé. En outre, ils constituent un potentiel économique non négligeable. Il convient donc de leur faire spprécler au mieux les charmes de la ville qui les accueille le temps de leurs études. Peut-être, ainsi, aurontils envie de s'y fixer définitive-

Ce retour vers le centre prouve la faillite des campus. Ces vastes espaces qui devaient structorer la banlieue et développer un art de vivre studieux, sportif et anglo-saxon sux portes de la ville oot mon-

devrait fermer le dégagement

du parvis et s'étandre sur l'ac-

tuel parking. C'est ià que pren-dront place le faculté de droit

st la bibliothèque universitaire.

Pour l'inetant, on en est

Si l'on peut actuellement eroiser 3 000 étudients en

centre-ville, c'est qu'une nou-

valle faculté des sciences vient

juste d'être terminée, précisé-

ment dans les ruelles de Saint-

Leu. On y trouve des labore-

toirss, msie eussi dss

amphithéâtres et des salles de

eours, conçus par l'srchitecte. Henri Gaudin. Une succession

ds silos, avec décrochements

et pans coupés, qui tentent de

respecter l'échelle du quartier,

tout en dégageant une unité forte. Les matériaux entament

également le dialogue avec le

quartisr historique: brique,

cuivre, meis eusei pans de

verre. Henri Gaudin est allé lus-

qu'à creuser, au pied de l'une des façades, un canal supplé-

mentaire. En face, les étu-

diants d'une école de manage-

ment ss sont installés dans

une sncienne usine. Là encore,

pesserellss métalliques et

échappées sur l'eau. Un peu

plus loin, on ve encore construire. Pour tous ceux qui

voudront bien rajoindre ca «Quartier latin» balbutiant, la

municipalité pense à un par-

cours plus ou moins piéton qui

relisreit tous cas nouvesux

pôles. Son nom est tout trouvé ; ce serait la rus de

de notre envoyé spécial à Amiens J.-L. A.

encore aux études.

chitecture des années 70, ils sont souvent en mauvais état et mal reliés su reste de la cité. Il n'y a pas d'apprentissage de la citoyenneté dans ces universités-là. Les étudiants y passent leur semaine comme d'autres vont travailler à l'usine, et ils rentrent chez eux dès le week-

La grande peur de l'sprès 1968 s'étant dissipée, c'est done en pleine ville que se développera l'expansion universitaire. Confiantes, ics munici-palités en profitent pour restructurer leurs centree. Ainsl. Marseille compte sur les étudiants (sppuyés, il est vrai, par siège du consell régional) pour mener à bien la reconversion du quartier Beizunce en pôle d'affaires. Lyon acbève la transformation de l'ancieone manufacture des tabacs « située. précise l'étude d'impact, au carrefour de deux axes urbains I'un étant justement à mettre en œuvre (le boulevard de l'Europe) dans le cadre de l'aménagement de la ville et de ses voles de transit».

Même effervescence dans les villes moyennes: en implantant l'université sur le site de la Tréfilerie, Ssint-Etienne étendra son centre le long d'nn axe « majeur ». Brest et Dankerque veulent ainsi sceller leurs retrouvailles avec is mer; Amiens avec son fleuve; Toulon avec son centre ancien, terni par une mauvaise

Pour autant qu'on ait aujourd'hui le recul oécessaire pour apprécier le résultat de ces projets embitieux, le problème paraît, en réalité, plus complexe. Il ne suffit pas de rapprocher, géographiquement, la ville et l'université pour que les liens se renouent immédietement. A Marseille, par exemple, les étudiaots s'attardent peu sur le parvis, et s'engouffrent en masse, dès la fin des cours, dans le bouche de

On peut done espérer que l'ensemble prendra corps lorsque l'université Saint-Charles, toute procbe et également en travsux, anra été rénovée et désenelavée. Msis ce qui est possible dans une grande ville ne l'est pas forcément dans une plus petite. On imsgine mal, quand bien même le prix du foncier le permettrait, les dix mille ou vingt mille étudiants implantés sur un campus rapa-triés en centre-ville. Une telle entreprise obligerait, soit à fragmenter l'université pour permettre son insertion dans le tissu urbain (or l'université a besoin d'être un espace cohérent et repérable), soit à concevoir des batimente qui détruiraient, par lenr smpleur, tout l'équilibre d'un centre-ville. Le projet que vient d'aehnver Henri Gaudin dans le quartier

Saint-Leu à Amiens illustre bien la difficulté d'intégrer un équipement de taille, pourtant moyenne, dans uo quartier traditionnel.

Il s'agit aussi de concilier deux temps qui ne s'écoulent pas au même rythme. Celui de l'université est discontinu, dans l'année comme dans la journée. Plus prosarquement, cela signifie qu'il est difficile de faire tourner un bar ou un service de photocopie avec des elients qui s'évanouissent quatre mois dans l'année.

Au quotidien, le stationnement des voitures comme la fréquentation des terrasses jusqu'à tard dans la nuit peuvent créer des tensions svec les riverains. « Ces projets d'université dans la ville ne peuvent donc concerner qu'une minorité d'étudiants, explique Miebel Cantal-Dupart, ils ne doivent pas remplacer une réstexion plus globale sur les rapports des campus et

Il faut les séduire, les accueillir le temps de leurs études. et leur donner l'envie de se fixer.

Le cas de Montpellier, qui révoit de transférer une partie de son oniversité de droit à l'extérieur de l'Ecusson est à cet égard révélateur. Les locaux actuels, en pleine ville, ne suffi-sent plus à recevoir les étudiants. Il a done été décidé de transférer une partie des formations sur le site encore vierge de Port-Marianne.

Ce projet, qui va à rebours de la tendance sctuelle, et traduit sans aueun doute la volonté d'une municipalité soucieuse de promouvoir un quartier en pleine gestation, tentera d'établir de nouveaux rapports entre les étudiants et la cité. De loin, la silbouette des bâtiments formera un tout, tandis que les constructions s'or-

donneront, à l'échelle du piéton, le long de rues piétonnes. La bibliothèque, équipement public, se détachera comme la figure de proue du complexe; si le parti initial est respecté, il y sura même des commerces au pied des nouveaux immeubles. Par ailleurs, une passerelle su-dessus du Lez mettra le site à une dizaine de minutes, à pied, de la place de la Comédie. Oo entrevoit aiosi les directions que peut prendre le travail des urbanistes : à la fois civiliser le campus en laissant entrer l'activité économique, et créer de nouvelles liaisons evec le cœur de la cité. Tel est, par exemple, le pari d'Orléans. Situé à La Source, le campus est au cœur d'uoe ville nou-velle de 30 000 habitaots dépourvue de toute espèce de centralité. Les bois qui séparaient l'université des quartiers de logements ont été abattus, pour gommer toute coupure. A leur place commencent à être construites les maisons de rue qui s'sligneront, sans solution de continuité, le long d'une evenue dont la chaussée sera considérablement rétrécie. A quelques mètres, l'ampbithéâtre de la pépinière d'entreprises fait face à un bâtiment universitaire plus sncien, et dessine sinsi une oouvelle place du

Ailleurs, à Grenoble ou à Nantes, c'est au tramway qu'incombe is mission de rapprocher les campus. Dans le même temps, les villes tentent de se faire plus sttractives, pour donner aux étudiants des raisons d'emprunter ees moyens de transport modernisés. On se prend sinsi à rever d'un équilibre, où les campus de banlieue et les facultés de centre-ville auraient chacun leurs fonctions et où des lieux de vie (restaurants universitaires, bibliotheques, malsons de l'étudiaot, accueil et sccrétarist...) fédéreraient, eu cœur historique de la cité, l'ensemble de la population estudiantine

Jean-Louis Andre

Dunkerque: les pieds dans l'eau Sous les baies vitrées, un d'occuper

cargo amarré. En bas, dans les rues de le Citadelle neguère peuplées de menns et de dockers, quelques bars et restaurants qui revivent... Ouverte il y e trois ans, le faculté des sciences se trouve à quelques mètres, à vol d'oiseau, du beffroi de l'hôtel de ville. A l'intérieur, passerelles, tôles et coursives, signées Architecture Studio, célèbrent le mémoire de la ville portuaire. eCette université, explique Pierre Yena. directeur du Centre de le Citadelle, nous en avons tellement rêvé qu'à eucun moment nous n'evons songé à l'implanter à l'extérieur da la ville. Au contraire, ei nous evions pu, nous l'eurions installée place Jean-Bart, au cœur symbolique

de la cité. »

A défaut, elle e pris see aiees dens un bâtlment neuf, eccolé à l'encienne menufacture dee tabecs, elle-même intégrés su projet. A quelques mètres, curieuse coque renversée, le restaurant univereitaire vient d'être inauguré ; de l'autre côté du chenal, la bibliothèque doit prendre place. Ensuite, sur ls quai encore occupé par des ectivités portuaires, se dresseront les extensions prévues. On se trouve, en fait, su cœur du projet «Neptune», piloté par Richard Rogers, qui prévoit l'extension du centre-ville autour des anciens bassins du commerce et dans les terrains libérés par les chantiers navals. Il manque encore les ponts, qui relleront le tout, meia, là encore, le début des travaux est imminent. En même temps, on an jettera un qui permettra aux spprentis scientifiques de venir en ville sans evoir à faire le tour des bessins.

lls ne aeront pas les ssuls à l'amprunter, puiaque leurs collègues de la faculté des lettres feront le chemin en sens inverse pour déjeuner. Eux, ils sont depuis 1986 au centre même de Dunkerque, dens un ancien collège. Un privilège que

d'occuper ainsi un lieu chistorique » dans une ville où les bâtiments antérieurs eux bombardements de 1940 se comptent sur les doigts d'une main Là eussi, pourtant, les maçons sont à l'œuvre, pour construire une ennexe, bientôt schevée sutour d'uns place qui sera décidément celle de la culture : on y trouve déjà le théâtre, la

bibliothàque municipale, et le

Musée des beaux-arts. Toute cette effervescence e pour but de gérer la erois-sence des effectifs : sur les 4 600 étudiants de la toute récente université du littorel. 2 200 sont à Dunkerqus, st ls chiffre devrait doubler d'ici quatre ou cinq ene. Tout simplement perce que le population est jeune, que les filièree a'y multiplient, et que s'implantent ici et là des seconde et troisièmes cycles.

Cette explosion tombait bien, puieque Dunkerque syalt besoin d'un moteur pour son centre plutôt morose. Pourtant, en trois rentrées, l'ambiance n'e pas été bouleversée. Nombre d'étudiants venus des villes voisines repartent dès la fin des cours, d'autant plus volontiers que, inscrits en premier cycle, donc relativement jeunes, ils n'ont pas leur autonomie finan-cière. Pour les fixer, la ville construit à leur intention une centaine de logements par an, dispersés dens la ville. Ella espère, du mêms coup, ettirer des investieseurs privés vers cs type de produit. Autre initiative : une opération montée evec le mutusile étudiante, la MNEF, qui offrait eux étudiants dsa tickets-restaurant. A cetts occasion, de nombreux patrons de snacks et de cafés ont fait conneissance svec les étu-diants. Ils cherchent des solutions, sujourd'hui, pour garder ce contact. Malgré le démarrage du resto U.

de notre envoyé spécial à Dunkerque J.-L. A.

2.5%

1

100

100

 $m^{\alpha} f f_1$

11 1.004

177

11 11 11

7. 1. 2.

· ~~;

.....

. . . .

2. 20.

1.00%

OR OTHERWS

25.9

of Oak

1000

Patrick Coutin: le rock en banlieue

tout l'homme d'un rube. En 1981, J'eime regarder les filles révèla au grand public un touche-à-tout, tour à tour étudiant en philo, sonorisateur et journaliste à Rock and Folk. Sa chanson «fait un tabec» en discothèque et sur les ondes des radios libres naissantes. Beau succès pour ce natif de Tunisie, qui avait quitté Sarcelles et l'université au début des années 70 pour e'immerger dans la musique au cours d'un long aéjour aux Etats-Unia. « Aprèa les espoirs déçus de mai 68, ee souvient le chanteur, la musique représentait pour moi le aeul espace de liberté. »

Douze ans aprèe J'alme ... et trois albums plus tard, Patrick Coutin, quarante ens, fait toujours partie du circuit du showbusiness (son prochain disque sortira fin août), mals il participe parallèlement aux activités de la Mission rock du conseil général de Seine-Seint-Denie. « En France, les niveaux de pratique et de cultura musicale sont parmi les plus bas du monde». effirme Patrick Coutin, qui a décidé de faire bénéficier les jounes musiciens banlieusards de son expérience. Il participe ectuellement au « Grand Zebrock», un forum ressemblent tout ce que le département compte de musiclens ameteurs et professionnels, d'organisateurs de concerts et d'ecteurs de la vie culturelle, dont l'édition 1993 e débuté, vendredi 2 avril, à Drancy,

Pas de sélection

r Je suis Monsieur Loyal, raconte Patrick Coutin, j'assure le lien entre les professionnels, auprès desquels je suis crédible, et les jeunes qui ne ma considèrent pas comme un pur produit du showbiz. . Un don du contact qui lui e permis d'impliquer des ertistes de renom dès le démarrage des ateliers, à l'automne. Des «pointures» du milieu sont ainsi venues enseigner à La Courneuve : Armande Althai, professeur de chant qu trevaille entre eutrea evec

Patrick Coutin est avant Etienne Daho et Liane Foly, les duitaristes Patrick Rondat et Norbert Krief (membre du groupe Trust et musicien de Johnny Hallyday), ou encore le batteur Albert Marcœur.

Pour participer à l'un de ces ateliers, les jeunes déboursent 50 francs, elors qu'une heure de cours particulier avec Armande Althai, par exemple, coûte dix fois plus. ell n'y a pas de réelle sélection à l'entrée des ateliers, souligne Patrick Coutin, mais les jeunes qui viennent ont tous une pratique musicale. » A terme, le chanteur rêve d'un véritable réseau, qui verrait ceux qui ont complété leur bagage musical enseigner à leur tour eux quatre coins du départe-

Coutin l'artiste cohabite sans problàmes avec Coutin l'organisateur. Il n'eet pas nécessaire selon lui d'adopter le mode de vie « sex, drugs and rock'n'roll » pour réussir dans la musique, bien eu contreire. «Quand je jouais evec un groupe, je me battais pour que tout le monde arrive à l'heure aux répétitions. Ce n'est pas le meilleur instrumentiste qui réussit nécessairement, c'est celui qui parvient à maintenir son groupe en vie.»

Fort de ce credo, Patrick Coutin e'eccommode dee pesanteurs administratives d'un conseil général. Il regrette simplement que le président ne vienne pas voir plus souvent le travail effectué dans les ateliers, Il serait plutôt «anar» que communiste, mais partage avec ses employeurs les mêmes conceptions en matière de diffusion de a culture.

Après quelques ennées de soutien des pouvoirs publics et des collectivitée localee à la «culture rock», certains jugent de bon ton de dénoncer le rock subventionné, version embourgeoisée d'un univers rebelle par définition. Légèrement agaçé, Coutin répond : « C'est le discours de ceux qui possèdent, de ceux qui s'en vont répéter dans la villa familiale.»

Laurent Douisan

LIVRES

UNE BALADE DANS LE SUD-OUEST

EN AGENAIS de Stéphane Beaumont. Photographies de Philippe Pastre, Editions Privat, Collection Pays et villes de France, 14. rue des Arts, 31080 Toulouse, 224 p., 290 F.

«Il ne faut pas confondre les livres qu'on hit en voyage et ceux qui font voyager.» Indéniablement, Stéphane Beaumont a adopté le vœu d'André Breton. « Petit-fils de cathare et de troubadour », maître de conférences à l'université des sciences sociales de Toulouse-I, conseiller discret et impénitent de nombreux politiciens, lui qui fait sien le métier de la parole a choisi de raconte «ce pays» par l'écrit. Il le récite un peu à la manière de Michel Serres, académieien du cru, comme se décline un alphabet du terroir. Il plonge sa plume dans les moindres coins et recoins, dans les méandres de la spécificité de cette région sans identité et eux frontières que lui-même evouc «insaisissables». Il le fait avec une passion et une gonrmandise inassouvies.

Ballotté entre le Guyenne atlantique et le Midi toulousain, tiraillé entre le Périgord et la Gascogne, l'Agenais, terre fluviele, ultime dortoir de le Garonne paresseuse et terre de rencontres, est une sorte d'« espace tampon », une « confèdération sans normes ni lois », qui s'est dessinée au fil des turbulences de son histoire et de sa géographie bien particulières, « Une forme floue, sans relief, où tous les horizons se donnent ren-

dez-vous.» On ne peut entrer innocemment en Agenais; Stéphane Beaumont se plaît à rappeler dans son ouvrage les cicatrices que laisse dans le cœur une telle invitation au voyage. Elle ne peut se concevoir que comme «une aventure de l'âme ». Ici, en Agenais, tout semble être domestiqué

ques, puiser ses respirations dans ce pays. L'occupant de l'ancien relais de poste de Beaujoly à Colayrac-Saint-Circq (Lot-et-Garonne) nous invite à suivre son message dans un carnet de route qui nous condnit sans contorsions des sillons des champs aux

bastides des villes. De Marmande à Nêrac de Villeneuve-sur-Lot à Agen, nous marchons à pas comptés sur les vicinales de la ruralité. En Agenais est plus qu'un livre, e'est un espace d'émotions, de couleurs et d'odeurs. Rien n'échappe à Stéphane Beaumont : ni le moutonnement des collines mollassiques, ni le «pletge», ce vent qui décoiffe les bois des causses, ni cette multitude de signes qui font le patrimoine naturel de ce pays

LA MÉDITERRANÉE INQULÈTE Dirigé par Xnvier Gizard, Datar. Editions de l'Aube, 1993.

190 p., 95 F.

Menée à plusieurs voix - les auteurs ne sont pas moins d'une douzaine - voici une réflexion approfondie et souvent pertinente sur les netions et les régions riveraines de la Méditerranée: Elle est d'autant plus nécessaire qu'une fois encore la « mare nostrum » est malade, Ex-Yougoslevie, Liban, Israel, Lybie, Algérie, les points douloureux jalonnent ses rivages tandis que se réveille le vieille cicatrice entre l'Islam et l'Occident.

· Il était grand temps de regarder de ce côté-ci des confins européens, d'en rappeler l'bistoire récente, d'en étudier les insuffisances et les potentalités économiques, d'en identifier les dissonances culturelles et finalement d'évaluer dans cet ensemble le poids de notre « arc latin » : Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Côte d'Azur. Près de le moitié de l'ouvrage est consacrée à cet état des lieux régional. Constataet sauvage à le fois. Stéphane | tion : en dépit d'un mythe par-Beaumont e toujours su, entre ses | fumé de nostalgic coloniale, le multiples combets démocrati- | Sud français, aspiré par un puis-

si indéfinissable pour un étranger. L'auteur s'attarde sur deux eutres de ses passions : le rugby et l'histoire politique. Il ne peut passer sous silence les bleus à l'âme que leisse la légende du Sporting Union agenais, plusieurs fois champion de France, ni parler d'histoire sans évoquer celle d'Armand Fallières. Nommé président de la République le 17 janvier 1906, ce sénateur avait etteint le pouvoir suprême. Il reste l'une des figures locales dans cette région gastronomique qui semble avoir inventé un radicalisme-cassoulet à nul autre pareil. La plume de l'auteur chante avec enthousiasme l'hétérogénéité des rapports humains, des paysages et leur étrange symbiose, pour mieux laisser dans la mémoire l'empreinte d'une attachante pérennité. La portée harmonieuse et conviviale de l'écriture est agrémentée du plaisir complice des photographies de Philippe Pastre, un autre enfant du pays des pruneaux à l'ame

Jean-Jacques Rollat

sant européo-eentrisme, est aujourd'hui tourné vers le Nord.

Les auteurs, spécialistes de la culture, agronomes, économistes et sociologues, ont totalement oublié deux phénomènes qui corrigent leur constat : celui de la montée en puissance des universités des trois régions en cause (6 200 chercheurs et enseignants contre 9 120 en Ile-de-France) et celui du retournement de la défense netionale des frontières de l'Est et de la façade atlantique vers les rives de la Grande Bleue, Il faut rappeler qu'aujourd'hui les porte-avions et les sous-marins d'attaque sont désormais concentrés à Toulon; que la moitié de la force d'action rapide est installée à Nîmes et Toulouse.

En conclusion, l'équipe des rédacteurs s'essaye à un exercice périlleux mais fécond : imaginer deux scénarios opposés de l'évolution possible du bassin méditerranéen eu cours des prochaines décennies : déchirement on le développement par le coopération. Son opinion est que, en toute hypothèse, pour que la France jouc sa partie, il serait nécessaire que les trois régions méridionales béneficient dans l'aménagement du territoire d'« un transfert massif de pouvoirs et de ressources ». On reconnaîtra là le vieux complexe des Sudistes qui se croient bridés par le centralisme parisien. N'appartient-il pas d'abord aux élus régionaux de prouver, par des initiatives coordonnées, qu'ils sont capables de relever ensemble le défi méditerranéen? L'un des mérites de l'ouvrage est de poser ce problème-là.

LE GUIDE ÉCONOMIQUE DE NORMANDIE Editions du P'tit Normand

18, rampe Saint-Hilaire, 76000 Rouen 600 p., 140 F.

Nouvelle couleur pour la version 1993 du plus grand répertoire économique des régions de Haute et Basse-Normandic, qui vient de paraître avec 11 000 noms. Pour sa cinquième édition, ce best-seller imprimé à 25 000 exemplaires, coproduit par le Crédit industriel de Normandie et les éditions régionales du P'tit Normand, reste fidèle à lui-même avec ses chapitres par secteurs d'activité et son inventaire des 3 235 communes de Normandie. Il innove par le présentation d'un cahier central regroupant les collectivités territoriales et les services de l'Etat dans les deux régions et les cinq départements. La totalité des entreprises employant plus de cent salariés y figurent pour la premiére fois.

Les six cents pages, illustrées de cartes, de ce volume sont le fruit de plusieurs mois de travail d'une équipe de journalistes. Sous la direction de Bertrand Tierce, rédacteur en ebef, ils ont collecté et vérifié des monceaux de chiffres pour on faire une somme rendue plus digeste par leurs analyses.

COURRIER

Écologie urbaine

S'il est un domaine où il serait nécessaire que les militants d'association de quartier fassent entendre leur voix, e'est bien celui de l'écologie urbaine (le Monde daté 7-8 février). Mais que signifie ce mot? Il est epparu dans les année 20, à Chicago, où des sociologues ont élaboré une théorie sur la répartition des habitants dans les différents quartiers d'une ville en fonction de leur pouvoir économique. Il est évident que cette approche ne convient plus du tout.

La rencontre des deux termes «écologie» et «urbaine» peut sembler contradictoire. Les écologistes purs et durs ont mis la nature au centre de leurs préoccupations, l'ennemi désigné étant le plus souvent l'bomme, prédateur et pollueur par excellonce. Au contraire, les urbanistes sont par définition «anthropocentristes»: ils travaillent pour l'bomme - ou du moins, ils sont eensés le faire. Peut-on résoudre cette contradiction en introduisant davantage de nature dans le ville? C'est ce que croient nombre d'élus et d'aménageurs. Certains doctrinaires en arrivent même à proposer des solutions abcrrantes : « Evitez de faire des jordins avec des massifs fleuris. Faites plutôt des taillis et des maquis, nyec des animnux snuvages...»

Sans tomber dans ce travers, la communauté urbaine de Lyon s'est dotée récemment d'une charte de l'écologie urbaine. Ce document, qui prévoit des investissements sur trois ans (de 1992 à 1995, date des prochaines élections municipales), est loin d'être dépourvu d'intérêt pour l'environnement futur de l'agglomération lyon-naise. Mais il ne constitue qu'un catalogue des problèmes d'environnement : pollution de l'air et de l'eeu; treitement des déchets; lutte contre le bruit : espaces verts urbains et péri-urbains, etc.

Est-ce cele l'écologie urbaine? Il semble bien que non. Si l'on veut un type d'habitat citadin dans lequel l'homme puisse s'épanouir, il faut aller beaucoup plus loin. Inclure dans la démarche la sauvegarde du paysage urbain, les espaces publics. l'architecture, le patrimoine bâti et non bâti, les déplacements, etc. Tout un programme!

Si elle est avent tout pluridisciplinaire, l'écologie urbaine ne constitue ni une doctrine rigide, ni une série de recettes, mais davantage un état d'esprit. Il devrait hebiter les élus, les aménageurs, comme les habi-tants eux-mêmes. Les habitants surtout, car l'écologie urbaine, c'est aussi la possibilité pour leurs associations de mieux apprébender la politique urbaine qui leur est proposée... et le plus souvent imposée. PAUL SCHERRER

Président de l'Union des comités d'intérêts locaux et d'urbanisme



LA FAMINE **EN AFRIQUE**



NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley,

Roger Buckley EN VENTE EN LIBRAIRIE

DEBAT

LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE

par Vincent Liger-Belair

E maire d'une ville movenne devra-t-il bjentôt justifier sa gestion devant la presae pour répondra aux arguments d'une association de contribuables ectionnaires »? Un préaident de conaeil général sera-t-il conduit dans un tout proche avenir à présenter le bilan économique et financier annuel du département devant le parterre des chefs d'entreprise? Un président de région devra-t-il mener une politique de communication financière comperable à celle dee grandes entreprises privées?

Ces questions n'appartiennent en nen à la politique-fiction. La loi du 6 février 1992 relative à l'edministration territoriale pose en matièra de finances locales un principe irréversible, celui de la transparance. Quelles obligations concrètes vont êtres faites aux collectivités pour leur communication financière? Quelle méthodologie va être retenue pour la présentation des comptes? Quels ratios financiers vont être sélectionnés pour servir de base à l'information de l'opinion?

Quels que ecient les choix, les critères utilisés devront permettre de comparer des choses comparables et d'établir des jugements nuancés pour epprécier eussi bien la prudence d'une gestion rigoureuse que le dynamisme d'una politique embitieuse. Les optiona techniques seront d'une grande importance puisque le principe de la transparence est. kii, irrévocablement posé.

Ce principe risque de bouscuier chez les élus des cultures, des réflexes et des habitudes très ancrés. La libre circulation des données financières est une pratique encore très éloignée des habitudes en cours. Les responsables politiques considèrent, parfois à juste titre dans les mœurs actuelles, que la maîtrise de ce type d'information se confond avec la liberté de gestion, voire avec la liberté politique tout court.

L'obligation faite par la loi aux collectivités n'est pas mince : publier la liste des concours attribués aux associatione, les tableaux de synthèse des comptes adminis-

tratifs des organismee de coopération inter-communale, le bilan certifié conforme des organismee dens lesquels la collectivité détient une part de capital... Des contraintes qui vont à l'encomre des réflexes d'un personnel politique prudent et discret, qui redoute l'exploitation politique. Le débat ouvert ne doit pas se confondre avec le tamtam médiatique ou le harcèlement démagogi-que. La transparence appelle la responsabilité

Expliquer pour mobiliser l'électeur

On peut donc comprendre les réticences. La loi place toutefois les responsables politiques devant un choix cleir : egir ou subir. L'enjau; pour eux, est maintenant de savoir comment transformer une obligation légale en evantage politique. Penser qu'il est urgent d'attendre serait une lourde erreur, tant il est vrai qu'en communication, si l'on ne parle pas, les autres s'en chargent.

Pour les élus, la tentation sera grande de lire la loi de manière minimaliate et de ae contenter de mettre à la disposition du public à la maine, à l'hôtel du département ou de la région, des documents difficilement compré-

Cette interprétation comporte des risques peu perceptibles immédiatement mais bien réels. Une telle lecture va, en effet, se heurter au moins à trois logiques qui feront rapidement craquer les digues illusoires

posées ici et là. La première est simplement celle de l'information. Dans ce domaine, lorsque le filet d'eau de l'information commence à couler, l'expérience montre qu'il se transforme rezidement en un courant elerte. Ceux qui l'ont ignoré ont été noyée per le mouvement de spirale que l'information génère. Les flux d'information ne peuvent être maîtriséa que par les techniques modernes de la communi-

Certaine diront qu'entre lee obligations

faites par la loi et une communication financière élaborée la distance est immense. Se souviennent-ils toutefois que, dans le seul domaine de la gestion, les collectivités sont passées en quelques années seulement de l'âge de pierre aux techniques sophistiquées utilisées aujourd'hui par les entreprises? Ne volent-ils pas que les collectivités sont conduites naturellement à devenir des émetteurs financiers et à s'approprier tout ce qui

e'y rattache? La deuxiàme logique est celle de la décentralisation. Le processus engagé per la loi de 1982 conduit les collectivités vers une autonomie, une maturité et une concurrence de plus en plus grande. Il est caractérisé par le désengegement de l'Etat, l'augmentation corrélative de la pression fiscale et le recours à l'emprunt afin, pour les collectivités, de faire

face aux charges nouvelles. Il va falloir de plus en plus expliquer pour mobiliser l'électeur. L'image financière de la collectivité devient une composante à part emière de l'image politique globale et un etout dans la compétition pour attirer les investisseurs extérieurs.

Troisième logique, celle de la démocratie locale. Un sondege de juin 1992 montre combien le citoyen se comporte de plus en plus comme un client actionnaire. Il a un droit de regard et exige una information détaillée. Mobiliser le citoyen demandera à l'avenir de faira adhérer le contribuable, qu'il soit le payeur de la taxe professionnelle ou de la taxe d'habitation. Une bonne connaissance de la gestion économique et financière par l'opinion comribuera, de facon non néoligeable, à assurer aux politiques la durée, la stabilité et la continuité du long terme. Elle devrait éviter les gestions chaotiques nées des ren-

versements de tendance.

Trois logiques, trois raisons eu moins pour les responsables de collectivitée de se déterminer face eu principe de la transparence financièra afin d'éviter que l'opinion ne leur rappelle dans un proche avenir le justesse de cette affirmation.

► Vincent Liger-Belair est présidentdirecteur général de PHI Communication.

MPOSSIBLE d'aller plus loin, le train s'est immobilisé face au hall de la gare. Le butoir, qui bloque la motrice, matérialise ce terminus. «Le Havre, tout le monde descend»; la voix du ehef de gare confirme l'impres-sion; ici s'achève la ligne ferro-viaire, ici s'achève le voyage, au-delà il y a le cours de la République, puis d'autres rues qui

Le Havre est une pointe de terre face à la Manebe, ici nn s'arrête ou ainrs nn s'embarque. Comme Brest ou Cherbourg, la ville n'est pas un carrefnur, elle est une fin, une belle fin. Jean-Paul Sartre, au milieu des années 30, alors qu'il enseignait la philosophie au lycée François-I", a imaginé pour la Nausée une cité qu'il nomme Bouville. Le finnetinnnaire exilé a compris que l'administration ne pouvait l'envoyer plus loin que cette ville du bout du pays.
Joli nom que celui de Bou-

ville. Avec sa consonance normande, il aurait pu plaire aux-babitants, et puis il aurait surtnut signifié que la cité se positionnait par rapport au reste du pays et pas seulement comme un refuge pour les marins. Mais les Havrais des années 30, comme ceux d'aujourd'bui, nnt-ils vraiment envie de rompre leurs liens avec is mer?

Ce sont des raisons de stratégie maritime qui ont poussé le jeune roi François !- à créer un nnuveau port à l'entrée de la Seine, Le commerce vers l'Atlantique et la mer du Nord se développe, il faut dnne déblayer les galets pour construire un bassin. Mais il est aussi nécessaire de fortifier ce havre adossé à un environnement bostile. Part royal, ville militaire, le Havrede-Grâce est né, tourné résolument vers la mer, prêt à en subir les colères, prêt à creuser et toujours ereuser pour chasser les alluvions que la belle capricieuse lui envoie.

Les tempêtes qui emportent les premières constructions ne découragent pas les babitants. An contraire même, elles forgent leur détermination et incitent de nnuveaux volnataires à les rejoindre. Les guerres, étrangères nu de Religing, provoquent des reflux, mais la ville renaît et touiours attire commercants nu marins séduits par l'aventure. L'essor du Havre réside dans cette capacité à attirer de nnuvelles populations qui chnisissent de s'installer dans une ville dont le nnm semble synnnyme

Ce mélange d'expatriés, de

Bretnns nu d'Alsaeiens, de Suisses ou d'émigrants en rupture de transit vers l'Amérique, erée une communauté nuverte sur l'extérieur, mais toujours distante envers ses voisins rouennais: Le Havre grandit, devient un port de commerce actif en perdant ses fonctions militaires. Parte des colnnies, lieu de négoce du café, place financière, la ville saute ses fortifications anciennes, envahit les marais qui l'entourent et part à l'assaut des

Une belle histoire, toutefnis émaillée d'incidents entre la population ouvrière du «bas» et les bourgeois nu les armateurs qui nnt choisi de résider sur « la côte». Le port est devenu cité industrielle, l'importance stratégique du Havre explique que la ville soit incluse dans le mur de l'Atlantique et peut-être pourquoi les bombardiers alliés la rennent pour cible.

collines.

Il y a « ceux d'en haut », locataires des HLM; ceux de « la côte », descendants d'armateurs, et ceux « d'en bas ». enfants du baby-boom

Les 5, et 6 septembre 1944,

la destruction vient du ciel. Il

faut à nouveau déblayer le port et reconstruire la ville. Le Havre, quatre cents et quelques années après sa créatinn, se remet à l'nuvrage, Ce sont 150 bectares du centre-ville qui sont à bâtir et qui sont confiés à un homme de soixante et onze ans, Auguste Perret. L'architecte du rationalisme constructif et ses élèves mettent en application des principes sur lesquets ils réfléchissent depuis longtemps. « Celui qui dissimule une portie quelconque de la charpente se prive du seul légitime et plus bel ornement, de l'architecture. Celui qui dissimule un poteau commet une faute », affirme le maître, qui privilégie les structures apparentes et les poteaux de béton armé. Il définit une trame modulaire faite d'ilots urbains de différentes hauteurs, il faconne sinsi la première ville

nouvelle. Le Havre devient un chantier avant de renaître. Plus de dix ans de travaux qui modifient le centre pour en faire un ensem-

E HAVRE

Gens du bout du pays



ble d'babitations et de commerces aux rues rectilignes, au béton triomphant, qui affiche sa texture. Quelques édifices, comme l'église Saint-Joseph ou l'hôtel de ville, permettent des envolées et recréent des signaux, comme si la cité souhaitait touiours s'adresser à ceux qui arrivent par la mer.

Les habitants ont assisté à la reconstruction de leur ville, mais tous n'ont pas adhéré au pari architectural. La largeur des avenues, la couleur du béton, voire l'organisation intérieure des logements, bref le madernisme démute les nostalgiques des vieux quartiers. Alors que, dans les années 60. l'expansion du port se poursuit et que le pétrole favorise la création de nouvelles entreprises, les municipalités successives construisent des immeubles locatifs sur les plateaux pour accueillir une population toujours plus nombreuse.

Vnici Le Havre en cette fin de vingtième slècle divisé en troit. If y a ceux «d'en haut», les derniers arrivés, locataires des salam des plateaux ; les gens de «la côte», descendants des familles d'armateurs nu unuveaux fortunés qui not posur la mer et enfin ceux « d'en bas », snuvent des enfants du baby-boom, qui apprécient le style, pourtant décrié, d'Auguste Perret. Un découpage qui semble par trop schématique mais qui, cependant, correspond à ce que beaucoup d'habitants expriment lorsqu'ils évoquent leurs difficul-

tés ou leurs plaisirs. Cette division serait atténuce si la ville possedait un vosi centre, un endroit unique où l'on sache aller le samedi après-midi pour faire des achats nu tout simplement se promener. Mais où le situer, cet espace rêvé : un peu au Rond-Pnint, carrefour des voies descendant des hanteurs dans le bâti ancien, autour de l'hôtel de ville et de ses larges esplanades, ou encore le long des immembles Perret? Les Havrais bésitent et voot de l'un à l'autre de ces lieux en protestant contre la circulatinn automnbile, à laquelle, bien sur, ils participent.

Heureusement, le dimanche, les antagonismes disparaissent. Un seul lieu de promenade fait l'unanimité : le bord de mer. La météorologie a finalement peu d'importance pour ces citovens du bout de la terre : le septième jour, ils se pressent sur la plage. Qu'importent les galets à marée haute, qu'importe le vent, les Havrais ont l'habitude de déambuler devant cet espace liquide oui les attire touinurs. Evidemment, ceux qui fréquentent l'anse des régates on ceux qui vont pousser leur planche à voile près des falaises ne sont pas les mêmes que ceux qui font halte dans les baraques en planches où règne l'odeur de frites ; mais qu'importe, tous se retrouvent

au bord des vagues. C'est pour eux que la mairie s'est enfin décidée à élargir le boulevard Albert-Is. C'est en pensant à eux que les élus ont choisi un ambitieux projet de rénnvation du litteral. Diguepromenade, jardins à l'anglaise, rivière d'eau dnuce et lieux d'animation, conçus par le paysagiste Alexandre Chemetoff, doivent « approfondir ancora les relations, les liens passionnés que nous, les Havrais, avons avec le grand large », selnn les paroles d'André Duroméa (PC), maire

L'œil malicieux du vieux militant s'éclaire inrsqu'il évoque ses souvenirs « du temps des paquebots ». Il parle de la fnule qui envahissait les quais pour voir partir le Normandie, se souvient du France, puis « de la rue de Paris qu'an empruntait pour

La nouvelle aventure : le pont à haubans le plus grand du monde avec des pylônes de la hauteur de la tour Montparnasse

André Duromés est, à l'image de nombre de ses concitoyens, nostalgique « de cette vie qui a changé ». Il aimerait que le quartier Saint-François, proche du port, soit toujnurs « connu dans le monde entier». Hélas ! le temps des grands fransatlantiques n'est plus, Salvador Dali ne vient plus saluer de l'échelle de coupée et les porte-conteneurs n'actionnent pas leur sirène lors-qu'ils franchissent la digue. Aujourd'hui, ces rapides navires n'accostent que pour de bréves escales de six ou dix heures. Le Havre n'est plus une ville à matelois en goguette.

Le long des entrepôts du quartier de l'Eure, des bars unt fermé. Tous les estaminets proches de la Maisnn des dockers semblent eux aussi sinistrès, comme si la nouvelle Ini avait des conséquences sur le commerce local. «Lorsque la résorme sera en application, elle nous permettra des baisses de tarif qui nous mettront à égalité avec nos concurrents, Anvers el Rntterdam », assure Hubert Raoul-Duval, président du Port autonome. Il espère une reprise du trafie et évoque le rôle du port comme « gare de triage des

les plus près de l'Atlantique.»

Mnins de dockers, moins de navires dans le port, mnins d'nuvriers dans les grosses entreprises de la zone industrielle qui prolonge les bassins : à l'image d'autres villes, Le Havre compte ses chômeurs. L'absence de secteur tertiaire bandicape une agglomération qui sait que le salut ne viendra pas de la créatinn de nnuvelles unités chez Total nu chez Renault. La ville haute connaît les difficultés des banlieues nù l'absence d'emplois et de perspectives pour les jeunes favorisent la marginalisatinn, voire la délinquance. Les

commerçants de la ville basse se

plaignent d'une baisse d'activité. On pourrait eroire les Havrais moroses face à une situation économique peu encourageante. Mais ce serait oublier leur passé, leur volontarisme à toute épreuve. Alnrs, pour se danner de l'espoir, ces aventuriers se sont lancé un nnuveau défi : construire un pont sur l'estuaire. Bien sûr, il existait déjà depuis 1959, le pont de Tancarville, pour rallier la rive sud de la Seine, mais «il fallait faire 20 kilomètres le long du chenal pour le rejnindre », explique Jean-Pierre Bonnn, président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Alors, pour éviter ce détour, la CCI est devenue maître d'ouvrage du pont à haubans «le plus grand du monde». Deux pylônes, de la hauteur

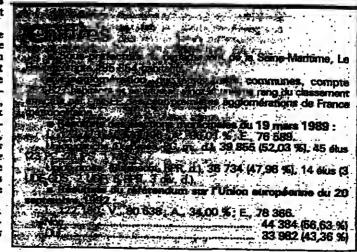
de la tour Montparnasse, sont actuellement en cours d'achève-ment aux portes de la ville. Pour un coût de 1 450 millinus de ... francs (valeur 1987), financé en partie par la manne des péages de Tancarville, l'ouvrage devrait permettre, en 1994, d'aller plus rapidement à Deauville, en payant. « Bien relies au nord et à l'ouest. la zone d'activités du Havre pourra se développer », assure Jean-Pierre Bonon. Un de ses vice-présidents ajnute avec optimisme que le pont permettra aussi à la clientèle « de l'autre côté de l'eau, ainsi que l'nn appelle icl les habitants du département du Calvados, de venir faire des achats au Havre.

Le pont de Narmandie est un symbole, sa construction doit atténuer bien des misères passagères, son nuverture résondre bien des problèmes. Chambre de commerce, Port autonome, municipalité, tous se retrouvent, pour nne fnis, d'accord pour entonner le même air du « pari sur l'avenir ». Antoine Rufenacht (RPR); leader local de la nnuvelle majorité et président de la réginn Haute-Normandie, les rejoint en estimant qu'il s'agit d'un «bon investissement». Les habitants semblent aussi séduits par cette aventure, ils revent d'aller le dimanche sur une autre plage, d'abandonner les galets du Havre paur les planebes de Deauville

Les Havrais ont-ils changé au point de ne plus accepter que leur bout de terre soit une impasse? Gens des villes bante et basse, pour eux l'affaire est d'importance. Elle signifie la fin de Bouville, la fin d'une époque nu l'isolement, seni face à la mer, était vécu comme une qua-

> de notre envoyé spécia Serge Bolloch

Prochain article: SAINT-QUENTIN



• Dans la série « Cités ». le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992); Saint-Malo (daté 22-23 novembre); Mâcon (daté 29-30 novembre); Perpignan (daté 6-7 décembre): La Rochelle (daté 13-14 décembre); Rodez (daté 20-21 décembre); Lisieux (daté 27-28 décembre); Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993); Aurillac (10-11 janvier); Troyes (17-18 janvier); Tulle (24-25 janvier): Blais (31 janvier-1 mars); Albertville (7-8 février); Angers (14-15 février); Périgueux (21-22 février); Vesoul (28 février-1 mars); Bastia (7-8 mars): Thionville (14-15 mars); Arles (21-22 mars) et Colmar (28-29 mars).

